

ESSAI
SUR
LE CHOMAGE ALLEMAND
D'APRÈS-GUERRE

Etude statistique et économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 3 juillet 1936, à 14 h.

PAR

Nicolas A. PHOCAS

Président : M. A. AFTALION.

Suffragants {

MM. J. LESCURE,
G. PIROU.

} *Professeurs*

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V•)

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549926_0070

ESSAI
SUR
LE CHOMAGE ALLEMAND
D'APRÈS-GUERRE

Etude statistique et économique

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

ESSAI

SUR

**LE CHOMAGE ALLEMAND
D'APRÈS-GUERRE**

Etude statistique et économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 3 juillet 1936, à 14 h.

PAR

Nicolas A. PHOCAS

Président : M. A. AFTALION.

<i>Suffragants</i> {	MM. J. LESCURE, G. PIROU.	{ <i>Professeurs</i>
----------------------	------------------------------	----------------------

LIBRAIRIE

DU

RÉCUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936



AVANT-PROPOS

Il n'est pas besoin de souligner l'importance que présente le mouvement du chômage en Allemagne depuis 1924. Soumis à l'action d'un ensemble de facteurs de caractères divers, le marché du travail de ce pays a présenté, durant cette période, des fluctuations d'une ampleur sans précédent. Il est donc naturel que les phénomènes du marché du travail aient attiré l'attention particulière des milieux économiques. Cependant, parmi l'abondante bibliographie qui porte sur cette matière, peu d'études traitent la question d'une façon satisfaisante. Si on laisse de côté le grand nombre d'études influencées, dans une mesure plus ou moins grande, par des considérations d'ordre social, on se rend aisément compte que, même parmi celles qui examinent les faits d'une façon objective et scientifique, la plupart n'abordent que l'une des faces du problème, pourtant si complexe, du chômage. Par contre, sont rares les études qui, dans l'examen des *causes* du chômage, embrassent ce phénomène dans son ensemble, dans la multitude de ses facteurs et de ses manifestations.

Plus particulièrement, il n'existe, à notre connaissance, en langue française, aucune étude complète sur le chômage allemand. On est ainsi réduit à certains articles de revues, et à certaines informations disparates qui d'ailleurs sont loin de couvrir la totalité du problème. C'est surtout cette lacune que notre étude s'efforce de combler.

Pour des raisons d'ordre technique et théorique, nous avons dû nous imposer dans l'étude du chômage, en Allemagne, des limites d'une double nature. Tout d'abord au point de vue de la période étudiée, nous avons principalement considéré les années 1924-1935. Cependant, nous ne

nous sommes reporté à la période d'avant-guerre qu'autant que cela nous paraissait nécessaire pour établir certaines comparaisons et pour en tirer des conclusions. En effet, le chômage d'avant-guerre présente un intérêt de beaucoup inférieur à celui de la période envisagée. En outre, l'insuffisance et la défectuosité des données statistiques du marché du travail d'avant-guerre ne permettent pas un examen scientifique des mouvements de ce marché. Pour ce qui est de la période 1914-1924, elle présente un caractère trouble et anormal par excellence. C'est ce qui nous paraît justifier le choix de l'année 1924 comme point de départ de notre étude.

L'autre limite à laquelle nous faisons allusion tout à l'heure porte sur la substance même du phénomène observé. En effet, le problème du chômage présente des aspects multiples dont seuls les aspects statistiques et économiques feront l'objet de cette étude. Aussi, avons-nous dû renoncer à l'étude des multiples problèmes que les mesures de lutte contre le chômage ont posé au cours des années d'après-guerre. L'ensemble de ces mesures, de même que la politique poursuivie depuis 1933, par le Gouvernement national-socialiste en matière de chômage, devraient faire l'objet d'une étude particulière.

Dans la première partie de notre étude, nous tâcherons de donner un tableau succinct de l'évolution et de l'état actuel des différentes sources d'informations statistiques du chômage que l'on possède en Allemagne. C'est sur la base de données fournies par ces sources que l'examen des causes du chômage sera ensuite poursuivi dans la deuxième et la troisième partie de cette étude.

Première Partie

Les sources statistiques du chômage

GÉNÉRALITÉS¹

Toute étude positive et réaliste du problème du chômage doit s'appuyer sur des données numériques éclairant l'ampleur, l'évolution chronologique et les caractéristiques de ce phénomène. La nécessité de l'établissement de statistiques du marché du travail a été en effet reconnue depuis l'avènement du régime économique du capitalisme, et par conséquent de la formation d'un marché du travail sous sa forme actuelle. Mais cette nécessité est devenue beaucoup plus pressante de nos jours, à la suite de l'importance particulière que ces statistiques présentent actuellement aux trois points de vue suivants :

1. Dans l'étude du chômage la question des sources statistiques constitue un problème à part sur lequel existe une littérature particulièrement abondante. Nous donnons ici un choix d'écrits dont nous nous sommes servi pour la composition de cette partie. — *Beiträge zur Arbeiterstatistik* N° 1 et N° 7, Berlin 1904 et 1908 « Die Fortschritte der amtlichen Arbeitsstatistik in den wichtigen Staaten », bearbeitet im Kaiserlichem Statistischen Amt : Abteilung für Arbeiterstatistik. — Aussi, N° 12, « Gebiete und Methoden der amtlichen Arbeitsstatistik in den wichtigsten Industriestaaten », Berlin, 1913. — Silbergleit, « Arbeitslosenstatistik in Deutschland », Rapport N° 2 présenté à la Conférence Internationale du Chômage tenue à Paris du 18 au 21 septembre 1910, *Compte rendu de la Conférence*, t. II, Paris, 1911. — Bureau International du Travail, *Les méthodes des statistiques du chômage*, (Rapport préparé pour la 2^e Conférence internationale des statisticiens du Travail, avril 1925), Etudes et documents, série N, N° 7, Genève, 1925. — Rud. Meerwarth *Einleitung in die Wirtschaftsstatistik* (Neunter Abschnitt : Ueber Arbeitsmarktstatistik, pp. 281-318), Jena, 1920. — Franz Zizek, *Grundriss der Statistik*, (pp. 510-517), München, 1923. — Joannes Müller, *Deutsche Wirtschaftsstatistik* (pp. 236-246), Jena, 1925. — Ignaz Jastrow, *Sozialpolitik und Verwaltungswissenschaft* (surtout pp. 53-88), Berlin, 1902. — A. de Lavergne et L. Paul Henry, *Le chômage, causes, conséquences, remèdes*, (pp. 51 et suiv.), Paris, 1910. — Otto Richter, « Arbeitsstatistik » dans *Die Statistik in Deutschland nach ihrem heutigen Stand*, publié sous la direction de Fr. Zahn (pp. 734-788), Berlin, 1911. — Benno Merkle, *Arbeitslosigkeit, ihre statistische Erfassung und ihre Bekämpfung durch den Arbeitsnachweis* (pp. 18-55), Leipzig, 1913. — Richard Herbst, *Die Methoden der deutschen Arbeitslosenstatistik* (Heft 6, de la série : *Ergänzungshefte zum deutschen Statistischen Zentralblatt*), Leipzig, 1914. — Karl Kumpmann,

1° Toute recherche scientifique des causes du chômage de même que toute action pratique, préventive ou curative, nécessitent une statistique des chômeurs complète et détaillée. Qu'il s'agisse en effet de mesures de prévention du chômage, ou bien de mesures de lutte, de l'organisation du placement, de l'orientation professionnelle, de l'encouragement ou de la restriction du travail féminin, de la permission ou de la défense de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, de l'exécution de travaux publics de secours, du choix entre l'assistance ou l'assurance pour l'indemnisation des chômeurs, bref, de toute mesure de politique du marché du travail, leur efficacité dépend en premier lieu de la possibilité de pouvoir observer d'une façon irréprochable les mouvements sur ce marché. « Tout particulièrement en Allemagne, dans les conditions actuelles, — encombrement du marché du travail, par suite de la croissance de la population, effets de la rationalisation, déplacements entre les couches sociales, etc. — une politique efficace du marché

Die Arbeitslosigkeit und ihre Bekämpfung, Tübingen, 1920. — Dietrich Puppe, *Die neuere Entwicklung der amtlichen Statistik des Arbeitsmarktes insbesondere der Arbeitsnachweisstatistik in Deutschland*, thèse Breslau, 1923. — Edmund Schreiber, *Arbeitsmarktbeobachtung und -berichterstattung* (Schriftenreihe des Landesarbeitsamtes Sachsen-Anhalt), Leipzig, 1927. — Wilhelm Henninger, *Die Deutsche Arbeitslosenversicherung* (Teil II, Quellen der Arbeitslosenstatistik und Kritik ihrer Brauchbarkeit für die Fragen der Arbeitslosenversicherung, pp. 35-74), München, 1929. — Werner Czech, *Der heutige Stand der amtlichen Reichsarbeitsstatistik in Deutschland*, thèse Breslau, 1932. — Fr. Zahn, « Die deutsche Arbeiterstatistik » dans le *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, 1905, t. XIV, 3^e livraison, pp. 241-261. — Otto Most, « Arbeitslosenstatistik », dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Jena, juillet 1910. — Rud. Meerwarth, « Betrachtungen über Methoden und Ergebnisse der deutschen Arbeitsmarktstatistik », dans l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, t. XXXIII, (1911), N° 3, pp. 744-779, et t. XXXIV (1912), N° 1, pp. 145-172. — W. Henninger, « Kritik der deutschen Arbeitsmarktstatistik », dans l'*Arbeit und Beruf*, Ausgabe A, 1927, N° 10. — Walter Jentzsch, « Neue Methoden der Arbeitsmarktstatistik », dans l'*Arbeit und Beruf*, Ausgabe A, 1927, N° 13. — Bruno Gleitze, « Die deutsche Arbeitsmarktstatistik ihre Entwicklung und Methode », dans *Die Arbeit*, 1928, N° 3 et 4. — Georg Schneider, « Die deutsche Arbeitsmarktstatistik im Dienste der Konjunktur- und Marktbeobachtung », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1929, N° 36 II. — Erwin Rawicz, « Werden und Wert der Statistik der Reichsanstalt », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1933, N° 1 II. — Voir aussi l'article de K. Kumpmann, « Arbeitslosigkeit und Arbeitslosenversicherung », dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 4^e édition, t. I, Jena, 1923, et les articles de W. Morgenroth, « Arbeitslosenstatistik » et de von Valta, « Arbeitsmarktstatistik », dans le *Handwörterbuch der Kommunalwissenschaften*, Ergänzungsband, Jena, 1927.

« du travail est impossible sans une description profonde et détaillée de ce marché »¹.

2° Mais, en dehors même du marché du travail, ces statistiques présentent un intérêt plus général. L'étude symptomatique de la dynamique économique constitue dans les pays à économie développée et compliquée, une des tâches les plus pratiques et les plus importantes de la science économique. Or, le marché du travail est un élément de la vie économique qui présente une sensibilité conjoncturale remarquable. On a, en effet, constaté une relation fonctionnelle entre le chiffre des ouvriers occupés et la marche des affaires. D'où l'emploi presque général des séries statistiques du chômage et de l'occupation comme un élément pour la construction des « baromètres économiques »². Après la guerre, le rapport entre les statistiques du marché du travail et l'étude de la conjoncture a été renforcé par la naissance de la nouvelle méthode empirico-inductive de la recherche du mouvement économique. En Allemagne, l'Institut de la Conjoncture de Berlin poursuit, entre autres courbes, celles de l'emploi et du chômage comme des symptômes caractéristiques de la dynamique économique³.

Somme toute, l'étude du marché du travail et du chômage, n'appartient plus seulement au domaine de la politique sociale, mais aussi à celui de la théorie de la conjoncture.

Néanmoins, il ne faudrait pas conclure des considérations qui précèdent à un parallélisme rigide et absolu entre le mouvement du marché du travail et le mouvement économique général. Les divergences dans les dimensions, de même que dans le sens du mouvement sont possibles, et on peut les constater facilement. Ainsi en Allemagne, les années 1919 à 1924 fournissent l'exemple d'une période pendant laquelle la situation extrêmement favorable d'u

1. Georg Schneider, « Zur Struktur der Arbeitslosigkeit », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1930, N° 31, pp. II, 486.

2. Cf. Karl Pribram, *Probleme der internationalen Arbeitsstatistik*, Jena, 1925, p. 6.

3. Cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1927, N° 2, p. 6.

marché du travail ne correspondait qu'à une prospérité inflationniste apparente de l'activité générale des affaires, tandis que l'économie était au fond malsaine. Par contre, à la suite des mesures de rationalisation prises depuis 1924, l'état de l'industrie paraissait favorable alors que les courbes du marché du travail présentaient un tableau particulièrement défavorable. Enfin, les mouvements du marché du travail perdent leur caractère de symptômes des oscillations cycliques dans tous les cas où ils sont influencés d'une façon déterminante par des mesures artificielles d'accroissement des possibilités d'emploi. C'est notamment le cas en Allemagne depuis 1933, et nous aurons l'occasion d'y revenir ¹. Mais il s'agit, dans tous ces cas, de circonstances exceptionnelles qui ne sauraient que confirmer la règle.

3^o En dernier lieu, l'importance des statistiques du chômage ressort du fait que toute politique d'indemnisation des chômeurs pour être rationnellement organisée doit s'appuyer sur des données numériques exactes. En effet, l'institution et le fonctionnement d'un système bien équilibré d'assistance générale, et à plus forte raison d'assurance-chômage obligatoire exige un examen statistique approfondi des régularités qui se manifestent lors de l'apparition des cas assistés ou assurés, par l'observation d'un certain nombre de cas particuliers ².

En présence de cette importance considérable des statistiques du chômage, la question se pose de savoir quelle est la valeur intrinsèque des données dont on dispose, et de quelle façon on peut les apprécier. A cet effet, il faut rechercher l'une après l'autre les sources d'où ces données découlent, la façon dont elles sont rassemblées, élaborées, coordonnées, la manière dont le service statistique central établit les statistiques et enfin la portée respective de ces dernières.

1. Voir, *infra*, pp. 138 et suiv.

2. Cf. Daniel Bellet, *Le chômage et son remède*, Paris, 1912, p. 25. — Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 10. — Wilh. Morgenroth, « Arbeitslosenstatistik als Grundlage der Arbeitslosenversicherung », dans la *Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft*, 1929, N^o 1, pp. 61-83 ; — Henninger, *op. cit.*

En abordant l'étude des statistiques du chômage allemand, nous exposerons dans une première section l'évolution et le développement des statistiques du marché du travail en général, ainsi que des services statistiques qui se sont, de tous temps, chargés de leur élaboration. La seconde section sera consacrée à l'examen détaillé des différentes séries statistiques dont on peut se servir pour l'étude du chômage depuis la guerre.

SECTION A

Les statistiques du chômage en général

Les statistiques du chômage ont été tout d'abord l'œuvre d'initiatives privées ; des organisations patronales ou ouvrières se chargeaient de les établir. Mais les renseignements ainsi obtenus ne remplissaient pas toujours les conditions cependant indispensables d'exactitude et de rigueur scientifique. Aussi a-t-on pu remarquer dans plusieurs pays, une évolution très nette vers la centralisation et l'étatisation de l'observation statistique du marché du travail.

Les milieux ouvriers qui sont toujours les premières victimes des crises qui affectent le marché du travail avaient naturellement éprouvé les premiers la nécessité de dresser des statistiques du chômage. L'intensité inquiétante de ce phénomène en Allemagne, pendant la dernière décade du XIX^e siècle, poussa les organisations ouvrières de nombreuses villes à procéder pendant l'hiver 1892-1893 au recensement des ouvriers sans travail de leur ressort ¹.

Mais en dehors de ces sondages isolés, les premiers efforts pour établir des statistiques coordonnées et centralisées provinrent également de l'initiative privée. Ce fut le Professeur Jastrow qui, avec l'appui des organisations indépendantes existant alors en Allemagne : Offices de place-

1. Les résultats de ces dénombrements avaient été publiés en grande partie dans le *Sozialpolitisches Zentralblatt*, 1892, 2^e année, N° 32. Cf. aussi Herbst, *op. cit.*, pp. 10-53.

ment, Caisses de maladie, Offices d'assurance des Pays, et grâce à l'emploi des méthodes statistiques, imprima pour la première fois en 1897 à l'observation statistique des fluctuations du marché du travail sa forme actuelle. En février 1897, il fit publier le premier état statistique. Peu de temps après commença la publication régulière des statistiques dans une revue spécialisée¹.

Les pouvoirs publics agirent dans le même sens dès 1892 en créant une « Commission pour la Statistique du Travail » dans le sein de l'Office impérial de Statistique (Kaiserliches Statistisches Amt)². Sur ce point, l'Allemagne suivait l'exemple des pays qui avaient déjà institué des services spéciaux de statistique du marché du travail : les Etats-Unis en 1884, l'Angleterre en 1886, la France en 1891.

De cette « Commission pour la Statistique du Travail », naquit, en 1902, dans le sein de l'Office impérial de Statistique, la « Section III pour la Statistique du Travail » (Abteilung für Arbeiterstatistik) qui devint le service central de la Statistique du Travail du Reich³.

Elle fut instituée dans le but déterminé d'entreprendre la statistique du marché du travail établie jusqu'alors par l'initiative privée ou communale. On lui assigna la tâche de rassembler et de publier périodiquement des informations statistiques du travail, ainsi que de procéder à des enquêtes particulières à l'aide de relevés écrits ou oraux⁴. Avec la création de ce service, s'est opérée définitivement « l'étatisation de l'observation statistique du marché du travail »⁵.

Cette « Section » avait été jusqu'en 1920 le service le plus important des recherches statistiques du travail, et avait fait preuve d'une grande activité⁶.

1. Cf. détails dans Jastrow, *op. cit.*, pp. 6 et suiv.

2. Cf. von Valtta, « Arbeitsstatistik und Arbeitsstatistische Aemter » dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, t. I, pp. 876 et suiv. Jena, 1923. — *Beiträge zur Arbeiterstatistik*, N° 1, *op. cit.*, p. 180.

3. Cf. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N° 1, pp. 4 et suiv.

4. Cf. Denkschrift betreffend die Errichtung einer Abteilung für Arbeiterstatistik (Beilage 4 zur Anlage IV des Reichshaushalts-Etats, pour l'année 1902) du 24 déc. 1902.

5. Jastrow dans la *Krisis auf dem Arbeitsmarkt*, publication du Verein für Sozialpolitik, p. VI, Leipzig, 1903.

6. Cf. détails dans *Beiträge*, *op. cit.*, pp. 192 et suiv.

Après la guerre, et avec la naissance et le développement de la recherche conjoncturale, l'importance des statistiques du marché du travail s'est considérablement accrue. L'intérêt de l'Etat, des communes et de l'opinion publique pour les phénomènes du marché du travail s'est également accru. Enfin, les sources d'informations statistiques se sont développées et se sont multipliées ; à celles déjà existantes, qui d'ailleurs se sont constamment élargies depuis 1903, s'ajoutèrent, à partir de 1921, les statistiques syndicales sur le chômage partiel et la statistique volumineuse de l'assistance-chômage.

Pour faire face aux nouveaux besoins dictés par l'importance accrue des statistiques du travail, on a procédé, en mai 1920, à la création d'un « Office fédéral de Placement » (Reichsamt für Arbeitsvermittlung)¹. La plus grande partie de la statistique du travail a été entreprise par cet Office, et particulièrement par sa « Section de la Statistique du Travail » (Arbeitsstatistische Abteilung). Cet Office était subordonné au Ministère du Travail du Reich, mais il formait dans son sein une autorité fédérale supérieure indépendante.

En vertu du décret de mai 1920, l'Office fédéral de Placement fut institué pour l'observation du marché du travail et la réglementation uniforme du placement sur l'ensemble du territoire de l'Empire (§ 1 et 2, al. 1). Aux termes du § 3 « l'Office fédéral est autorisé à réclamer de tous les services intéressés, et en particulier des organes du placement, des communes et associations de communes, des Chambres de Commerce, des Chambres des Artisans et de l'Agriculture, des Caisses de maladie et Associations de ces Caisses, ainsi que des Unions professionnelles d'ouvriers et de patrons, les informations nécessaires à l'accomplissement de ces fonctions »². Cet Office fût ainsi devenu l'organe central de la statistique du chômage de l'Empire : tous les organismes subordonnés ou indépendants devaient lui envoyer des communications.

1. Verordnung über die Errichtung eines Reichsamts für Arbeitsvermittlung, du 5 mai 1920, *Reichsarbeitsblatt*, p. I, 383.

2. Cf. tableau systématique de l'activité de l'Office en matière statistique dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1921, Heft 2, p. II, 43.

La loi fédérale du 22 juillet 1922¹ sur le placement, donne à l'organisation du placement sa forme définitive et complète. Elle répète dans ses articles 25, 26, 31 et 49, les dispositions concernant l'activité de l'Office fédéral en matière de statistique.

Quelques mois après, en vertu de l'Ordonnance du 30 septembre 1922², l'Office fédéral de Placement prit le nom d'« Administration fédérale du Travail » (*Reichsarbeitsverwaltung*).

L'importance de ces dispositions législatives (Ordonnances de 1920 et de 1922, et loi sur le placement de 1922) sur l'évolution et le développement des statistiques du chômage a été considérable. La statistique du marché du travail fut enlevée au service central de l'Administration statistique (Office impérial de Statistique) par lequel elle était administrée jusqu'alors ; elle fut confiée à une autorité spéciale de l'Administration générale du Reich. Cette dernière embrasse en outre tous les services entretenus par le Reich, les Pays ou les municipalités ayant pour but la réglementation du marché du travail — placement, orientation professionnelle, création de travail — et toutes les institutions se trouvant en rapport avec ce marché, comme l'assistance-chômage. La réunion de ces deux fonctions, étude statistique et administration du travail, entre les mains d'un même organisme central — l'Administration fédérale du Travail — est très favorable à son activité : ainsi elle prend rapidement connaissance des données statistiques brutes qui lui sont fournies ; elle peut ensuite les élaborer elle-même conformément à ses propres besoins pratiques ; elle peut aussi procéder aux nouvelles enquêtes qui lui paraîtraient nécessaires pour la réglementation du marché du travail³.

A un autre point de vue, on peut constater une amélioration notable quant au fondement législatif des statistiques. Ainsi, la loi de 1922 autorisait l'Administration du

1. *Arbeitsnachweisgesetz* du 22 juillet 1922, *Reichsarbeitsblatt*, 1922, pp. 1, 394 et suiv.

2. *Verordnung über die Umbenennung des Reichsamts für Arbeitsvermittlung*, *Reichsgesetzblatt*, 1922, Teil I, N° 67, p. 759.

3. Cf. Dietrich Puppe, *op. cit.*, pp. 15 et suiv.

Travail à réclamer les renseignements nécessaires pour mener ses enquêtes, sans déterminer de plus près le cercle des personnes et des services soumis à l'obligation de lui fournir ces indications. L'Administration était ainsi dotée d'attributions légales très larges, dont elle pouvait faire usage suivant les circonstances et les nécessités pratiques.

Indépendamment de l'Administration fédérale du Travail, les « Offices de Placement des Pays » (Landesämter für Arbeitsvermittlung)¹ étaient astreints, en vertu de la loi de 1922 (§ 15, al. 2), à l'observation du marché du travail dans leur région. Ils étaient obligés de préparer régulièrement pour l'Office central des rapports dits « Situationsberichte » et pour se procurer les données statistiques nécessaires, ils étaient autorisés par la loi de 1922 (§ 25) à demander des renseignements à un certain nombre de personnes. En outre, ils rassemblaient les états statistiques dressés par les Offices de placement locaux, et les Offices d'orientation professionnelle et les envoyaient dans les délais fixés par la loi à l'Administration fédérale du Travail.

Une dernière étape dans l'évolution des statistiques du chômage a été franchie par suite de l'entrée en vigueur de la loi sur le placement et l'assurance-chômage². Les services de placement et d'allocations aux chômeurs relèvent dorénavant d'un même organisme central « l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage » (Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung)³, et des offices subordonnés : « Offices de Travail des Pays » (Landesarbeitsämter) et « Offices de Travail locaux » (Arbeitsämter).

Succédant à l'Administration fédérale du Travail, l'Office fédéral se voit chargé de toutes les tâches de la première en matière de statistiques du marché du travail. Ainsi, l'article 215 de la loi de 1927 stipule : 1^o « La *Reichsanstalt* « peut entreprendre des enquêtes périodiques ou isolées

1. Ils constituaient un service intermédiaire entre les Offices de Placement locaux (Arbeitsnachweisämter) et l'Office Central.

2. Gesetz über Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung vom 16 April 1927, *Reichsgesetzblatt*, 1927, Partie 1, N^o 32, pp. 187-219.

3. Il est institué sous forme d'une personne morale de droit public placée sous la surveillance du Ministre du Travail du Reich (§ 1, al. 3 et § 47, de ladite loi).

« sur la situation du marché du travail, l'évolution de l'assurance-chômage et de l'assistance de crise, sur les conditions du travail ... ainsi que sur le mouvement des adhérents des associations de patrons et ouvriers ; elle peut réclamer à cet effet toutes les informations nécessaires aux autorités publiques et personnes privées. 2° La *Reichsanstalt* doit publier régulièrement des états sur la situation du marché du travail, l'importance du chômage, l'évolution et les conditions de l'assurance-chômage, et l'activité de l'institution du placement »¹.

Dans les différents services de cette institution, l'activité statistique se répartit de la façon suivante : aux « Offices de Travail locaux » incombe essentiellement l'établissement des statistiques ; quant aux « Offices des Pays », ils se chargent de l'élaboration des statistiques de leur région ; enfin le « Service central » (Hauptstelle) réunit et combine les résultats pour l'ensemble de l'Empire. C'est à la fois au « Service central » et aux « Offices des Pays » qu'il appartient de publier ces résultats.

1. Les dispositions de l'art. 215 sont restées inchangées malgré les amendements qu'ont subi plusieurs parties de la loi de 1927.

SECTION B

Les sources statistiques particulières du chômage

Les méthodes d'investigation que l'on désigne sous le nom de statistiques du chômage peuvent être de différentes natures.

On distingue ainsi entre statistiques directes du chômage et statistiques indirectes. Les statistiques directes sont celles qui ont pour but principal de permettre l'évaluation de l'importance du chômage. Elles résultent d'enquêtes spéciales menées dans ce but. A cette catégorie appartiennent les recensements généraux des chômeurs entrepris soit par l'Etat, soit par les pays particuliers, soit enfin par les communes ou certaines villes industrielles. De la même nature sont aussi les statistiques des syndicats et autres organisations professionnelles d'ouvriers, mais seulement dans le cas où ces organisations n'entretiennent pas une Caisse de chômage.

Les statistiques directes, par contre, sont celles qui dérivent du fonctionnement de certaines institutions permanentes de lutte contre le chômage et tout particulièrement de l'assurance-chômage¹. Telles sont les données statistiques de l'institution du placement, des services de secours aux chômeurs, des Caisses de maladie, des firmes industrielles sur le degré de l'emploi, et enfin, celles des syndicats ou-

1. Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 4.

vriers servant des allocations de chômage à leurs adhérents.

Une autre distinction doit être faite entre statistiques du chômage proprement dites — côté négatif du marché du travail — et statistiques de l'emploi — côté positif du marché du travail.

Les statistiques de l'emploi sont celles dressées par les Caisses de maladie sur la base des chiffres de leurs affiliés occupés. Telles sont aussi les communications des établissements industriels sur le degré de l'emploi et enfin les pourcentages concernant les ouvriers travaillant à plein dans les syndicats ouvriers.

Cinq sources continues d'informations statistiques fournissent actuellement en Allemagne des données générales sur le chômage. Ce sont :

- 1° les statistiques des chômeurs secourus ;
- 2° les statistiques dérivant de l'activité de l'institution du placement ;
- 3° les pourcentages syndicaux ;
- 4° les statistiques des Caisses de maladie ;
- 5° les statistiques patronales.

A ce tableau il faut ajouter une source qui n'a pas le caractère de continuité ; ce sont : les recensements généraux des chômeurs.

CHAPITRE PREMIER

LES RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DES CHOMEURS

Avant la guerre, en l'absence de bonnes statistiques indirectes, l'attention portait surtout sur les statistiques directes du chômage, comme celles résultant d'enquêtes spéciales : recensements généraux de la population, recensements généraux professionnels, ou recensements locaux dans certaines villes industrielles. Par contre, après la guerre, les statistiques plus perfectionnées fournies par les diverses sources indirectes ayant en plus l'avantage de la périodicité ont relégué au second plan les statistiques directes dressées à l'aide des dénombrements¹.

Néanmoins, encore aujourd'hui, il reste vrai que « le « recensement est la seule opération qui permette un « dénombrement complet des chômeurs ; il peut fournir « sur chaque personne en chômage les conditions de sexe, « d'état civil, de profession, de famille, ajoutons de nationalité, que l'on recueille pour tout habitant »². Ces relevés ont en outre l'avantage de permettre un rapprochement entre le nombre absolu de chômeurs à un certain moment et les chiffres fournis par les institutions d'assurance ou de placement, chiffres qui ont toujours un caractère relatif et partiel³.

1. Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 6.

2. Lucien March, « Recensements industriels et statistique du chômage », 7^e rapport soumis au XI^e Congrès de l'Institut International de Statistique, en 1903, publié dans le *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, t. XV, livraison 2, p. 271.

3. Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 30.

Mais ces avantages sont en grande partie rachetés par des insuffisances indéniables. C'est en premier lieu le fait qu'en raison des énormes dépenses entraînées par ces recensements généraux, et des grandes difficultés présentées par leur exécution, ils ne peuvent se renouveler qu'à de longs intervalles¹; de telle sorte que toute possibilité de comparaison entre des chiffres successifs est très difficile. En outre, de par leur nature même, ces recensements ont le caractère de vues instantanées du chômage à un jour déterminé et ne peuvent pas fournir des renseignements relatifs à son évolution.

D'autre part, l'exactitude des données obtenues dépend en grande partie de la manière dont les cas de chômage qu'il s'agit de relever seront délimités, par rapport aux ouvriers occupés, à savoir de la façon dont la question visant le chômage sera posée. Cette difficulté se rattache d'ailleurs au problème général de la définition théorique du chômage; suivant que les limites de cette notion seront plus ou moins largement tracées, les résultats seront très différents.

Il faut enfin mentionner qu'en raison de la lenteur du dépouillement, les résultats ne sont connus que des mois et parfois des années entières après le jour du recensement, ce qui diminue considérablement leur intérêt².

En Allemagne, des recensements généraux de chômeurs ont eu lieu à trois reprises : en 1895, en 1925 et en 1933³.

Les recensements de 1895⁴. — C'est pour la première

1. Il s'agit d'enquêtes menées à l'occasion des recensements généraux de la population ou des recensements industriels. L'expérience enseigne que seules ces enquêtes peuvent offrir un tableau complet du chômage à l'encontre des recensements de chômeurs isolés : cf. Silbergleit, *op. cit.*, p. 95.

2. Pour le grand recensement allemand de 1925, une année après, on ne possédait encore que des résultats partiels et ce n'est qu'en janvier 1927 que paraissaient les premiers résultats pour l'ensemble du Reich.

3. Nous ne traiterons pas des dénombrements locaux, entrepris souvent par les municipalités et les villes industrielles. Ils ont eu une certaine importance avant la guerre; ainsi, durant la période 1895 à 1914, environ 140 de ces dénombrements ont eu lieu. Après la guerre, ils disparaissent presque complètement. Cf. Herbst, *op. cit.*, (Die Kommunalen Arbeitslosenstatistiken, pp. 53-108). — L. de Lavergne et Paul Henry, *op. cit.*, pp. 60 et suiv.

4. Cf. Heinrich Rauchberg, *Die Berufs- und Gewerbebezahlung im Deutschen Reich vom 14 Juni 1895*, Berlin 1901 (surtout pp. 1-32). — H. Scheel, « Die deutsche Berufs- und Gewerbebezahlung vom 14 Juni 1895 », dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 3^e série, t. XV, p. 117.

fois en 1895 que de la part du Reich l'effort a été fait de se procurer des informations sur le volume absolu du chômage dans tout l'Empire, et cela à deux reprises : le 14 juin, à l'occasion du recensement professionnel général ordonné par la loi impériale du 8 avril 1895¹, et le 2 décembre, au moment du dénombrement de la population. Dans ce but, les bulletins familiaux du recensement professionnel, ainsi que les formulaires du recensement de la population comportaient une question se rapportant au chômage. Elle était conçue de la façon suivante :

« Pour les salariés, hommes et femmes, domestiques, « compagnons et autres ouvriers, et pour les ouvriers « travaillant à domicile et les travailleurs indépendants, « à l'exclusion des personnes frappées d'une incapacité durable et complète de travailler :

« a) Etes-vous actuellement en travail (oui ou non) ?
« Si non :

« b) Depuis combien de jours ?

« c) Etes-vous sans travail pour cause d'incapacité « passagère (oui ou non) ?

Les résultats de ces recensements sur l'inoccupation furent les suivants² :

Ont été établis comme chômeurs :

	En général		Pour cause de maladie		Autres chômeurs	
	14-6-95	2-12-95	14-6-95	2-12-95	14-6-95	2-12-95
Hommes	218.603	553.584	85.866	153.561	132.737	400.017
Femmes	80.749	217.421	34.482	63.804	46.267	153.623
Ensemble	299.352	771.005	120.348	217.356	179.004	553.640

Rapportés à l'ensemble de la classe ouvrière qui s'élevait à 16.146.671 personnes, ces chiffres de 179.004 et de 553.640 représentent respectivement 1,11 et 3,43 sur cent ouvriers.

Certaines circonstances ont valu à ces enquêtes une impor-

1. *Reichsgesetzblatt*, 1895, p. 225.

2. Ils ont été publiés par l'Office impérial de Statistique dans la revue officielle *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reichs*, supplément à la livr. 4, Berlin 1896. Cf. aussi *Statistik des Deutschen Reichs*, nouvelle série, t. CXI, Berlin, 1899, section 13, pp. 245 et suiv.

tance particulière. En effet ces dénombrements de chômeurs n'ont pas eu lieu isolément, mais en liaison avec le recensement professionnel et le recensement de la population ; ce qui permet d'établir la grandeur relative du chômage par rapport à la population active totale, et par rapport à l'ensemble de la population. En outre, le fait que ces enquêtes se sont répétées deux fois dans la même année, en été et en hiver, permet certaines conclusions sur les variations saisonnières du chômage.

Quant à la valeur représentative de ces chiffres, l'Office impérial de Statistique émit l'avis qu'ils devaient être supérieurs à la situation réelle du chômage à ces dates. Ce pouvait être l'effet de la façon imprécise dont la question avait été posée : elle laissait en effet une grande marge à l'appréciation subjective du recensé¹.

Le recensement de 1925². — Il a été effectué à la date du 16 juin 1925³, en tant que recensement de population, recensement professionnel et recensement d'entreprises.

Comme en 1895, dans les listes familiales, la question visant le chômage était posée dans la colonne 18. Les personnes qui chômaient à cette date, sauf les grévistes et les ouvriers licenciés à la suite d'un lock out, devaient s'inscrire comme chômeurs tout court, et comme chômeurs-malades dans le cas où leur inoccupation était causée par la maladie ou par une incapacité passagère. Dans les colonnes précédentes les personnes se déclarant chômeurs devaient avoir déjà indiqué leur profession et l'établissement dans lequel elles l'avaient exercée dernièrement.

Malheureusement, l'Office fédéral de Statistique n'a pas publié les chiffres totaux du chômage, estimant que les résultats du relevé n'étaient pas satisfaisants. Ainsi, a été

1. *Statistik des Deutschen Reiches*, nouvelle série, t. CXI, Berlin, 1899, p. 245.

2. Cf. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CXXI, partie I, Berlin, 1928 : (Einführung in die Volkszählung 1925, pp. 1-32). — Fr. Burgdoerfer, « Die Volks-Berufs-und Betriebszählung 1925 », dans l'*Allgemeines Statistisches Archiv*, 1925, N° 1, pp. 7-78.

3. Cf. Gesetz über die Volks-Berufs-und Betriebszählung du 13 mars 1925, *Reichsgesetzblatt*, n° 8, p. 19 ; voir aussi : Verordnung über die Durchführung des Gesetzes vom 13.3.1925, *Reichsministerialblatt*, N° 14, p. 131.

démontré de nouveau le point faible de la détermination théorique des « cas à relever ». En tout cas, les chiffres obtenus d'après les résultats partiels se présentaient plus élevés que les chiffres des statistiques continues à la même date et cela dans une proportion de 30%.

A un autre point de vue, le recensement de 1925 fournit des indications précieuses pour l'étude de la question du chômage. A l'aide de ces données on peut poursuivre les transformations survenues depuis l'avant-guerre dans la composition de la population au point de vue de l'activité professionnelle. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question dans la troisième partie de cette étude.

Le recensement de 1933¹. — Prévu pour l'année 1930, il n'a pu être effectué que le 16 juin 1933 en raison des difficultés financières de l'Etat².

Par la date où il avait lieu, il présentait un intérêt extraordinaire. A l'encontre du recensement de 1925, il tombait à la fin d'une époque de dépression de l'économie allemande inconnue jusqu'alors. Au point de vue politique, il coïncidait avec un changement fondamental de la politique de l'Empire.

Dans les formulaires il était de nouveau réservé une case pour les indications concernant le chômage. Les personnes qui, étant capables de travailler, étaient sans emploi à la date du 16 juin 1933, devaient s'inscrire dans les colonnes 18 et 19, en indiquant aussi si elles étaient occupées sur les « chantiers de travaux de secours » ou au « service du travail », et en plus, si elles étaient déjà enregistrées dans un Office de placement comme chercheurs d'emploi. Par contre, les ouvriers en état d'incapacité permanente, les grévistes et les ouvriers débauchés à la suite

1. Cf. Friedrich Burgdörfer, « Die Volks-Berufs-und Betriebszählung, 1933 », dans l'*Allgemeines Statistisches Archiv*, 1933, N° 2, pp. 145-171. — *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCLI, Berlin, 1935 (surtout Einführung in die Volkszählung 1933, pp. 5-11).

2. Cf. Gesetz über die Durchführung einer Volks-Berufs-und Betrieb.zählung 1933, vom 12 April 1933, *Reichsgesetzblatt*, Partie I, p. 199. Voir aussi, Verordnung zur Durchführung des Gesetzes über die Volks-Berufs-und Betriebszählung 1933, du 13.4.1933, *Reichsministerialblatt*, N° 15, p. 151.

de loc-kout, et enfin les malades dont le contrat de travail subsistait, ne devaient faire aucune indication dans les dites colonnes. Les chômeurs devaient d'ailleurs donner dans les colonnes 12 à 17, toutes les indications auxquelles les ouvriers occupés étaient tenus, mais en se rapportant à leur dernière occupation principale. Enfin, les ouvriers chômant partiellement ne devaient pas se considérer comme chômeurs dans le sens du recensement, alors même que le jour du recensement ils n'avaient pas travaillé effectivement dans leur emploi¹.

Une innovation importante du recensement de 1933 consiste en ce que, à l'encontre de la pratique suivie par le recensement de 1925, on a établi séparément les sans-travail et les personnes ayant conservé leur emploi. On a formé ainsi une catégorie plus générale, celle des « personnes exerçant un emploi » (Erwerbspersonen), qui contient d'une part les personnes effectivement actives et d'autre part les chômeurs. Cette distinction a été imposée par l'énorme importance que l'inoccupation avait atteint en 1933².

Les résultats³ de ce recensement peuvent être résumés comme il suit : à côté de 26,4 millions de personnes actives et effectivement occupées au jour du recensement, on a dénombré 5.855.000 chômeurs, ce qui représente 9% de la population totale et 18% de la population active (Erwerbspersonen). Parmi les chômeurs, le contingent féminin constituait environ 1 million.

A cette même date du 16 juin 1933, une enquête spéciale de l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage⁴ a établi que 5.056.000 chômeurs étaient enregistrés dans les Offices de placement. La différence de 800.000 points que ces deux chiffres laissent apparaître doit être attribuée à ce que l'on appelle « chômage invisible » ou « chômage latent »⁵.

1. Cf. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCLI, pp. 5 et suiv.

2. *Wirtschaft und Statistik*, 1934, N° 14, p. 434.

3. *Wirtschaft und Statistik*, 1934, N° 14, pp. 435 et suiv.

4. « Stand der Arbeitslosigkeit am 16.6.33 nach den Meldungen der Arbeitsämter », Berlin, 1933.

5. Cf. détails *infra*, pp. 65 et suiv.

CHAPITRE II

LES STATISTIQUES DES CHOMEURS SECOURUS

Ces statistiques dérivent du fonctionnement des services chargés de l'indemnisation des chômeurs, quelle que soit la nature des indemnités allouées. En effet, depuis longtemps déjà, divers organismes servaient des allocations aux ouvriers sans travail ou à une partie d'entre eux. Ce furent tout d'abord des organisations professionnelles d'ouvriers qui s'intéressèrent au sort de leurs adhérents en état de chômage et constituèrent à cet effet des caisses syndicales de chômage. Par suite de l'activité de ces caisses, les syndicats devinrent les mieux qualifiés pour fournir des renseignements sur le nombre des ouvriers sans emploi.

L'exemple des syndicats fut imité plus récemment par les communes et les grandes villes industrielles. Plusieurs d'entre elles fondèrent en Allemagne pendant le dernier quart du XIX^e siècle des Caisses de chômage. Elles développèrent parfois une activité importante et dressèrent des statistiques de chômeurs satisfaisantes¹.

Mais les données fournies par ces deux sources étaient complètement insuffisantes. Elles ne s'appliquaient qu'à de parties infimes du marché du travail ; en outre, elles ne présentaient pas la continuité et l'homogénéité nécessaires pour qu'elles puissent servir à des comparaisons utiles. D'une façon générale, on peut dire que cette source statis-

1. Voir détails sur les statistiques communales de cette période dans Herbst, *op. cit.*, pp. 53-108.

lique ne présente d'importance en matière de chômage que lorsque le service d'allocation de secours aux chômeurs est entrepris par les pouvoirs publics et s'adresse à l'ensemble ou tout au moins à une grande partie du monde ouvrier.

Sous la pression des conditions exceptionnelles créées en Allemagne au lendemain de l'armistice par la démobilisation et de la violente crise du chômage qui s'ensuivit, le gouvernement institua par l'« Ordonnance de démobilisation » du 13 novembre 1918¹, une assistance-chômage générale. D'ailleurs les discussions et les projets sur ce sujet étaient déjà, pendant les dernières années d'avant-guerre, à l'ordre du jour.

Le cercle des personnes pouvant bénéficier de cette assistance était strictement limité par les conditions d'application de l'assistance. En effet, les allocations ne pouvaient être touchées que par des personnes qui, âgées de plus de 14 ans, étant capables de travailler et disposées à le faire, étaient cependant victimes d'un chômage involontaire. Il fallait en outre que ce chômage soit une « conséquence de la guerre » et que, dans chaque cas, le chômeur se trouve dans une « situation nécessiteuse » (§ 6). Cette dernière condition était minutieusement délimitée dans les §§ 11 et 12 de ladite Ordonnance. La durée de la période d'indemnisation fut enfin limitée à 26 semaines par l'Ordonnance du 6 mai 1920².

Cette assistance-chômage générale introduite comme une mesure transitoire (§ 18) a subsisté pendant environ 9 ans, pour faire place en 1927 à une assurance-chômage obligatoire, suivant un développement systématique dans ce sens.

En vertu de l'Ordonnance fondamentale de 1918 et des dispositions postérieures, on a institué aussi une statistique des chômeurs bénéficiant des subsides de l'assistance³.

Cette statistique reposait sur les communications que les Offices de placement devaient envoyer régulièrement, par

1. *Reichsgesetzblatt*, 1918, N° 153, p. 1305.

2. *Reichsgesetzblatt*, p. 871.

3. *Anordnung betreffend Erwerbslosenstatistik*, du 3 décembre 1920, *Reichsarbeitsblatt*, 1920, N° 5, p. I, 179.

l'intermédiaire des Offices des Pays, à l'Office de Démobilisation et, à partir du mois d'avril 1919, à l'Administration fédérale du Travail. Mais, jusqu'au mois de décembre 1919, seuls les Offices de quelques grandes villes se conformèrent à ces prescriptions concernant l'envoi des communications. Aussi, la statistique n'est complète que depuis 1920.

Les communications se rapportaient au 1^{er} et au 15 de chaque mois et comportaient les indications suivantes :

a) Nombre de chômeurs secourus en distinguant entre les sexes ;

b) Nombre des personnes ayant touché une « allocation supplémentaire comme membres du ménage d'un chômeur secouru » (Zuschlagsempfänger).

Outre ces indications, les communications se rapportant au 15 du mois comportaient :

c) Le nombre des personnes secourues au-dessous de 14 ans ;

d) Le nombre des personnes secourues occupées dans des petits ou grands travaux publics de secours.

e) Le nombre des personnes ayant touché des allocations pendant plus de trois mois, en distinguant entre hommes et femmes.

f) Le montant des sommes dépensées au cours du mois écoulé (du 1^{er} au 1^{er}).

Sur la base de ces communications bi-mensuelles, l'Administration fédérale du Travail établissait ensuite les résultats pour l'ensemble du Reich et les publiait dans le *Reichsarbeitsblatt*.

Outre les chômeurs complets, la statistique faisait également état, depuis octobre 1922, des chômeurs partiels. Cette catégorie fut exclue du système de l'assistance, en avril 1924. Mais elle fut réintroduite par la loi du 20 février 1926 ¹ sur l'assistance des chômeurs partiels. La publication des données sur le chômage partiel fut ainsi reprise le 13 décembre 1926 ². Mais ces données ne possèdent aucune

1. *Reichsgesetzblatt*, 1926, Partie I, p. 105. Cf. Weigert, *Die Anordnung über Kurzarbeiterfürsorge*, Berlin, 1926, pp. 8 et suiv.

2. *Reichsarbeitsmarkt-Anzeiger*, 1928, N° 18, p. 8.

valeur, le nombre des personnes pouvant bénéficier de cette assistance étant très limité¹.

A côté de l'assistance ordinaire, et afin de la compléter, la loi du 19 novembre 1926² a établi une assistance particulière, dite « assistance de crise ». Devaient bénéficier de cette assistance les chômeurs ayant dépassé la limite de la période pendant laquelle les allocations ordinaires devaient être servies. Une statistique se rapportant au 15 du mois faisait état de cette catégorie de chômeurs.

La valeur des données de la statistique des chômeurs secourus, entre 1918 et 1927, est très restreinte. Les chômeurs secourus par le service de l'assistance ne représentaient qu'une petite fraction du nombre total des chômeurs, existant réellement dans le pays³. C'était en grande partie l'effet des conditions restrictives auxquelles les allocations de secours étaient soumises. En dehors de la capacité et de la volonté de travailler, l'attribution de secours supposait dans chaque cas particulier « l'état d'indigence » du bénéficiaire. Ainsi, ne pouvaient pas toucher des allocations les personnes qui tout en étant chômeurs ne se trouvaient pas en état d'indigence, grâce à une fortune personnelle ou à d'autres ressources. En outre, pour être indemnisable, le chômage devait se présenter comme une « conséquence de la guerre ». Bien entendu, ce rapport entre la guerre et le chômage à indemniser, exigé par la loi, ne doit pas être entendu dans un sens strict. Il ne s'appliquait pas seulement aux répercussions dommageables immédiates de la guerre sur la personne du chômeur, mais il concernait d'une façon générale tous les cas où il s'agissait de conséquences défavorables de la guerre sur la vie économique et particulièrement sur le marché du travail.

Mais il y a en outre un autre fait qui enlève toute homo-

1. Voir §§ 1 à 7 de l'Ordonnance du 13 décembre 1926.

2. *Reichsgesetzblatt*, 1926, Partie I, p. 489. — Oskar Weigert, « Die Kri-senfürsorge für Erwerbslosen », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1926, N° 44, II.

3. Ainsi cette remarque a été faite par le délégué allemand von Valta dans la 2^e Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, tenue à Genève du 20 au 25 avril 1925 : cf. Bureau International du Travail, *Études et Documents*, série N, N° 8, Genève, 1925, p. 54.

généité aux données de cette période. Comme on le sait, ces statistiques sont influencées par les conditions de fonctionnement de l'assistance et notamment par les conditions de l'allocation des secours. Or, ces dernières fixées pour la première fois par l'Ordonnance fondamentale de 1918, furent, entre 1918 et 1927, l'objet de modifications continues¹. Aussi, le contingent des chômeurs touchant des allocations n'est pas resté identique aux différentes époques.

Le système de l'assistance-chômage a évolué vers un système d'assurance-chômage obligatoire qui fut définitivement consacré par la loi du 16 juillet 1927 « sur le placement et l'assurance-chômage »², mise en vigueur le 1^{er} octobre de cette même année. Depuis lors, l'assurance nationale contre le chômage est devenue une des principales sources de statistique du chômage. Le cercle des personnes couvertes par elle est très large. Il représente la presque totalité des ouvriers. En effet, sont assujetties à cette assurance toutes les personnes soumises à l'assurance-maladie obligatoire et en outre les employés soumis à « l'assurance des employés obligatoire » mais dont le gain annuel ne dépasse pas 8.400 marks. Ainsi, à quelques exceptions près (agriculture et certaines catégories insignifiantes d'ouvriers), l'assurance-chômage s'étend actuellement à toutes les industries ou professions. A la fin de l'année 1928, elle couvrait au total plus de 17 millions de personnes. Ce nombre a diminué de cinq millions jusqu'en 1931 par suite de la crise³.

Les conditions d'attribution des prestations de l'assurance chômage sont fixées dans le § 87 de la loi de 1927. Elles sont les suivantes :

- a) capacité de travailler ;
- b) désir de travailler ;
- c) chômage involontaire ;
- d) « stage d'assurance » ; il consiste en ce que seuls peu-

1. La loi de 1918 a été 16 fois amendée jusqu'à 1927, Cf. Brandenburg, *Die Entwicklung des Arbeitslosenschutzrechtes in Deutschland*, thèse Munich, 1933, pp. 28 et suiv.

2. *Reichsarbeitsblatt*, N° 21 I, supplément.

3. *Deutsche Wirtschaftskunde*, Berlin, 1933, p. 362.

vent bénéficier de l'assurance-chômage les travailleurs ayant été, au cours des douze derniers mois, titulaires, durant 26 semaines, d'un emploi placé sous le régime de l'assurance ;

e) « période d'attente » (Wartezeit). Il s'agit d'une période — d'ordinairement sept jours — intercalée entre la date de l'inscription du chômeur comme tel et la date de l'attribution de la première prestation.

La durée des prestations est limitée par la loi (§ 99) à 26 semaines, à la fin desquelles les bénéficiaires voient leur droit épuisé. Dans ce cas, ils ne peuvent toucher de nouvelles prestations qu'après avoir fait un nouveau stage de 26 semaines, dans les conditions de l'article 95. La loi (§ 99) laisse d'ailleurs au Conseil d'Administration de l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage, la faculté d'allonger la durée d'obtention des prestations jusqu'à 39 semaines, mais cela dans des cas particulièrement défavorables.

A côté de l'assurance-chômage, qui constitue depuis 1927 le mode normal d'indemnisation des chômeurs, la loi de 1927 (§ 101) prévoit l'attribution, dans des cas exceptionnels, d'une « indemnisation de crise » pour laquelle certaines dérogations aux dispositions des §§ 95 — 99 sont prévues. Les conditions d'attribution de cette indemnité spéciale, sont les mêmes que celles exigées pour les prestations d'assurance. Mais en plus, l'attribution des indemnités de crise est subordonnée à une enquête sur l'indigence du bénéficiaire.

Ainsi, l'indemnité de crise est allouée aux chômeurs qui ont épuisé leur droit aux prestations de l'assurance-chômage, ou qui, n'ayant pas accompli la période de stage prévue pour l'obtention de cette dernière, ont cependant exercé dans les délais fixés une profession soumise à l'assurance-chômage obligatoire, et cela pendant 13 semaines au moins.

Enfin, la loi de 1927 (art. 130) prévoit, dans le cadre du nouveau système, une indemnisation des chômeurs partiels qui était déjà en vigueur sous le régime de l'assistance¹.

1. Cf. *supra*, pp. 27 et suiv.

En ce qui concerne l'établissement de la statistique des chômeurs subventionnés, en application des articles 21 et 215 de la loi sur le placement et l'assurance-chômage, l'Ordonnance¹ du 28 septembre 1927 a imposé de nouveau aux « Offices du Travail » l'obligation de fournir des communications sur le nombre et la condition des chômeurs subventionnés, d'après les dispositions de la loi de 1927.

Les communications portent actuellement sur les points suivants :

a) nombre absolu global des assurés, hommes et femmes séparément, bénéficiant d'une indemnité de chômage ordinaire ou prolongée (indemnité de crise);

b) classement de ces chômeurs dans les différents groupes et catégories professionnels;

c) nombre global des personnes qui touchent également une allocation comme « membres du ménage d'un chômeur secouru », et cela, pour les deux catégories de chômeurs distinguées plus haut;

d) répartition des chômeurs secourus en quatre groupes suivant la durée de l'obtention des indemnités (13, 26, 39 et 52 semaines);

e) classement des bénéficiaires en six groupes, suivant l'âge.

Les indications se rapportent au 15 et au dernier jour de chaque mois, excepté les indications contenues dans les points *d* et *e* ci-dessus, qui sont fournies trimestriellement.

Les résultats pour tout l'Empire sont obtenus après la réunion des données partielles. Ils sont publiés mensuellement dans le *Reichsarbeitsblatt*. Il sont répartis, depuis mars 1928, par régions, qui correspondent à celles des « Offices de Travail des Pays » et par professions, suivant une liste professionnelle dressée par l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage.

Jusqu'à présent, il a été question de deux groupes de personnes secourues, d'après la nature des indemnités

2. Anordnung über die Statistik der Arbeitslosenunterstützung, der Krisenunterstützung und der Kurzarbeiterunterstützung, vom 28 September 1927, *Reichsarbeitsblatt*, 1927, N° 28, p. I, 450.

servies. Il faut en ajouter un troisième qui apparaît dès les premières années de la crise de 1929-1933, et dont l'importance numérique va en croissant durant cette crise. Il s'agit des chômeurs secourus par « l'assistance municipale » (*Wohlfahrtserwerbslosen*). Sont bénéficiaires de ces secours les chômeurs qui, bien que réunissant les conditions exigées par les lois pour l'obtention des secours de chômage, ont cependant déjà épuisé leur droit aux prestations de l'assurance et aux indemnités de crise, et se trouvent de plus en état d'indigence. Ils doivent en outre ne pas avoir dépassé la limite d'âge de 60 ans¹. L'octroi de ces subsides donne aussi lieu, à partir d'août 1930, à la publication régulière des données statistiques sur les personnes secourues par les Municipalités². Ces données se rapportent au dernier jour du mois³.

En résumé, depuis 1930, il faut distinguer trois groupes parmi les chômeurs subventionnés. Ce sont : les chômeurs assurés, les chômeurs bénéficiaires de secours de crise et les chômeurs bénéficiaires de l'assistance municipale. Les trois espèces de services qui se chargent de l'octroi de ces allocations fonctionnent pour ainsi dire comme des étapes successives dans l'indemnisation des chômeurs. Ainsi, les chômeurs ayant épuisé leur droit aux prestations de l'assurance entrent dans la catégorie de la « prévoyance de crise » ; après avoir dépassé la durée légale fixée pour l'octroi de ces indemnités, ils tombent à la charge de l'assistance municipale.

Au point de vue de l'importance numérique relative de ces trois groupes dans l'ensemble des chômeurs secourus, il est facile de constater, pendant la crise de 1929-1933, le phénomène suivant : au fur et à mesure que la crise se déve-

1. Cf. Dispositions d'exécution de l'Ordonnance « *Wohlfahrtsthilfeverordnung* », du 14 juin 1932, rendues par le Ministre du Travail et le Ministre des Finances du Reich : *Reichsgesetzblatt*, 1932, Partie I, p. 279.

2. Cf. note circulaire du Président de la Reichsanstalt, du 20 août 1930, *Dienstliche Mitteilungen*, 67/30.

3. Voir détails sur ces statistiques, Heinrich Kneuer, « Statistik der Wohlfahrtserwerbslosen von August 1930 bis April 1931 », dans la *Zeitschrift des Bayerischen Statistischen Landesamtes*, 1931, N° 2 et 3, pp. 348-354.

loppe, un déplacement s'opère entre ces trois groupes quant à leur importance relative; tandis que la catégorie des chômeurs assurés devient de moins en moins importante, les deux autres catégories gagnent progressivement en grandeur¹. Ce déplacement est l'effet de la longue durée de la crise d'une part, et des mesures restrictives dans l'attribution des prestations d'assurance-chômage, d'autre part. Ce phénomène est clairement visible dans le tableau suivant :

**Contingent des bénéficiaires de l'assurance-chômage
et de la prévoyance de crise
dans l'ensemble des chômeurs**

	Août 1930	Août 1931	Août 1932
Chômeurs assurés	52	31	13
Chômeurs bénéficiaires de la pré- voyance de crise	15	26	25
Ensemble	67	57	38

Quant à l'assistance communale, elle a représenté dans le chômage total un contingent de 16 % en août 1930, de 27 % en août 1931 et de 39 % en août 1932².

De pair avec ces déplacements entre les groupes particuliers des chômeurs subventionnés, s'est opéré, durant la crise 1929-1933, un changement progressif de la proportion entre chômeurs secourus en général, et chômeurs non secourus. Cette dernière catégorie a été évaluée³ à 420.000 soit 13 % de l'ensemble du chômage existant fin janvier 1930; elle était de l'ordre de 1.200.000 en chiffres ronds vers la fin de l'année 1932, ce qui fait 23 % du chômage total.

L'importance des données statistiques que nous venons d'étudier dépend principalement du champ d'application des dispositions légales visant les services de secours aux chômeurs. Ce champ peut être doublement délimité :

1. Cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, t. III, N° 25, du 17 septembre 1930, pp. 98 et suiv.

2. Cf. Egon Bandmann, « Grenzen der Arbeitsmarktentlastung », dans le *Wirtschaftsdienst*, 1932, N° 41, p. 1381.

3. Cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, t. III, N° 25, du 17 septembre 1930.

1° Par la détermination des professions visées par les institutions de secours. Comme il a déjà été dit, l'institution de l'assurance-chômage s'applique actuellement en Allemagne à la presque totalité des ouvriers et employés ; par conséquent, un champ d'investigation très large est assuré à la statistique.

2° Par les conditions que les personnes couvertes par l'assurance doivent remplir pour avoir droit aux indemnités. C'est de ces conditions que dépend surtout l'importance des données de cette statistique. Ces conditions que nous avons déjà énumérées, étaient fixées dans la loi fondamentale de 1927, et avaient pour effet une certaine restriction du champ d'application des secours. Néanmoins, les données statistiques des deux premières années de fonctionnement de l'institution de l'assurance peuvent être considérées comme suffisamment représentatives de l'ensemble du chômage existant dans le pays. Le contingent des chômeurs non secourus était très faible. Par contre, pendant les années de crise 1929-1933, ces données devinrent de moins en moins représentatives de la situation réelle du marché du travail. En effet, comme nous l'avons déjà remarqué, le rapport entre chômeurs subventionnés et chômeurs non subventionnés s'est progressivement déplacé aux dépens de la première de ces deux catégories de chômeurs. Aux conditions d'attribution de secours imposées par la loi de 1927, l'Ordonnance du 16 juin 1932 en ajoute une nouvelle : les personnes auxquelles l'assurance a versé des indemnités de chômage pendant 36 jours, n'ont plus droit aux prestations que si elles se trouvent réellement en état d'indigence (*Bedürftige Lage*). L'application de cette prescription a eu pour effet de restreindre davantage le cercle des personnes pouvant bénéficier des subventions. Dans ce même sens avaient déjà agi d'autres prescriptions antérieures : telle la disposition de l'Ordonnance de détresse d'octobre 1931, qui portait la durée de l'octroi des prestations de 26 à 20 semaines.

Mais il y a un autre facteur qui altère la comparabilité des statistiques dans le temps. Les modifications successives dans la modalité d'attribution des secours aux chô-

meurs sont de nature à enlever toute homogénéité à la série des chiffres fournis. Si ces modifications ont été des plus fréquentes en Allemagne depuis 1927, c'est l'effet naturel de deux causes. En premier lieu, ces changements ont été en partie naturels ; l'institution de l'assurance-chômage obligatoire étant d'une application récente est soumise à des modifications législatives ou administratives ayant pour but d'améliorer son fonctionnement. En second lieu, la survenance de la longue et violente crise de 1929-1933, deux ans juste après la mise en application de cette assurance, a en grande partie dérégulé son fonctionnement et rendu indispensable des changements et des ajustements.

CHAPITRE III

LES STATISTIQUES DU PLACEMENT

L'institution du placement a pour but d'équilibrer sur le marché du travail l'offre et la demande de travail en les concentrant sur certains points. Là où cette offre et cette demande se rencontrent, une statistique se laisse établir. Cette statistique présente un double caractère.

1^o Elle est une statistique administrative proprement dite, et comme telle, elle fournit des éléments d'information intéressants sur le fonctionnement de ces services de placement, à savoir sur leur situation financière, la condition du personnel, l'importance des opérations effectuées et sur les emplois demandés et emplois offerts.

2^o Elle est une statistique du marché du travail qui peut servir comme indice des fluctuations de ce marché. C'est sous cet aspect qu'elle sera surtout examinée dans cette étude.

En tant que statistiques administratives, des données sur l'activité du placement existaient déjà en Allemagne, depuis la naissance des premiers grands bureaux — à Stuttgart, en 1865, à Berlin, en 1893, etc., — sous forme d'états annuels¹. Mais il s'agissait alors de données éparses et incomplètes, entre lesquelles toute comparaison était difficile ; de plus, aucune conclusion sur les fluctuations du marché du travail n'en pouvait être tirée. Les premiers efforts pour la centralisation de ces données, leur coordination et publication périodique sont dus à M. Jastrow.

1. Cf. von Valta, *op. cit.*, p. 71.

Il fut depuis 1897 l'animateur principal du mouvement tendant à l'organisation rationnelle du placement, et en même temps au perfectionnement des données statistiques découlant de l'activité de cette institution ¹.

Les pouvoirs publics s'intéressèrent à cette statistique pour la première fois en 1903. « La Section pour la Statistique du Travail » de l'Office impérial de Statistique se mit d'accord avec les diverses institutions de placement existant déjà en Allemagne (Offices communaux, patronaux, ouvriers, paritaires, Offices des corps et métiers et Offices de l'agriculture), pour obtenir d'elles l'envoi de communications mensuelles sur leur activité ². Les données statistiques réunies et élaborées par l'Office impérial de Statistique étaient publiées mensuellement dans la Revue officielle paraissant depuis 1903, le *Reichsarbeitsblatt*. Les demandes et offres d'emploi de même que les placements effectués étaient publiés après leur répartition en groupes professionnels. Cette répartition était faite d'une façon uniforme, suivant une liste dressée à cet effet par le Service central de Statistique, et mise à la disposition des différents offices. Les états mensuels comportaient en outre des indications sur la diminution ou l'accroissement des chiffres du mois enquêté sur ceux du mois correspondant de l'année précédente ³.

Sous sa première forme officielle, cette statistique était très incomplète : le champ d'activité des offices y participant était très limité ; elle comportait, d'ailleurs, de nombreux doubles emplois ⁴.

Cependant, le nombre des offices englobés, qui, lors de la publication du premier état, ne dépassait pas 350, s'élevait pendant les dernières années d'avant-guerre à environ 1.000. En outre, avec l'élargissement progressif de la base de la statistique, les méthodes de groupement et d'élaboration des

1. Cf. J. Jastrow, *op. cit.*, pp. 67 et suiv. — R. Meerwarth, *Betrachtungen über Methoden, etc.*, *op. cit.*, pp. 748 et suiv.

2. Sur la naissance de la statistique officielle, voir Drucksachen des Beirats für Arbeiterstatistik, Verhandlungen, N^{os} 1, 13, 14, 29, 30 et N^o 2, pp. 7 et suiv. — *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N^o 1, pp. 4 et suiv.

3. Cf. Herbst, *op. cit.*, pp. 148 et 149.

4. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N^o 1, p. 6.

données furent améliorées sur plusieurs points de détail.

Mais malgré ces progrès, ces données ne possédèrent jamais, jusqu'à la guerre, le caractère d'une véritable statistique pouvant fournir des indications sur les fluctuations du marché du travail. Leur défaut fondamental consistait dans le caractère facultatif du rapportage demandé aux offices particuliers. Il arrivait ainsi qu'il manquait régulièrement les rapports de plusieurs offices, d'ailleurs chaque fois différents. Cela affectait grandement la comparabilité des chiffres dans le temps.

Ce défaut de la statistique fut supprimé par l'entrée en vigueur de l'Ordonnance du 20 mai 1920, qui imposait à tous les bureaux de placement l'obligation de fournir des rapports mensuels. Cette obligation fût de nouveau formulée dans la loi fondamentale sur le placement des travailleurs du 22 juillet 1922 (§ 31)¹.

A un autre point de vue, la loi de 1922 a exercé une influence considérable sur l'évolution et le perfectionnement des statistiques du placement. En coordonnant tous les offices gratuits, communaux et privés, et les offices publics en un vaste système national ouvert aux travailleurs de toutes professions, et en fermant définitivement les brèches existant auparavant dans le réseau de l'institution du placement public, cette loi a assuré au système du placement l'uniformité et la centralisation désirable. Elle a marqué ainsi un pas décisif vers la compréhension statistique complète de l'offre et de la demande de travail, et par cela même considérablement élargi la base d'investigation de la statistique.

On peut distinguer deux groupes dans les données fournies actuellement par la statistique du placement : les données de la statistique mensuelle concernant l'activité des Offices de placement durant le mois entier et les données

1. Ces textes furent complétés par des prescriptions analogues émanant du Président de l'Administration fédérale du Travail : « Vorschriften betreffend die Verpflichtung der öffentlichen und sonstigen nicht gewerbmässig betriebenen Arbeitsnachweisen zur monatlichen Berichterstattung über ihre Inanspruchnahme und Vermittlungstätigkeit » du 26 janvier 1923, *Reichsarbeitsblatt*, 1923, N° 3, p. 1, 82.

des dénombrements effectués à des jours déterminés de chaque mois : le 15 et le 30.

Dans les états mensuels, les investigations portent sur les points suivants :

- a) demandes d'emploi inscrites ;
- b) emplois vacants enregistrés ;
- c) placements effectués par l'Office au cours du mois.

Ces trois séries sont publiées mensuellement dans le *Reichsarbeitsblatt* (supplément statistique au n° du 5 de chaque mois). Les chiffres sont donnés séparément pour les deux sexes et répartis par professions et par régions. La répartition professionnelle avait lieu jusqu'à 1927 d'une façon uniforme et à l'aide d'une liste professionnelle élaborée par l'Office impérial de Statistique. A partir de 1927, la classification s'effectue d'après le type du nouveau tableau professionnel élaboré pour la statistique du marché du travail par « l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage ». Les demandes d'emploi sont réparties dans les colonnes des professions ou branches professionnelles dans lesquelles les demandeurs ont déclaré vouloir s'embaucher. De même, les emplois vacants sont inscrits dans la colonne de la profession à laquelle doit appartenir l'ouvrier demandé ¹.

Pour la répartition géographique, on se base, depuis le mois de février 1928, sur une division du territoire du Reich en 13 régions, qui sont d'ailleurs les circonscriptions des 13 Offices de Travail des Pays institués par la loi de 1927 ².

En dehors de ces indications sur l'activité au cours du mois, on a commencé, depuis 1926, à recenser, le dernier jour de chaque mois, l'effectif total des demandeurs d'emploi non placés qui sont inscrits en ce jour dans un office de placement. La série de ces chiffres est aussi publiée mensuellement dans le *Reichsarbeitsblatt*, depuis cette même année.

Enfin, depuis 1930, une nouvelle série très importante de

1. Ce classement donne souvent lieu à des difficultés. Cf. Gerhard Jaerisch, *Eine Enquete über den Arbeitsmarkt in der Schlesischen Textilindustrie. Ein methodisch-kritischer Beitrag zur deutschen Arbeitsmarktstatistik*, Münster, 1929, pp. 20-21.

2. Cf. *Reichsarbeitsblatt*, 1928, N° 12, p. II, 163.

statistiques commence à paraître. Lors du dénombrement de la fin du mois, on ne se contente plus de recenser le montant total des chercheurs d'emploi, mais on établit parmi ces derniers ceux qui sont en état de chômage, à l'exclusion des personnes pourvues d'une occupation et désireuses d'en changer, et des personnes occupées dans des camps de travaux de secours (Notstandsarbeiter).

Les séries statistiques dérivant de l'activité de l'institution du placement, dont il a été question précédemment, se basent sur des données statistiques primaires. Par leur combinaison, on peut se procurer des données dérivées. Parmi ces dernières les « Andrangsziffer » sont particulièrement importants. Ce sont les pourcentages des personnes inscrites comme demandeurs d'emploi par rapport au nombre d'emplois vacants se trouvant enregistrés à la même date, en d'autres termes le nombre de demandes pour cent offres d'emploi. L'avantage principal de ces chiffres consiste en ce qu'ils ramènent à une courte formule le rapport quantitatif entre l'offre et la demande du travail¹. En les établissant pour chaque mois, on obtient un indice précieux des mouvements du marché du travail. Ces chiffres ont été publiés régulièrement dans le *Reichsarbeitsblatt* jusqu'au mois d'août 1931. Depuis lors, les dimensions catastrophiques qu'affecta la crise du marché du travail enlevèrent à ces pourcentages toute valeur même indicielle et leur publication fut suspendue.

De cet exposé sur l'état actuel de la statistique du placement, on peut conclure qu'en dehors de sa valeur représentative de l'activité de l'institution du placement, elle constitue un instrument précieux pour l'observation des mouvements du marché du travail. En effet, « les services publics de placement ont pris en Allemagne un développement exceptionnel, et les statistiques qui en découlent ont une valeur qu'on rencontre rarement dans d'autres pays »².

Cependant, ces statistiques sont entachées de certaines

1. Cf. Ign. Jastrow, *op. cit.*, pp. 68-69. — *Reichsarbeitsblatt*, 1924, N° 11, p. II, 257.

2. Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 45.

inexactitudes ; pour apprécier leur valeur, il faut faire à leur égard les réserves suivantes :

1. La première source d'erreurs de cette statistique réside dans le fait que l'inscription des chômeurs demandeurs d'emploi dans un Office de placement est en principe facultative. Les séries de demandeurs d'emploi n'englobent donc pas la totalité des chômeurs mais une fraction plus ou moins importante d'entre eux : ceux qui font contrôler leur chômage involontaire par les Offices publics de Placement. C'est pourquoi, si l'inscription des chômeurs dans les offices devenait obligatoire, les statistiques fournies acquèreraient *ipso facto* une valeur considérable. Le législateur de 1927, comme celui de 1922, en présence d'une discussion déjà très ancienne sur l'opportunité de l'établissement de l'inscription obligatoire, ne s'est donc pas prononcé dans le sens de l'obligation. Ce n'est qu'exceptionnellement, dans une série de conventions collectives entre employeurs et ouvriers, que le recours des deux parties aux Offices publics pour tout placement est imposé ou tout au moins recommandé.

Bien entendu, cette lacune des statistiques fut de plus en plus comblée au fur et à mesure que l'institution du placement se développait et se perfectionnait, devenant ainsi la véritable bourse du marché du travail.

Toujours est-il que l'obligation de l'inscription des chômeurs dans un Office public de Placement se trouve presque réalisée depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1927 sur le placement et l'assurance-chômage. Cette loi ayant établi une liaison intime entre le système d'assurance obligatoire institué par elle et le service public du placement, l'inscription dans un Office de Placement est pour le chômeur désirant être indemnisé, une condition indispensable pour l'obtention de l'indemnité d'assurance ou de l'indemnité de crise¹. Dès lors, la valeur représentative des séries statistiques en question s'accroît considérablement.

1. Ainsi l'art. 173 de la loi sur le placement et l'assurance-chômage contient la prescription que les bénéficiaires d'allocations de chômage doivent s'enregistrer dans un bureau de placement au moins trois fois par semaine.

Cependant, même actuellement, les statistiques du placement n'enregistrent pas la totalité des chômeurs existant à un jour déterminé. Ainsi, un certain nombre des assurés chômeurs négligent de s'inscrire comme demandeurs d'emploi, soit parce qu'ils ne remplissent pas les conditions exigées par la loi pour avoir droit à l'indemnité, soit parce qu'ils ont épuisé leur droit aux indemnités. « Il « en est particulièrement ainsi en période de crise aiguë, « alors que, du fait des restrictions apportées au paiement « des indemnités de chômage, les chômeurs sont moins « enclins à s'inscrire au bureau de placement, et que s'éva- « nouit chez eux l'espoir d'obtenir du travail en mainte- « nant leur inscription »¹.

Pendant les années de crise 1929-1933, les statistiques de placement deviennent de moins en moins représentatives de la situation réelle du marché du travail. La longueur de la crise et par conséquent de chaque cas de chômage d'une part, et la restriction progressive des conditions d'attribution des indemnités d'autre part, ont éloigné des bureaux publics de placement un contingent d'ouvriers progressivement croissant. On peut constater ainsi, pendant toute cette période, à côté du chômage enregistré, un certain chômage non enregistré ou « chômage invisible »².

II. — En ce qui concerne les chiffres exprimant le rapport du nombre des demandes d'emploi au nombre des offres (Andrangsziffer) leur valeur représentative dépend de la valeur des chiffres primaires dont ils dérivent : demandes d'emploi et offres d'emploi. Quant aux demandes, elles sont actuellement presque complètement enregistrées par la statistique et cela depuis 1927, date où l'inscription dans les offices est devenue, sous certaines conditions, obligatoire pour les travailleurs. Mais il s'en faut de beaucoup

1. *Revue Internationale du Travail*, 1933, t. XXVIII, numéro de juillet, p. 53. Cette observation avait déjà été faite depuis longtemps : Cf. Silbergleit, *Beschäftigungsgrad und Arbeitsmarkt*, Berlin, 1908, p. 22. — Wagner Roemmich, « Von der Verwaltungsstatistik der Arbeitsnachweise zur Arbeitsmarktstatistik », dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1922, N° 3, p. 238.

2. Cf. *infra*, pp. 67 et suiv.

pour les offres d'emploi, vu que pour les employeurs il n'existe aucune obligation semblable et que la déclaration des emplois vacants reste purement facultative. Ce fait est de nature à enlever au rapport entre offres et demandes toute sensibilité.

III. — Une cause d'erreurs par excès de ces statistiques provient du fait que parmi les demandeurs d'emploi se trouve toujours un certain nombre de personnes pourvues d'emploi mais désireuses d'en changer. Mais cette constatation ne se rapporte qu'aux chiffres d'avant 1930. Par contre, depuis le mois de janvier de cette même année, on a commencé à établir régulièrement, parmi les demandeurs d'emploi, le nombre des chômeurs.

D'un autre côté, les chiffres du chômage sont artificiellement grossis par un certain nombre de doubles emplois, en partie inévitables. Il s'agit des cas où l'inscription des chercheurs d'emploi peut se faire dans plusieurs bureaux simultanément. Il est vrai que cette erreur est à peu près négligeable pour l'Allemagne où le placement, au cours de la période considérée, a atteint une uniformité parfaite.

D'une façon générale, on peut accepter que ces deux facteurs — doubles comptes et demandeurs non chômeurs — enflent les chiffres des chômeurs de 5 à 10%¹.

IV. — Les considérations précédentes s'appliquent aux données fournies par l'institution du placement en tant que grandeurs représentatives du nombre absolu des chômeurs à différentes époques. Mais il y a d'autres circonstances qui diminuent dans une certaine mesure la possibilité d'employer les statistiques de placement comme indice des fluctuations du marché du travail pendant la période envisagée.

En effet, au cours des dernières années, l'organisation du placement public n'a cessé de s'améliorer et l'activité des offices de croître. Dès lors, l'accroissement du nombre des chômeurs enregistrés pendant cette période a été en partie la conséquence naturelle du recours plus assidu des

1. Ainsi la *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1930, N° 1, p. 10.

chômeurs demandeurs d'emploi aux institutions de placement¹.

En plus, depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1927, la série des chômeurs enregistrés par les bureaux de placement présente la même lacune que celle signalée pour la série des chômeurs secourus : par suite de la liaison intime instituée par la loi entre placement et indemnisation des chômeurs, le nombre des demandeurs d'emploi est influencé par les prescriptions administratives relatives à l'application de la loi sur l'assurance-chômage.

En conclusion, on peut remarquer que les chiffres d'inscriptions dans les Offices de placement ne correspondent pas au nombre absolu des chômeurs existant à la date considérée et que d'ailleurs, les chiffres des différentes dates ne sont pas toujours comparables entre eux. Ce n'est donc que sous ces réserves que les différentes séries statistiques découlant de l'activité de l'institution du placement pourraient être utilisées comme indices des variations du chômage.

1. Cette remarque s'applique aussi aux statistiques françaises du placement : Cf. H. Fuss, « Etude critique des statistiques du chômage en France », dans la *Revue d'Economie Politique*, 1927, N° 1, p. 46.

CHAPITRE IV

LES STATISTIQUES SYNDICALES

Les chiffres relatifs au chômage fournis par les syndicats sont calculés en pourcentages du nombre des syndiqués. Etablis à des intervalles assez rapprochés, ces pourcentages permettent de suivre d'une façon permanente les fluctuations du marché du travail.

Les statistiques syndicales du chômage remontent au début du XIX^e siècle¹. Elles ont eu de tout temps une double raison d'être. En premier lieu, une raison politique : ces syndicats s'efforçaient d'appuyer sur des données statistiques leur politique en matière de chômage, politique qui consistait à exercer une certaine pression sur les pouvoirs publics pour obtenir d'eux des subventions. En second lieu, une raison purement statistique : ces enquêtes servaient aux syndicats de base pour l'organisation d'une assistance syndicale de chômage².

Cependant, la centralisation des données syndicales concernant le chômage, leur élaboration suivant un plan uniforme et leur publication régulière n'ont commencé en Allemagne qu'en 1903³.

1. Les « Trade-Unions » anglaises dressaient régulièrement des états statistiques depuis 1831. Cf. Wl. Woytinsky, « Statistik der Arbeit », art. dans l'*Internationales Handwörterbuch des Gewerkschaftswesens*, t. II, p. 1560. Pour la France, des pourcentages syndicaux sur le chômage sont établis depuis 1897 et pour la Belgique depuis 1902.

1. Cf. Kumpmann, article dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, op. cit., p. 800.

2. En ce qui concerne la naissance de cette statistique, cf. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N° 4, pp. 269 et suiv. ; c'est dans ce même numéro que le premier tableau statistique fut publié ; cf. Herbst, op. cit., pp. 122 et suiv. ; Meerwarth, article dans la revue *Archiv für Sozialwissenschaft* etc..., op. cit., pp. 765 et suiv.

Lors de son apparition, cette statistique n'embrassait que les syndicats allouant à leurs adhérents des secours de chômage. Cette limitation parut nécessaire du fait que seuls ces derniers étaient en état de constater en tous temps le nombre de leurs adhérents en chômage¹.

L'enquête avait lieu trimestriellement et s'effectuait d'après un questionnaire uniforme élaboré par l'Office impérial de Statistique, à l'issue des délibérations avec les syndicats et les unions syndicales. Les investigations portaient sur les points suivants :

nombre des syndiqués à la fin du trimestre ;

nombre des cas de chômage présentés au cours du trimestre ;

nombre des membres enregistrés comme chômeurs au dernier jour du trimestre ;

nombre des membres indemnisés pour cause de chômage (hommes et femmes séparément) ;

nombre de jours perdus pour cause de chômage ;

nombre de jours pendant lesquels un secours avait été servi, et enfin

montant des sommes versées au cours du trimestre.

En 1906, à la suite de nouveaux pourparlers avec la majorité des syndicats, cette statistique a été complétée par l'addition de trois recensements de syndiqués chômeurs ; Ils avaient lieu le dernier jour ouvrable de chaque mois².

En 1911, on a passé à un enquête général ayant lieu le dernier jour de chaque mois. Depuis 1920, cette statistique a été entreprise par l'Office fédéral de Placement et depuis 1927, par l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage.

Avec l'année 1921, les syndicats commencèrent à fournir dans leurs états mensuels, outre les renseignements sur le chômage complet dont il a déjà été question, des indications sur la réduction de la durée normale du travail parmi les syndiqués.

De la sorte, a commencé à paraître en Allemagne une

1. *Reichsarbeitsblatt*, *ibid.*, p. 269. — *Revue Internationale du Travail*, 1921 N° 1, pp. 132 et suiv.

2. Cf. Herbst, *op. cit.*, p. 124.

série statistique sur le chômage partiel¹ complétant d'une façon heureuse les séries du chômage complet. Elle constitue en outre une des plus importantes contributions à la statistique de la conjoncture. En effet, le chômage partiel est un phénomène typique de l'industrie et présente dans une mesure essentiellement plus grande que le chômage ou l'occupation une sensibilité conjoncturale remarquable ; il réagit d'une façon plus immédiate aux variations de la situation économique générale². Il a été en effet établi que, pendant toute la période 1924-1934, la courbe du chômage partiel devançait dans ses oscillations de trois à quatre mois la courbe du chômage total³. Ce phénomène d'ailleurs, peut être facilement expliqué. Au début de la dépression cyclique, les chefs d'entreprises diminuent les heures de travail d'une partie de leur personnel, avant de passer au licenciement d'ouvriers. Au contraire, à la fin de la période de dépression et au début de la reprise, on commence par allonger l'horaire des ouvriers travaillant partiellement avant de se décider à engager du nouveau personnel.

On peut donc se servir des chiffres du chômage partiel comme pronostic du mouvement général du cycle économique⁴.

Sur la base des indications du chômage partiel fournies par les états mensuels des syndicats on établissait mensuellement :

a) le pourcentage des chômeurs partiels parmi les membres des organisations ouvrières, à la fin de chaque mois, en distinguant par sexe, par groupes d'industries, et, dans ces groupes, par principaux syndicats ;

b) le nombre des cas de chômage partiel, répartis par catégories, suivant la réduction du nombre d'heures de travail par semaine — ouvriers, chômant 1 à 8 heures ; 17 à

1. « On désigne par chômage partiel celui qui ne résulte pas d'un manque complet d'emploi, mais d'un certain manque de travail dans l'emploi « maintenu », Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 33.

2. Cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 4, p. 46.

3. Wl. Woytinsky, *Der Deutsche Arbeitsmarkt*, Berlin, 1930, t. I, p. 57.

4. Ainsi fait la *Wirtschaftskurve mit Indezzahlen der Frankfurter Zeitung* dans sa chronique trimestrielle sur le marché du travail.

24 heures ou 25 heures et davantage, — et le pourcentage que représentent ces divers groupes dans la totalité des cas de chômage partiel relevés.

Ces dernières indications rendent possible la conversion des chômeurs partiels en unités de chômeurs complets ou en unités d'ouvriers travaillant à plein (*Vollbeschäftigte*) d'après le degré de réduction de leur horaire de travail pendant la semaine. En ajoutant ensuite aux pourcentages des chômeurs complets ou des syndiqués travaillant à plein, les pourcentages correspondant obtenus par la conversion des chômeurs partiels, on parvient aux pourcentages du chômage complet total et de l'occupation totale, de l'« employment ». On peut ainsi établir dans les effectifs syndicaux la proportion générale entre la quantité de travail et la quantité de chômage¹.

Ce qui est particulièrement précieux dans la série statistique des syndicats, c'est que, se présentant sous la forme de pourcentages, elle permet pour certaines catégories déterminées d'ouvriers (ouvriers syndiqués) la comparaison du nombre des chômeurs à celui des ouvriers occupés. Ce caractère de relativité de ces chiffres joint au fait que des statistiques analogues ont été régulièrement établies depuis longtemps et dans presque tous les pays industriels, présente cet avantage particulier d'assurer à ces données une comparabilité de grande portée, aussi bien dans l'espace que dans le temps. Aussi, avant l'établissement de l'assurance-chômage obligatoire, les pourcentages syndicaux constituaient une des principales sources d'informations pour l'observation des fluctuations du chômage, et la source unique des comparaisons internationales. Mais, même depuis l'existence des données découlant du fonctionnement d'un système général d'assurance-chômage, — comme en Allemagne depuis

1. Wl. Woytinsky, *Der deutsche Arbeitsmarkt nach den Ergebnissen der gewerkschaftlichen Arbeitslosenstatistik, 1919 bis 1929*, Berlin, 1930, t. I, pp. 14 et 55 et suiv. Du même : « Statistik der Arbeit », art. dans l'*Internationales Handwörterbuch des Gewerkschaftswesens*, t. II, pp. 1564 et suiv., Berlin, 1932. — *Ibid.* Friedland Krause, « Gewerkschaftstatistik », 1931, t. I, pp. 689 et suiv.) — Victor de Marcé, « Les statistiques du chômage en Allemagne », dans le *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1932, N° 4, pp. 178-195.

1927 — ces pourcentages continuent, à côté des statistiques des chômeurs indemnisés, à servir de complément et de contrôle précieux. Enfin, ils constituent le seul point d'appui pour les comparaisons — bien qu'approximatives — que l'on peut faire entre les périodes d'avant et d'après-guerre ¹.

Un autre avantage de ces chiffres est qu'ils sont établis suivant une répartition professionnelle très minutieuse. Cela permet de les grouper en différentes catégories professionnelles selon les exigences de l'observation statistique. C'est à ce but que répond la classification entre « industries de moyens de production » et « industries de biens de consommation » ² faite par l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage.

De première importance enfin, pour l'observation des fluctuations du marché du travail est la décomposition à laquelle ces pourcentages se prêtent entre « industries à caractère saisonnier accentué » et « industries exemptes d'influence saisonnière marquée » ³.

Mais, à côté de ces avantages, les pourcentages syndicaux sont entachés de certaines insuffisances et imperfections dont il faut se rendre compte avant d'entreprendre sur leur base l'étude des fluctuations du marché du travail.

I. — La première question qui se pose à propos de ces chiffres est celle de savoir si, à l'intérieur de chaque syndicat, les données statistiques couvrent la totalité du chômage existant à un moment donné. A ce sujet, il faut remarquer que, même si la statistique est limitée aux syndicats servant des allocations à leurs membres sans travail, il va de soi que les chiffres des chômeurs indemnisés par les Caisses syndicales n'englobent pas tous les chômeurs. La proportion des chômeurs qui ne touchent pas d'indemnités

1. Bureau International du Travail, *Statistiques du chômage dans différents pays de 1910 à 1922*, Etudes et Documents, série C, N° 5, Genève, 1922, p. 5.

2. Au premier groupe appartiennent : les mines, les industries métallurgiques et chimiques, le bâtiment, le bois, le papier, l'imprimerie et les industries du cuir ; au second : les industries textiles, l'élaboration du cuir, la céramique et les industries de l'alimentation.

3. Cf. détails sur cette décomposition dans la deuxième partie.

dépend d'ailleurs des prescriptions administratives visant les conditions et la durée de l'attribution des secours. D'ailleurs, ces prescriptions ne sont pas identiques pour tous les syndicats. La façon dont la catégorie des syndiqués chômeurs ne touchant pas d'indemnité est représentée dans la statistique dépend principalement de l'application plus ou moins stricte des prescriptions visant l'inscription des chômeurs et, d'une façon générale, de l'organisation plus ou moins satisfaisante du service statistique de chaque syndicat. Dans ce domaine, on peut constater un progrès notable depuis les premières années de l'organisation de cette statistique ¹.

II. — La même question se présente sous un aspect plus large. On peut se demander, en effet, si les pourcentages de chômeurs fournis par les syndicats des différentes professions peuvent toujours être considérées dans la même mesure comme représentant le phénomène du chômage dans son ensemble dans les professions ou groupes industriels respectifs. Cela dépend en grande partie de l'importance que l'organisation professionnelle a atteinte à l'intérieur des différentes professions. Suivant que l'organisation syndicale embrasse la grande majorité des travailleurs d'une industrie (comme c'est le cas par excellence dans les industries métallurgiques et dans celles du bois et du bâtiment), ou bien une faible minorité seulement (comme par exemple pour les transports), la valeur représentative des statistiques sera différente. Si l'on rapproche les chiffres totaux des personnes appartenant aux diverses professions des effectifs des ouvriers organisés de ces mêmes professions, on voit que, pour aucune d'entre elles, les chiffres des chômeurs organisés ne peuvent être considérés comme suffisamment représentatifs ².

Mais il y a encore une autre considération qui conduit à la même conclusion. En effet, on a depuis longtemps constaté ³

1. Cf. Henninger, *op. cit.*, pp. 42 et suiv.

2. Cf. Henninger, *op. cit.*, p. 40.

3. Cf. L.A. Lavergne et P. Henry, *Le chômage, causes, conséquences, remèdes*, Paris, 1910, p. 54.

que les affiliés des organisations ouvrières sont surtout des ouvriers qualifiés et des spécialistes, en un mot, l'élite du monde ouvrier. Par contre, la grande masse des ouvriers non qualifiés, des manœuvres et des femmes, reste pour la plupart en dehors de toute organisation professionnelle. Cependant, c'est dans ces dernières catégories que le chômage sévit avec le plus d'intensité; l'élite organisée, au contraire, est beaucoup moins atteinte par ce mal. On a donc toutes raisons de croire que la proportion des chômeurs est notoirement inférieure parmi les syndiqués que parmi les non-syndiqués.

En partant de cette constatation, c'est à des raisons purement statistiques qu'il est permis d'attribuer une partie de l'augmentation des pourcentages des chômeurs accusés par les statistiques syndicales, pendant ces dernières années, par rapport à celles d'avant-guerre. Il est en effet naturel que le développement récent des associations ouvrières ait fait entrer dans le champ des statistiques une masse de travailleurs beaucoup plus sujets au chômage que l'élite plus restreinte qui constituait auparavant ces syndicats.

III. — On peut se demander enfin, qu'elle est, à différentes époques, la valeur représentative des statistiques syndicales pour l'ensemble du marché du travail. En dehors de la représentation fort inégale des différentes branches de l'activité économique dans les effectifs couverts par les statistiques, on peut dire d'une façon générale que la valeur de la statistique syndicale est subordonnée à l'importance prise par l'organisation professionnelle dans le pays, et par conséquent à l'étendue de sa base d'investigation.

A cet égard, la portée de la statistique s'est considérablement élargie depuis son apparition. Lors de la publication des premiers chiffres, avaient participé à la statistique seulement 46 syndicats et associations syndicales englobant 213.962 personnes¹. En 1906, les pourcentages se basaient sur un nombre de 1.367.000 ouvriers organisés.

1. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, juillet, p. 270.

En 1912, ce nombre était passé à 2.161.000¹ pour diminuer ensuite pendant les hostilités et tomber à 870.000 en 1916. Depuis lors, les effectifs syndicaux couverts par la statistique s'accroissent constamment, au point d'atteindre en 1922 le chiffre maximum de 7.000.000.² Une diminution suivit jusqu'à 1926, date à laquelle la statistique couvrait 3.700.000 adhérents seulement. Entre les années 1926 et 1929, les chiffres accusèrent un nouvel accroissement d'un million environ³. En 1931, la statistique s'appliquait encore à 4.500.000 ouvriers organisés, ce qui ne représentait même pas le tiers de la classe ouvrière. Depuis 1931, les effectifs des syndicats ouvriers diminuèrent de nouveau. C'était en partie l'effet de la dure crise économique que l'Allemagne traversait et de la désorganisation économique qui en résultait. D'ailleurs, l'approche du nouveau régime se faisait déjà sentir. Pour toutes ces raisons, les pourcentages syndicaux ne sont plus, pour les années 1931 et 1932, aussi représentatifs que pour les années précédentes.

Les syndicats ouvriers ayant été dissous lors de l'avènement du gouvernement national-socialiste, la publication des statistiques fut suspendue en mars 1933. L'organisation qui succéda aux organisations professionnelles, le « Front de Travail », entreprit la confection de statistiques du chômage analogues à celles des syndicats. Ces données furent publiées dans le *Reichsarbeitsblatt*, du mois d'août 1933 au mois d'octobre 1934. Après quoi leur publication fut suspendue.

Ces considérations nous amènent aux conclusions suivantes, quant à la valeur des statistiques syndicales du

1. Wl. Woytinsky, *Der deutsche Arbeitsmarkt nach den Ergebnissen der gewerkschaftlichen Arbeitslosenstatistik, 1919 bis 1929*, Berlin, 1930, t. I, p. 103.

2. L'accroissement du nombre des affiliés aux syndicats, pendant la période de l'inflation, s'explique d'abord par la forte impulsion donnée au mouvement des classes ouvrières par la chute de l'ancien régime ; il est dû ensuite au fait que pendant cette période les employeurs reconnaissaient les syndicats ouvriers comme les représentants officiels du monde ouvrier. Avec le retour aux conditions normales, le nombre des affiliés diminua progressivement. Cf. Adolf Weber, *Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit*, Tübingen, 1921, pp. 84 et suiv.

3. Cf. les chiffres pour chaque année dans le *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*.

chômage. Elles offrent pour certaines industries (bâtiment, métallurgie) une vue presque fidèle du degré de l'inoccupation et de l'emploi. Par contre, pour être considérées comme représentatives de l'état général du marché du travail à un moment donné, elles ne doivent être utilisées qu'avec beaucoup de précautions. Mais elles fournissent une vue générale sur l'orientation du marché du travail. Elles constituent dès lors pour la période 1924-1934 (pendant laquelle d'ailleurs, leur base a été relativement stable), un instrument de mesure précieux pour l'observation des fluctuations du marché du travail allemand et l'on peut regretter leur suspension.

CHAPITRE V

LES STATISTIQUES DES CAISSES DE MALADIE ¹

Les statistiques des Caisses de maladie reflètent le mouvement des adhérents à ces caisses. La possibilité de les utiliser comme instrument de mesure des mouvements du marché du travail s'explique par les considérations suivantes : en vertu des dispositions de la loi impériale du 1^{er} décembre 1883 sur l'assurance-maladie, amendée et complétée par plusieurs lois ultérieures, tout ouvrier doit être assuré contre la maladie tant qu'il est pourvu d'emploi. Par contre, l'ouvrier quittant son emploi n'est plus soumis à l'obligation de l'assurance, mais il est autorisé à continuer à s'assurer contre versement de la totalité des primes ; dès lors, indirectement, la diminution ou l'accroissement du nombre des affiliés à ces caisses peuvent permettre de suivre, jusqu'à une certaine mesure, les variations de l'emploi et par conséquent du chômage ².

1. En dehors de la bibliographie générale indiquée au début de cette partie, consulter aussi les articles suivants : Paul, « Zur Messung des Beschäftigungsgrades nach der Monatsstatistik der Krankenkassen », *Reichsarbeitsblatt*, 1928, N° 9, pp. II, 135 et suiv. — Georg Schneider, « Die Messung des Beschäftigungsgrades », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1929, N° 15, pp. II, 199 et suiv. — Mangels, « Arbeitsmarktliche Auswertung der Krankenkassenstatistik », *Arbeit und Beruf*, 1932, N° 23, Partie A, pp. 352-357. Du même : « Die Volkswirtschaftliche Bedeutung der Krankenkassenversicherungsstatistik », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1913, N° 6, pp. 449 et suiv.

2. Cf. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N° 1, p. 7. — *Beiträge*, N° 1, *op. cit.*, pp. 194 et suiv.

Déjà en 1890, Hirschberg¹ avait attiré l'attention sur l'importance des variations du nombre des affiliés aux caisses de maladie pour l'étude des mouvements du marché du travail. Mais ce fut Jastrow² qui, à partir du 15 janvier 1899, commença à publier périodiquement dans son organe *Der Arbeitsmarkt* des tableaux synoptiques sur le degré de l'emploi basés sur les états fournis par certaines caisses.

Cette même tâche fut entreprise en 1903 par l'Office impérial de Statistique. Ce dernier ne fit pas participer à l'enquête mensuelle toutes les caisses de l'Empire, mais seulement les caisses d'un certain nombre de « régions typiques pour l'industrie et le commerce »³.

Dans leurs communications mensuelles — effectuées d'après un formulaire uniforme — ces caisses devaient fournir des indications sur les points suivants :

nombre des affiliés le premier jour du mois en cours ;

nombre des affiliés le premier jour du mois précédent, en distinguant entre assurés obligatoires et assurés volontaires ;

nombre des membres déclarés incapables de travailler pour cause de maladie.

Dans ces trois groupes, on faisait une distinction entre hommes et femmes.

Après l'élaboration de ces données par l'Office de Statistique, on publiait les chiffres des adhérents obligatoirement assurés dans les « Caisses de maladie obligatoires » (*Zwangskrankenkassen*), après avoir déduit des effectifs globaux les chiffres des assurés volontaires et des assurés malades. On obtenait ainsi pour ces caisses le nombre de travailleurs effectivement occupés.

Dans les premiers temps, la principale lacune de ces données résidait dans le fait que, certaines professions restant en dehors du champ d'application de l'assurance-maladie obligatoire, des différences pouvaient se produire dans le nombre des affiliés aux caisses, par le seul passage

1. *Die Soziale Lage der arbeitenden Klassen in Berlin*, Berlin, 1897, pp. 194 et suiv.

2. *Op. cit.*, pp. 76 et suiv.

3. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N° 1, p. 8.

d'ouvriers exerçant des professions soumises à l'assurance à d'autres qui ne l'étaient pas. A ce point de vue, une amélioration notable de la statistique a été effectuée par l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 1^{er} janvier 1914 sur l'assurance¹. Aux catégories de travailleurs soumis déjà à l'assurance obligatoire se sont ajoutés les ouvriers de l'agriculture, les domestiques, les ouvriers travaillant à domicile, etc. Ainsi, tandis qu'avant 1914, les statistiques ne couvraient que le marché du travail industriel au sens strict du mot, elles embrassent désormais le marché du travail dans son ensemble. Pour permettre la comparaison entre les chiffres antérieurs à 1914, et les chiffres postérieurs, on ajouta dans les formulaires anciens une nouvelle colonne dans laquelle les caisses devaient indiquer le nombre de leurs adhérents appartenant aux nouvelles catégories de travailleurs soumises maintenant au système de l'assurance-maladie obligatoire².

Actuellement, sont soumis à l'obligation de l'assurance tous les ouvriers, apprentis et employés, dont le revenu annuel ne dépasse pas une certaine limite (3.600 marks).

Un progrès notable dans le sens du perfectionnement de ces statistiques s'est opéré depuis le mois d'octobre 1927. C'est à cette date qu'un texte législatif a imposé aux différentes caisses de maladie l'obligation d'envoyer mensuellement des états statistiques à l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage³.

Les états envoyés actuellement par les caisses de maladie à l'Office fédéral contiennent, outre les indications contenues déjà dans l'ancien formulaire, des indications particulières — en chiffres absolus et en pourcentages — du nombre des adhérents au cours du mois expiré, sur le nombre correspondant du mois précédent, en distinguant entre hommes et femmes. On indique aussi, depuis octobre 1927⁴,

1. Reichsversicherungsordnung.

2. *Reichsarbeitsblatt*, 1913, N° 12, pp. 896 et suiv; *ibid.*, 1914, N° 2, pp. 111 et suiv.

3. Verordnung über die Verpflichtung der Krankenkassen zur monatlichen Berichterstattung über ihren Mitgliederstand und den Personenkreis der Arbeitslosenversicherung, vom 28 October 1927, *Reichsarbeitsblatt*, 1927, N° 28, p. I, 449.

4. *Reichsarbeitsblatt*, N° 28, p. I, 449.

le nombre des personnes couvertes par l'assurance-chômage (Personenkreis der Arbeitslosenversicherung). Ce dernier nombre est obtenu de la façon suivante : du nombre des personnes obligatoirement assurées contre la maladie, on déduit le nombre de personnes exemptées de l'assurance-chômage (c'est-à-dire les ouvriers de l'agriculture, de l'industrie forestière, les apprentis, et d'autres personnes exemptées sur leur demande)¹; au résultat ainsi obtenu on ajoute le nombre des personnes qui sans être obligatoirement assurées contre la maladie sont néanmoins soumises à l'assurance-chômage obligatoire (c'est-à-dire surtout les employés, dont le traitement annuel est supérieur à 3.600 reichsmarks, mais n'excède pas 6.000 reichsmarks), ou bien se sont volontairement assurées contre le chômage (par exemple les employés dont le traitement annuel excède les 6.000 reichsmarks)².

Le grand avantage que présente l'évaluation de ces chiffres réside dans le fait qu'ils permettent de calculer des pourcentages de chômage : à savoir le nombre des chômeurs secourus par rapport au nombre des personnes couvertes par l'assurance-chômage.

Quant au calcul du nombre des personnes effectivement employées, il s'effectuait, jusqu'en 1932, sur la base du nombre total des affiliés aux caisses, à l'exclusion des chômeurs. Par contre, depuis 1932, ce nombre est évalué comme suit : au nombre des personnes obligatoirement assurées contre la maladie (précédemment englobées dans la statistique) on ajoute les employés, qui, sans être assurés contre la maladie, sont couverts par l'assurance-chômage et du total on déduit le nombre des personnes en état d'incapacité de travail pour cause de maladie ou de maternité ainsi que le nombre des personnes assurées contre la maladie et touchant une indemnité ordinaire ou prolongée de chômage³.

1. Voir §§ 70-73, 209, 79 et 80 de la loi de 1927 sur l'assurance-chômage et le placement.

2. Cf. Der Personenkreis der Arbeitslosenversicherung, Bericht der Reichsanstalt, *Reichsarbeitsblatt*, 1929, N° 24, pp. II, 393 et suiv.

3. Cf. Mangels, *op. cit.*, p. 354. — Paul *op. cit.*, pp. 135 et suiv. — *Reichsarbeitsblatt*, 1932, supplément au N° 10, p. II, 6, note.

On a fait remonter ce dernier calcul jusqu'à janvier 1929.

Sur la base des chiffres mensuels des occupés ainsi obtenus, on construisait ensuite, jusqu'en 1932, un nombre-indice de l'emploi, en donnant à la cote de l'occupation d'une date déterminée (d'abord le 1^{er} janvier 1922, et ensuite le 1^{er} janvier 1925), un chiffre fixé, 100. Mais, puisque l'on devait tenir compte du fait que le nombre des caisses envoyant des rapports ne restait pas constant, mais qu'il présentait chaque mois une certaine fluctuation¹, on avait recours pour dresser l'index-number au système dit « de la chaîne » (Kettensystem)². Ce nombre-indice fut dressé jusqu'en 1932. Par contre, depuis le 1^{er} janvier de cette même année, on publie mensuellement les chiffres absolus des personnes occupées, calculés comme il a été déjà décrit.

Comme il a été déjà indiqué, cette statistique fournit en premier lieu un tableau des oscillations du nombre d'ouvriers occupés et c'est seulement en s'appuyant sur le rapport fonctionnel existant entre « employment » et chômage que l'on peut tirer des conclusions sur le mouvement du chômage. Mais en tant que statistique de l'emploi, la statistique des caisses de maladie présente certaines insuffisances et imperfections.

I. — La base d'investigation de la statistique s'est considérablement élargie depuis l'avant-guerre. Le nombre des assurés qui était de 10.160.000 en 1900, — moyenne annuelle, — s'élevait à 16.520.000 en 1914 et à 20.960.000 en 1929³. Ainsi, la statistique couvre aujourd'hui la totalité du marché du travail. Mais jusqu'en 1928 et presque jusqu'en 1932, toutes les caisses n'envoyant pas régulièrement de communications mensuelles et le nombre de celles qui en

1. Cette fluctuation était beaucoup plus importante avant le 1^{er} octobre 1925 ; mais même après cette date et pendant les premières années de l'application du système de l'enquête obligatoire, le nombre des caisses fournissant les renseignements exigés ne restait pas toujours constant. Cf. Paul, *op. cit.*, pp. 135 et suiv.

2. *Reichsarbeitsblatt*, 1922, N° 10, p. 298, note.

3. Cf. *Deutsche Wirtschaftskunde*, Berlin, 1933, p. 355.

envoyaient ne restant pas constant, la comparabilité des chiffres était grandement affectée. Par contre, depuis 1932, on possède à ce point de vue une image presque fidèle des fluctuations de l'occupation.

II. — Une autre source d'erreurs, qui d'ailleurs subsiste encore aujourd'hui, réside dans le fait que la statistique de caisses de maladie ne reflète que les changements quantitatifs de l'occupation, c'est-à-dire les changements dans le volume de l'occupation provenant de l'accroissement ou de la diminution du nombre des personnes occupées. Par contre, les modifications dans le volume de l'emploi qui découlent de la diminution ou de la prolongation de la durée du travail, le nombre des occupés restant par ailleurs constant, ne sont nullement représentées dans les fluctuations de ces chiffres. Cette statistique ne tient donc nullement compte du « cas de chômage partiel »¹.

III. — Mais il y a une autre raison pour laquelle les conclusions sur les variations du chômage tirées des fluctuations du nombre des occupés ne doivent pas être faites sans réserve. D'un accroissement d'effectifs accusés par les statistiques des caisses, entre deux dates différentes, on ne doit pas conclure nécessairement à une diminution correspondante du nombre des chômeurs ; cet accroissement peut en effet être le résultat, soit du mouvement de la population, soit des déplacements entre les différentes classes sociales, sans que pour cela le chômage ait diminué². Ainsi, en Allemagne, les statistiques des caisses de maladie atteignaient le niveau le plus élevé en 1929, tandis qu'au cours de cette même année, les statistiques du chômage accusaient un accroissement dans le volume de ce phénomène.

Mais en dépit de ces défauts, ces statistiques constituent à l'heure actuelle la meilleure et presque l'unique source continue d'informations que l'on possède sur l'emploi.

1. Cf. *Reichsarbeitsblatt*, 1922, N° 13, p. II-386 et 1927, N° 1/2, p. II-17.

2. Cf. Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 27.

CHAPITRE VI

LES STATISTIQUES PATRONALES ¹ (INDUSTRIEBERICHTERSTATTUNG)

Les données de cette statistique reposent sur les renseignements que fournissent un certain nombre d'établissements et de grandes entreprises-types sur leur degré d'activité. Il s'agit donc, comme dans le cas des caisses de maladie, d'une statistique de l'emploi.

En Allemagne, ces statistiques sont dressées depuis 1903 ², dans le but de compléter les statistiques du marché du travail par des informations provenant des milieux industriels. A cet effet, l'Office impérial de Statistique adressait mensuellement aux firmes et associations particulièrement importantes des différentes branches industrielles du pays, de même qu'aux Chambres de Commerce un certain questionnaire-type que ces établissements et services devaient remplir et renvoyer à l'Office de Statistique. Les questions posées concernaient la marche des affaires, l'état du marché du travail (offres et demandes de travail), le mouvement des salaires et la durée du travail, au cours du mois considéré ³.

A l'aide du relevé envoyé, on dressait ensuite à l'Office

1. Bureau International du Travail, *Statistiques du chômage dans différents pays de 1910 à 1922*, Etudes et Documents, série C, N° 6, Genève, 1922, p. 4. Cf. aussi Hermann Huth, « Die Industriebichterstattung », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1925, p. II, 305, *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1930/31, partie A, N° 1, pp. 44 et suiv., *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reichs*, 1932, N° 3, pp. 20 et suiv.

2. Cf. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N° 1, p. 9.

3. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N° 1, p. 9. — *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reichs*, 1908, N° 1, p. 61.

de Statistique un tableau synoptique sur l'occupation dans l'industrie au cours de chaque mois, lequel était publié régulièrement dans le *Reichsarbeitsblatt*¹.

En 1911, le questionnaire fut complété par l'addition d'une question visant le nombre des ouvriers et employés occupés dans chaque établissement enquêté. Ainsi, depuis 1912, les états publiés mensuellement dans le *Reichsarbeitsblatt* contenaient des indications numériques sur la situation de l'occupation dans l'industrie. Ces indications portaient sur les points suivants :

a) nombre des firmes et établissements enquêtés ;

b) effectif des travailleurs occupés le dernier jour du mois considéré et le dernier jour du mois correspondant de l'année précédente, et

c) diminution ou accroissement du nombre des ouvriers occupés, entre ces deux dates.

Dans toutes ces données, on distinguait entre hommes et femmes.

En 1912, ce questionnaire fut de nouveau modifié et perfectionné. A la place des appréciations personnelles des employeurs sur la situation des affaires, on y a fait entrer des indications numériques sur le volume de l'emploi : nombre des personnes occupées et heures de travail effectuées par chaque ouvrier au cours de chaque mois².

En outre, on distingue trois degrés dans l'état de l'occupation et en général dans l'activité des différentes entreprises ; ces degrés sont : « occupation bonne » (*gut*), « occupation satisfaisante » (*befriedigend*) et « occupation mauvaise » (*schlecht*). La distinction de ces trois degrés a pour but de servir à l'élaboration de ces données par la centrale statistique. Cette dernière multiplie par le coefficient trois le nombre d'ouvriers occupés dans les entreprises à « bonne » occupation et respectivement par deux et un les ouvriers occupés dans les deux autres catégories d'entreprises³. On totalise ensuite les trois produits et on divise le total par

1. La publication de ces tableaux dits « Situationsberichte » a commencé au mois d'avril 1903.

2. Cf. ce questionnaire dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1925, p. I, 305.

3. On appelle ce système « Punktsystem ».

3 fois 1000. Le chiffre ainsi obtenu constitue la moyenne mensuelle.

Sur les données de chaque mois ainsi obtenues, on construit ensuite, depuis 1922¹, un nombre-indice. A cet effet, on a fixé la cote de juin 1922 à 100 et on a appliqué le système dit « de la chaîne », afin de tenir compte du flottement dans le nombre des entreprises envoyant mensuellement des rapports.

Depuis 1928, l'élaboration de ces statistiques a été entreprise par l'Institut de la Conjoncture de Berlin. En même temps, il s'est opéré un changement dans la méthode des enquêtes, visant autant que possible à éliminer des indications fournies tout élément arbitraire.

Actuellement, les investigations portent sur les points suivants :

a) nombre d'ouvriers employés en moyenne durant le mois considéré, en distinguant entre hommes et femmes ;

b) nombre de travailleurs qui pourraient être employés durant chaque mois, si l'établissement travaillait à plein rendement (*Arbeiterplatzkapazität*), et

c) nombre d'heures de travail réellement effectuées chaque mois, heures supplémentaires comprises.

Les deux premiers points concernent également les employés occupés².

Les rapports sont envoyés mensuellement à l'Institut de la Conjoncture. Quant à la période couverte par eux, auparavant elle s'étendait sur les quatre semaines devançant la date de leur envoi (le 20 de chaque mois) ; actuellement (depuis 1928) elle s'étend sur tout le mois du calendrier (du 1^{er} au 30).

L'élaboration des données rentrées chaque mois s'effectue séparément pour les différentes branches industrielles³. Le nombre des travailleurs employés durant chaque mois s'exprime en pourcentage du nombre de travailleurs qui pourraient être employés si l'établissement travaillait à

1. *Reichsarbeitsblatt*, 1922, N° 13, pp. 386 et suiv.

2. Cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1931, suppl. au N° 26 du 23 septembre et N° 27 du 30 septembre.

3. Elles sont plus de 200 à l'heure actuelle.

plein rendement, et le nombre d'heures de travail réellement effectuées en pourcentage du nombre d'heures qui pourraient être effectuées d'après l'horaire normal, en admettant que tous les emplois disponibles soient remplis (Arbeiterstundenkapazität). Ce « nombre d'heures normal » est évalué comme produit du nombre des travailleurs au cas de plein rendement des établissements englobés et de la durée normale, tarifaire, du travail (semaine de 48 h.)¹.

En outre, en s'appuyant sur les chiffres des ouvriers occupés et des heures de travail effectuées, on établit la moyenne mensuelle des heures de travail effectuées par jour et par tête d'ouvrier.

Toutes ces données sont publiées régulièrement, depuis 1929, dans la Revue trimestrielle de l'Institut de la Conjoncture de Berlin (*Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, partie B) et mensuellement dans le *Wochenbericht* publié par ce même Institut.

Quant à la valeur de ces données, il faut reconnaître qu'elle est très relative. Ces données sont en effet entachées de certaines lacunes qui les rendent inaptes à fonctionner comme mesure exacte ou même approximative des fluctuations de l'emploi.

I. — Tout d'abord, leur base d'investigation est très restreinte. Bien que progressivement élargie, la statistique ne s'appliquait encore, en 1931, qu'à environ 6.000 établissements avec un peu plus de 3.500.000 places ouvrières². Elle ne couvre donc qu'une tranche de la vie industrielle et une partie des ouvriers occupés. C'est une infériorité de cette statistique par rapport à celle de l'emploi basée sur les adhérents aux caisses de maladie.

Il est d'ailleurs très douteux que l'on puisse appliquer les résultats obtenus à l'ensemble du marché du travail. Cela

1. Cf. *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reichs*, 1932, N° 3, p. 20. Voir aussi Heinz Kuschmann, *Die Untersuchungen des Berliner Instituts für Konjunkturforschung* (Beiträge zur Erforschung der wirtschaftlichen Wechselagen, publiés sous la direction de Spiethof, N° 7), Iena, 1933, p. 16.

2. Cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1931, supplément au N° du 23 septembre.

dépend en grande partie de la façon dont on a choisi les entreprises couvertes par la statistique. Bien que dès le début de cette statistique¹ on se soit efforcé de choisir des « établissements caractéristiques de la structure économique du pays », il va de soi que le choix fut forcément, dans une certaine mesure, arbitraire.

II. — Un autre défaut qui rend moins facile la comparabilité de ces chiffres dans le temps provient du fait que, chaque mois, on ne parvient pas toujours à faire porter l'enquête sur les mêmes établissements. Mais alors même que tous les établissements embrassés enverraient régulièrement les renseignements en question, il arriverait de temps à autre que certaines entreprises disparaîtraient tandis que d'autres viendraient à participer à l'enquête.

Malgré ces insuffisances, on peut attribuer aux données de l'« *Industrieberichterstattung* » un caractère indiciel et s'en servir comme complément pour l'observation des fluctuations du marché du travail. Elles présentent en outre sur les statistiques des caisses d'assurance cet avantage d'enregistrer plus promptement les changements d'allure du mouvement du marché². Enfin, l'unité de l'enquête étant l'établissement, il est facile de grouper de différentes façons les résultats obtenus. Ainsi, l'Institut de la Conjoncture distingue dans ses publications entre « Industries de moyens de production » et « Industries de biens de consommation »³.

1. *Reichsarbeitsblatt*, 1903, N° 1, p. 9.

2. C'est pour des raisons techniques que l'inscription des travailleurs embauchés et la radiation des ouvriers licenciés dans les caisses compétentes, retarde toujours d'un certain temps. Par conséquent, la statistique ne reflète qu'avec un certain décalage les fluctuations de l'occupation. On peut s'en rendre compte en comparant la série des occupés aux autres séries.

3. *Vierteljahrshäfte zur Konjunkturforschung*, 1930-31, partie A, N° 1, pp. 44 et suiv. Voir aussi, *Vierteljahrshäfte zur Statistik des Deutschen Reichs*, 1932, N° 3, pp. 20 et suiv.

CHAPITRE VII

LES STATISTIQUES DU CHOMAGE PENDANT LA CRISE 1929-1933. LE CHOMAGE INVISIBLE

L'étude des sources statistiques du chômage allemand à laquelle nous nous sommes livré dans cette partie peut nous convaincre que d'une façon générale on possède pour la période d'après-guerre une abondante documentation statistique sur les mouvements du marché du travail. Quant à leur valeur et leur portée, ces statistiques présentent, par rapport à celles d'avant-guerre, un perfectionnement et un développement notable, de telle sorte qu'il est permis d'affirmer que l'Allemagne dispose, depuis 1924, d'une des meilleures statistiques du chômage dans le monde entier. Ce fait a été noté à plusieurs reprises dans les publications du Bureau International du Travail concernant le chômage. En effet, presque tous les desiderata exprimés par Hilton dans son rapport du 28 septembre 1925 à la troisième session de l'Institut International de Statistique¹ se trouvent presque réalisés par la statistique allemande du chômage.

Cependant, aucune des séries particulières ne peut être considérée en elle-même comme suffisamment représentative de l'ensemble. Elles ne couvrent jamais effectivement qu'une partie du marché du travail. Ainsi, les données

1. Cf. *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, Rome 1926, t. XXII, N° 1 pp. 145-153 et N° 2 pp. 305-317, Résolutions proposées au nom de la Commission Mixte du Bureau International du Travail et de l'Institut International de Statistique.

afférant aux chômeurs secourus ne s'appliquent qu'à une fraction des chômeurs existant dans le pays; fraction, qui d'ailleurs varie suivant les modifications des prescriptions concernant le droit d'indemnisation des chômeurs; les Offices de Placement n'embrassent que les chômeurs enregistrés dans les différents bureaux de placement; les pourcentages syndicaux ne se rapportent qu'aux travailleurs organisés; les états des caisses de maladie ne couvrent qu'imparfaitement l'ensemble des personnes occupées; enfin, les données patronales ont une base d'investigation indiscutablement très restreinte. Mais, la coexistence de plusieurs séries continues découlant de sources diverses permet en partie, par leur comparaison et le contrôle des unes par les autres, d'éliminer ou de ne pas tenir compte des sources d'erreurs propres à chacune d'elles et d'établir ainsi « la mesure dans laquelle certains mouvements discordants peuvent être attribués à des modifications dans l'une ou l'autre des méthodes statistiques plutôt, qu'à des changements substantiels du phénomène observé »¹.

Mais si telle est la situation des statistiques du chômage jusqu'en 1929, leur justesse et leur valeur diminuent considérablement durant la crise 1929-1933. La valeur représentative des pourcentages syndicaux baisse pour la cause suivante: alors que, depuis 1931, le nombre absolu des affiliés aux syndicats décroît progressivement, ceux de ces affiliés qui sont touchés par le chômage gardent la qualité de membre. Par conséquent, à des effectifs diminués, correspond maintenant un nombre plus élevé de chômeurs, de telle sorte que le mouvement du chômage exprimé en pourcentage des effectifs totaux des syndicats apparaît, pendant cette période, plus défavorable qu'il ne l'est dans la réalité. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1932, tandis que le pourcentage des chômeurs complets s'élève de 43,6 au mois de janvier à 44,0 au mois d'août, le nombre des chômeurs enregistrés par les Offices de Placement diminue, entre ces deux dates, de 6.041.000 à 5.224.000 en chiffres ronds.

Les données se rapportant aux chômeurs indemnisés

¹ 1. Bureau International du Travail, *op. cit.*, p. 19.

ont aussi perdu beaucoup de leur valeur et de leur portée. La durée et la gravité de la crise du marché du travail entraînant de lourdes dépenses pour les diverses institutions chargées de l'attribution des secours aux chômeurs, et en dernière analyse pour l'Etat, qui devait en tout temps leur venir en aide par l'octroi de subsides, les conditions d'attribution de ces secours furent à maintes reprises modifiées dans le sens d'une restriction quant à la durée d'attribution et quant au cercle des bénéficiaires. Ainsi, le nombre des chômeurs secourus par ces divers services ne représente plus, durant les années de crise, qu'un contingent de plus en plus faible de l'ensemble des chômeurs. A côté de ces chômeurs, une grande masse de sans-travail était privée de toute subvention.

Enfin, même la série des chiffres des chômeurs établie par les Offices de Placement devient pendant la crise beaucoup plus insuffisante qu'auparavant. Il est probable, et ce peut-être aussi prouvé par la comparaison des différentes statistiques entre elles, que d'une part les conditions de l'attribution des secours devenant de plus en plus défavorables à l'égard des chômeurs et d'autre part tout espoir s'évanouissant chez eux de trouver du travail en maintenant l'inscription dans les Offices, un grand nombre d'entre eux ne se donnaient plus la peine de se faire inscrire dans les bureaux de placement. Ainsi prenait naissance pendant la crise et se développait une catégorie de chômeurs qu'aucune statistique ne pouvait enregistrer : la catégorie des chômeurs dits « invisibles » ou « latents »¹.

L'existence d'un certain contingent de chômage invi-

1. La question du chômage invisible de cette période a beaucoup préoccupé les statisticiens et les économistes allemands. Voir surtout Wl. Woytinsky, « Der deutsche Arbeitsmarkt in der Krise », dans les *Schmollers Jahrbücher*, 1933, t. LVII, N° 3, pp. 91-116. — Du même « Unsichtbare Arbeitslosigkeit über 2 millionen Menschen », dans la *Gewerkschaftszeitung*, 1932, N° 47, du 19 novembre 1932, pp. 743-744. — J. Nothaas, « Die Beschäftigung in der Krise », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1932, N° 31, pp. II 455 et suiv. — Fr. Spliedt, « Der Arbeitsmarkt und Umfang der Arbeitslosigkeit », dans *Die Arbeit*, 1932, N° 12, pp. 770 et suiv. — Mangels, « Wie sind die Arbeitslosenzahlen zu bewerten ? », dans le *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 1933, N° 6, pp. 107-111. — Richard Luyken, « Die Bedeutung der unsichtbaren Arbeitslosigkeit für die Arbeitsmarktbeobachtung », dans la *Soziale Praxis*, 1933, N° 12, pp. 360-365.

sible et son accroissement durant la crise ne peuvent être sérieusement discutés. La simple confrontation de la série des ouvriers occupés affiliés aux caisses de maladie avec la série des chômeurs enregistrés par les Offices de Placement en apporte la preuve. On constate en effet que, depuis 1929, le nombre des chômeurs révélés par la statistique du placement accuse une augmentation inférieure à la diminution du nombre des occupés accusée par la statistique des caisses de maladie. Cette constatation laisse apparaître clairement le fait qu'un certain nombre d'ouvriers cessait d'apparaître dans les statistiques, soit des occupés, soit des chômeurs.

De différents côtés on a essayé d'évaluer l'importance du chômage invisible durant la crise. Les estimations de l'Institut de la Conjoncture¹ s'appuient sur les données des caisses de maladie (pour les occupés), des Offices de Placement (pour les chômeurs), et sur les chiffres des malades enregistrés. Par l'addition de ces trois chiffres on obtient en effet le nombre total d'ouvriers enregistrés à tout moment par les statistiques. Ce nombre a atteint son maximum au mois de juin 1929 : 20.590.000 ; depuis lors, il a constamment diminué durant les années de crise, pour atteindre un minimum de 18.300.000 en septembre 1932. Une partie de cette diminution doit être attribuée aux variations dans la distribution par groupes d'âge de la population intéressée. Cette diminution, pour ainsi dire naturelle, entre 1929 et 1932, a été évaluée par l'Office fédéral de Statistique à 200.000 unités². Le restant de la différence entre les chiffres de 1929 et de 1932, à savoir deux millions environ, doit représenter le groupe des chômeurs invisibles. En partant donc de l'hypothèse qu'en juin 1929 il n'y avait pas de chômage invisible, l'Institut estime que, *grosso modo*, cette catégorie de chômage a dû varier au cours de ladite période entre un et deux millions³.

1. Cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1932-1933, N° 10, du 8 juin 1932, N° 17, du 27 juillet 1932 et N° 26 du 28 septembre 1932. Aussi *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1932-1933, Partie A, N° 2, pp. 101 et suiv.

2. Cf. *Wochenbericht*, *op. cit.*, N° 10, p. 39.

3. Cf. *Wochenbericht*, *op. cit.*, N° 17, p. 69.

Les calculs de Woytinsky¹ aboutissent à des résultats encore plus élevés. Ainsi, d'après ses estimations, le chômage invisible devait être de l'ordre de 2.395.000 en septembre 1932. La différence entre les résultats de ces deux évaluations s'explique par le fait que Woytinsky ne s'appuie pas sur l'année 1929, mais sur l'année du recensement de 1925. Il évalue ainsi le nombre total d'ouvriers virtuels existant dans le pays, en s'appuyant sur les chiffres de ce dénombrement, et il parvient au résultat que, même en juin 1929, il y avait déjà 413.000 chômeurs invisibles.

Il faut avouer que toutes ces évaluations ont un caractère conjectural. Elles ne tiennent nullement compte du fait que les ouvriers cessant d'être occupés ne deviennent pas tous et toujours, des chômeurs. Il est en effet possible qu'une partie d'entre eux, après avoir épuisé leur droit aux indemnités de chômage et abandonné tout espoir de retrouver du travail en raison de la crise, se soient autrement établis, par exemple comme entrepreneurs, ou en s'occupant à de petites besognes. Dans ce cas, ils sortent de la catégorie des ouvriers et par conséquent ils ne doivent plus être considérés comme chômeurs même « invisibles ». Il est indiscutable que ce facteur a joué un certain rôle pendant les années 1932 et 1933 ; mais son importance ne peut pas être évaluée.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que l'année 1925, sur les données de laquelle on se base pour estimer le nombre total des ouvriers des années suivantes, a été caractérisée par une activité économique générale exceptionnelle. Et c'est particulièrement pendant de semblables périodes de grande activité économique et de bénéfices faciles que les personnes se trouvant à la « marge » de la classe ouvrière affluent sur le marché du travail pour retourner, une fois la prospérité terminée, à leur forme de vie antérieure : vie à la charge d'autres membres de la famille, petites exploitations agricoles ou commerciales, etc.

Pour toutes ces raisons, nous considérons ces sortes d'évaluations comme très incertaines. Il ne faut pas oublier, en effet, que les chiffres et la statistique ne parviennent

1. *Op. cit.*

pas toujours à mesurer d'une façon précise tous les phénomènes sociaux et leurs mouvements.

Quoiqu'il en soit, il est certain, qu'après avoir atteint son point culminant, pendant les derniers mois de 1932, le chômage invisible a commencé à décroître. Avec l'amélioration de la situation économique générale et l'augmentation des chances de trouver un emploi en s'inscrivant dans les bureaux de placement, un nombre de plus en plus grand de chômeurs invisibles réapparaît dans les statistiques du marché du travail.

Les résultats du recensement de 1933 fournissent des indications très intéressantes en ce qui concerne l'importance du chômage invisible. Le 16 juin 1933, on a dénombré 5.960.000 chômeurs. A cette même date, il y avait seulement 5.056.000 chômeurs inscrits dans les Offices de Placement. La différence entre ces deux chiffres, à savoir 900.000 en chiffres ronds, doit représenter d'une façon approximative le chômage invisible à cette date.

Après les calculs dont il a été question plus haut, et qui faisaient monter le chômage invisible, pour les derniers mois de 1932, à plus d'un million et demi de personnes, le chiffre de 900.000 chômeurs invisibles que le rapprochement des résultats du recensement et des données des statistiques continues laisse apparaître ne peut que surprendre. Et cela d'autant plus que les statistiques continues du chômage et de l'emploi accusent, entre décembre 1932 et juin 1933, une diminution du chômage invisible ne dépassant pas 285.000 unités. Ce dernier chiffre représente la différence entre l'augmentation du nombre des ouvriers employés et la diminution du nombre des chômeurs enregistrés entre les deux dates considérées.

Ainsi, les résultats de ce recensement confirment les réserves que nous faisons sur la valeur des évaluations du chômage invisible : rigoureusement exactes au point de vue calcul statistique elles ne cadraient pas cependant avec la réalité, car elles ne tenaient aucun compte des déplacements entre les différentes couches sociales qui sont habituels en période de crise. Que de semblables déplacements aient eu lieu sur une grande échelle, durant les années 1929-1933, les résultats du recensement de 1933 le confirment d'une façon très

probante. Ainsi, entre 1925 et 1933, tandis que le nombre des personnes actives (effectivement occupées et chômeurs ensemble) ne s'est accru que de 287.196, soit de 0,9 %, le nombre des personnes n'exerçant pas d'activité lucrative mais possédant des moyens d'existence suffisants (Berufslose selbständige) s'est accru de 1.977.126, soit de 51,4%¹. Une partie de cet accroissement doit être attribuée à juste titre au passage de plusieurs personnes du groupe actif de la population au groupe inactif.

Pour pouvoir se rendre compte de l'état actuel du chômage non enregistré, on doit s'appuyer sur les résultats du recensement de 1933 et poursuivre depuis lors le mouvement des séries des ouvriers occupés et des chômeurs. Entre juin 1933 et avril 1936, le nombre des occupés a passé de 13.630.000 à 17.039.000, accusant ainsi une augmentation de 3.409.000. Par contre, entre ces mêmes dates, le nombre des chômeurs enregistrés a baissé de 4.856.942 à 1.762.774, diminuant ainsi de 3.094.168 unités. On constate ainsi qu'entre juin 1933 et avril 1936 le nombre des chômeurs enregistrés a diminué d'environ 314.000 unités de moins que le nombre des occupés n'a augmenté. Il faudrait donc croire que le nombre des chômeurs invisibles, établi lors du recensement de 1933, a diminué de 314.000 jusqu'en avril 1936. Mais en procédant ainsi, on risquerait de renouveler l'erreur commise dans les calculs du chômage invisible antérieurs au recensement de 1933 et dont il a été déjà question. Ce que l'on peut affirmer, c'est qu'à l'heure actuelle il existe encore à côté du chômage enregistré par la statistique un certain chômage qui lui échappe. Mais l'importance de ce chômage est très difficile à évaluer. En effet, il ne faut jamais oublier que la grandeur de l'offre de travail n'est pas une grandeur rigide, et qu'en outre les frontières entre les diverses sortes d'activité économique sont imprécises.

Enfin, il ne faudrait pas perdre de vue que tout calcul statistique contient forcément une grande part d'incertitude quand il se rapporte à des périodes économiques anormales et transitoires, comme celle que la vie économique allemande traverse depuis 1933.

1. Cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1934, N° 14, p. 436.

APPENDICE STATISTIQUE A LA PREMIÈRE PARTIE

Les données statistiques du chômage

Nous présentons dans cet appendice les principales données statistiques du chômage qui découlent des sources étudiées dans cette partie. Elles se rapportent toutes à la période comprise entre la stabilisation monétaire (1924) et le mois de décembre 1935. Pour la période d'avant-guerre et pour la période de l'inflation (1919-1924), seuls les pourcentages syndicaux seront donnés ; ils constituent d'ailleurs les seules données qui possèdent une certaine valeur pour les dites périodes, et qui permettent ainsi certaines comparaisons entre ces périodes et la période 1924-1936.

Les tableaux I à V proviennent des organisations syndicales des ouvriers. Le chômage et l'occupation y sont exprimés en pourcentages des ouvriers organisés.

Le tableau I couvre la période allant de 1903 à 1914.

Les pourcentages se rapportent au dernier jour de chaque trimestre jusqu'en mai 1906, et au dernier jour ouvrable de chaque mois depuis lors.

Le tableau II se rapporte aux années 1919-1924. Il contient, depuis novembre 1921, outre les pourcentages du chômage complet, les pourcentages du chômage partiel. Il faut insister ici sur le fait que la valeur des pourcentages de cette période est très médiocre.

Le tableau III contient les pourcentages du chômage complet pour la période 1924-1933. Les chiffres sont donnés tout d'abord pour l'ensemble des syndicats ouvriers fournissant des indications statistiques. Ils sont présentés ensuite séparément pour le « groupe conjonctural »

et pour le « groupe saisonnier ». Pour les années 1924-1929, ces chiffres ont été publiés par Wl. Woytinsky dans son livre *Der deutsche Arbeitsmarkt nach den Ergebnissen der gewerkschaftlichen Arbeitslosenstatistik 1919 bis 1929*, Berlin 1930, t. I, p. 51. A partir du 1^{er} janvier 1930, la publication de ces chiffres a été continuée dans l'organe officiel de l'« Union générale des Syndicats allemands » : la *Gewerkschaftszeitung*. Les fluctuations du chômage dans ces trois groupes de syndicats sont aussi inscrites dans le graphique A.

Le tableau IV contient les pourcentages des chômeurs partiels, parmi les membres des syndicats ouvriers.

Le tableau V, basé lui aussi sur les données syndicales, fournit les pourcentages des ouvriers travaillant à plein parmi les syndiqués. Les chiffres de ce tableau ont été calculés par l'Institut de la Conjoncture de Berlin. Les chômeurs partiels y sont convertis en unités d'ouvriers travaillant à plein, d'après la réduction de leur horaire du travail. Les chiffres de la première colonne de chaque année se rapportent à tous les syndicats ; dans la seconde colonne, les pourcentages sont calculés après exclusion des professions dites saisonnières. Ces pourcentages ont été publiés, pour les années 1925 à 1932, dans le supplément au N° 47 du 10 février 1932 du *Wochenbericht* publié par l'Institut de la Conjoncture (*Wirtschaftszahlen 1925 bis 1931*). Depuis 1932, ils ont été donnés trimestriellement dans la partie B de la revue *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*.

Dans le tableau VI figurent les chiffres des chômeurs enregistrés par les Offices de Placement. Ces chiffres se rapportent au dernier jour de chaque mois. Depuis 1930, on possède les chiffres officiels publiés mensuellement dans le supplément statistique au N° 5 de chaque mois de la revue *Reichsarbeitsblatt*. Pour les années antérieures à 1930, ces mêmes chiffres avaient été évalués par l'Institut de la Conjoncture sur la base des chiffres des « demandeurs d'emploi disponibles au dernier jour du mois » fournis par les Offices de Placement, et après déduction des demandeurs non chômeurs (cf. *Kurven und Zahlen zur Wirtschaftslage in Deutschland*, Berlin, 1935, p. 8).

L'activité des services de secours aux chômeurs figure dans le tableau VII. Jusqu'à 1927, les chiffres s'appliquent aux chômeurs assistés d'après les dispositions législatives réglementant l'assistance-chômage. Depuis octobre 1927, ils sont suivis par les chiffres des chômeurs assurés et cela pour les chômeurs touchant des prestations d'assurance ordinaire et pour ceux touchant des allocations de crise.

Enfin les chiffres des tableaux VI et VII sont reproduits dans les courbes du graphique B.

TABLEAU I

Le chômage pendant la période 1903-1914*Chômeurs complets parmi les ouvriers organisés
(en pourcentages)*

Année	Fin de mois											
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1903	—	—	—	—	—	3,2	—	—	2,3	—	—	2,6
1904	—	—	2,0	—	—	2,1	—	—	1,8	—	—	2,4
1905	—	—	1,6	—	—	1,5	—	—	1,4	—	—	1,8
1906	—	—	1,1	—	—	1,2	0,8	0,7	1,0	1,1	1,1	1,6
1907	1,7	1,6	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,6	1,7	2,7
1908	2,9	2,7	2,5	2,8	2,8	2,9	2,7	2,7	2,7	2,9	3,2	4,4
1909	4,2	4,1	3,5	2,9	2,8	2,8	2,5	2,3	2,1	2,0	2,0	2,6
1910	3,6	2,3	1,8	1,8	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,6	1,6	2,1
1911	2,6	2,2	1,9	1,8	1,6	1,6	1,6	1,8	1,7	1,5	1,7	2,4
1912	2,9	2,6	1,6	1,7	1,9	1,7	1,8	1,7	1,5	1,7	1,8	2,8
1913	3,2	2,9	2,3	2,3	2,5	2,7	2,9	2,8	2,7	2,8	3,1	4,8
1914	4,7	3,7	2,8	2,8	2,8	2,5	2,9	22,4	15,7	10,9	8,2	7,2

TABLEAU II

Le chômage pendant la période 1919-1924*Chômeurs complets et chômeurs partiels parmi les ouvriers organisés
(en pourcentages)*

Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1919—Ch. compl.	6,6	6,0	3,9	5,2	3,8	2,5	3,1	3,1	2,2	2,6	2,9	2,9
1920—Ch. compl.	3,4	2,9	1,9	1,9	2,7	4,0	6,0	5,9	4,5	4,2	3,2	4,1
1921 { Ch. compl.	4,5	4,7	3,7	3,9	3,7	3,0	2,6	2,2	1,4	1,2	1,4	1,6
— { Ch. part.											1,1	1,3
1922 { Ch. compl.	3,3	2,7	1,1	0,9	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	1,4	2,0	2,8
— { Ch. part.	1,6	1,6	1,1	0,6	0,5	0,5	0,8	0,9	2,6	4,7	7,5	8,7
1923 { Ch. compl.	4,4	5,5	5,6	7,0	6,2	4,1	3,5	6,3	9,9	19,1	23,4	28,2
— { Ch. part.	12,6	14,9	23,6	28,5	21,7	15,3	14,5	26,0	39,7	47,3	47,3	42,0
1924 { Ch. compl.	26,5	25,1	16,6	10,4								
— { Ch. part.	29,9	17,1	9,9	5,8								

TABLEAU III

Chômage complet parmi les membres des syndicats ouvriers
(en pourcentages)

[illegible]

2. — Dans les syndicats du groupe « conjonctural »

[illegible]

3. — Dans les syndicats du groupe « saisonnier »

[illegible]

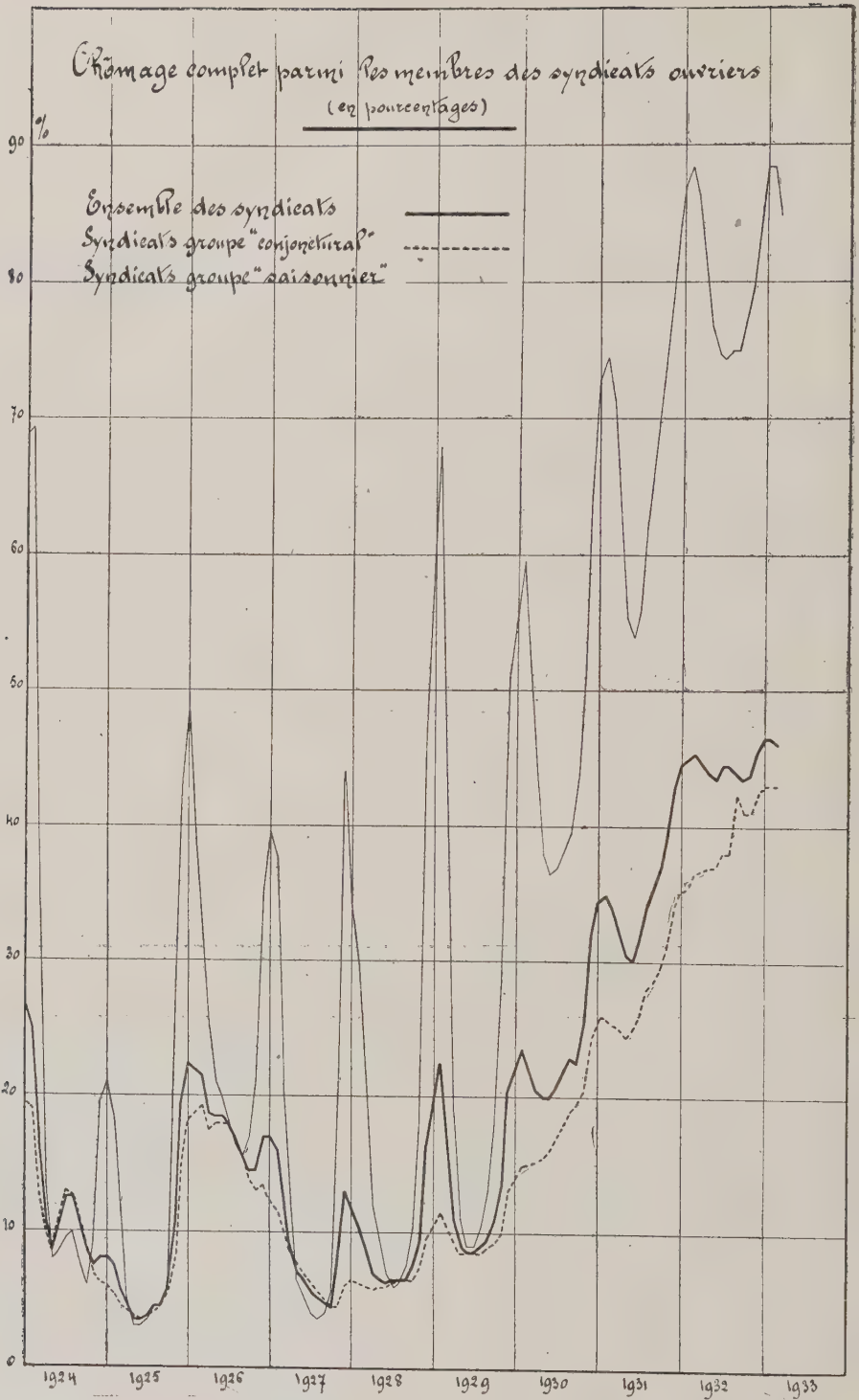


TABLEAU IV
Chômage partiel parmi les membres des syndicats ouvriers
(en pourcentages)

Fin de mois	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Janvier	7,0	1,8	12,6	23,4	5,5	22,6	6,6	3,5	8,7	11,0	19,2	22,6
Février	7,9	1,9	14,9	17,1	5,3	21,6	5,8	3,6	8,9	13,0	19,5	22,6
Mars	9,5	1,3	23,6	9,9	5,1	21,7	4,4	3,7	8,0	12,6	19,0	22,6
Avril	8,9	0,7	28,5	5,8	4,9	19,1	3,7	4,2	7,1	12,1	18,2	22,1
Mai	8,1	0,5	21,7	8,2	5,0	18,2	2,9	5,0	6,8	12,0	17,5	22,9
Juin	7,2	0,6	15,3	19,4	5,2	17,2	2,7	5,9	6,7	12,6	17,7	22,4
Juillet	5,2	0,8	14,5	28,2	5,8	16,6	2,6	6,5	6,9	13,9	19,2	23,0
Août	3,2	0,9	26,0	27,5	6,9	15,0	2,8	7,1	7,0	14,8	21,5	23,2
Septembre	2,9	2,6	39,7	17,5	8,5	12,7	2,4	6,9	6,8	15,1	22,2	27,7
Octobre	2,5	4,7	47,3	12,2	12,4	10,2	2,0	6,8	7,0	15,4	22,1	22,6
Novembre	1,1	7,5	47,3	7,5	16,0	8,3	2,2	7,6	7,6	16,1	21,9	22,1
Décembre	1,5	8,7	42,0	6,5	19,8	7,3	3,1	7,5	8,5	16,9	22,4	22,7
Moyenne	5,4	2,6	26,3	17,3	8,2	16,5	3,5	5,6	7,5	13,4	19,8	23,0

GRAPHIQUE B.

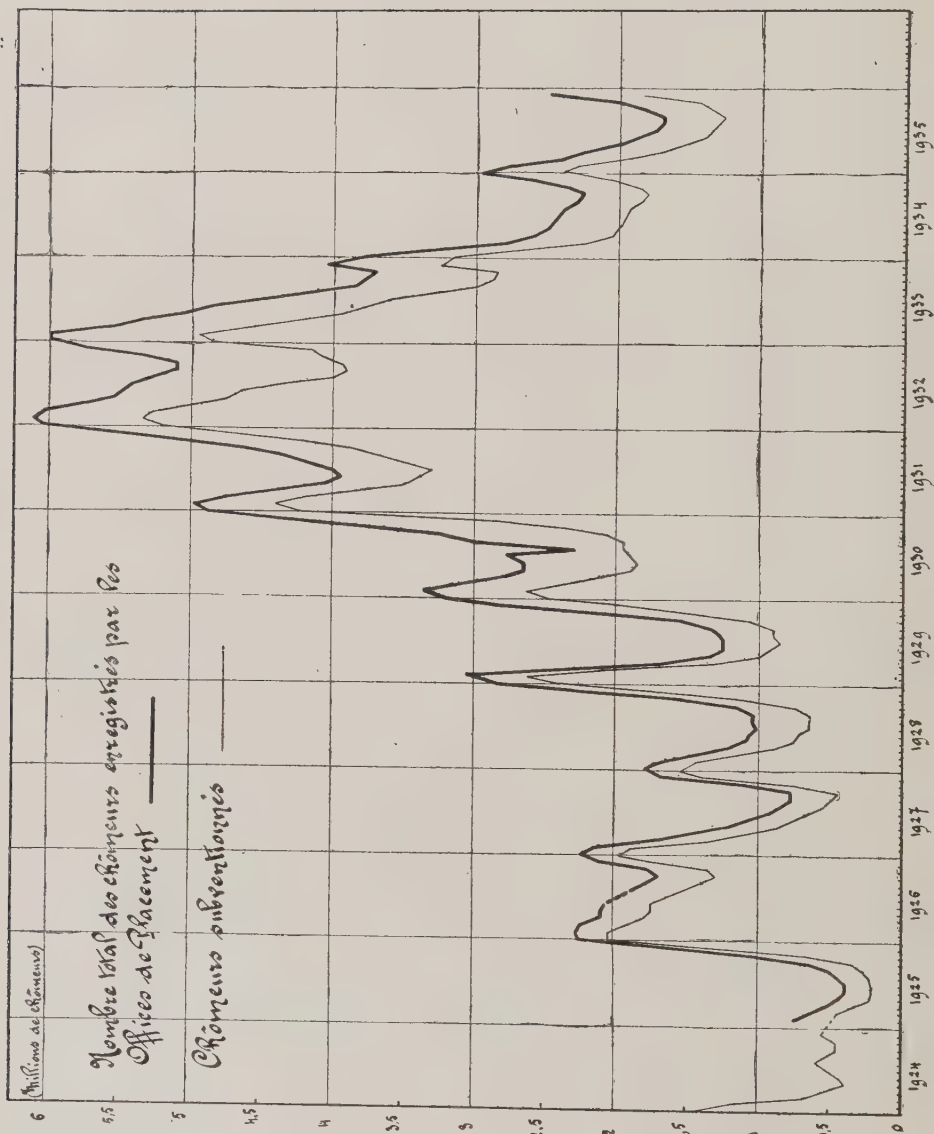


TABLEAU N° VII

Chômeurs subventionnés

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septemb.	Octobre	Novemb.	Décemb.	
1924	1.439.780	1.167.785	694.559	571.783	401.958	426.420	526.188	588.485	513.496	435.321	436.607	535.529	
1925			465.761	319.656	233.463	195.099	197.248	230.727	266.078	363.961	673.315	1.498.681	
1926	2.030.646	2.055.928	1.942.011	1.781.152	1.744.126	1.740.754	1.652.281	1.548.138	1.394.062	1.308.293	1.369.768	1.748.597	
1927	1.965.364	1.888.316	1.344.507	1.104.482	874.617	749.129	633.502	560.229	492.038	456.137	751.760	1.399.516	
1928	a	1.333.115	1.237.504	1.010.763	729.329	629.470	610.687	564.064	574.475	577.093	670.997	1.029.658	1.702.342
	b	214.829	214.912	197.643	162.403	132.449	113.595	82.934	80.214	85.652	92.962	108.114	127.374
1929	a	2.246.278	2.460.760	1.899.121	1.125.968	807.750	722.948	710.499	725.757	748.610	889.492	1.200.396	1.774.571
	b	145.359	161.493	192.314	198.780	203.031	206.631	153.095	157.245	161.635	171.642	186.683	210.240
1930	a	2.232.619	2.378.521	2.053.380	1.763.107	1.550.901	1.468.883	1.497.522	1.506.965	1.492.766	1.561.961	1.787.862	2.165.737
	b	250.029	277.202	293.722	317.961	338.339	365.779	403.439	440.846	472.582	510.511	566.118	667.001
1931	a	2.554.202	2.589.314	2.316.971	1.887.293	1.578.174	1.412.313	1.204.880	1.281.981	1.344.772	1.184.700	1.365.532	1.641.831
	b	810.568	907.665	923.552	902.334	929.395	941.341	1.026.633	1.094.608	1.139.592	1.350.252	1.406.453	1.506.036
	c	846.184	900.508	940.071	988.265	1.004.450	1.017.161	1.063.470	1.130.555	1.207.729	1.302.996	1.421.252	1.565.346
1932	a	1.885.353	1.851.593	1.578.788	1.231.911	1.076.364	940.338	757.294	697.364	618.340	581.715	638.014	791.868
	b	1.596.065	1.673.893	1.744.321	1.674.979	1.581.678	1.544.412	1.354.048	1.294.621	1.231.428	1.138.862	1.130.588	1.281.233
	c	1.713.231	1.832.956	1.944.417	2.018.884	2.090.982	2.163.566	2.229.008	2.029.635	2.046.537	2.204.158	2.310.868	2.073.101
1933	a	953.117	942.306	686.445	530.127	463.599	416.304	394.495	360.305	316.140	316.727	344.957	553.508
	b	1.418.949	1.513.122	1.479.446	1.408.783	1.336.331	1.310.372	1.252.660	1.170.147	1.108.672	1.071.885	1.058.124	1.175.447
	c	2.459.420	2.476.156	2.400.953	2.288.247	2.160.662	2.062.650	1.931.760	1.769.958	1.583.741	1.487.645	1.434.524	1.516.581
1934	a	549.194	418.759	249.480	218.712	231.624	264.802	290.174	309.861	298.053	327.753	387.759	535.296
	b	1.162.304	1.083.118	910.945	841.309	822.127	813.520	798.872	783.073	756.774	736.289	734.502	764.540
	c	1.423.907	1.291.420	1.079.144	984.507	934.810	902.149	866.449	830.839	778.211	737.334	727.190	747.173
1935	a	807.576	719.057	457.995	336.434	276.673	250.843	233.022	232.061	239.169	306.341	386.684	659.997
	b	813.885	820.677	784.122	759.319	715.190	695.801	655.294	633.559	622.047	631.396	651.637	729.268
	c	777.087	735.204	656.439	605.410	551.063	507.387	467.736	440.088	417.198	404.079	406.635	443.832

a) Chômeurs assurés.

b) Chômeurs touchant l'indemnité de crise.

c) Chômeurs bénéficiaires de l'assistance municipale.

Deuxième Partie

Les formes du chômage

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

L'activité économique générale ne suit pas dans son évolution chronologique une ligne droite, mais elle est soumise à des fluctuations continuelles. Ces fluctuations sont la résultante de plusieurs éléments primaires de mouvement. On distingue ainsi dans les séries statistiques chronologiques des différents phénomènes quatre composantes¹ :

1° les variations saisonnières, qui se reproduisent annuellement et qui sont déterminées par le cours des saisons ;

2° les variations cycliques ou « conjoncturales »², qui, s'étendant sur un petit nombre d'années, sont caractérisées par l'alternance régulière, depuis longtemps constatée, de périodes d'essor et de périodes de dépression économique ;

3° les variations de longue durée³, qui apparaissent comme une évolution régulière et persistante dans un sens déterminé se manifestant à travers les hausses et les baisses successives pendant une période assez longue ;

1. La distinction nette entre ces quatre composantes du mouvement économique général est due en grande partie au « Comité de l'Université de Harvard pour la recherche économique » ; elle constitue le point de départ de son analyse du mouvement économique par des méthodes nouvelles en vue d'observer et d'étudier la « conjoncture économique ». Cf. *Review of Economic Statistics* paraissant depuis 1919. Voir aussi Aftalion, *Cours de statistique*, Paris, pp. 39 et suiv. — Ernst Wagemann, *Konjunkturlehre*, Berlin, 1928, pp. 44 et suiv. — Hans Staehle, « Die Beobachtungsverfahren der wirtschaftlichen Wechsellagen des Harvard Committee on economic Research », dans les *Schmollers Jahrbücher*, 1928, t. LII, N° 2, pp. 64 et suiv.

2. « Konjunktur » au sens strict du mot, d'après les Allemands, cf. Wagemann, *op. cit.*, p. 44.

3. « Secular trend » ou « Trend » tout court, d'après les Américains. Wagemann (*op. cit.*, pp. 21 et suiv. et p. 45) préfère le terme « Strukturveränderungen » ; le « Trend » est pour lui, « un cas particulier » dans les transformations structurelles ; ce terme désigne chez lui les cas de variations à long terme d'un phénomène économique, variations dont les causes ne sont pas faciles à discerner, cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1929, N° 15, du 10 juillet.

4° les variations « irrégulières » ou « résiduelles » dues à des phénomènes accidentels, comme les grèves, les guerres, les révolutions, etc.

A l'aide de cette distinction, on s'efforce de décomposer les séries statistiques brutes des différents phénomènes économiques en leurs éléments primaires, en vue de déterminer l'influence respective de chaque élément sur le mouvement d'ensemble des phénomènes envisagés.

Comme tous les autres phénomènes économiques, le chômage et l'emploi accusent des fluctuations continues ; ils sont même particulièrement sensibles aux fluctuations de l'activité économique générale. De même, les séries statistiques chronologiques qui révèlent ces phénomènes peuvent être à tout moment la résultante des différents facteurs déjà mentionnés. Nous distinguerons ainsi trois formes essentielles de chômage : le chômage saisonnier, le chômage cyclique ou « conjonctural » et le chômage structurel¹.

A ces trois formes ou sortes de chômage il faut en ajouter une quatrième, à savoir le chômage constant qui est dû à une certaine fluctuation naturelle, « normale », sur le marché du travail.

La distinction de ces quatre catégories de chômage dans la masse des cas de chômage à un moment donné et dans le mouvement chronologique de cette masse est théoriquement aisée. Elle est impliquée, d'ailleurs, par la diversité et la différence de nature des facteurs particuliers déterminant le phénomène du chômage. Mais ce qui, par contre, est très difficile, et dans une certaine mesure impossible, c'est de dégager du mouvement général du chômage la part respective de ces diverses influences. Cette tâche est

1. Manuel Saitzew distingue entre fluctuations du chômage de courte moyenne et longue durée ; cette distinction est au fond identique à celle faite dans le texte. Cf. « Eine lange Welle der Arbeitslosigkeit », dans *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, collection publiée sous la direction de Manuel Saitzew, München, 1932, t. I, pp. 24 et suiv. — Sur cette distinction entre les différentes formes de chômage, voir aussi Grégoire Kherian, « Le chômage technologique », dans la *Revue d'Economie Politique*, 1932, N° 1, pp. 109 et suiv. — Eduard Willeke, « Die Arbeitslosigkeit in ihrer Verursachung und in ihren Erscheinungsformen », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1927, pp. II, 310-314.

particulièrement ardue quand il s'agit d'étudier et d'analyser le chômage allemand d'après-guerre. Comme on le sait, ce chômage est le produit d'une multitude de facteurs économiques et extra-économiques, normaux et anormaux, qui, dans leur action réciproque se superposent, se contrebalancent ou s'enchevêtrent d'une façon presque inextricable.

Néanmoins, l'étude séparée de chacune des quatre formes de chômage énumérées n'est pas dépourvue d'intérêt. Une analyse de la structure du chômage dans ses éléments fondamentaux est indispensable pour l'appréciation exacte des mouvements du marché du travail.

CHAPITRE PREMIER

LE CHÔMAGE CONSTANT ¹

L'ajustement de l'offre à la demande dans la dynamique du marché du travail ne s'effectue qu'avec certaines frictions qui donnent lieu justement à un certain chômage.

« Il est en effet inévitable qu'un certain temps s'écoule entre le moment où un travailleur quitte un emploi et celui où il en retrouve un autre »². Il en résulte un certain nombre de cas de chômage de courte durée dont l'ensemble constitue cette catégorie de chômage constant. Ainsi ce chômage n'est pas dû à un manque absolu d'emploi, mais à cette fluctuation naturelle et quasi-normale qui provient de l'impossibilité effective d'ajuster parfaitement l'offre à la demande de travail.

L'existence de ce chômage peut être facilement constatée lors des périodes de grande activité économique, pendant lesquelles, alors que tout autre facteur (saisonnier, cyclique ou structurel) fait défaut, le coefficient du chômage ne descend pas au-dessous d'un certain niveau. Cette catégorie du « chômage minimum irréductible » se présentant ainsi comme un phénomène naturel du marché du travail, accuse une importance qui varie largement d'un pays à l'autre, et dans un même pays d'une période à une autre. L'importance de ce chômage dépend, en effet, de la mobilité

1. Autrement dit : chômage permanent, chômage stationnaire, chômage minimum constant, chômage normal. Dans Beveridge, *Unemployment a problem of Industrie*, London, 1931, « irréductible minimum of unemployment ».

2. Colson, *Cours d'Economie Politique*, Paris, 1928, t. II, p. 20.

plus ou moins grande du travail et de la régularité des mouvements du marché du travail ; elle dépend ensuite du degré de perfection de la technique ¹ du marché du travail, notamment par suite d'une organisation rationnelle du placement.

L'évaluation de l'importance numérique de cette catégorie de chômage présente un double intérêt. Tout d'abord, la connaissance exacte du volume de ce chômage permettrait l'application de mesures de lutte appropriées et efficaces. Ensuite, c'est en déduisant du chômage totale d'une période déterminée le contingent de chômage constant que l'on pourrait se rendre compte de la part d'influence des autres facteurs sur le phénomène. Mais cette évaluation se heurte à de grandes difficultés. Ainsi, on n'est pas toujours certain que le minimum de chômage atteint à certaines dates de la série d'années considérées correspond effectivement au minimum irréductible des ouvriers « nécessairement sans travail ». Il est en effet difficile de savoir avec certitude si, à ces dates, aucun autre facteur n'exerce une certaine action sur le marché du travail. En raison de ces difficultés, toute estimation de cet ordre doit être considérée comme approximative.

En Allemagne on peut constater en tout temps l'existence d'un certain nombre minimum de chômeurs. Lors du recensement du 14 juin 1895, on a recensé 179.004 chômeurs, ce qui représente un pourcentage de 1,10 %, si on rapporte ce chiffre au nombre total des travailleurs. En 1906, en période de pleine activité économique, le minimum atteint par le chômage dans l'industrie est estimé à 52.000 unités. D'après ces mêmes estimations, pour l'année 1910, aussi favorable aux affaires que l'année 1906, le chômage doit avoir atteint le minimum de 138.000, et de 134.000 pour l'année suivante. Même pendant la période d'effervescence économique anormale, due à l'inflation monétaire, le chô-

1. Il ne faut cependant pas oublier que « la technique imparfaite du marché du travail s'explique par la nature même de son objet ; car, en fin de compte, « l'homme n'est pas une marchandise », Jastrow, *Sozialpolitik und Verwaltungswissenschaft*, Berlin, 1902.

mage n'a pas pu descendre au-dessous du niveau de 80.000 (minimum des mois de juin et de juillet 1922).

En se basant sur les chiffres précédents, l'Institut de la Conjoncture de Berlin a évalué à environ 100.000 le chômage constant des dernières années d'avant-guerre¹.

Pour l'après-guerre, M. Saitzew², en partant du pourcentage de 2%³ sur le nombre total des ouvriers, estime que cette catégorie de chômage est de l'ordre de 400.000.

Ce dernier chiffre nous paraît excessif. Il est vrai que les chiffres du chômage établis depuis la stabilisation monétaire ne sont pas de nature à fournir une base certaine pour un calcul de cet ordre. Entre 1924 et 1936, le niveau le plus bas du chômage a été atteint au mois de juin 1925 avec 401.000 chômeurs complets enregistrés dans les Offices de Placement. A la même date, les pourcentages syndicaux étaient de l'ordre de 3,5% pour le chômage complet et de 5,2% pour le chômage partiel. Les séries du chômage accusèrent un nouveau minimum, cette fois sensiblement plus élevé, en septembre 1927 : chômeurs complets enregistrés 772.000, chômage complet dans les syndicats 4,5% et chômage partiel 2,4%.

Mais il ne faudrait pas perdre de vue, et nous reviendrons sur ce point, que l'on ne peut raisonnablement soutenir qu'il y ait eu pendant toute cette période un seul instant où le marché du travail soit resté à l'abri d'autres influences, notamment structurelles. Donc, les minima de juin 1925 et à plus forte raison ceux de septembre 1927 ne peuvent pas être considérés comme représentant l'importance normale du chômage constant.

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 2, p. 42. De même Ed. Willeke, «Die Arbeitslosigkeit in ihrer Verursachung und in ihren Erscheinungsformen dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1927, p. II, 311.

2. « Eine lange Welle der Arbeitslosigkeit », dans *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, collection publiée sous la direction de Saitzew, München, 1932, t. I, p. 15.

3. C'est d'habitude en pourcentages qu'est exprimée l'importance du chômage constant. Ainsi, dans la collection intitulée *Is unemployment inevitable*, p. 82, on estime que le pourcentage de 2,5% représente l'état normal du chômage. Pour Sombart ce pourcentage doit varier entre 1 et 2%, *Der Moderne Kapitalismus*, partie III, t. I, p. 461.

D'ailleurs, le chiffre de 100.000 chômeurs (évaluation de l'Institut de la Conjoncture) ne peut s'appliquer qu'à la période d'avant-guerre. Mais il est probable qu'il est inférieur à la réalité quand on considère la période 1924-1936. Il est vrai que la technique du marché du travail (placement des ouvriers) a été considérablement perfectionnée, depuis le début de notre siècle, ce qui aurait dû avoir pour effet un ajustement plus parfait de l'offre à la demande de travail et par voie de conséquence une diminution du chômage constant. Mais il faut d'autre part tenir compte du fait que le nombre des ouvriers et employés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture s'est constamment accru, depuis la fin du XIX^e siècle. Par conséquent, il est raisonnable de croire que, toutes choses égales, le montant du chômage constant s'est également élevé. Pour toutes ces raisons, il apparaît que l'on ne s'éloignerait pas beaucoup de la réalité si l'on proposait le chiffre approximatif de 200.000 à 250.000 chômeurs constants pour la période envisagée.

CHAPITRE II

LES FLUCTUATIONS SAISONNIÈRES ¹

Il est un phénomène depuis longtemps constaté, c'est l'existence, dans presque tous les domaines de la vie économique et sociale, de certaines variations qui, conditionnées par le rythme des saisons, se reproduisent d'année en année avec une régularité frappante. Le marché du travail n'échappe pas à ces variations. Dans les courbes du chômage et de l'emploi, le rythme saisonnier se manifeste d'une façon très nette ². Il n'en peut être autrement vu que l'Agriculture, le Commerce et l'Industrie, les trois branches de l'activité économique dont provient le plus gros de la demande du travail, sont toutes soumises, bien que dans

1. Voir notamment Ignaz Jastrow, *Sozialpolitik und Verwaltungswissenschaft*, Berlin, 1902, pp. 89-100. — Franz Raue, *Die Saisonarbeit als sozialpolitisches Problem*, thèse Münster, 1928. — Otto Donner, *Die Saisonschwankungen als Problem der Konjunkturforschung*, Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, Sonderheft, N° 6, Berlin, 1928. — Du même, *Die Saisonschwankungen der wichtigsten Wirtschaftsvorgänge in Deutschland seit 1924*, do, Sonderheft, N° 11, Berlin, 1928. — Paul, « Die Saison- und Konjunkturschwankungen auf dem Arbeitsmarkt in den Jahren 1924 bis 1927 », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1928, N° 6, pp. II, 77-82. — Du même, « Die Abhängigkeit des Arbeitsmarktes von Konjunktur und Jahreszeit vor und nach dem Kriege », dans la *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1928, N° 2, pp. 188-192. — Wl. Woytinsky, « Konjunktur und Saison, zur Umstellung der Arbeitslosenstatistik des A.D.G.B. », dans *Die Arbeit*, 1929, N° 2, pp. 96-111. — Du même, *Der deutsche Arbeitsmarkt*, Berlin, 1930. — Walter Jentzsch, « Die Jahreszeitlichen Schwankungen im Arbeiterbedarf der deutschen Wirtschaft », dans *Die Deutsche Arbeit*, 1930, N° 8, pp. 417-425. — Erwin Rawicz, « Umfang und Struktur der berufstätigen Arbeitslosigkeit in der Arbeitslosenversicherung », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1931, N° 21, pp. II, 392-402.

2. Cf. F. Baudhuin dans le *Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques de Louvain*, 1929-1930, N° 1, p. 75.

des proportions différentes, aux influences saisonnières ¹.

Mais l'expression « fluctuations saisonnières » est plus générale ; elle s'applique à toutes les variations qui se produisent annuellement suivant un certain rythme, variations qui peuvent provenir soit directement des influences climatiques, soit de certaines conditions et habitudes de l'organisation sociale et économique de chaque pays, mais qui toutes sont conditionnées directement ou indirectement par la succession des saisons ².

Mais, parmi toutes ces variations, le chômage hivernal (surtout dans certaines professions s'exerçant en plein air) constitue l'élément prépondérant, qui d'une façon générale donne par son amplitude aux courbes du chômage et de l'emploi leur allure particulière. Ce chômage hivernal constitue un phénomène particulièrement important du marché du travail et demande une étude à part.

Tenant en grande partie à des facteurs naturels, apparaissant tous les ans d'une façon périodique, la variation saisonnière du chômage possède le caractère spécifique d'une certaine périodicité, tant dans le sens (accroissement du chômage en hiver et contraction pendant le printemps et l'été), que dans l'amplitude de son mouvement. On a pu ainsi parler d'une variation saisonnière « normale » ou « typique », caractéristique de chaque marché du travail national, suivant la structure interne du marché, les conditions atmosphériques, les coutumes économiques et sociales de chaque pays ³. Mais, il faut se garder de croire que cette normalité soit entendue dans le sens dans lequel ce terme est employé dans les sciences naturelles. Il ne s'agit nullement d'une régularité absolue. Aussi, le rythme saisonnier peut présenter

1. Cf. Beveridge, *Unemployment a problem of Industrie*, London, p. 29.

2. Cf. Colson, *Cours d'économie politique*, t. II, p. 19. Voir aussi Beveridge, *op. cit.*, pp. 30-33.

3. Il existe à ce sujet de grandes différences d'un pays à l'autre ; dans certains comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'ensemble du marché du travail ne présente que des fluctuations saisonnières peu accentuées ; celles-ci sont au contraire extrêmement marquées dans d'autres pays comme le Danemark, la Suède, les Pays-Bas. C'est ce qui résulte des recherches faites par le Bureau International du Travail et dont les résultats ont été publiés dans la *Revue Internationale du Travail*, 1928, t. XVII, N° 3, pp. 368 et suiv.

et présente d'une année à l'autre des variations notables, soit quant à l'intensité, soit quant à la durée des fluctuations.

En abordant maintenant l'étude des fluctuations saisonnières du marché du travail allemand, nous passerons en revue dans un premier paragraphe, les différents efforts faits en Allemagne pour mesurer l'importance du chômage saisonnier, et leurs résultats. Dans un second paragraphe, nous poursuivrons le mouvement saisonnier, tel qu'il se manifeste dans les séries statistiques du marché du travail et nous tâcherons d'en dégager ses caractères spécifiques.

§ 1

Les procédés de calcul et d'élimination du chômage saisonnier

Etant donné la régularité des variations saisonnières du chômage, on a eu recours à différents procédés pour mesurer l'importance du chômage saisonnier. Ces calculs présentent un double intérêt :

1° Tout d'abord, l'influence saisonnière est intéressante à connaître en elle-même. Le chômage saisonnier constitue, en effet, en raison de sa périodicité, de sa courte durée, et de la connaissance que l'on a de ses causes, un cas particulier, une catégorie spéciale dans le mouvement général du chômage. Par conséquent, des mesures appropriées de prévention ou de lutte pourraient lui être appliquées. Il en est de même du cas particulier de l'indemnisation des chômeurs qui appartiennent à cette catégorie.

En Allemagne, une réglementation particulière faisant défaut jusqu'en 1929, le chômage saisonnier était en partie couvert par l'assistance, et depuis 1927 par l'assurance-chômage. Mais la loi du 16 juillet 1927 sur le placement et l'assurance-chômage ne visait à vrai dire que le chômage cyclique. En effet, comme le signalaient les travaux préparatoires de cette loi, « le passage régulier de l'occupation au « chômage, comme c'est le cas pour les ouvriers saisonniers,

« présente pour toute assurance un risque particulier »¹ ; il demande par conséquent une réglementation spéciale.

Par contre, depuis 1929 et en vertu de la loi du 24 décembre 1928², l'indemnisation du chômage saisonnier est soumise à une réglementation spéciale qui vise une forte restriction du droit aux prestations des bénéficiaires, tant au point de vue de la durée qu'au point de vue du taux des prestations. Les dispositions de cette loi s'appliquent aux personnes appartenant à des professions ou industries dans lesquelles un chômage périodique est inhérent à la profession (*berufsüblich*)³.

2° Après avoir caculé le facteur saisonnier, on peut l'éliminer des séries statistiques et des courbes qui les représentent afin de laisser apparaître d'une façon plus nette leur mouvement cyclique. C'est le second intérêt que le calcul du chômage saisonnier présente, et qui entre dans le cadre général de l'observation conjoncturale du marché du travail.

A. *Méthode des moyennes mensuelles (Saisonzahlen).*

Avant la guerre, le Professeur Jastrow⁴ s'attachait au problème des variations saisonnières du marché du travail. En se basant, pour la période 1896-1901, sur les données des Offices de Placement (rapport du nombre des demandes d'emploi au nombre des offres), il comptait pour les 12 mois de l'année, au cours de la série d'années considérées, le nombre des cas où le chômage augmentait et celui où il diminuait par rapport au mois précédent. Il se dégagait ainsi d'une façon nette une prédominance de la tendance à l'augmentation pendant les trois derniers mois de l'année et une tendance à la diminution pendant les trois premiers mois. Ensuite, pour mesurer l'amplitude de la variation

1. Cf. Begründung zum Gesetzentwurf über Arbeitslosenversicherung, vom Juli 1926, *Reichstagsdrucksache*, N° 2885.

2. « Gesetz über eine Sonderfürsorge bei berufsüblicher Arbeitslosigkeit », *Reichsgesetzblatt*, 1929, 1^{re} partie, p. 1. Voir aussi l'exposé des motifs de cette loi dans *Reichstagsdrucksache*, N° 478 du 17 novembre 1928.

3. Cf. Bernhard Lehfeld, « Arbeitslosenunterstützung bei berufsüblicher Arbeitslosigkeit », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1931, N° 25, pp. II, 509-512. — Rawicz, *op. cit.*, pp. 392 et suiv.

4. *Op. cit.*, pp. 89 et suiv.

saisonnière, Jastrow, calculait les moyennes mensuelles de cette série d'années. Il obtenait ainsi la série suivante ¹ :

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
150, 8	132, 0	106, 8	110, 7	119, 3	111, 1
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
123, 4	116, 3	114, 9	136, 2	161, 9	167, 1

D'après cette série, « l'Andrang » (demandes d'emploi sur 100 offres) atteignait son point culminant en décembre et les points les plus bas en mars/avril et en septembre, avec une légère recrudescence entre ces deux moments de l'année.

Bien entendu, il ne s'agissait pas à proprement parler d'une méthode de calcul des variations saisonnières. En dehors même du fait que les données qui servaient de base à ces calculs étaient incertaines, insuffisantes, le procédé élémentaire employé ne permettait même pas d'isoler le mouvement saisonnier des autres composantes du mouvement qui agissent sur les séries brutes. Néanmoins cette série offre une vue approximative des variations saisonnières du chômage de l'avant-guerre et révèle leur importance.

B. Méthodes mathématico-statistiques. — La méthode de la chaîne des mouvements de mois à mois.

Après la guerre, vu l'intérêt croissant témoigné à l'étude de la conjoncture, on a élaboré et appliqué des méthodes perfectionnées et compliquées pour le calcul et l'élimination de la variation saisonnière. Parmi ces méthodes, on se sert généralement en Allemagne de la méthode élaborée par le statisticien américain W.A. Persons, et appliquée sous sa direction par « le Comité pour la Recherche économique » de l'Université de Harvard ². Dans ce procédé, on part de l'hypothèse qu'en période normale la variation

1. *Op. cit.*, p. 91.

2. Cf. *Review of Economic Statistics*, 1919, N° 1, pp. 18-31. — Hans Staehle, « Die Beobachtungsverfahren der wirtschaftlichen Wechsellagen der Harvard Committee on Economic Research » dans les *Schmollers Jahrbücher*, 1928, t. LII, N° 2, pp. 64 et suiv.

saisonnières ne présente pas de grandes différences d'une année à l'autre. En se basant donc sur les données d'une certaine série d'années, on conclut¹ pour le mouvement saisonnier une variation-type, « une normale rigide », sous la forme d'un indice. Elle doit déceler la variation saisonnière du phénomène considéré, non pas seulement pour les années dont les séries statistiques ont servi de base à la construction du norme-indice, mais aussi pour les années à venir.

La première application de ce procédé aux séries du marché du travail allemand a été faite par l'Institut de Harvard. Son service statistique avait établi un indice saisonnier, en se basant sur les chiffres des affiliactions normales aux caisses de maladie, pendant la période 12/58-12/14².

Après la guerre, le premier calcul mathématique du rythme saisonnier du chômage et de l'occupation a été entrepris par l'Office fédéral de Statistique³.

Mais c'est surtout l'Institut de la Conjoncture de Berlin qui s'est adonné à de semblables calculs⁴. Pour la construction des indices saisonniers il a pris comme base les données des années 1925-1929, chiffres des chômeurs absolus, pourcentages syndicaux et chiffres de l'activité des Offices de Placement.

1. La période comprise les cinq années précédentes. (Rapport de l'Institut de conjoncture pour les années précédentes.) (Rapports de l'Institut de conjoncture pour les années 1925-1929.) 2. *Statistical Bulletin of the Harvard University*, 1925, pp. 1-10. 3. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 4. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 5. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 6. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 7. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 8. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 9. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 10. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 11. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 12. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 13. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 14. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 15. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 16. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 17. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 18. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 19. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 20. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 21. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 22. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 23. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 24. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 25. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 26. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 27. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 28. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 29. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 30. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 31. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 32. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 33. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 34. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 35. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 36. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 37. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 38. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 39. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 40. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 41. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 42. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 43. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 44. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 45. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 46. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 47. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 48. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 49. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 50. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 51. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 52. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 53. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 54. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 55. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 56. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 57. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 58. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 59. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 60. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 61. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 62. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 63. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 64. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 65. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 66. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 67. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 68. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 69. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 70. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 71. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 72. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 73. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 74. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 75. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 76. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 77. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 78. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 79. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 80. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 81. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 82. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 83. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 84. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 85. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 86. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 87. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 88. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 89. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 90. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 91. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 92. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 93. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 94. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 95. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 96. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 97. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 98. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 99. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10. 100. *Statistische Monatshefte*, 1925, pp. 1-10.

2. Cf. E. W. Carr et H. S. Fox, « The Index of German Economic Conditions for Germany 12/58-12/14 », dans *The Review of Economic Statistics*, 1925, N° 4. — Voir aussi : Paul Kriedte, « Konjunkturschwankungen am Arbeitsmarkt », dans *Das Magazin der Wirtschaft*, 1926, N° 45, pp. 1479-1474.

3. *Wirtschaft und Statistik*, 1925, N° 14, pp. 460 et suiv.

4. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, Sonderhefte N° 6 et 11, op. cit.

D'après l'indice établi à la base des séries des chômeurs secourus, le nombre des chômeurs s'accroît depuis le printemps — période de l'année pendant laquelle il atteint son minimum — d'environ 340.000 jusqu'à la mi-décembre, et encore d'environ 600.000 jusqu'en janvier-février, au total de 940.000 points. Mais déjà en février, un changement se dessine dans l'allure du mouvement ; les mois suivants sont caractérisés par une décharge du marché du travail, hésitante au commencement, accélérée ensuite. Jusqu'aux mois de mars et d'avril, pendant lesquels l'occupation n'est presque pas influencée par la saison, le nombre des chômeurs diminue de 600.000 personnes. Le mouvement saisonnier se poursuit d'une façon lente, dans le même sens de la baisse, jusqu'au mois d'octobre.

La variation saisonnière de la série des pourcentages syndicaux concorde dans ses grandes lignes avec la variation saisonnière de la série des chômeurs secourus, déjà esquissée. On peut cependant constater deux divergences. Tandis que dans la série des chômeurs secourus le maximum saisonnier s'accuse au mois de janvier, dans les séries syndicales, au contraire, il est déjà atteint au mois de décembre. Cela s'explique par le fait que les données de la statistique de l'assurance-chômage se rapportent au 15 du mois, tandis que celles des syndicats se rapportent au dernier jour du mois. La seconde divergence se manifeste en été : tandis que les chiffres de chômeurs secourus accusent une diminution ininterrompue du chômage saisonnier jusqu'à l'automne, les pourcentages syndicaux révèlent deux minima saisonniers : un au mois de mai, un autre au mois d'octobre, avec un léger relèvement de la courbe entre ces deux dates. Cette discordance peut être attribuée au fait que, tandis que la statistique syndicale ne s'applique qu'aux ouvriers de l'industrie, l'assurance-chômage s'étend en plus à d'autres branches et notamment à l'agriculture.

Enfin, le rythme de l'indice saisonnier calculé sur les données des Offices de Placement est identique à celui de l'indice saisonnier de la série « chômeurs secourus ». Il y a un simple décalage d'un mois en ce sens que les variations du rapport entre offres et demandes d'emploi devancent d'un mois celles du chômage.

De même, on a établi un indice saisonnier de l'occupation industrielle sur la base des pourcentages des membres des syndicats travaillant à plein. Le sens de la variation saisonnière dans cet indice est, comme on devait s'y attendre, inverse à celui du chômage. Le mois de décembre accuse le niveau le plus bas de l'emploi. Par contre, le niveau le plus élevé est atteint pendant le mois de septembre, après un accroissement constant du volume de l'occupation depuis le mois de décembre. Finalement, l'intensité de la fluctuation saisonnière de cette série n'est pas très forte, l'accroissement de décembre à septembre étant à peine de 6,5 %.

Une autre application de la méthode de Persons, pour le calcul de la variation saisonnière des séries des pourcentages syndicaux a été faite, par la *Wirtschaftskurve* de la *Gazette* de Francfort ¹. A la base des données 1904-1913, on a établi l'indice saisonnier suivant :

Janvier	139	Mai	99	Septembre	79
Février	123	Juin	97	Octobre	79
Mars	98	Juillet	92	Novembre	83
Avril	96	Août	86	Décembre	130

L'indice culmine au mois de janvier. A cette époque le niveau du chômage est de 50 % plus élevé que celui des mois favorables : septembre et octobre. Ces observations n'ont pas été étendues à la période d'après-guerre, faute d'une série d'années assez longue, avec des conditions économiques normales ².

Il faut enfin mentionner les nombres-indices saisonniers, calculés d'après les mêmes méthodes mathématico-statistiques par la Banque de Dresde ³, et qui se rapportent aux séries de chiffres suivantes :

- a) pourcentages des ouvriers occupés, y compris les chômeurs partiels convertis en ouvriers complètement occupés ;
- b) pourcentages des chômeurs (y compris les chômeurs

1. Année 1926, N° 1, pp. 52 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 53.

3. Cf. Dresdner Bank, suppléments aux Bulletins N° 45 du 1^{er} juillet 1928, au N° 53 du 1^{er} avril 1929, et au N° 54 du 1^{er} mai 1929.

partiels convertis en chômeurs complets), sur le total des ouvriers syndiqués ;

c) nombre des chômeurs secourus, non compris les chômeurs recevant des indemnités de crise ;

d) nombre des demandes sur 100 places libres dans les bureaux de placement publics ;

e) nombre total des ouvriers occupés selon la statistique des caisses d'assurance obligatoire contre la maladie ¹.

Nous donnons ci-dessous les nombres-indices saisonniers calculés sur la base des séries b et e :

Pour la série b :

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
147, 3	144, 7	125, 0	99, 1	80, 1	77, 8
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
78, 2	80, 7	77, 5	76, 1	89, 1	124, 5

Pour la série e :

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
95, 0	94, 8	95, 9	98, 8	101, 5	102, 6
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
102, 6	102, 3	102, 7	103, 3	102, 0	98, 5

Bien que ces nombres-indices ne soient pas toujours comparables à ceux calculés par l'Institut de la Conjoncture, ils n'en présentent pas moins avec eux des grandes différences ².

Le calcul des variations saisonnières du chômage, à l'aide des procédés mathématico-statistiques que nous venons d'exposer, présente indiscutablement un grand intérêt pour l'étude des mouvements du marché du travail. Cependant, il ne faudrait admettre leurs résultats que sous certaines réserves ³.

1. Les investigations pour toutes ces séries portent sur les années 1924-1928.

2. Sur les nombres-indices de la Banque de Dresde consulter aussi « Saisonschwankungen in der Deutschen Wirtschaft » dans la *Mazazin der Wirtschaft*, 1929, N° 15, pp. 571 et suiv. — Oskar Mohrus, « Saisonschwankungen in der Deutschen Wirtschaft », *Ibid.*, 1929, N° 23 pp. 894 et suiv.

3. Cf. surtout Oskar Anderson, *Zur Problematik der empirisch-statistischen Konjunkturforschung* (Veröffentlichungen der Frankfurter Gesellschaft zur Konjunkturforschung, N° 4), Bonn, 1929. — Eugen Altschul, « Saisonindices der Nachtstabilisierungszeit » dans la *Frankfurter Zeitung*, 1928, N° 596 du 11 août 1928. La critique de Altschul s'adresse surtout aux nombres-indices calculés par la Banque de Dresde.

1° Dans les nombres-indices saisonniers, la saison est représentée comme un facteur dont l'influence sur les séries statistiques s'exerce, chaque année, d'une façon mathématiquement identique et rigide. Mais c'est là une construction trop schématique. Il ne faut pas oublier en effet que le facteur « influences saisonnières » n'est nullement une grandeur constante mais, comme l'expérience et l'observation l'enseignent, une grandeur variable. Ainsi, l'intensité et la durée du facteur saisonnier varient dans de fortes proportions d'une année à l'autre.

2° Mais, à côté de cette observation d'ordre général, il faut tenir compte aussi de certains autres facteurs qui contribuent à affaiblir la valeur de ces nombres-indices. Ce sont la brièveté de la période dont les données servent de base à tous ces calculs et le caractère anormal de cette période. En effet, une période de trois à quatre ans est indiscutablement beaucoup trop courte pour que l'emploi des procédés mathématiques puisse aboutir à des résultats certains. Pendant une telle période, la part des éléments accidentels peut être trop grande et voiler les variations saisonnières normales des séries statistiques. En raison donc de la brièveté de la période observée, le choix entre les chiffres « typiques » et les chiffres « non typiques », pour le calcul des moyennes mensuelles, présente forcément un caractère arbitraire. Mais, plus encore que la brièveté de la période observée, c'est son caractère extrêmement anormal qui donne à réfléchir pour l'établissement des « normales saisonnières ». Après le bouleversement de l'économie allemande, durant les années de la guerre et de l'inflation monétaire, une période de réadaptation aux nouvelles conditions s'ensuivit à partir de 1924, période influencée d'une façon prépondérante par des facteurs structurels.

Il serait d'autre part inadmissible d'utiliser les nombres-indices saisonniers dressés pour la période d'avant-guerre pour mesurer l'importance de la variation saisonnière des années 1924-1936. Ces nombres-indices présentent en effet le grand avantage d'être construits sur la base des données d'une série d'années que l'on peut à bon droit considérer comme normales. Mais en appliquant ces indices à la période

d'après-guerre, on commettrait l'erreur de voir dans le rythme saisonnier un rythme constant et interchangeable. Il est loin d'en être ainsi. Le marché du travail, comme tout autre élément de la vie économique et de la vie en général, est soumis à des transformations continues dans sa structure, et ces transformations touchent notamment le mouvement du rythme saisonnier.

C. Décomposition concrète des séries statistiques du chômage en leurs éléments « saisonnier » et « cyclique ».

A l'encontre des méthodes exposées plus haut, lesquelles font appel au procédé mathématique pour le calcul des nombres-indices saisonniers, le procédé que nous allons exposer consiste en une simple décomposition des séries statistiques en leurs éléments primaires¹.

Ce procédé a été appliqué sous la direction de Woytinsky² par l'Union générale des Syndicats allemands. A cet effet, la section statistique de l'Union poursuit le mouvement du chômage dans les séries de chacun des syndicats séparément, et cela pour la période 1919-1928. A la suite de cette étude spéciale on a pu constater qu'au point de vue de la nature des fluctuations du chômage, les différents syndicats se laissent classer en deux groupes. Tandis que les séries des pourcentages des uns sont particulièrement influencées par l'élément saisonnier et accusent un rythme saisonnier prononcé, le chômage des autres est presque complètement épargné d'influences saisonnières et reflète d'une façon fidèle les phases du cycle économique général³.

On a ainsi formé deux groupes de syndicats : un groupe « saisonnier » et un groupe « conjonctural »⁴, les moyennes

1. Ce procédé avait déjà été appliqué en Angleterre dans une enquête de la *Labour Gazette*. Cf. Bargheer, « Die Saisonschwankungen im englischen Arbeitsmarkt », dans l'*Arbeit und Beruf*, Partie A, 1926, N° 3.

2. Cf. *op. cit.*

3. Cette observation avait été déjà faite par Beveridge, *Unemployment a problem of industrie*, London, 1931, p. 40.

4. Le groupe saisonnier est formé par les syndicats suivants : Union des Syndicats de l'Industrie du Bâtiment, jardiniers, charpentiers, peintres, couvreurs, tailleurs de pierre, céramistes ; il comptait en 1930 : 785.000 adhérents, soit 19,2 % du nombre total des affiliés à l'Union Générale.

des pourcentages des syndicats de chaque groupe devant traduire respectivement les fluctuations saisonnières et les fluctuations cycliques. Les statistiques syndicales ainsi décomposées ont été publiées pour la période allant de 1924 à 1933, année de la dissolution des syndicats ¹.

La valeur de ces chiffres est naturellement restreinte. Ces séries ne doivent pas être considérées comme la représentation rigoureuse des fluctuations saisonnières et cycliques. La distinction entre les deux groupes, au point de vue de l'influence saisonnière, est plutôt d'ordre quantitatif. Les industries appartenant au groupe conjonctural ne subissent certainement pas l'influence saisonnière d'une façon aussi accentuée que les professions saisonnières (agriculture, bâtiment, professions des tailleurs de pierre et des terrassiers); cependant l'élément saisonnier s'y fait aussi sentir, et il n'est pas toujours négligeable. Par contre, et à plus forte raison, les professions saisonnières sont aussi influencées par les variations de l'activité économique générale.

Sous ces réserves, les chiffres obtenus par cette décomposition peuvent servir d'appui précieux pour l'étude des variations saisonnières du marché du travail, pendant la période envisagée.

Dans le même sens d'une décomposition concrète des séries statistiques du chômage la *Wirtschaftskurve* de la *Gazette* de Francfort ² répartit les chiffres des demandeurs d'emploi enregistrés par les Offices de Placement en deux catégories dont l'une embrasse les demandeurs appartenant aux « professions particulièrement sensibles à la saison » (agriculture, bâtiment, vêtement, tailleurs de pierres, terrassiers et manœuvres) et l'autre les demandeurs appartenant aux autres professions.

1. Dans les publications on n'avait pas remonté jusqu'en 1919, les données des années 1919-1924 étant insuffisantes et incertaines. Cf. les chiffres syndicaux répartis dans ces deux groupes, dans le tableau III de l'appendice à la première partie de cette étude.

2. Depuis le mois de mars 1928.

§ 2

Les caractéristiques des fluctuations saisonnières

Avant la guerre, les fluctuations saisonnières se manifestaient d'une façon très nette sur le marché du travail. La principale série statistique que l'on possède sur cette période — la série syndicale — laisse apparaître, au cours de chaque année, des oscillations accentuées. Le chômage hivernal représentait un contingent du chômage total beaucoup plus important qu'aujourd'hui. Ainsi, la variation saisonnière était le mouvement dominant dans les séries du marché du travail.

Les maxima saisonniers, régulièrement atteints pendant les mois de décembre ou de janvier, représentaient parfois le double des minima atteints au commencement de l'automne. Ce fait est illustré par le tableau suivant, dans lequel, pour les années 1907-1914, les maxima saisonniers du chômage sont opposés au minima.

Pourcentages des chômeurs syndiqués

Minima		Maxima	
Septembre 1907	1,4	Janvier 1908	2,9
Septembre 1908	2,7	Décembre 1908	4,4
Octobre 1909	2,0	Janvier 1910	3,6
Octobre 1910	1,6	Janvier 1911	2,6
Octobre 1911	1,5	Janvier 1912	2,9
Septembre 1912	1,5	Janvier 1913	3,2
Septembre 1913	2,7	Janvier 1914	4,7

Ces fluctuations saisonnières paraissent d'autant plus surprenantes qu'alors la plupart des professions ayant un caractère particulièrement saisonnier (agriculture, bâtiment, manœuvres et ouvriers non qualifiés) n'étaient pas encore couvertes par les statistiques syndicales. Ce phénomène peut cependant s'expliquer facilement. Si l'on observe les séries des pourcentages du chômage dans les différentes branches industrielles englobées dans la statistique¹, on se rend compte que, même pour les syndicats qui n'accusent

1. Cf. Bruno Geitze, « Der Arbeitsmarkt vor und nach dem Kriege », dans *Die 40-Stunden-Woche*, collection publiée sous la direction de Leipart, Berlin, 1931, p. 19.

actuellement que des oscillations saisonnières insignifiantes, les séries des pourcentages révélaient, pendant cette période, un mouvement rythmique saisonnier très accentué¹ : ainsi par exemple en est-il de l'industrie métallurgique. La disparition des sommets saisonniers dans les courbes du chômage de ces syndicats, depuis 1924, est sûrement l'effet de la rationalisation de la technique de l'exploitation moderne et de la régularisation des commandes.

Toutes ces considérations amènent à cette conclusion que l'importance relative du chômage saisonnier était beaucoup plus considérable avant la guerre que pendant la période d'après-guerre. Ce fait est aussi confirmé par les résultats des recensements généraux des chômeurs de 1895. Entre le 14 juin et le 2 décembre de cette année, le chômage passait de 179.000 à 553.640, accusant une augmentation de 374.636 points. Mais ce dernier chiffre ne révèle pas encore l'amplitude réelle de la hausse saisonnière de cette année. Les dates auxquelles les deux recensements avaient eu lieu ne représentent pas les dates extrêmes du mouvement saisonnier. En cette période, les minima saisonniers étaient régulièrement atteints en septembre ou même en octobre et le mois de juin accusait encore une forte baisse saisonnière. Par contre, les maxima étaient atteints à la fin du mois de décembre et plus souvent encore en janvier. En outre, il faut faire état de ce fait que l'année 1895 a été dans l'ensemble marquée par une conjoncture particulièrement favorable, et il est permis de croire avec certitude que l'état économique général s'était encore amélioré entre les mois de juin et de décembre.

En se basant sur les données précédentes, Wiggs² estime le chômage hivernal de cette période à 1.000.000 en chiffres ronds.

Après la mobilisation, le dérèglement économique général régnant pendant la guerre fit disparaître tout mouvement rythmique du marché du travail. L'industrie du bâtiment

1. Cf. Post, *Der Umfang der Arbeitslosigkeit*, Iena, 1914.

2. *Unemployment in Germany since the war*, London, 1933, pp. 20-21.

entra dans une période d'inaction presque complète¹. D'ailleurs, les travailleurs occupés dans des emplois saisonniers pendant le printemps et l'été pouvaient toujours trouver un emploi passager en hiver, car, durant toute la période des hostilités, domina en général sur le marché du travail un manque de main-d'œuvre.

Mais même durant la période qui s'écoula entre l'armistice et la stabilisation monétaire (1918-1925), les violentes perturbations auxquelles l'économie allemande fut exposée étouffèrent tout rythme saisonnier. Notamment, l'industrie du bâtiment, favorisée par une véritable fièvre de constructions industrielles consécutive à l'inflation monétaire d'une part et par un besoin élevé de maisons d'habitations d'autre part, souffrait du chômage hivernal sur une échelle beaucoup moindre qu'avant la guerre.

Ce fut avec l'année 1925 que le mécanisme saisonnier habituel fit de nouveau son apparition sur le marché du travail. Il resta manifeste pendant toute la période écoulée depuis lors. Mais, ce qui saute aux yeux, quand on compare les séries statistiques du chômage de cette période à celles d'avant-guerre (dans la mesure où une telle comparaison est possible), c'est que les variations saisonnières de l'après-guerre, tout en gardant leur importance absolue, deviennent relativement moins significatives dans le mouvement général des séries. Les violentes influences cycliques et structurelles sont en effet devenues l'élément prépondérant et ont donné son allure caractéristique au mouvement général du chômage. Particulièrement, les fluctuations cycliques, tantôt en amplifiant, tantôt en atténuant l'amplitude des hausses et des baisses saisonnières, ont en grande partie voilé le rythme saisonnier. Il serait même imprudent de parler d'un rythme, d'une normale saisonnière, pendant cette période.

1. Cf. Walter Vitali, *Saisonschwankungen im Baugewerbe und ihre Auswirkungen auf die deutsche Volkswirtschaft*, thèse München, 1931, p. 14.

Les fluctuations saisonnières depuis 1925

I. L'allure des fluctuations saisonnières et leur durée.

Il est très difficile d'établir, sur la base des données de la période 1925-1936, certaines régularités en ce qui concerne le sens des variations saisonnières du marché du travail et les époques auxquelles elles se produisent. Cependant, d'une façon générale et approximative, on peut donner le tableau suivant : le point culminant du chômage saisonnier est atteint normalement en janvier-février de chaque année : parmi les 11 années considérées le chômage saisonnier a culminé six fois en janvier, et cinq fois en février. Pendant les premiers mois de l'année, le mouvement du chômage est orienté vers la baisse. La diminution saisonnière, lente en avril et mai, devient ensuite de plus en plus rapide. Elle persiste d'habitude jusqu'au mois de septembre et parfois d'octobre.

Quant aux dates où le minimum estival est atteint, les années 1925-1935 ne laissent remarquer aucune régularité : ce minimum fut atteint une fois en mai (1930), deux fois en juin (1925 et 1931), deux fois en juillet (1928 et 1929), une fois en août (1935), deux fois en septembre (1927 et 1932), deux fois en octobre (1926 et 1934) et une fois en novembre (1933).

Après avoir accusé ce minimum, les séries du chômage commencent à remonter, au cours des derniers mois de l'année. Cette hausse est principalement conditionnée par le retour de la période d'inactivité de l'industrie du bâtiment et des industries produisant des matières premières pour les constructions. De même, dans l'industrie du vêtement, l'occupation commence à diminuer vers la fin de la saison d'automne, à partir du mois d'octobre. En outre, certaines autres branches industrielles accusent une certaine diminution de leurs effectifs, durant les derniers mois de l'année. Telles sont : l'industrie du bois, l'industrie du cuir et de la chaussure, l'industrie des denrées alimentaires, l'industrie hôtelière et les transports. Mais, dans cette dernière catégorie d'industries, la diminution saisonnière de l'occupation n'est

pas aussi marquée que dans l'industrie du bâtiment. L'accroissement hivernal du chômage est lent au début. Il s'accélère ensuite au fur et à mesure que l'agriculture, après la fin de la récolte, licencie en masse ses ouvriers, ce qui a normalement lieu vers le mois d'octobre.

Ainsi apparaît, dans ses grandes lignes, le mouvement saisonnier de la série des chômeurs enregistrés par les Offices de Placement.

Le rythme saisonnier apparaît d'une façon beaucoup plus nette dans la série des pourcentages des chômeurs des syndicats ouvriers (groupe saisonnier). Durant les six premiers mois de chaque année, les pourcentages diminuent constamment et régulièrement. Les niveaux les plus bas sont atteints entre le mois de juin et le mois d'août ; ils sont suivis par un mouvement général de hausse qui s'étend de septembre à janvier.

La durée de la régression saisonnière du chômage présente aussi de fortes variations d'une année à l'autre. Ce fait est illustré par le tableau suivant :

Durée de la diminution saisonnière d'après la série des chômeurs enregistrés par les Offices de Placement

Années	La diminution a duré :	Durée en mois
1925	de janvier à juin	6
1926	de février à octobre	9
1927	de janvier à septembre	9
1928	de janvier à juillet	7
1929	de février à juillet	6
1930	de février à mai	4
1931	de février à juin	5
1932	de février à septembre	8
1933	de janvier à novembre	11
1934	de décembre (1933) à octobre ...	11
1935	de janvier à août	8

II. *L'amplitude des fluctuations saisonnières.*

Pour que l'on puisse se rendre compte d'une façon générale de l'importance concrète des fluctuations saisonnières, pendant les années qui ont suivi la stabilisation monétaire, nous avons reproduit dans le tableau suivant les minima et les maxima annuels de la série des demandeurs d'emploi chômeurs enregistrés par les Offices de Placement. Nous avons aussi calculé les écarts entre ces deux points extrêmes.

	Maximum du chômage en hiver	Minimum du chômage en été	Diminution du chômage du maximum au minimum	Augmentation du chômage du minimum au maximum
1925	Janv. 800.000	Juin 401.000	399.000	
1926	Févr. 2.269.000	Oct. 1.709.000	560.000	1.868.000
1927	Janv. 2.257.000	Sept. 772.000	1.485.000	548.000
1928	Janv. 1.791.000	Juillet 1.028.000	763.000	1.019.000
1929	Févr. 3.050.000	Juillet 1.252.000	1.798.000	2.022.000
1930	Févr. 3.365.811	Mai 2.634.718	721.093	2.113.811
1931	Févr. 4.971.843	Juin 3.953.946	1.017.897	2.337.125
1932	Févr. 6.128.429	Sept. 5.102.750	1.025.679	2.174.483
1933	Janv. 6.013.612	Nov. 3.714.646	2.298.966	910.862
1934	Déc.33 4.059.055	Oct. 2.267.657	1.791.398	344.409
1935	Janv. 2.973.544	Août 1.706.230	1.267.314	705.887

Comme on le voit dans les chiffres de ce tableau, les écarts saisonniers du chômage présentent des différences énormes d'une année à l'autre. Tandis que pour l'année de crise 1925 la décharge estivale s'élevait à peine à 400.000 unités en chiffres ronds, en 1934 elle se chiffrait à plus de 2.000.000. Mais même pour les années 1925-1928, qui sont relativement les plus « normales » de cette période, l'importance des baisses saisonnières varie énormément. Ces variations sont en grande partie l'effet de l'influence des oscillations cycliques sur les fluctuations saisonnières. Ainsi, tandis qu'en 1927 l'essor cyclique secondait la hausse saisonnière, au point que 1.485.000 chômeurs pouvaient trouver de l'emploi, entre les mois de janvier et de septembre, une année après, en 1928, la tension économique générale contre-carrail en partie la baisse saisonnière, cette dernière n'ayant pu s'élever qu'à 763.000. Enfin, depuis 1933, les dimensions des baisses saisonnières sont particulièrement amplifiées par suite de l'amélioration notable de la situation économique générale, et par l'application des mesures visant l'accroissement des possibilités d'emploi¹.

A l'inverse, la même constatation peut être faite en ce qui concerne l'ampleur des hausses saisonnières. En période de crise (1925-1926), l'écart entre le minimum et le maxi-

1. Par ailleurs, la forte diminution de l'année 1929 fut la conséquence de l'accroissement anormal du chômage, pendant l'hiver précédent 1928-1929, à la suite des conditions de température excessivement rigoureuses de cet hiver. Cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1928, Partie A, N° 4, p. 27 et 1929-30, Partie A, N° 1, p. 29.

mum saisonnier comporta 1.868.000 points. Durant la phase d'essor économique qui s'ensuivit, la hausse saisonnière ne s'éleva qu'à 548.000 chômeurs (hiver 1926-1927). A partir de cette année et jusqu'à l'hiver 1929-1930, les accroissements saisonniers du chômage, secondés par la crise économique, gagnent de plus en plus d'importance d'une année à l'autre. Avec l'hiver 1931-1932, au contraire, bien que la crise batte son plein, les hausses saisonnières restent inférieures à celles des années précédentes. Ce fait, d'ailleurs, ne doit pas surprendre. En effet, le chômage cyclique et le chômage structurel ont atteint alors un tel volume qu'il ne restait plus beaucoup de marge pour le jeu du mécanisme saisonnier habituel. Grâce à la reprise économique générale, qui se fait déjà sentir en été et en automne de l'année 1932, la hausse saisonnière de l'hiver 1932-1933 n'atteint même pas 1.000.000. Enfin, le mouvement du chômage, pendant l'hiver 1933-1934, se montre sous un aspect particulier : le rythme naturel de la saison est cette fois-ci enrayé et presque complètement suspendu par les mesures du gouvernement, contenues dans le *Programme de la création du travail*. Comme le Président de la « Reichsanstalt » l'écrivait : « C'est la ferme volonté du Gouvernement fédéral d'endiguer « le plus possible l'empirement saisonnier habituel »¹.

Ce même phénomène de la variation dans les dimensions des fluctuations saisonnières d'une année à l'autre peut être aussi constaté dans les séries des pourcentages des syndiqués chômeurs appartenant au « groupe saisonnier ». Nous reproduisons dans le tableau suivant les minima et les maxima annuels de ces pourcentages et les écarts entre ces deux points extrêmes.

Pourcentages des chômeurs syndiqués (groupe saisonnier)

Années	Maxima	Minima	Écarts
1924	69, 4	5, 9	63, 5
1925	21, 1	2, 8	18, 3
1926	48, 4	15, 6	32, 8
1927	39, 4	3, 7	35, 7
1928	44, 0 (déc. 1927)	6, 0	38, 0
1929	68, 1	8, 9	59, 2
1930	59, 5	36, 4	23, 1
1931	74, 7	54, 1	20, 6
1932	88, 4	74, 5	13, 9

1. *Reichsarbeitsblatt*, 1933, N° 33, p. I, 289.

On s'aperçoit ainsi que, si l'on laisse de côté l'année 1924, dont le pourcentage très élevé du mois de février se ressent encore des répercussions de la stabilisation monétaire, les écarts saisonniers des pourcentages varient entre 13,9 et 59,2.

On peut tirer deux conclusions de ces quelques observations sur le mouvement concret des variations saisonnières de la période 1924-1936.

1° Il existe pendant cette période un mouvement saisonnier marqué dans l'ensemble du marché du travail national. Après les années troubles de la guerre et de l'inflation monétaire, le rythme saisonnier réapparaît dans les séries statistiques du chômage et les courbes qui les traduisent. Il est principalement conditionné par le chômage hivernal des industries et professions dites saisonnières. Mais si les variations saisonnières sont des plus nettes, elles ne présentent aucune régularité dans leur durée, dans leur périodicité et dans leurs dimensions. C'est en grande partie l'effet des conditions exceptionnelles que la guerre et l'inflation ont créé à l'économie allemande.

2° L'interdépendance et l'influence réciproque entre variations saisonnières et fluctuations cycliques sont remarquables. Nous ne ferons ici allusion qu'à ce qui touche l'influence des différentes phases du cycle économique sur les variations saisonnières du chômage. On constate ainsi qu'en période d'essor et de prospérité économique, les hausses saisonnières s'allongent ; par contre, les baisses ne durent que deux à trois mois. En même temps, les dimensions des variations saisonnières s'amplifient. Ce tableau est inverse pendant les périodes de reprise et de prospérité économique : tandis que les hausses saisonnières deviennent plus courtes les baisses s'allongent ; aussi, les dimensions des variations s'atténuent considérablement.

CHAPITRE III

LES FLUCTUATIONS CYCLIQUES¹

« La vie économique n'est pas une vie à développement
« égal et ininterrompu. C'est plutôt, comme d'ailleurs la vie
« dans toutes ses autres formes, un fait de croissance à
« travers des périodes alternantes d'expansion et de contrac-
« tion, de flux et de reflux perpétuels, de distole et de sys-
« tole »².

Ce mouvement ondulatoire de la vie économique dit
« mouvement cyclique » ou « mouvement conjonctural »
ne laisse pas insensible le marché du travail. Il s'y traduit
par la succession de périodes d'accroissement et de contrac-
tion du chômage et de l'emploi, selon la phase dans laquelle
se trouve le cycle économique général. Comme il a été constaté à maintes reprises — bien que jusqu'à ces dernières
années les données statistiques du marché du travail aient

1. Cf. Arthur Feiler, *Die Konjunkturperiode 1907-1913 in Deutschland*, Jena, 1914. — Hellmuth Wolff, « Struktur und Konjunktur » dans l'*Allgemeines Statistisches Archiv*, 1927, N° 2, pp. 205-236. — Du même, « Der Arbeitsmarkt in der Konjunkturforschung », dans la *Kölner sozialpolitische Vierteljahrschrift*, 1927, N° 4, pp. 266-293. — Paul, « Die Saison- und Konjunkturschwankungen auf dem Arbeitsmarkt in den Jahren 1924 bis 1927 », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1928, N° 6, pp. II, 77 et suiv. — Rafael Alexandrovitch, *Der Arbeitsmarkt in der deutschen Konjunkturbewegung der Jahre 1924-1928*, thèse Bern, 1929. — Walter Simon, *Arbeitsmarkt und Konjunktur* (Rechts- und Staatswissenschaftliche Abhandlungen, N° 4), Prag., 1932. — Kenneth Ingram Wiggs, *Unemployment in Germany since the war* (London School of Economics and Political Science, Studies in Economics and Commerce, N° 1), London, 1933. — Carl Schmidt, *German Business Cycles (1924-1933)*, (Publication of the National Bureau of Economic Research, N° 25), New-York, 1934.

2. Beveridge, *op. cit.*, p. 51.

été très insuffisantes — les courbes du chômage accusent une hausse accentuée pendant les périodes de crise et de dépression économique, par contre, une baisse marquée au cours des périodes de reprise et de prospérité économiques. Toutefois, il n'est pas toujours aisé de discerner ce mouvement cyclique du chômage dans les séries statistiques brutes du phénomène. Comme nous l'avons déjà signalé, le chômage n'est pas soumis seulement aux fluctuations cycliques. Il subit également des fluctuations de courte durée ou saisonnières et des fluctuations de longue durée (trend, transformations structurelles). C'est de l'action parfois simultanée de ces trois facteurs que résulte le mouvement concret du chômage.

Toutefois, la distinction, tout au moins théorique, entre les fluctuations cycliques et les variations saisonnières ne présente pas de grandes difficultés. Chacun de ces mouvements présente un certain nombre de caractéristiques qui lui sont propres. Ce sont d'une façon générale les suivantes :

1^o Tandis que les facteurs saisonniers se caractérisent par une certaine régularité de retour annuel, les oscillations cycliques s'étendent sur plusieurs années ; la régularité de ces dernières est d'ailleurs beaucoup moins rigoureuse.

2^o Les fluctuations cycliques affectent simultanément la plupart des industries et en général la plupart des branches de l'activité économique. Par contre les variations saisonnières sont loin d'être simultanées dans toutes les industries ; elles n'affectent d'ailleurs, d'une façon perceptible, qu'un certain nombre d'industries bien déterminées.

3^o Enfin, il existe une grande différence quant aux causes respectives de ces deux formes de mouvement. Le chômage saisonnier est principalement conditionné par ce facteur exogène, extra-économique, qu'est la succession des saisons au cours de l'année. Par contre, les causes des oscillations cycliques du chômage doivent être recherchées dans les lois mêmes qui déterminent le mouvement économique ; ces causes sont donc d'ordre endogène, proprement économique.

Mais si la distinction entre ces deux sortes de mouvements est relativement aisée, il n'en est pas de même pour la dis-

inction entre fluctuations cycliques et fluctuations de longue durée dont il sera question dans le chapitre IV de cette partie.

L'action que le cycle d'affaires exerce sur le volume de l'emploi et du chômage a toujours retenu l'attention du monde économique. Mais l'intérêt de l'étude des fluctuations cycliques du marché du travail s'est considérablement accru depuis la guerre. D'une part, les oscillations cycliques affectent actuellement des dimensions énormes : elles sont en tous cas beaucoup plus importantes qu'avant 1914 ; d'autre part, les fluctuations du marché du travail servent aujourd'hui dans beaucoup de pays, notamment en Allemagne, d'indice du cycle économique général¹ : toutes bonnes raisons pour soumettre ces oscillations à une étude et une analyse approfondies.

§ 1

Les fluctuations cycliques du chômage sur le marché du travail allemand

Puisque les fluctuations cycliques du marché du travail sont le reflet presque fidèle des fluctuations cycliques du mouvement économique général, il y a tout intérêt à étudier les unes par les autres². Cette étude comparée permettra de constater la corrélation existant entre le mouvement économique général et celui du marché du travail, et les divergences qui se sont produites entre ces deux mouvements, divergences dont il faudrait alors rechercher les causes.

Nous allons donc réintégrer pour ainsi dire le mouvement du marché du travail, dans le mouvement du cycle économique, afin de rechercher dans quelles conditions les fluctuations cycliques du premier se produisent et se développent.

Une vue d'ensemble sur les périodes de l'avant-guerre, de la guerre et de l'inflation nous aidera à une meilleure compréhension et à une exacte appréciation des mouvements de la période d'après-guerre.

1. Cf. Pigou, *Industrial fluctuations*, London, 1927, p. 14.

2. Cf. Alexandrovitch, *op. cit.*, p. 38.

Les fluctuations du chômage avant la guerre. — Si l'on veut étudier les fluctuations du chômage pendant les années d'avant-guerre, on se heurte à de grandes difficultés. La principale est la rareté de données statistiques, et leur insuffisance. La seule série sur laquelle on pourrait s'appuyer pour une recherche scientifique est la série des pourcentages syndicaux. Mais, elle ne couvre qu'une courte période de 12 années, allant de 1903 à 1914. En outre, pour les raisons déjà indiquées dans la première partie de cette étude, ces chiffres mêmes sont très insuffisants.

Quoi qu'il en soit, le rythme cyclique se dessine nettement dans la série syndicale de cette période. De 1903 à 1914, deux cycles de chômage se succèdent, d'une durée presque égale. Le premier s'étend de 1903 à décembre 1908-janvier 1909, le second, de janvier 1909 à janvier 1914. Les pourcentages diminuent constamment de juin 1903 à juillet-août 1906, pour atteindre alors le minimum de 0,7. C'est le minimum-record de toute la période d'avant-guerre. A partir du mois d'août 1906, le mouvement des chiffres change d'allure. Les pourcentages montent d'une façon lente mais constante, jusqu'à l'hiver 1908-1909. Ils culminent en décembre 1908 avec 4,4 % de chômeurs syndiqués. Suit une nouvelle baisse qui atteint le minimum de 1,5 % pendant le mois d'octobre 1911. Ce minimum est toutefois sensiblement supérieur à celui signalé pendant le premier cycle. Durant l'année 1912, les pourcentages sont de nouveau orientés vers la hausse. Le mouvement s'accélère en 1913, et le point culminant est atteint pendant l'hiver 1913-1914 (nov. 1913 : 4,8 %). Après ce maximum, un nouveau cycle commence. Les premiers mois de l'année 1914 sont en effet caractérisés par une diminution progressive des pourcentages syndicaux. Mais la guerre qui éclata ne devait pas permettre au mouvement économique et au mouvement du marché du travail de continuer leur rythme régulier.

L'Institut de la Conjoncture de Berlin ¹ a évalué, pour la période 1906-1914, les chiffres absolus du chômage pour

1. Cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 2, pp. 42 et suiv.

l'ensemble des ouvriers de l'industrie ¹. D'après ces chiffres, le maximum du chômage, en hiver 1908-1909, était de 352.000 et le maximum de janvier 1914, de 467.000. Les minima correspondants étaient de 52.000, en août 1906, et de 134.000, en octobre 1911. Les écarts entre les minima et les maxima sont ainsi de 300.000 points, pour le premier cycle et de 333.000 points pour le deuxième.

En bref, ce qui caractérisait cette période, c'était la régularité dans la succession des phases cycliques et l'amplitude relativement faible des écarts entre le minimum et le maximum de chaque cycle. Quant à la corrélation entre mouvement cyclique général et mouvement cyclique du marché du travail, elle était parfaite pendant toute cette période : la survenance des crises était suivie par l'élévation du nombre des demandeurs d'emploi dans les Offices de Placement ; par contre les périodes d'essor étaient marquées par un nombre de demandeurs très bas.

Les fluctuations du chômage pendant la guerre et l'inflation monétaire. — Le début de la guerre est marqué par un fort chômage. Le pourcentage syndical a monté brusquement de 2,9 en juillet 1914, à 22,4 en août. Mais ce chômage a diminué assez rapidement et d'une façon continue, jusqu'à la fin des hostilités. C'est justement pendant la guerre que l'inoccupation a atteint les chiffres les plus bas que nous connaissions.

En juin 1915, le chômage oscillait autour de niveaux qui étaient considérés comme normaux pour la période d'avant-guerre. La diminution s'est cependant poursuivie à une allure lente mais constante, de telle sorte qu'en octobre 1917, les pourcentages syndicaux se pressaient autour du niveau infime de 0,7%. Cela constitue un fait presque unique ² dans l'histoire du chômage allemand, depuis que l'on possède des données statistiques.

Ce phénomène n'est pourtant pas difficile à expliquer. L'industrie se voyait accablée de commandes par l'Etat

1. A cet effet, l'Institut a calculé pour chaque année le nombre des ouvriers de l'industrie et a rapporté ensuite aux chiffres ainsi obtenus les pourcentages des chômeurs parmi les ouvriers syndiqués.

2. Ce pourcentage était atteint encore une fois, en août 1906, mais seulement pendant un mois, et dans des conditions entièrement différentes.

et ne parvenait même pas à satisfaire les besoins énormes de l'armée. Elle était d'ailleurs privée d'une grande partie de ses effectifs, justement la plus précieuse au point de vue rendement, à la suite de la mobilisation générale. Mais, un autre fait a pu aussi avoir contribué à cette prospérité de l'industrie, durant les hostilités. Le Gouvernement impérial, suivant une autre politique financière que les Alliés, se procurait les sommes d'argent nécessaires aux besoins de la guerre au moyen d'emprunts publics, s'abstenant délibérément de tout relèvement du taux des impôts. De cette façon, les industries pouvaient travailler dans des conditions artificiellement très prospères.

D'une façon générale, on peut observer que les conditions de guerre ont fait complètement disparaître du marché du travail les fluctuations cycliques auxquelles on était habitué avant 1914. Elles ont enlevé toute régularité au mouvement du chômage.

Au lendemain de l'armistice, une deuxième poussée de chômage s'est manifestée. On ne peut malheureusement donner des chiffres exacts sur cette période, le service statistique étant alors très défectueux. Quoiqu'il en soit, cet accroissement du chômage a été la conséquence naturelle de la démobilisation, de l'arrêt brusque des industries de guerre et du désarroi économique et politique.

Après cette crise, qui fut de très courte durée, une nouvelle période s'ouvre, qui va de 1918 à 1923. Comme la période précédente, elle est caractérisée par des chiffres très bas de chômage et par l'absence de toute régularité dans le mouvement de ce phénomène. De 1918 à 1923, l'histoire du marché du travail est l'histoire des influences monétaires sur le volume de l'emploi; le phénomène de l'inflation progressive domine toutes les manifestations de la vie économique allemande.

Depuis les premiers mois de 1919, le chômage a rapidement diminué. De 6,6 en janvier, le pourcentage syndical descend à 2,9 seulement en décembre. La diminution s'est ensuite constamment poursuivie. La « prospérité apparente » de l'économie allemande a atteint son point culminant pendant les mois d'été et d'automne 1922. La série syndicale du

chômage complet a accusé, en juin-juillet 1922, le pourcentage infime de 0,6 %. Le nombre des chômeurs secourus, en septembre de cette même année, s'est élevé à peine à 12.000.

Cette évolution nettement favorable du chômage, pendant la période de l'inflation, a été principalement conditionnée par la dépréciation monétaire. Il est un fait, maintes fois constaté depuis la guerre, que l'inflation, surtout lorsqu'elle prend l'aspect d'une dépréciation rapide, développe démesurément l'activité économique. En effet, durant une dépréciation progressive, les prix intérieurs ne s'adaptent aux prix internationaux qu'avec un certain retard. Il se produit ainsi nécessairement des décalages entre la valeur intérieure et la valeur extérieure de la monnaie nationale, lesquels jouent comme une sorte de prime à l'exportation. Les exportations sont de ce chef énormément favorisées et par conséquent les industries qui travaillent pour les marchés extérieurs sont stimulées. A ce développement de la production contribue aussi le fait que sur le marché national la crainte d'une dépréciation indéfinie produit la « fuite devant la monnaie » et exaspère la demande de tous les produits. A côté des exportations, la consommation intérieure est aussi stimulée.

Mais, il va de soi que cet état de prospérité apparente ne pouvait pas durer longtemps. En effet, dès le début de 1923, la situation change. Les prodromes d'une crise commencent à se faire sentir. Les pourcentages des syndiqués chômeurs se mettent à croître, pour atteindre, en décembre de l'année 1923, les chiffres énormes de 28,2 % pour le chômage complet et de 42 %, pour le chômage partiel. Le nombre des chômeurs secourus par l'Etat sur le territoire non occupé monte à 1.533.000. A ce chiffre il faudrait ajouter encore 856.000 chômeurs partiels. Pour les territoires occupés en outre, le nombre de chômeurs devait être d'une égale importance ¹.

Quelles furent les causes de cette crise brusque et violente ? L'occupation de la Ruhr par les Alliés, et la « résistance

1. *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1924, N° 2, p. 133.

passive » de l'Allemagne ont en partie contribué à son explosion et son développement. Cette occupation tarissait en effet une des principales sources de la formation de capital de l'Allemagne et privait des centaines de milliers d'ouvriers de leur travail¹.

Mais ce sont particulièrement des causes monétaires qui se trouvent à la base de cette crise. En effet, « après avoir « été pendant une longue période un stimulant de la production, l'inflation incessante devient elle-même cause « de chômage. La hausse des prix se poursuit à une allure « accélérée et dépasse même, pour certains articles, les « prix du marché mondial. Ainsi, l'écart entre le pouvoir d'achat interne de la monnaie nationale, et la valeur « internationale de la monnaie qui stimulait l'exportation, « se trouve momentanément comblé »².

En outre, à l'approche de la réforme monétaire, la situation déjà défavorable du marché du travail s'aggrave. Les industriels, voyant venir la crise, s'efforcent d'en amortir le choc par une diminution de leur production. Il en résulte des licenciements massifs d'ouvriers. Ainsi, comme on l'a bien noté, il s'agissait, en 1923-1924, d'une crise d'inflation, renforcée par la stabilisation subite du mark³. Cette crise a été d'ailleurs de très courte durée. Quelques mois après le point culminant de décembre 1923, la reprise se développait déjà à une allure très rapide.

Les fluctuations du chômage 1924-1936. — La période qui s'ouvre par la mise en application de la réforme monétaire du 1^{er} janvier 1924 est une période de retour à des conditions économiques relativement normales. En ce qui nous concerne, elle est caractérisée par la réapparition sur le marché du travail des fluctuations cycliques. Il est vrai que ces fluctuations ne se manifestent pas d'une façon aussi nette que pendant la période d'avant-guerre. Néanmoins,

1. Cf. Berger, *Deutscher Arbeitsmarkt*, dans la *Deutsche Wirtschaftszeitung*, 1928, N° 2, p. 29.

2. Bureau International du Travail, *La crise de chômage 1920-1923*, Etudes et Documents, série C, N° 8, Genève, 1924, p. 55.

3. *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1924, N° 2, p. 132.

le rythme cyclique est de nouveau clairement visible dans les séries et les courbes du marché du travail¹.

Entre 1924 et 1936, on peut constater deux cycles pleins d'une durée d'ailleurs fort inégale. Le premier couvre la période qui s'étend entre l'été de 1924 et le printemps de 1926. Le second va de la fin 1926 au milieu de l'année 1932. A partir de cette date, un nouveau cycle commence, qui est encore actuellement en pleine évolution.

Premier cycle : 1924-1926.

Comme on l'a vu, la crise de la fin de 1923 fut de courte durée. Après une forte secousse momentanée, la réforme monétaire, mettant fin à une période chaotique contribua à l'atténuation de la crise.

Pendant les premiers mois de 1924, les émissions des nouveaux rentenmarks et l'octroi des crédits largement concédés par la Reichsbank atténuèrent en partie le défaut de capital circulant dont souffraient les entreprises. Mais le 7 avril 1924, la Banque fédérale, voyant la nouvelle monnaie gravement menacée par sa politique libérale en matière de crédit, suspendit brusquement toute opération d'escompte². Cette contraction des crédits causa une élévation du taux de l'intérêt³ et une recrudescence du chômage. Les pourcentages du chômage complet remontèrent ainsi de 8,6% en mai à 12,5% en juillet. Plus forte encore fut la hausse des pourcentages du chômage partiel, qui passèrent de 5,8% en avril à 22,2% en juillet. Cet accroissement fut d'autant plus important qu'il survenait en période de décharge naturelle du marché du travail.

Pendant les six premiers mois de 1924, malgré la différence énorme entre les taux d'intérêt allemands et les taux des autres pays, les pays étrangers s'abstenaient encore de consentir des prêts à l'Allemagne. Après le souvenir laissé par la dépréciation du mark, le crédit allemand ne s'était

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 1, p. 47.

2. Cf. Demetre Delivanis, *La politique des banques allemandes en matière de crédit à court terme*, Paris, 1934, pp. 47 et suiv.

3. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 2, p. 92.

pas encore raffermi sur les marchés internationaux. Mais, même à l'intérieur du pays, l'incertitude de l'avenir paralysait l'esprit d'initiative des chefs d'entreprises.

Les conditions psychologiques favorables à une reprise économique se trouvèrent réunies dans la seconde moitié de 1924. Le « miracle » de la stabilité du Rentenmark et les accords de Londres relatifs aux réparations créèrent sur les marchés internationaux une nouvelle atmosphère de confiance à l'égard de l'Allemagne. Suivant l'initiative du marché de Londres, l'étranger se montra alors disposé à accorder des crédits à l'Allemagne.

En outre, avec le retour général à la confiance et en partie par suite de la contrainte exercée sur les banques par la suppression de l'escompte, les industriels et les commerçants commencèrent à rapatrier les réserves qu'ils avaient constituées pendant l'inflation à l'étranger, et notamment en Hollande, en Angleterre et en Suisse¹.

Grâce à ces circonstances, les réserves de la Banque centrale et avec elles le volume des billets émis s'accrurent. Ainsi fut créée une base pour une extension considérable du crédit bancaire, qui permit le financement de l'expansion économique.

Durant cette période d'essor — d'été 1924 à printemps 1925 — la situation du marché du travail s'améliora constamment. Le chômage fut rapidement résorbé dans la seconde moitié 1924. Parmi les syndiqués, les pourcentages des chômeurs complets qui oscillaient autour de 12,5 % en juillet-août de cette année, descendirent à 7,3 % en novembre. Après une hausse saisonnière insignifiante, en décembre 1924 et janvier 1925 (8,1 %), la baisse des pourcentages continua, jusqu'à l'été 1925, pour atteindre le minimum de 3,5 %, en juin de cette année. L'amélioration est encore plus remarquable pour le chômage partiel. De 28,2 % en juillet 1924 les pourcentages de chômeurs partiels syndiqués descendirent constamment jusqu'à 4,9 %, au mois d'avril 1925. C'est l'été de cette année qui accuse les chiffres les plus bas du chômage pour toute la période qui s'écoule

1. Albert Rivaud, *Les crises allemandes 1919-1931*, Paris, 1932, p. 83.

entre la stabilisation monétaire et 1936. Le nombre des demandeurs d'emploi chômeurs dans les Offices de Placement fut de l'ordre de 401.000 en juin 1925. Au mois d'août, le nombre de chômeurs secourus par l'assistance-chômage atteignit le minimum de 133.133 personnes.

D'une façon générale, on peut observer que, durant cette période, le tableau du marché du travail est très favorable, voire même plus favorable que celui des autres phénomènes économiques. C'est en grande partie l'effet de l'accroissement du pouvoir d'achat des classes ouvrières, notamment à la suite de la hausse notable des salaires et du pouvoir d'achat de l'agriculture. En outre, les influences heureuses de l'afflux de l'argent étranger en Allemagne se faisaient encore sentir, en août et en septembre, dans le volume des commandes et par conséquent dans le volume de l'emploi bien que, depuis le mois d'avril déjà, l'économie allemande se ressentait d'une certaine tension sur le marché des capitaux.

Arrêt de la reprise et crise 1925-1926. — L'afflux de l'argent étranger qui se manifesta dès les mois d'été 1924 a pu atténuer dans une certaine mesure le manque de disponibilités liquides qui paralysait les entreprises allemandes. Mais tant que les causes profondes de cette pénurie persistaient, l'aide apportée par les crédits étrangers ne pouvait être que temporaire. Ces causes étaient la mauvaise distribution des énergies économiques et l'improductivité des entreprises. La longue période de guerre et d'inflation monétaire avait complètement dérégulé l'organisme économique allemand. Dans les conditions exceptionnelles « d'économie fermée » de la période des hostilités, un grand nombre d'entreprises économiquement improductives se constituèrent et se développèrent. Pendant l'inflation, ces entreprises « morts-nées » purent prolonger leur existence, tandis que d'autres, qui dans des conditions normales n'auraient pas pu exister, virent le jour et même prospérèrent. Avec le retour aux conditions normales, une contraction devait nécessairement avoir lieu même au prix du sacrifice de toutes ces entreprises travaillant irrationnellement. A ce

point de vue, les crédits étrangers accordés à l'Allemagne avec trop de libéralité, quelques mois après la stabilisation monétaire, aggravèrent la situation en prolongeant l'état de malaise de l'économie allemande par le ralentissement du processus cependant indispensable de contraction¹.

La crise d'octobre 1925 à janvier 1926 éclata enfin. Elle ne présentait aucun rapport avec la situation économique internationale. En effet, pour l'économie mondiale, cette période était une époque de stagnation dans laquelle même se dessinait un mouvement ascendant². Cette crise fut donc proprement allemande, et elle fut notamment une crise de déflation, d'assainissement économique et de réajustement aux nouvelles conditions³. Ce caractère de la crise en question se reflète clairement dans le nombre des faillites, lequel a été, pendant la période 1925-1926, plus élevé qu'il n'avait jamais été depuis 1930. En effet, du troisième trimestre 1925 à la fin du second trimestre 1927, il y a eu 31.183 faillites. En outre, pendant cette même période, les dissolutions volontaires d'entreprises dépassèrent de 19.586 les constitutions nouvelles. La crise frappa aussi plusieurs entreprises de fondation ancienne ; pourtant, pour la plus grande part, il s'agissait d'entreprises créées pendant l'inflation.

Ce qui précède met en évidence le caractère tout à fait particulier de la crise 1925-1926, qui ne doit pas être considérée comme une phase des fluctuations économiques régulières que l'on constatait avant la guerre⁴.

Trois facteurs ont pu d'ailleurs contribuer à l'aggravation de cette crise. C'est tout d'abord le fait de l'accumulation des stocks énormes des marchandises depuis la stabilisation, pour la production desquels les entreprises avaient employé des crédits étrangers à court terme. Lorsque, à la suite de l'effondrement de certaines grandes firmes, un affaiblissement subit de la confiance se produisit sur les marchés étrangers, les marchés fiduciaires allemands se

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 1, p. 48.

2. *Ibid.*, p. 47.

3. Kenneth Ingram Wiggs, *op. cit.*, p. 129.

4. Cf. Deutsche Bank, *Geschäftsbericht*, N° 57, pour l'année 1926, Berlin, 1927, p. 17.

ressentirent d'une certaine tension, l'économie allemande ne disposant pas encore à ce moment de réserves liquides appréciables¹.

En outre, le fait de la dépréciation des devises étrangères, notamment en France et en Belgique, créant dans ces pays une prime à l'exportation, présenta un obstacle pour l'écoulement des produits de l'industrie allemande, qui ne put ainsi atténuer en partie les effets de la crise par une augmentation de ses exportations.

Enfin, les subsides accordés par le Gouvernement anglais, depuis le 1^{er} août 1925, aux entreprises minières ont pu accroître leurs possibilités de concurrence sur le marché allemand. Il en résulta des difficultés pour l'industrie charbonnière allemande².

La crise de 1925-1926 se traduisit sur le marché du travail par une élévation brusque et violente des chiffres du chômage. Pressés par la nécessité de diminuer à tout prix les coûts de production, les industriels procédèrent à une sélection rigoureuse des forces ouvrières et licencièrent en masse une grande partie de leurs effectifs. L'arrêt de nombreuses entreprises et les restrictions que de nombreuses autres durent s'imposer, durant la crise, conduisirent à ce même résultat³.

Dans ces conditions, les pourcentages du chômage complet passèrent de 4,5 % en septembre 1924 à 22,6 % en janvier 1925 et les pourcentages du chômage partiel de 8,5 % à 22,6 %. Entre ces mêmes dates, le nombre des demandeurs d'emploi chômeurs enregistrés dans les Offices de Placement s'éleva de 503.000 à 2.221.000 et le nombre de personnes secourues pour chômage de 266.078 à 2.030.646. Tous ces indices sont caractéristiques des réactions violentes que la crise économique a exercé sur le marché du travail. Si l'on compare la chute accusée par le nombre-indice de la

1. Cf. Reichskreditgesellschaft, *Deutschlands wirtschaftliche Lage an der Jahreswende 1929-30*, pp. 1 et suiv.

2. Cf. Kenneth Ingram Wiggs, *op. cit.*, pp. 54 et suiv.

3. Cf. *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1926, N° 1, p. 15.

production industrielle ¹ à celle accusée par la série des pourcentages des ouvriers complètement employés parmi les syndiqués, on se rend compte que la crise s'est manifestée sur le marché du travail avec une violence beaucoup plus accentuée que sur la production. En effet, le nombre-indice de la production tomba de 87,7 en avril 1925 à 69,2 en janvier 1926 (minimum de la période de crise). Par contre, les pourcentages des ouvriers travaillant à plein diminuèrent de 95,7 % en mai 1925 à 68,2 % en mars 1926. Ainsi pour le premier, baisse de 18,5 points, pour les seconds, diminution de 27,5. Bien que ces comparaisons n'aient certainement pas une valeur mathématique absolue, ils sont cependant caractéristiques d'une certaine déviation dans l'ampleur des mouvements du chômage et de la production industrielle.

La crise de 1925-1926 fut alors suivie d'une période de dépression qui fut de très courte durée. Avec cette dernière phase, un cycle complet — le premier de l'après-guerre — se termine. Comme on l'a vu, ce qui le distingue des cycles d'avant-guerre c'est son amplitude et la succession rapide de ses phases particulières ².

Deuxième cycle : 1926-1932.

La reprise de 1926. — Après avoir traversé une courte période de stagnation, qui se prolongea jusqu'à la seconde moitié de 1926, l'économie allemande entra de nouveau dans une phase de reprise et d'expansion. Cette nouvelle période économique s'ouvrait sous d'heureux auspices; elle provenait d'une situation économique foncièrement transformée par la « crise d'assainissement », laquelle, ayant fait disparaître une grande partie des entreprises parasites, établissait ainsi une meilleure distribution des énergies productives. Mais il

1. Cet indice est calculé par l'Institut de la Conjoncture de Berlin sur la base de la moyenne de 1928 (=100), après élimination des variations saisonnières. C'est de cet indice que nous allons toujours nous servir dans cette étude. Cf. Institut für Konjunkturforschung, *Kurven und Zahlen zur Wirtschaftslage in Deutschland*, 2^e éd., Berlin, 1935, p. 4.

2. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1927, N^o 4, p. 10.

serait cependant exagéré de croire qu'à la suite de cette crise, le corps économique allemand ait été une fois pour toutes assaini. Comme l'Institut de la Conjoncture l'a très justement remarqué¹, les dérèglements causés par la guerre et l'inflation avaient complètement altéré la structure même de la vie économique qui, pour s'adapter aux nouvelles conditions, aurait eu besoin de plusieurs années. Ainsi, toute la période que nous allons traverser se ressentira constamment des effets des transformations profondes provenant des années de guerre et d'inflation.

Mais, voyons comment s'est effectuée la reprise. Pendant les premiers mois de l'année 1926, une certaine abondance d'argent se faisait de nouveau sentir sur le marché monétaire. Après les premiers mois de la crise et avec le retour de la confiance dans l'avenir de l'Allemagne parmi les milieux financiers du monde, l'afflux des capitaux reprit de nouveau. Ce fait permit à l'Institut d'émission de rapporter définitivement les mesures visant la limitation des crédits² et d'abaisser le taux de son escompte, afin de tenir compte des taux du marché. La diminution de l'intérêt pour les prêts à long terme exerça des effets plus directs sur l'activité économique. C'est dans ces conditions que l'économie allemande pût reprendre son mouvement ascendant.

Mais la reprise de 1926 et la rapidité de l'essor qui s'ensuivit ont été en outre conditionnés et activés par un certain nombre de facteurs, qui sont les suivants :

1° Durant la crise de 1925-1926, les exploitations avaient liquidé à tous prix leurs stocks de marchandises, de telle sorte qu'avec la survenance de la reprise les dépôts se trouvaient presque vides. Aussi, lorsque dès les premiers mois de 1926, la demande commença à croître, l'industrie dû travailler à un rythme très rapide pour pouvoir faire face à la demande immédiate accrue et à la reconstitution d'une partie de ses stocks³.

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 1, p. 48.

2. Cf. Demetre Delivanis, *La politique des banques allemandes en matière de crédit à court terme*, Paris, 1934, p. 49.

3. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1929-30, Partie A, N° 4, pp. 10 et suiv.

2° La situation des entreprises était d'ailleurs très favorable à une reprise. L'inflation, ayant libéré l'industrie des charges qui pesaient sur elle (dettes et autres obligations), cette dernière avait désormais de grandes possibilités d'attirer à elle de nouveaux capitaux.

3° La grève charbonnière anglaise, de mai à novembre 1926, donna une forte impulsion au développement de la reprise économique allemande. Cette grève, en tarissant une des principales productions charbonnières du monde, créait pour l'industrie minière allemande, particulièrement affectée par la crise précédente, des conditions d'écoulement très favorables. Les effets directs de la grève anglaise sur l'industrie charbonnière allemande furent ainsi un accroissement appréciable des exportations de charbon, une diminution rapide des stocks et en dernière analyse une stimulation puissante de la production minière¹. Mais, à côté de ces effets directs, la grève houillère anglaise eut des répercussions indirectes très favorables sur le développement économique allemand. Cette grève provoqua une forte contraction de la production sidérurgique anglaise et une diminution notable de son exportation. Il se manifesta alors une augmentation de la demande des industries métallurgiques du continent, qui assura pour quelques mois un travail supplémentaire à l'industrie métallurgique allemande².

4° Un autre facteur qui devait contribuer à la liquidation rapide de la crise et au développement de la reprise fut la récolte abondante de l'année 1925-1926. La valeur globale de la production agricole de cette année fut de l'ordre de 13.033.550.000 reichsmarks, tandis qu'une année auparavant, en 1924-1925, elle ne représentait qu'une valeur de 12.389.000.000 reichsmarks³.

5° A côté de ces facteurs favorables, qui sont tous d'ordre économique, il ne faudrait pas négliger les facteurs politiques et psychologiques : la bonne tournure que prenaient

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 3, pp. 143 et 146. — Diskonto Gesellschaft, *Geschäftsbericht*, pour l'année 1926, Berlin, 1927, p. 8. — Reichskreditgesellschaft, *Deutschlands wirtschaftliche Lage an der Jahreswende 1926-27*, pp. 1 et suiv.

2. Diskonto Gesellschaft, *Geschäftsbericht*, pour l'année 1926, Berlin, 1927.

3. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1928, N° 1, p. 40.

les événements de la politique extérieure, notamment par l'évacuation de la première zone d'occupation de Cologne et par l'admission de l'Allemagne à la Société des Nations, contribua en grande partie à raffermir la confiance en l'avenir allemand, tant sur le marché national que sur les marchés étrangers¹.

C'est grâce à cette nouvelle atmosphère de confiance que les capitaux étrangers commencèrent de nouveau à affluer en Allemagne. Ce sont ces capitaux étrangers qui contribuèrent en grande partie à financer l'essor économique, voire même à le développer d'une façon hypertrophique².

Tous les indices économiques accusent d'une façon très nette la rapidité et l'intensité du mouvement de la reprise. Le nombre-indice de la production industrielle s'élève de 69,2 en janvier 1926 à 93,0 en décembre de cette année. C'est une amélioration surprenante en ce court espace de 11 mois. L'amélioration est toutefois beaucoup plus considérable pour la production des moyens de production que pour celle des biens de consommation³. Le nombre-indice de la première monte, entre janvier et décembre 1926, de 59,1 à 88,9. Le nombre-indice du second groupe s'élève seulement, entre ces mêmes dates, de 73,3 à 95,9.

Le volume du commerce extérieur s'accroît aussi considérablement au cours de l'année 1926. Le montant global des exportations passe de 715 millions de reichsmarks au premier mois de l'année, à 1.071 millions, au dernier. Le volume des marchandises transportées par voie ferrée est de 2.496 millions de tonnes en janvier, contre 3.518 millions en décembre. On pourrait multiplier ces chiffres à l'infini; on aurait toujours ce même tableau d'une reprise extrêmement rapide.

Sur le marché du travail, la crise de 1925-1926 se prolongea dans un état de dépression et la reprise se développa d'une façon beaucoup plus lente et hésitante que sur les

1. Cf. Deutsche Bank, *Geschäftsbericht* pour l'année 1926, p. 17.

2. Cf. Reichskreditgesellschaft, *Deutschlands wirtschaftliche Entwicklung am ersten Halbjahr 1926*, pp. 26 et suiv.

3. Ces nombres-indices sont aussi calculés par l'Institut de la Conjoncture, cf. *Kurven und Zahlen zur Wirtschaftslage in Deutschland*, Berlin, 1935, p. 6.

autres marchés nationaux. Ainsi, après la disproportionnalité quantitative qu'ont témoigné, durant la crise 1925-1926, les séries du chômage comparées aux autres séries économiques, elles accusent maintenant une certaine déviation quant à l'allure du mouvement. En effet, tandis que le nombre-indice de la production atteignait et même dépassait largement, en novembre 1926, son niveau du printemps 1925, les chiffres du chômage restèrent bien au-dessous de ce niveau. Les chiffres suivants mettent en lumière ce phénomène.

**Production industrielle et marché du travail
1925-1926**

Dates	Nombre- indice de la production industrielle	Degré de l'emploi. Pourc. des trav. complètement employés	Chômeurs dans les Off. de Placement (en milliers)	Chômeurs secourus
Avril 1925	87,7	95,2	523	319.656
Nov. 1925	81,6	85,5	997	673.315
Janv. 1926	69,2	70,5	2.221	2.030.646
Juin 1926	74,4	71,9	2.081	1.740.754
Oct. 1926	89,6	81,1	1.709	1.308.293
Nov. 1926	93,9	83,2	1.786	1.369.768

Même en faisant abstraction de la variation saisonnière on voit que la crise persiste sur le marché du travail jusqu'en juin 1926. Depuis lors, les chiffres du chômage accusent bien la même tendance à une amélioration comme la production industrielle, mais avec la seule différence que cette amélioration cyclique du chômage n'est pas aussi importante que l'on pourrait s'y attendre. Cette divergence entre le mouvement de l'activité économique générale et le mouvement du marché du travail indique que sur ce marché l'équilibre n'a pas encore été complètement rétabli. Les signes d'une crise de chômage de longue durée se font déjà entrevoir.

La prospérité des années 1926-1928. — La reprise dont nous venons de parler se développa en une phase de prospérité et d'expansion économique qui persista et s'amplifia, durant toute l'année 1927. La condition principale de cette expansion exceptionnelle fut l'afflux énorme des

capitaux étrangers sur les marchés fiduciaires allemands. Le montant des crédits étrangers à court et à long terme consentis à l'industrie allemande, entre 1924 et 1928, a été évalué par l'Institut de la Conjoncture à 12-13 milliards de reichsmarks¹.

Cette affluence d'argent étranger, en élargissant artificiellement les fonds de capital et de crédit, a donné lieu à une expansion démesurée et quasi-hypertrophique de l'économie allemande. Les crédits ont été en partie employés à l'acquisition directe de matières premières et de produits semi-finis sur les marchés étrangers. Une autre partie fut transformée en salaires, soit directement, soit indirectement par l'acquisition de matières premières et autres produits intermédiaires allemands. En conclusion, on peut dire que les crédits si abondamment — et on pourrait ajouter « légèrement »² — concédés à l'Allemagne, pendant les années 1925-1928, ont exercé une influence sur l'intensification et la prolongation de la phase d'essor économique.

En effet, les années 1927 et 1928 furent caractérisées par une grande activité économique. Tous les indices principaux, volume de la production, consommation, volume de marchandises transportées par voies ferrées, salaires, recettes de l'Etat, commerce extérieur³, concordent pour nous révéler un développement imposant de l'économie allemande durant ces années. C'est en 1928 que la production industrielle allemande a atteint et même dépassé largement, pour un territoire diminué, les taux de 1913⁴.

Dans ces conditions, il n'est donc pas surprenant que le marché du travail ait fait, lui aussi, preuve d'un état de prospérité étonnante. Après un léger fléchissement, en hiver 1926-1927, dû aux influences saisonnières, les courbes du chômage s'orientèrent définitivement vers la baisse, pour atteindre, au cours de l'été et du printemps de 1927,

1. Cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, Sonderheft, N° 22 : « Kapitalbildung und Investitionen in der Deutschen Wirtschaft », Berlin, 1931 ; aussi Diskonto Gesellschaft, *Geschäftsbericht*, pour l'année 1928, Berlin, p. 7.

2. André Sayous, « La crise allemande et ses remèdes », dans la *Revue Economique Internationale*, 1932, N° de juillet, p. 12.

3. Voir tous ces indices dans la publication récente de l'Institut de la Conjoncture, *Kurven und Zahlen zur Wirtschaftslage in Deutschland*, Berlin, 1935.

4. Albert Rivaud, *Les crises allemandes 1919-1931*, Paris, 1932, p. 91.

les points les plus bas de ce cycle. En octobre 1927, le pourcentage du chômage complet fut de 4,6 % et celui du chômage partiel de 4,3 %. Le nombre des chômeurs enregistrés dans les Offices de Placement atteignit le minimum de 772.000, en septembre. Un mois après, le nombre des personnes secourues (assistance ordinaire et assistance de crise, considérées ensemble) s'élevait à peine à 456.137 chômeurs.

Bien que ce tableau soit très favorable, le fait n'en reste pas moins vrai que tous ces minima de chômage atteints en 1927 sont nettement supérieurs aux minima accusés par les séries du chômage, deux années auparavant, durant la période prospère de l'été 1925. Ce phénomène est d'autant plus surprenant que la production industrielle a atteint en 1927 un niveau beaucoup plus élevé qu'en 1925 : le nombre-indice s'est élevé, en effet, de 87,7 en avril 1925, mois le plus favorable de cette période d'expansion, à 110,0 aux mois d'août-septembre 1927. Ce dernier niveau a été d'ailleurs le plus élevé de toute la période écoulée depuis la stabilisation monétaire.

Durant l'année 1928, le volume global de la production industrielle se maintint en moyenne aussi élevé qu'en 1927 : 100 pour 1928 et 103,0 pour 1927¹.

Mais à l'encontre de l'état général de l'activité économique, les séries du marché du travail accusèrent en 1928 un mouvement de baisse nettement marqué. D'après les statistiques syndicales, les pourcentages des ouvriers travaillant à plein fléchirent de 95,2 en octobre 1927 à 89,9 en octobre 1928. Les pourcentages de chômage complet s'élevèrent par contre, entre ces mêmes dates, de 4,6 % à 7,3 %. Un accroissement analogue est accusé par la série des chômeurs enregistrés dans les Offices de Placement : 787.000 en octobre 1927 contre 1.164.000 en octobre 1928.

Ces chiffres ne laissent aucun doute sur le fait que la hausse du marché du travail, ayant dépassé en 1927 la

1. Il y eut seulement certains déplacements d'activité entre différentes branches industrielles, ainsi qu'entre l'écoulement intérieur et extérieur. Cf. Reichskreditgesellschaft, *Deutschlands wirtschaftliche lage an der Jahreswende 1928-1929*, p. 2.

mesure d'une hausse cyclique normale, ne pouvait pas se maintenir aux niveaux très élevés qu'elle avait atteints. En outre, les différentes mesures de rationalisation — dont il sera question dans la troisième partie de cette étude — exerçaient déjà leur répercussion sur le marché du travail¹.

Mais même l'activité économique générale ne pouvait se maintenir longtemps à ce haut niveau. Le processus de la prolongation et de l'intensification de la phase d'expansion dû à l'afflux abondant des capitaux étrangers en Allemagne ne pouvait certainement pas durer à l'infini. C'est en effet une règle économique générale que toute expansion ne peut se prolonger indéfiniment et qu'elle porte en elle-même les germes de la dépression qui lui succèdera. A cette observation générale on peut ajouter qu'une expansion, qui n'est pas fondée sur la base solide de l'épargne nationale et de la croissance naturelle du capital national, mais sur des capitaux empruntés à l'étranger — pour une grande part à courte échéance — contient, en elle-même, nécessairement, des éléments d'incertitude et d'instabilité. Il est enfin certain, et ce fait rend l'état de prospérité encore plus précaire, que les capitaux étrangers placés en Allemagne n'ont pas été toujours employés d'une façon productive et rémunératrice. En outre, ces capitaux, s'étant orientés surtout vers des placements dans l'industrie des moyens de production, ont été l'un des facteurs du développement excessif et démesuré de cette branche industrielle par rapport aux autres branches de l'activité économique.

La contraction des années 1928-1932. — La fin de l'année 1298 est marquée par l'arrêt de l'expansion économique. La contraction qui lui succéda progressa lentement, durant les derniers mois de 1928, et pendant l'année 1929. Le volume de la production se maintint cependant à un niveau élevé. La moyenne de l'année 1929 est même, bien qu'insensiblement, supérieure à celle de 1928. Ce doit être attribué aux répercussions favorables qu'ont eues sur l'économie allemande les conditions économiques florissantes de

1. Deutsche Bank, *Jahresbericht*, pour l'année 1928, p. 17.

certaines pays importants comme les Etats-Unis et la France. L'accroissement subit, en 1929, des exportations allemandes¹ compensa en partie la contraction de la demande intérieure². Ainsi la soupape de l'exportation put encore jouer pendant la première année de la dépression. Elle a joué le rôle de facteur, pour ainsi dire, déchargeant et a enrayé le fléchissement de la production et l'accroissement excessif du chômage³.

Cependant, malgré cette évolution plutôt favorable de la production, la dépression sur le marché du travail est déjà profonde en 1929. Le degré de l'emploi dans les syndicats ouvriers était descendu de 90,7%, en moyenne en 1928 à 86,8% en 1929. Aussi, le minimum atteint par la série des chômeurs enregistrés, en juillet 1929, fut d'environ 230.000 points supérieur à celui du mois correspondant de l'année précédente. Il est donc facile d'établir que le marché du travail souffrait alors d'une dépression qui ne peut aucunement être attribuée à un fléchissement subit du volume de la production. En d'autres termes, on constate que le chômage s'est accru, en 1929, dans des proportions beaucoup plus fortes que ne l'auraient fait prévoir le mouvement de la production et la marche générale des affaires.

Donc, si l'on compare les séries du chômage au nombre indice de la production, on remarque le fait suivant : tandis que, jusqu'en automne 1927, le volume de la production et le niveau du chômage témoignent dans leur mouvement d'une concordance et d'une parallélité presque absolues (sauf pendant la période de crise 1925-1926), au contraire, depuis lors, on peut constater entre le mouvement de ces deux phénomènes une discordance très nette qui se manifeste dans ce sens qu'à une production presque station-

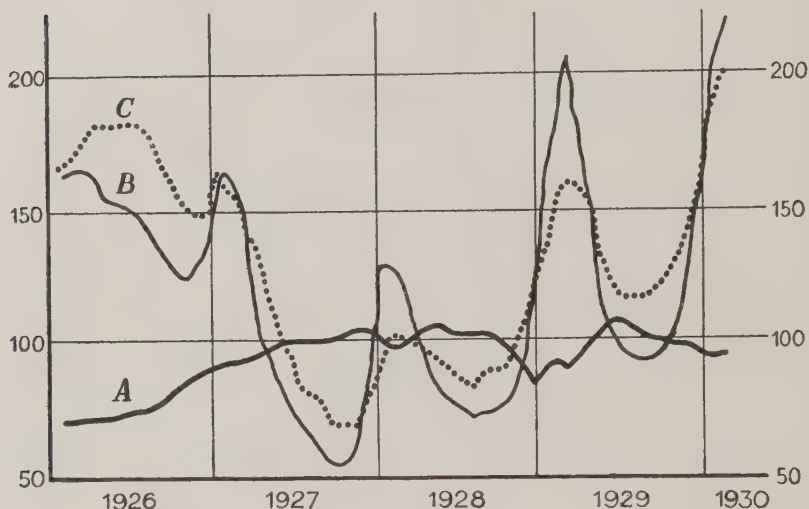
1. Leur montant était de 11.757 millions de marks en 1928, et de 12.663 millions en 1929, cf. *Wirtschaftskunde*, 2^e éd. Berlin, 1933, p. 199.

2. Cf. Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft, *Wirtschaftliche Mitteilungen*, 1930, N^o 1, du 16 janvier, p. 3.

3. Cela est d'autant plus vrai que l'augmentation des exportations portait, pour sa majeure partie, sur le groupe des produits fabriqués, représentant ainsi une augmentation analogue de la quantité du travail allemand appliqué à la production de ces marchandises. Cf. Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft, *Wirtschaftliche Mitteilungen*, N^o 2, du 3 février 1930, p. 25.

naire correspond un niveau de chômage de plus en plus élevé. Ce phénomène est mis en évidence dans le graphique C, dans lequel la courbe de la production est rapprochée des courbes du chômage.

GRAPHIQUE C
Chômage et production industrielle (1928=100)



- A. Production ? Indice de l'Institut de la Conjoncture.
B. Demandeurs d'emploi.
C. Demandeurs d'emploi sans « professions saisonnières ».

Il ne peut donc y avoir de doute qu'au cours de la période considérée, en dehors des influences cycliques, d'autres influences agissent sur le marché du travail. Ces influences, d'ordre organique ou structurel, proviennent surtout de l'accroissement excessif de l'offre du travail dû au mouvement de la population, et aussi de la diminution de la demande de travail par suite de l'application des mesures de rationalisation, consistant en la substitution du travail mécanique au travail manuel et d'une façon générale dans l'élévation du rendement par tête d'ouvrier.

Quoiqu'il en soit, la dépression économique générale, lente et presque imperceptible (sauf pour le marché du

travail), au cours des années 1928 et 1929¹, commence à s'accélérer, depuis la fin de cette dernière année. Depuis lors, la crise économique allemande se doubla de la crise économique mondiale et en ressentit gravement les effets. Le volume des exportations, qui, grâce aux conditions favorables auxquelles nous avons déjà fait allusion, pouvait se maintenir à un niveau relativement élevé en 1929 et même en 1930, subit une diminution brusque en 1931 et plus encore en 1932². Les dimensions catastrophiques atteintes par la crise dans tous les grands pays industriels du monde amenèrent une contraction considérable de la demande sur tous les marchés importants des marchandises et des produits allemands.

Dans ces conditions, la production a baissé d'une façon continue, au cours de l'année 1929 : le nombre-indice a passé de 93,4 en janvier de cette année à 78,3 en décembre. Cependant, ce mouvement a été légèrement freiné, durant les premiers mois 1931 : le nombre-indice a enregistré une augmentation, en montant de 66,2 en janvier à 75,0 en juin de cette année. Certains signes laissèrent même espérer l'approche d'une reprise³. Mais avec la crise bancaire qui éclata en juillet 1931, ces signes ont disparu complètement et ont été au contraire suivis par une nouvelle vague de forte restriction de la production. Ainsi, la dépression économique, ayant débuté en 1928, persista jusqu'au milieu de l'année 1932.

Quelques chiffres peuvent témoigner d'une façon infail-
lible des dimensions catastrophiques qu'affecta la dépres-
sion des années 1928-1932, dans tous les compartiments
de la vie économique allemande.

1. Comme nous l'avons déjà signalé, la production industrielle se trouvait déjà avant 1929 dans un état de stagnation ; mais, entre les derniers mois de 1928 et le mois de juin 1929, elle a accusé une certaine reprise, bien que temporaire. Cf. Société des Nations, *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale* (Rapport présenté à l'Assemblée de la S.D.N. préparé par le Professeur Ohlin de l'Université de Stockholm), Genève, 1933.

2. Le montant total des exportations était de 13.447.000.000 tonnes en 1929, de 10.393.000.000 tonnes en 1930, de 6.727.000.000 tonnes en 1931 et seulement de 4.668.000.000 tonnes en 1932.

3. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1931-32, Partie A, N° 3, p. 37.

Le nombre-indice de la production industrielle s'est effondré de 103,0 en moyenne pour l'année 1927 à 54,0 pour l'année 1932. Ainsi, le volume de la production ne représentait en 1932 que la moitié de celui de l'année 1927. La chute est toutefois beaucoup plus considérable pour la production des moyens de production que pour la production des biens de consommation. Les niveaux les plus bas atteints respectivement par ces deux groupes furent de 29,7 (en janvier 1932) pour le premier, et seulement de 67,9 (juillet 1932) pour le second ¹.

Le recul des exportations fut encore plus considérable. Il a d'ailleurs persisté même après l'arrêt de la dépression et le commencement de la reprise. Ainsi, au cours de 1934, les chiffres des exportations oscillaient autour de niveaux qui représentaient à peine le tiers de ceux des années 1928 et 1929.

Enfin, le volume des marchandises transportées par voie ferrée accusa une diminution énorme : il n'était en 1932 que la moitié de celui des années 1928 et 1929.

En résumé, tous ces indices marquent la violence de la dépression. Elle est, cette fois-ci, tellement profonde qu'à l'encontre de toutes les expériences précédentes, l'économie allemande a complètement perdu, entre 1928 et 1932, ce qu'elle avait gagné en expansion, lors de la prospérité d'automne 1926 au commencement de 1928, et a dépassé même en profondeur le niveau de la dépression précédente ².

Les effets de cette dépression sur le marché du travail ont été des plus néfastes. L'empirement que les courbes du chômage enregistraient déjà depuis 1927 a continué et s'est aggravé sans cesse jusqu'aux mois d'été 1932 ³.

1. *Kurven und Zahlen zur Wirtschaftslage in Deutschland*, Berlin, 1935, p. 6.

2. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1931-32, Partie A, N° 1, p. 33 et N° 3, p. 38.

3. Si l'on fait abstraction des fluctuations saisonnières, l'augmentation du chômage, au cours de la période envisagée, a été continue et presque ininterrompue. On peut seulement constater, pour les premiers mois 1931, un certain ralentissement dans l'accroissement du chômage, et même une faible diminution dans les industries de biens de consommation. C'était l'effet d'un certain arrêt (voir *supra*, p. 135) dans le mouvement de la dépression générale qui précéda la crise bancaire. Mais ce relâchement dans le mouvement de dépression prit rapidement fin et fut même suivi par un empirement encore plus grave, depuis le mois d'août 1931, cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1931-32, Partie A, N° 2, p. 43.

Ainsi, la série des chômeurs enregistrés dans les Offices de Placement accusa, après élimination des fluctuations saisonnières, les chiffres suivants ¹ :

Fin 1929	2.274.000	chômeurs
Milieu 1930	3.076.000	—
Fin 1930	3.858.000	—
Milieu 1931	4.520.000	—
Fin 1931	5.300.000	—
Fin avril 1932	5.700.000	—

Parmi les ouvriers syndiqués, on comptait, en janvier 1933, 46,7 % de chômeurs complets et 23,7 % de chômeurs partiels. En décembre 1932, seulement 45,9 % des ouvriers syndiqués se trouvaient complètement occupés dans tous les syndicats et 52,8 %, si l'on fait abstraction des professions saisonnières.

En outre, le nombre total des chômeurs secourus par les trois catégories de services (assurance, prévoyance de crise et assistance municipale) s'élevait, en février 1933, à 4.931.584. Mais, comme il a été déjà signalé dans la première partie de cette étude, ce nombre ne représente qu'une fraction de l'ensemble du chômage existant réellement dans le pays à cette date.

Le recul de l'occupation a été, durant les années considérées, aussi considérable que l'augmentation du chômage : entre 1929 et 1933, le nombre des ouvriers occupés a diminué de 7.180.000.

Tous ces chiffres donnent une idée de la profondeur de la dépression du marché du travail. Mais ce tableau paraît encore plus sombre si l'on tenait compte, à côté du chômage enregistré par les statistiques, du chômage non enregistré par elles ². Ainsi pour l'été 1932, Wladimir Woytinsky ³, en tenant compte de ce chômage dit invisible et en convertissant le chômage partiel en chômage complet,

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1932-33, Partie A, N° 1, p. 40.

2. Voir *supra*, pp. 65 et suiv.

3. *Trois causes du chômage : l'action conjuguée des facteurs démographiques, techniques et économiques*, Bureau International du Travail, Etudes et Documents, série C, N° 20, p. 97, Genève, 1934.

évalue l'ensemble du chômage à 9.000.000 environ de chômeurs complets. Cette évaluation, bien que dans une certaine mesure exagérée¹, ne se trouve pas pourtant très éloignée de la réalité.

L'évolution depuis 1932.

La profonde dépression de la vie économique allemande qui dura de 1929 aux premiers mois de 1932 prit fin vers les mois d'été de cette dernière année. Tandis que, durant le deuxième semestre de 1931, le volume de la production diminuait à raison de 3,75 % mensuellement², il a pu se maintenir, au cours des premiers mois 1932, à un niveau horizontal. Enfin, après une baisse continue de quatre ans, la production augmenta pour la première fois en septembre 1932. C'est à ce mois que l'on peut situer le tournant dans l'évolution économique générale, à savoir l'arrêt de la dépression³. Les derniers mois de 1932 et l'année 1933 sont marqués par le début d'une phase de reprise économique et d'expansion, qui toutefois est lente et hésitante au commencement. Il est en partie naturel qu'après une crise si longue et si profonde la reprise ne pouvait se réaliser qu'avec certains heurts.

A la base de cette reprise, deux facteurs sont à dégager, lesquels ont agi dans le même sens. En premier lieu, la reprise a été due à des causes économiques, à savoir à une expansion cyclique qui devait nécessairement succéder à la phase de contraction, une fois que cette dernière eût atteint un niveau qu'elle ne pouvait plus dépasser.

En second lieu, la reprise a été provoquée et activée par un ensemble de mesures politiques prises pour mettre fin à la dépression qui accablait l'organisme économique allemand, et tout particulièrement pour lutter contre le chô-

1. Nous avons déjà signalé dans la première partie, pp. 69 et suiv., l'exagération des évaluations de M. Woytinsky, en ce qui concerne l'importance du chômage invisible.

2. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1932-33, Partie A, N° 2, p. 88.

3. Carl Schmidt (*op. cit.*, p. 130) considère le mois d'août 1932 comme le mois qui marque l'arrêt de la dépression.

mage dont l'extension catastrophique a déjà été signalée¹.

A ces deux catégories de facteurs il faut ajouter les facteurs purement politiques et les facteurs psychologiques qui ont également agi dans le sens de la reprise. Ainsi, au point de vue de la politique extérieure, il faut reconnaître l'influence heureuse que l'accord de Lausanne du 16 juin 1932 a exercé sur les dispositions des milieux économiques².

En outre, au point de vue de la politique intérieure, la stabilisation des conditions politiques, au printemps de 1933, mettant fin à l'incertitude des années précédentes, a considérablement contribué à la création d'une atmosphère psychologique favorable à la reprise³. A ce point de vue, l'affermissement de la confiance des milieux économiques en l'avenir du pays et les perspectives d'une amélioration dans le rendement des entreprises ont été d'une grande importance pour l'évolution du mouvement de la reprise.

Quoiqu'il en soit, il faut bien distinguer la reprise qui a débuté en été 1932 de toutes celles qui l'ont précédée. En premier lieu, on constate à son origine des empiètements politiques dans le domaine économique, lesquels se sont produits avant même que les conditions considérées jusqu'alors comme nécessaires à une reprise économique (notamment une certaine liquidité des marchés fiduciaires) se soient réalisées⁴. En second lieu, les dimensions que le

1. Dans cet ordre de mesures il faut surtout citer pour la période antérieure à l'avènement du régime national-socialiste : l'Ordonnance du 4 septembre 1932 (Steuergutscheinverordnung) prévoyant certains allègements d'impôts, permettant la diminution des coûts de production, et l'Ordonnance « pour l'accroissement et la conservation des possibilités d'emploi » du 5 septembre 1932 (Verordnung für Vermehrung und Erhaltung der Arbeitsgelegenheiten), mises en vigueur respectivement le 15 septembre et le 1^{er} octobre de cette année.

2. *Vierteljahrshäfte zur Konjunkturforschung*, 1932-33, Partie A, N° 3, p. 151.

3. Comme il a été en effet remarqué, au cours de l'après-guerre, les facteurs d'ordre politique influencent la vie économique d'une façon beaucoup plus forte et décisive qu'auparavant : Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft, *Wirtschaftliche Mitteilungen*, 1930, N° 1 du 16 janvier, p. 2.

4. Ces conditions furent en partie réalisées, au cours de la reprise, par une série de mesures d'une importance fondamentale, pour l'assainissement des marchés de capitaux. Dans ce domaine il faut notamment mentionner le changement survenu dans les statuts de la Reichsbank par la loi du 28 oc-

mouvement d'expansion affecta depuis 1932 sont principalement dues à ces mêmes mesures politiques visant la création et le développement des possibilités d'emploi. Enfin, la reprise de ces dernières années est presque uniquement l'effet d'une expansion économique qui s'est manifestée à l'intérieur du pays et à laquelle le commerce extérieur n'a nullement participé ; en effet, jusqu'à 1935 encore, le mouvement des exportations ne présentait aucune animation.

L'expansion économique dont nous venons de décrire les débuts se développa, à partir des mois de printemps 1933, à une allure très rapide et persiste encore actuellement. Le volume de la production industrielle put atteindre, au cours du second semestre de l'année 1935, le niveau le plus élevé d'après-guerre, celui de 1928-1929, et même le dépasser.

Sur le marché du travail, les premiers mois de 1932 présentent les signes d'un arrêt de la dépression et d'une stabilisation ; le second semestre de cette même année est marqué par une légère amélioration. Il est ainsi remarquable qu'en janvier 1933, pour la première fois depuis 5 ans, le nombre total des chômeurs enregistrés ne soit plus supérieur à celui du mois correspondant de l'année précédente.

La reprise du marché du travail est due (comme d'ailleurs celle de l'ensemble de l'économie) à deux facteurs : à l'amélioration cyclique de la situation économique générale et à l'ensemble des mesures politiques visant la lutte contre le chômage et le relèvement du degré de l'emploi. Il est certes impossible de dégager la part d'influence respective de chacun de ces deux facteurs sur le mouvement de l'expansion. Ce qui est certain, c'est que, à côté des mesures artificielles d'accroissement du volume de l'emploi, et même avant que ces dernières n'aient été prises, l'amélioration sur le marché du travail s'est manifestée à la suite d'une amélioration cyclique naturelle de la situation écono-

tobre 1933, en vertu de laquelle l'Institut d'émission se voit autorisé à pratiquer dans une certaine mesure une « open market policy », cf. Reichskreditgesellschaft, *Deutschlands wirtschaftliche Lage an der Jahreswende 1933-34*, p. 1 ; voir aussi, Demètre Delivanis, *La politique des banques allemandes en matière de crédit à court terme*, Paris, 1924, pp. 153 et suiv.

mique générale. Ainsi, le marché du travail présentait une certaine détente dès le début de l'année 1932 et avant que toute mesure politique sérieuse contre le chômage ait été appliquée. Cette remarque est d'ailleurs confirmée par les données fournies par les statistiques patronales. En effet, ces données accusent un relèvement de la durée moyenne du travail, par tête d'ouvrier et par jour, au cours des derniers mois de 1932¹. Ce relèvement met en évidence le fait qu'en dehors de l'action des mesures politiques, comme celles prévoyant certains allègements d'impôts dans le cas d'une augmentation de l'occupation, une amélioration cyclique proprement économique agit sur le marché du travail. Autrement, il serait plus avantageux pour les chefs d'entreprise de restreindre autant que possible la durée du travail de chaque ouvrier et de répartir le travail existant sur un plus grand nombre d'ouvriers, pour obtenir ainsi davantage de « bons d'impôts pour accroissement de l'occupation »² (Steuerergutscheine). En outre, lors de l'été 1933, alors que le marché du travail était déjà entré dans un stade d'amélioration notable, le grand programme des mesures du Gouvernement national-socialiste³ n'était pas encore mis en chantier.

Il est donc permis d'affirmer que la reprise du marché du travail s'est manifestée avant l'application de mesures spéciales de lutte contre le chômage ; ces dernières n'ont fait que seconder, activer et amplifier l'évolution vers l'amélioration. A ce point de vue, leur action n'est point négligeable.

Toutes ces mesures artificielles, en grande partie contenues dans le « Programme de l'accroissement des possibilités d'emploi », ont pour principal objectif de seconder et d'activer le processus naturel d'assainissement économique. L'idée fondamentale consiste à mettre de nouveau en mar-

1. Cf. Institut für Konjunkturforschung, *Kurven und Zahlen zur Wirtschaftslage in Deutschland*, Berlin, 1935, p. 12.

2. Cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1932-33, Partie A, N° 3, p. 165.

3. Ce programme est connu sous le nom d' « Arbeitsbeschaffungsprogramm » et date du 1^{er} juin 1933. Cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1934, N° 17 du 3 mai, p. 79.

che l'activité économique et notamment l'activité des constructions, paralysée complètement à la suite des longues années d'une profonde dépression¹. Ce but est poursuivi de deux manières : en premier lieu, directement, par l'utilisation du crédit public pour le financement d'investitions de toutes sortes, tant dans le domaine de l'économie privée que dans celui de l'économie publique ; en second lieu, indirectement, par une série de mesures tendant à alléger les charges de l'industrie et à faciliter la diminution des coûts de production. Toutes ces mesures ont pour but de stimuler l'initiative des chefs d'entreprises.

L'ensemble de ces mesures directes ou indirectes visaient principalement les branches industrielles particulièrement affectées par la dépression, à savoir : les industries de moyens de production et notamment le bâtiment. Mais à côté des répercussions primaires dans les branches d'industries où elles sont appliquées, ces mesures ont eu aussi certaines répercussions pour ainsi dire secondaires, bien que beaucoup plus faibles, dans les branches qui n'ont pas été touchées directement par elles. Il en est ainsi des industries des biens de consommation, qui furent stimulées indirectement par suite de l'augmentation des revenus dans les industries des moyens de production.

C'est l'ensemble de ces facteurs, naturels et artificiels, économiques et politiques, qui a déterminé le développement de l'expansion sur le marché du travail. Ce mouvement, qui fut très rapide au cours de l'année 1934, s'est sensiblement ralenti en 1935. C'est d'ailleurs un phénomène qui s'explique facilement ; il est en effet naturel que les forces de relèvement deviennent de plus en plus faibles, au fur et à mesure que l'activité économique atteint un niveau assez élevé. En outre, la plupart des mesures artificielles de création de travail avaient déjà exercé leur action immédiate, en 1934, ce qui a valu à cette année cette force de mouvement ascensionnelle par lequel elle est marquée.

1. Cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1935, N° 1, pp. 2 et suiv. ; voir aussi, *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1934, N° 17, du 3 mai, pp. 79 et suiv.

L'importance de l'amélioration du marché du travail, durant la reprise des trois dernières années, ressort des chiffres suivants. Entre le mois d'avril 1932 et le même mois de 1936, le nombre des chômeurs enregistrés par les Offices de Placement passa de 5.739.070 à 1.762.774, accusant ainsi une diminution de 3.976.296 points. De même, entre ces mêmes dates, le nombre des personnes secourues pour chômage, par les trois services de secours aux chômeurs, a diminué de 3.614.713 points. Très importante enfin fut l'augmentation du volume de l'emploi : tandis qu'en avril 1932, 12.535.000 personnes seulement étaient effectivement occupées, d'après les données des caisses de maladie, leur nombre s'est élevée à 17.039.000 en avril 1936. Mais en plus, il faudrait considérer que cette augmentation simplement quantitative ne reflète pas encore l'accroissement total du volume de l'emploi exprimé en heures de travail effectivement fournies. En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, la statistique des caisses de maladies ne tient pas compte du fait des variations dans la réduction de l'horaire du travail des ouvriers occupés. Or, le chômage partiel ayant atteint en 1932 une très grande importance¹, un grand nombre des ouvriers occupés ne travaillait alors que partiellement. Il nous manque actuellement des données certaines sur l'importance du chômage partiel ; il semble cependant que son volume a diminué aussi depuis 1932.

Toutefois, l'accroissement du volume de l'emploi fut beaucoup plus important dans le groupe des industries des moyens de production, que dans les industries des biens de consommation. Entre l'hiver 1932 et l'été 1935, le volume de l'emploi s'est relevé de 77 % dans le premier groupe et de 25 % dans le second². Cette différence d'ailleurs ne doit pas surprendre, étant donné que la crise des années 1929-1932 avait affecté d'une façon particulièrement grave les industries d'investitions.

Quoi qu'il en soit, il faudrait remarquer, qu'au point de vue strictement économique, la diminution que les statis-

1. Cf. Wl. Woytinsky, « Die Arbeitsstreckung im Lichte der Statistik », dans l'*Allgemeines Statistisches Archiv*, 1932, N° 3, pp. 387 et suiv.

2. *Wirtschaft und Statistik*, 1935, N° 13, p. 3.

tiques du chômage accusent, entre 1932 et 1936, est en partie simplement apparente. Il y a, en effet, certaines catégories de personnes qui, avant 1933, étaient enregistrées comme chômeurs par les Offices de Placement et qui désormais ne le sont plus. Ainsi, en est-il des effectifs du « Service du Travail » qui étaient compris, avant le mois de juillet 1933, dans les chiffres des demandeurs d'emplois chômeurs¹. Il en est de même des personnes occupées grâce aux sommes affectées à ce but, par l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage, et qui étaient secourues auparavant par l'assistance municipale². L'importance de ces groupes de personnes qui, sans être régulièrement occupées, ne sont pas cependant considérées comme chômeurs, peut être estimée à 500 ou 600.000.

§ 2

L'ampleur des fluctuations cycliques et ses causes

Dans les pages précédentes nous avons retracé, pour la période 1924-1935, les fluctuations cycliques du marché du travail dans le cadre du mouvement cyclique de l'activité économique générale. Deux traits caractéristiques sont à dégager de ce tableau³. C'est tout d'abord la durée fort inégale des deux cycles qui se sont succédés, au cours de cette période, et des phases particulières de ces deux cycles. Ce problème ne peut pas être abordé dans cette étude. Il rentre, en effet, dans le cadre de l'observation du mouvement cyclique général de l'économie allemande⁴.

L'autre trait caractéristique de cette période est l'ampleur des variations cycliques du marché du travail. Elles atteignent des dimensions inconnues jusqu'alors. Ce fait doit être en partie attribué à ce que toute la période considérée,

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1933, Partie A, N° 2, p. 88

2. Cf. *Soziale Praxis*, 1934, N° 19, p. 569.

3. Il ne sera pas question ici des causes du chômage cyclique ; ce problème se rattache, en effet, à celui plus général de l'étiologie des cycles économiques. Voir sur cette question notamment, Albert Aftalion, *Les crises périodiques de surproduction*, Paris 1913 et Jean Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, t. 2, Paris 1932.

4. Voir notamment sur cette question, Carl Schmidt, *op. cit.*, et Kenneth Ingram Wiggs, *op. cit.*, pp. 38-40.

étant dominée par un mouvement ascendant de longue durée¹, les hausses cycliques paraissent plus amplifiées. Mais, même si l'on fait abstraction de ce mouvement de longue durée, les dimensions des fluctuations restent énormes. Les écarts entre les minima et les maxima du chômage cyclique, pour les deux cycles d'après-guerre, se présentent comme il suit :

Pour le premier cycle :			
Minimum de juin 1925	401.000	chômeurs enregistrés par les Offices de Placement	
Maximum de février 1926 ...	2.269.000		
Augmentation	1.868.000	—	—
Pour le deuxième cycle :			
Minimum de septembre 1927...	772.000	—	—
Maximum de février 1932	6.209.115	—	—
Augmentation	5.437.115	—	—

Les dimensions de ces fluctuations paraissent encore plus imposantes si on les compare à celles d'avant-guerre. En effet, le plus grand écart entre les chiffres des années 1906-1914 est à peine de 386.000 points². Bien que, pour des raisons déjà indiquées, les chiffres de ces deux périodes ne soient pas facilement comparables, il paraît pourtant évident que le chômage cyclique d'après-guerre est beaucoup plus important que celui d'avant-guerre. Ainsi, le marché du du travail fait preuve, depuis 1924, d'une réagibilité cyclique hypertrophique.

Quant aux causes de ce phénomène, nous pouvons en discerner trois :

1° la rigidité des salaires ;

2° l'accroissement de l'importance relative de la population industrielle et urbaine par rapport à la population agricole et rurale ;

3° le défaut d'action compensatrice de l'industrie du bâtiment pendant les périodes de dépression.

I. La rigidité des salaires.

Les salaires sont un des principaux éléments du coût de la production et par cela même, des prix des marchan-

1. Il en sera question dans le chapitre suivant.

2. D'après les évaluations de l'Institut de la Conjoncture de Berlin, *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 2, p. 42.

dis. Ces derniers étant soumis, comme tous les autres phénomènes de la vie économique, aux fluctuations cycliques, les salaires devraient normalement se ressentir aussi de ces oscillations. Il en était ainsi en Allemagne avant la guerre. L'accroissement de la demande de travail qui se manifestait pendant les périodes d'expansion économique avait tendance à relever le niveau des salaires. Par contre, la restriction de cette demande, marchant de pair avec les périodes de contraction cyclique et le renforcement de la concurrence entre les demandeurs d'emploi en ces mêmes périodes, avaient pour effet une certaine régression du taux des salaires. Il n'est pas possible de donner des chiffres généraux pour le mouvement des salaires de cette période. Mais, à la suite des observations isolées qui ont été faites de différents côtés, il est permis d'établir qu'en règle générale le niveau des salaires se ressentait nettement des répercussions provenant du flux et du reflux des cycles d'affaires.

Ainsi, pendant les dernières années qui précédèrent l'essor de 1895, les salaires des ouvriers mineurs présentaient un mouvement général de baisse.

Salaires journaliers des ouvriers mineurs de 1891 à 1894¹

	District de Dortmund		Mines de Saarbrück		District d'Aix-la-Chapelle	
	Marks	Indice	Marks	Indice	Marks	Indice
1891	4, 08	79, 1	4, 21	102, 4	3, 56	80, 0
1892	3, 87	75, 0	4, 23	102, 9	3, 28	73, 7
1893	3, 71	71, 9	3, 83	93, 2	3, 18	71, 5
1894	3, 73	72, 3	3, 68	89, 5	3, 15	70, 8

Aussi, Ludwig Pohle ² ayant poursuivi le mouvement des salaires moyens des mineurs de l'« Administration supérieure des Mines du district de Dortmund », pour la période 1869-1900, put constater un parallélisme absolu entre ces salaires

1. D'après les enquêtes de Kuczynski, citées par Sombart, *Der Moderne Kapitalismus*, Partie III, t. II, p. 570 ; ce dernier auteur considère en outre que le niveau peu élevé des salaires atteint pendant les périodes de dépression favorisait la reprise.

2. *Bevölkerungsbewegung, Kapitalbildung und periodische Wirtschaftskrisen*, Göttingen, 1902, p. 17.

et les oscillations de la vie économique. Les salaires nominaux montaient en période d'essor pour diminuer ensuite en période de dépression. Ce même auteur est, d'ailleurs, d'avis qu'il ne s'agissait pas seulement de fluctuations des salaires nominaux, mais aussi des salaires réels, la baisse des prix des marchandises pendant la dépression n'étant pas toujours assez forte pour compenser entièrement la régression des salaires nominaux.

Il est cependant certain que, d'une façon générale, les salaires présentaient rarement une sensibilité cyclique aussi marquée que les autres éléments de la vie économique — prix de gros ou même prix de détail¹. Il a été en effet observé que les trente dernières années d'avant la guerre étaient marquées, en ce qui concerne les salaires, par un mouvement ascendant de longue durée. Il existait ainsi un certain élément de résistance contre la pression exercée par les dépressions cycliques sur les taux du salaire. La baisse des salaires était ainsi limitée à certaines industries-chefs ; mais là où elle avait lieu elle avait pour effet un certain dégrèvement des prix de revient ; elle peut ainsi avoir en partie contribué à empêcher que le degré de l'emploi ne s'abaissât énormément pendant les années de contraction économique.

En résumé, cette plasticité des salaires, si restreinte fut-elle, permettait l'ajustement de cet élément des prix de revient aux vicissitudes du cycle économique.

A l'encontre de l'expérience de l'avant-guerre, la période d'après-guerre présente, en ce qui concerne le mouvement des salaires, un tout autre aspect. Vers la fin de l'inflation monétaire, la hausse des salaires ne pouvant plus rattrapper la hausse démesurée des prix, le décalage entre salaires nominaux et salaires réels augmentait. Les salaires réels moyens de l'année 1923, par rapport à ceux d'avant-guerre, ne représentaient plus que 23,28 % pour les ouvriers qualifiés et

1. En effet, la dépression étant d'habitude de faible durée, « la lenteur avec laquelle opèrent les tendances mises en mouvement par la chute des prix » favorise la résistance que la classe ouvrière oppose à la chute des salaires », Albert Aftalion, *Les crises périodiques de surproduction*, Paris, 1913, t. I, p. 149.

65,89 % pour les ouvriers non qualifiés ¹. La stabilisation monétaire a trouvé ainsi les salaires à un niveau singulièrement bas.

Depuis 1924, les taux de salaires tarifaires de toutes les catégories d'ouvriers — ouvriers spécialisés, ouvriers qualifiés, aides — se mettent à monter constamment ². Une moyenne annuelle pondérée a été calculée ³ pour toutes les catégories d'ouvriers. Elle présente l'évolution suivante :

Salaires tarifaires 1924-1930 (en marks)

Années	Salaires horaires	Salaires hebdomadaires
1924	0, 61	30, 57
1925	0, 77	38, 23
1926	0, 82	41, 07
1927	0, 87	43, 00
1928	0, 95	46, 32
1929	0, 99	48, 54
1930	1, 01	49, 19

En outre, le nombre-indice des salaires tarifaires établi par l'Office fédéral de Statistique ⁴ révèle la même augmentation constante depuis 1925. Sa moyenne annuelle fut respectivement :

de 80, 4 en 1925
de 99, 9 en 1928

de 87, 4 en 1926
de 105, 5 en 1929

de 93, 0 en 1927
de 107, 3 en 1930

De toutes ces données on peut aisément conclure que la crise de 1925-1926, malgré sa violence et ses répercussions très défavorables sur l'emploi, ne s'est aucunement traduite par une baisse des salaires nominaux. Durant cette crise, les salaires nominaux se maintinrent immobiles aux niveaux élevés qu'ils avaient déjà atteints, après une hausse constante, depuis la stabilisation. Une fois la crise liquidée, ils reprirent de nouveau leur course ascendante. Le même phénomène peut être constaté pendant les premières années de la

1. Max Sering, *Die Wirtschaftskrisis* (Berichte über Landwirtschaft, Nouvelle série, t. IV), Berlin, 1926, p. 42, note 3.

2. *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reiches*, 1931, pp. 94 et suiv.

3. Par Jürgen et Marg. Kuczynski sur la base de la statistique des salaires de l'Office Fédéral de Statistique, cf. *Die Lage des Deutschen Industriearbeiters* 1913-14, und 1924-30, Berlin, 1931, p. 14.

4. *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reiches*, 1931, p. 109, table 15. L'année 1928 (moyenne de l'année = 100) a été prise comme base.

crise 1928-1929. Bien que la contraction économique eût déjà commencé vers la fin de 1928, pour se développer en une dépression profonde, au cours des années suivantes, et bien que le chômage déjà élevé en 1928 affectât des dimensions inouïes en 1929 et 1930, les taux des salaires continuèrent à s'élever. La hausse du taux de salaires nominaux continua en effet en 1929 et 1930, bien que de plus en plus lentement, au cours du premier semestre de cette dernière année. Pendant le second semestre de 1930, alors que la crise économique battait son plein et que des millions d'ouvriers étaient acculés au chômage, les salaires purent encore se maintenir aux niveaux surélevés qu'ils avaient atteints. Ce n'est qu'en 1931 qu'une baisse générale des salaires succéda à la hausse continue des années 1924-1930 ; elle persista durant toute cette année. La plus forte diminution générale des salaires tarifaires s'est opérée par suite de la 4^e Ordonnance du président du Reich « pour la consolidation de l'économie et des finances », en date du 8 décembre 1931 ¹. Cette ordonnance porta d'ailleurs le premier coup au système de la détermination des salaires par les conventions collectives de travail. En application de cette ordonnance, les taux des salaires et traitements furent ramenés à leur niveau du 10 janvier 1927 ².

Pour compléter cet exposé sur l'évolution des salaires depuis 1924, nous ajouterons que leur diminution s'est poursuivie à travers la crise, jusqu'à 1934. Au 1^{er} janvier 1934, les salaires tarifaires se trouvaient, par rapport à la moyenne de 1928 (=100), aux niveaux suivants ³ :

hommes, ouvriers spécialisés	81,8
hommes, ouvriers qualifiés	87,9
hommes aides	82,5
femmes, ouvrières spécialisées	85,5
femmes, aides	86,9

En moyenne, dans toutes les professions et groupes d'ou-

1. Cf. Adolf Lampe, « Entlastung des Arbeitsmarktes. Reform des Lohnsystems », dans la *Soziale Praxis*, 1932, N° 9, pp. 271 et suiv.

2. Cf. *Deutsche Wirtschaftskunde*, Berlin, 1933, p. 281.

3. *Wirtschaft und Statistik*, 1934, N° 4, p. 120.

vriers envisagés, l'indice était de 83,5 % par rapport à 1928.

A l'heure actuelle, la politique du Gouvernement national-socialiste, en matière de salaires, consiste à entraver toute hausse des salaires nominaux pour prévenir une élévation préjudiciable des prix de revient, d'autre part à augmenter les revenus de la classe ouvrière, par une durée plus longue du travail et un accroissement de l'occupation ¹. Par suite de l'application de cette politique, aucune nouvelle augmentation de salaire n'est à enregistrer, depuis le début de la reprise.

En résumé, on observe que, malgré les vicissitudes cycliques, les taux des salaires accusent, entre 1924 et 1931, un « trend » constamment ascendant. Ils restent insensibles à la crise et à la dépression de 1925-1926, ainsi qu'à la dépression des années 1928 à 1931. La contraction économique générale ne réussit pas à les comprimer. Ce manque de mobilité et de plasticité qui fait des salaires — à l'encontre de ce qui se passait avant la guerre — un élément rigide dans un organisme économique, dont tous les éléments sont particulièrement mobiles, doit être considéré comme une des causes, et sans doute la principale de la violence des répercussions des crises économiques sur le volume du chômage ².

Aussi, n'est-il pas douteux que, si l'on avait laissé varier les salaires, suivant les phases du cycle économique, on aurait pu freiner en partie la diminution de l'emploi et l'augmentation du chômage, pendant les périodes de crise et de dépression ³. Mais en fait, la rigidité des salaires a eu pour effet que les industriels, ne pouvant plus ajuster leur prix de revient aux conditions économiques des phases de dépression par un abaissement des salaires, furent amenés à licencier en masse leurs effectifs.

Si l'on se demande quels sont les facteurs qui ont déterminé cette allure surprenante des salaires, depuis 1924, on peut en discerner deux :

1. *Wirtschaft und Statistik*, 1935, N° 1, p. 6 et N° 14, p. 505.

2. Cet avis est aussi partagé par l'Agent général pour les paiements des réparations ; voir son rapport du 21 mai 1930, Berlin, p. 302.

3. Cf. Adolf Weber, *Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit, Gewerkschaften und Arbeitgeberverbände in Deutschland*, 5^e éd. Tübingen, 1930, p. 462. Voir aussi, *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, collection publiée sous la direction de M. Saitzow, München 1932, t. II, pp. 52 et suiv.

A. C'est tout d'abord l'extension et la puissance considérable acquises par les organisations professionnelles d'ouvriers depuis la guerre, et aussi la pratique de la détermination des taux des salaires dans les conventions collectives de travail.

En premier lieu, par l'extension des syndicats ouvriers, depuis la guerre, ces derniers ont pu comprimer en grande partie la concurrence entre les chercheurs d'emploi sur le marché du travail. Mais en dehors de cette extension, les institutions syndicales, fortement enracinées en Allemagne, ont acquis une puissance politique qu'elles n'avaient jamais possédée avant la guerre. Ainsi, lors de la révision de chaque convention collective, les syndicats ouvriers exerçaient par tous les moyens leur influence politique pour obtenir l'élévation du taux des salaires fixé dans ces conventions, sans tenir compte de l'état économique général¹. De même, en période de crise, la politique syndicale consistait dans le maintien à un niveau stable du taux des salaires atteint auparavant.

En second lieu, en ce qui concerne les conventions collectives de travail (Tarifverträge), elles ont acquis, pendant la période 1924-1933, une importance beaucoup plus considérable que dans les dernières années d'avant-guerre. Elles ne s'appliquaient alors qu'à près d'un million et demi d'ouvriers ; elles englobaient par contre, en 1933, environ 12.000.000 de personnes². La pratique de la fixation des taux des salaires dans ces conventions introduit un élément de rigidité dans le mouvement des salaires qui ne peuvent être modifiés qu'au terme de chaque convention³.

On voit que, dans ce système, la formation des salaires a été soustraite de plusieurs manières aux influences naturelles, à savoir le mouvement économique général ; elle a été soumise à une détermination arbitraire, faite d'autorité et ne correspondant qu'aux intérêts d'une classe sociale.

1. C'est ce dont se plaignaient constamment les entrepreneurs ; cf. Vereinigung der deutschen Arbeitgeberverbände E.V., *Denkschrift zur Lohnbewegung*, Berlin, février 1928.

2. Cf. *Deutsche Wirtschaftskunde*, Berlin, 1933, p. 299.

3. Les conventions collectives avaient ordinairement une durée d'un an.

Ainsi a-t-on pu parler d'un « salaire politique » qui ne correspond pas aux conditions du marché, mais qui est l'effet de l'intervention de facteurs extra-économiques ¹.

B. Un autre facteur qui a contribué à assurer la rigidité des salaires, pendant la période de crise, et qui a secondé les syndicats dans leurs revendications en matière de salaires, en assurant le maintien de la discipline syndicale, a été l'octroi généralisé des subsides aux chômeurs. Ce facteur ne jouait pas dans la même mesure avant 1914. A part certaines allocations peu importantes servies aux chômeurs par les Caisses syndicales et municipales, l'indemnisation de ceux-ci était inconnue comme mesure générale. Par contre, depuis la guerre, la distribution des secours de chômage, auxquels la presque totalité des ouvriers chômant peut bénéficier, est devenue la règle générale. Ces secours, en allégeant la situation des chômeurs — qui autrement eut été difficile — ont réprimé la concurrence entre eux et ont été la condition nécessaire de l'effectivité de l'action exercée sur les salaires par les conventions collectives et les arbitrages et du renforcement de la « position stratégique des syndicats dans la lutte pour le salaire » ².

Ces deux facteurs, puissance syndicale et octroi généralisé de subsides aux chômeurs, suffisent à expliquer le mouvement des salaires depuis 1924. Ils ont enlevé aux salaires leur mobilité et ont apporté un obstacle à leur adaptation aux conditions changeantes de la vie économique. La rigidité des salaires ainsi obtenue a contribué à son tour à amplifier les baisses cycliques du marché du travail.

1. Cf. Adolf Weber, *Politische Preise, Politische Arbeitsbedingungen, Arbeitslosigkeit*, Discours, Munich, 1931, p. 19. Cette politique des syndicats, en matière de salaires, se basait d'ailleurs sur une véritable théorie, dite théorie syndicale des salaires ou « théorie du pouvoir d'achat ». Son argument fondamental est que les salaires élevés, en maintenant vive la demande des articles de consommation, durant la crise, stimulent l'activité économique et contribuent ainsi en dernière analyse à comprimer en partie les répercussions de la baisse cyclique sur le volume de la production. Cette théorie est exposée, d'une façon détaillée, dans l'étude caractéristique de Carl Massar, *Die volkswirtschaftliche Funktion höher Löhne*, Berlin, 1928. La théorie syndicale fut d'ailleurs l'objet de vives discussions scientifiques ces dernières années en Allemagne; voir aussi Harald Assael, *Gewerkschaftliche Lohnpolitik und Arbeitslosigkeit*, Hamburg, 1932.

2. Eduard Heimann, *Soziale Theorie des Kapitalismus*, Tübingen, 1929, p. 202.

II. L'importance accrue des effectifs industriels et de la population urbaine.

Une autre raison expliquant l'intensité des fluctuations cycliques du chômage depuis 1924, surtout quand on les compare à celles d'avant-guerre, peut être trouvée dans les transformations de la structure de l'économie allemande au point de vue de la répartition de la population.

Il est généralement reconnu que le chômage sévit avec une violence beaucoup plus grande dans l'industrie que dans l'agriculture, et que c'est par excellence un phénomène de la population urbaine et plus encore de celle des grandes villes. Il est donc naturel que, plus l'industrie et la population urbaine deviennent importantes dans un pays, plus le chômage, considéré par rapport à la population totale, sera élevé et les hausses cycliques amples. A ces deux points de vue, les changements en Allemagne ont été très rapides, depuis l'avant-guerre. Certains chiffres mettront en évidence ces transformations.

1° Au point de vue de l'importance relative de l'industrie et de l'agriculture dans l'économie allemande, l'évolution peut être illustrée par les chiffres suivants :

Industrie et Agriculture 1882-1925¹

Années de recensement	Agriculture Personnes actives		Industrie, Commerce, Transports et Artisanat Personnes actives	
	Nombre absolu	En pourc. sur la popul. totale	Nombre absolu	En pourc. sur la popul. totale
1882	7.133.600	42, 2	7.146.000	42, 4
1895	7.182.300	36, 4	9.609.500	48, 7
1907	8.556.200	44, 0	14.326.600	53, 0
1925	9.762.400	30, 5	18.512.700	58, 1

Vu le développement considérable de l'industrie et du commerce dans la vie économique allemande, on devait s'attendre à un chômage cyclique plus important qu'avant la guerre, et cela pour les raisons déjà citées.

2° Il en est de même en ce qui concerne le rapport entre

1. D'après la *Deutsche Wirtschaftskunde*, Berlin, 1933, p. 47 et suiv.

population urbaine et population rurale. Le tableau suivant donne la répartition de la population allemande entre les villes et la campagne, avant et après la guerre ¹.

Population rurale et urbaine 1895-1933

Années de recensement	Population rurale Comm. de moins de 2.000 hab.		Population urbaine Comm. de plus de 2.000 hab.	
	Chiffres	Pourcentages	Chiffres	Pourcentages
Territoire d'avant-guerre				
1895	26.022.519	49, 8	26.257.382	50, 2
1900	25.734.103	45, 7	30.633.075	54, 3
1910	25.954.587	40, 0	38.971.406	60, 0
Territoire actuel				
1910	22.236.139	38, 5	35.562.288	61, 5
1925	22.219.031	35, 6	40.191.588	64, 4
1933	21.489.856	33, 0	43.698.770	67, 0

Particulièrement, en ce qui concerne l'accroissement disproportionnel de la population des grandes villes, on peut constater l'évolution suivante. En 1900, il y avait en Allemagne 33 grandes villes, d'une population totale de 9,12 millions d'habitants. Par contre, en 1925, malgré l'amputation du territoire allemand par les traités, on comptait 45 grandes villes, représentant plus de 16,7 millions d'habitants. Ainsi, le pourcentage de la population des grandes villes, par rapport à la population totale du pays, passe de 5% en 1871 à 27% en 1925 ².

III. *Le défaut d'action compensatrice de l'industrie du bâtiment au cours des dépressions d'après-guerre.*

Avant la guerre, le marché des constructions présentait un mouvement cyclique tout particulier. Ses fluctuations se déroulaient dans un sens presque inverse de celles du mouvement économique général. Cette position particulière de l'industrie du bâtiment dans le cycle économique ne doit pas surprendre. En effet, pendant les phases de dépression économique générale, les loyers restant relativement constants,

1. *Wirtschaft und Statistik*, 1933, N° 23, p. 716.

2. Cf. *Deutsche Wirtschaftskunde*, 1933, p. 10.

et les coûts des constructions accusant une forte baisse, le placement des capitaux dans la construction des maisons d'habitation était très avantageux. En outre, durant ces périodes de liquidité accrue du marché monétaire et du marché des capitaux, les conditions de financement étaient très favorables pour les constructions, le capital s'offrant abondamment et à des taux d'intérêt relativement bas. C'était donc justement au cours de ces périodes de contraction générale que l'industrie du bâtiment faisait preuve d'une activité exceptionnelle et d'un degré d'emploi assez élevé. Par contre, durant les périodes d'expansion générale, les taux d'intérêt s'élevant et les coûts de construction croissant, provoquaient une restriction de l'activité des constructions ¹.

Dans ces conditions, l'industrie du bâtiment pouvait exercer une action compensatrice bienfaisante sur le mouvement de la conjoncture économique. Tout particulièrement, en ce qui concerne le marché du travail, par suite de l'importance considérable de l'industrie du bâtiment au point de vue des effectifs employés ², l'activité de cette branche industrielle, durant les contractions économiques, avait pour effet de freiner et de restreindre en partie l'augmentation du chômage.

Cette action compensatrice de l'industrie du bâtiment en période de contraction économique fait par contre défaut depuis 1924, le mouvement du marché des constructions n'étant plus conditionné par les facteurs qui était déterminant avant la guerre, mais par la politique de l'Etat et des

1. Bien entendu, ces considérations ne s'appliquent qu'aux constructions des maisons d'habitation. Par contre, les deux autres branches du bâtiment, constructions industrielles et constructions publiques, étaient liées dans leurs fluctuations, au mouvement du cycle économique général. Mais, pour la période d'avant-guerre, c'est surtout l'activité de la première branche du bâtiment qui présentait la plus grande importance pour la situation de cette industrie. Cf. *Vierteljahrshäfte zur Konjunkturforschung*, 1927, N° 1, p. 57 et N° 2, p. 54. Voir aussi Walter Vittali, *Saisonschwankungen im Baugewerbe und ihre Auswirkung auf die Deutsche Volkswirtschaft*, München, 1931.

2. On se rend aisément compte de l'importance de l'industrie du bâtiment, si l'on réfléchit que, lors du recensement de 1925, on avait dénombré 1, 7 million de personnes occupées dans le bâtiment, nombre auquel il faudrait encore ajouter 380.000 ouvriers occupés dans les industries de matières premières pour la construction. Cf. *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, collection publiée sous la direction de M. Saitzew, München 1932, t. II, pp. 85 et suiv.

autres personnes morales du droit public, en matière de constructions. Ainsi, le rapport fonctionnel existant avant la guerre entre l'industrie du bâtiment et le mouvement économique général a été troublé, dans ce sens que le mouvement contraire que ces deux données présentaient avant la guerre a fait place, depuis 1924, à un mouvement presque parallèle¹. Ainsi, au cours de la période d'après-guerre, la dépression du marché du travail du bâtiment, venant se greffer sur la dépression du marché du travail d'ensemble, rend cette dernière encore plus profonde. Il en résulte une amplification des hausses cycliques du chômage.

1. Cf. Wladimir Woytinsky, *Der deutsche Arbeitsmarkt nach den Ergebnissen der gewerkschaftlichen Arbeitslosenstatistik*, Berlin, 1930, t. I, et *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, collection publiée sous la direction de Manuel Saitzew, München 1932, t. II, p. 93.

CHAPITRE IV

LE CHOMAGE STRUCTUREL ¹

La distinction théorique entre chômage structurel et chômage cyclique est beaucoup plus malaisée à faire que celle du chômage cyclique et du chômage saisonnier. On pourrait dire que d'une part, le chômage cyclique est provoqué par les frictions qui se produisent au cours du mouvement du cycle économique et qu'il apparaît lors des périodes de crise et de dépression de ce cycle, pour être ensuite entièrement résorbé durant la reprise, et que d'autre part, le chômage structurel est au contraire l'effet des transformations structurelles de l'organisme économique. Mais en

1. Bernhard Harms, « Strukturwandlungen der Deutschen Volkswirtschaft », dans le *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1926, t. XXIV (Chronik und Archivalien), pp. 259-269. — Du même « Strukturwandlungen der Weltwirtschaft », *ibid.*, 1927, t. XXV, N° 1, pp. 1-58. — Ernst Wagemann, *Kreislauf und Konjunktur der Wirtschaft* (Weltwirtschaftliche Gesellschaft zu Münster, i. W. N° 11), Leipzig, 1927. — Du même, *Konjunkturlehre*, Berlin, 1928, pp. 23-24 et 44-50. — Otto von Zwiedineck-Südenhorst, *Beiträge zur Erklärung der strukturellen Arbeitslosigkeit* (Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, Ergänzungsheft, N° 1), Berlin, 1927. — Eduard Willeke, « Die Arbeitslosigkeit in ihrer Verursachung und in ihren Erscheinungsformen », dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1927, N° 24, pp. II, 310-314. — Helmuth Wolff, « Struktur und Konjunktur », dans l'*Allgemeines Statistisches Archiv*, 1927, N° 2, pp. 205-236. — Du même, *Lehrbuch der Konjunkturforschung*, Berlin, 1928, pp. 58-81. — M. R. Weyermann, *Die Konjunktur und ihre Beziehungen zur Wirtschaftsstruktur* (Kieler Vorträge, N° 30), Jena, 1929. — Annegret Schuttler, « Woher kommt die strukturelle Arbeitslosigkeit ? » dans *Die Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1931, N° 3, pp. 260 et suiv. — Manuel Saitzew, « Eine lange Welle der Arbeitslosigkeit », dans la collection *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, publiée sous la direction de M. Saitzew, München, 1932, t. I, pp. 17 et suiv. — Manuel Saitzew et Julius Wyler, « Mathematisch-statistischer Nachweis der langen Welle der Arbeitslosigkeit in der Nachkriegszeit », *Ibid.*, pp. 77-97.

procédant ainsi, on ne fait que déplacer le problème sans donner sa solution. Il reste en effet à savoir quel est, ou quels sont les traits caractéristiques qui permettront, dans chaque cas particulier, de décider s'il y a fluctuation cyclique ou transformation structurelle. L'essentiel est donc de pouvoir distinguer nettement l'un de l'autre ces deux éléments du mouvement économique. Cette distinction, d'ailleurs, doit s'appuyer sur les traits caractéristiques de chacun d'eux.

Ainsi, les fluctuations cycliques sont de simples mouvements ondulatoires des parties constituantes, des éléments d'un organisme économique ayant une structure déterminée. Elles se reproduisent avec une certaine périodicité qui, bien entendu, n'est pas rigoureuse. En principe, ces fluctuations n'affectent les éléments du corps économique que d'une façon passagère, en laissant intacte la constitution interne de cet organisme. En définitive elles sont des perturbations simplement fonctionnelles ¹ n'altérant pas le fond de l'organisme économique, sa constitution, sa structure. On pourrait ainsi les comparer aux vagues de la mer ou aux oscillations d'un pendule.

Quant aux transformations structurelles de l'économie, elles sont d'une toute autre nature. Elles consistent, soit dans des modifications des éléments particuliers d'une économie ², soit simplement dans des changements dans la disposition et l'enchaînement de ces éléments, en d'autres termes, dans la façon dont ces éléments se combinent dans l'ensemble. Elles sont provoquées habituellement par des facteurs qui ne se trouvent en aucun rapport avec le cycle économique, et ne présentent dans leur évolution aucun rythme, aucune régularité. Pour les opposer aux fluctuations cycliques, on pourrait les désigner par le terme

1. Ernst Wagemann, *Konjunkturlehre*, op. cit., p. 23.

2. En effet, chaque économie nationale, prise comme unité, présente un caractère qui lui est propre. Ce dernier, d'ailleurs, résulte d'un ensemble de données naturelles, géographiques, ethnographiques, psychologiques, politiques, juridiques et techniques, données qui diffèrent grandement d'un pays à l'autre, et à l'intérieur d'un même pays, selon le stade d'évolution dans lequel se trouve le pays. Ernst Wagemann, *Kreislauf und Konjunktur der Wirtschaft*, op. cit., p. 14.

de transformations organiques, constitutionnelles. Elles affectent, en effet, d'une façon définitive la constitution même de l'Economie, sa structure.

Bien entendu, cette distinction, dont nous venons de signaler les traits saillants, repose sur une grande part d'abstraction théorique¹. Il en résulte que, lors de son application à des cas particuliers, des doutes peuvent naître quant au classement des phénomènes économiques dans l'une ou dans l'autre de ces deux catégories. C'est pourquoi, les différents auteurs ne tombent pas toujours d'accord sur ce sujet. En outre, il ne faudrait pas perdre de vue qu'il existe entre ces deux éléments primaires — fluctuations cycliques et transformations structurelles — une interdépendance étroite et qu'entre eux les influences réciproques sont des plus fréquentes².

Après avoir établi cette distinction entre oscillations cycliques et transformations structurelles, on peut définir le chômage structurel³ comme résultant de changements dans la structure de l'économie d'un pays⁴.

Le chômage dû à ces changements est généralement

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 2, p. 7.

2. Cf. sur ce sujet, Weyermann, *op. cit.*, et Alex. Mahr, *Hauptprobleme der Arbeitslosigkeit*, Wien, 1931, p. 3.

3. Cette catégorie de chômage n'est pas désignée de la même façon par les différents auteurs ; on l'appelle ainsi : chômage chronique, chômage organique, chômage de longue durée, etc... Dans la terminologie de l'Institut de la Conjoncture de Berlin, il est qualifié de « *Trendmässige Arbeitslosigkeit* ». Enfin, certains auteurs anglais (ainsi Carl Schmidt et K.I. Wiggs) l'appellent « *basic unemployment* ». Dans cet ordre d'idées, nous pouvons noter que le « chômage technologique », dans le sens où ce terme est employé par Grégoire Kherian (« Le chômage technologique » dans la *Revue d'Economie Politique*, 1932, pp. 109 et suiv.), M.B. Scheler (« Le chômage technologique » dans la *Revue Economique Internationale*, 1931, t. III, N° 2, pp. 335-359) et autres auteurs, ne constitue qu'une partie, une catégorie particulière du chômage structurel, à savoir la catégorie du chômage produit par les perfectionnements dans la technique de la production.

4. Mais il ne faudrait pas croire que toute transformation structurelle amène nécessairement du chômage. La structure économique n'est nullement rigide et statique. Elle est au contraire dynamique et soumise à une évolution continue. Mais tant que les modifications dans la structure économique s'opèrent lentement et progressivement, elles n'entraînent pas de frictions et ne donnent pas lieu à la naissance de chômage. Il en est ainsi de la croissance naturelle de la population, du perfectionnement de la technique de la production etc... Si, au contraire, ces modifications s'opèrent d'une façon brusque et violente, elles donnent lieu à des frictions, et deviennent des facteurs générateurs de chômage.

d'une durée plus longue que le chômage cyclique ; pour son absorption, il ne suffit pas seulement du retour de l'économie à la phase prospère du cycle économique, mais il faut une « réorganisation complète du processus de la production et de la répartition »¹, une adaptation de l'organisme économique aux conditions nouvelles, en d'autres termes, la reconstitution d'un nouvel équilibre.

Nous disions que le chômage structurel est généralement d'une durée plus longue que le chômage cyclique ; mais de cela il ne faudrait pas conclure que ce chômage doit être nécessairement, dans tous les cas, de très longue durée. Cette durée peut varier énormément et dépendra dans chaque cas des possibilités de l'économie de s'adapter rapidement aux nouvelles conditions créées par le changement structurel.

L'existence, en Allemagne, d'un chômage structurel de longue durée, pendant la période d'après-guerre, ne peut pas, d'après nous, être sérieusement discutée. Dans la partie de cette étude consacrée à l'historique du mouvement cyclique de l'économie d'ensemble et du chômage, nous faisons allusion à différentes reprises aux divergences que l'on peut facilement constater entre ces deux mouvements. Ainsi, lors de la crise 1925-1926, le chômage s'est accru dans des proportions beaucoup plus fortes que le volume de la production n'a diminué². La durée de cette crise a été d'ailleurs plus longue sur le marché du travail que pour l'économie d'ensemble. En outre, au cours des années 1928 et 1929, les courbes du chômage ont accusé un mouvement nettement ascendant, malgré que les conditions économiques de ces années aient été très favorables et que la production n'est pas diminué. De même, la crise 1929-1932 fut beaucoup plus violente sur le marché du travail que sur tous les autres marchés nationaux. Enfin, toujours dans le même ordre d'idées, nous pouvons ajouter que, pendant les premiers mois de 1936, le volume du chômage reste à un niveau relativement

1. Emil Lederer, « Le chômage en Allemagne », dans la *Revue d'Economie Politique*, 1931, p. 279.

2. Cf. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 1, p. 41.

élevé, alors que beaucoup d'autres éléments économiques — tel que le volume de la production — ont atteint déjà leurs niveaux des années prospères 1927 et 1928.

Tous ces faits sont des symptômes de l'existence, pendant la période considérée, d'une « vague de chômage de longue durée »¹, d'un certain chômage structurel.

Cette constatation peut être d'ailleurs facilement confirmée par le mouvement des séries statistiques brutes du chômage, pendant les années 1924-1936. A cet effet, il ne faut considérer que les années relativement normales au point de vue cyclique et, pour chaque année, se rapporter au mois accusant le minimum saisonnier. Les années 1925, 1927, 1928, 1929 et 1935 marquées par une activité des affaires plus ou moins satisfaisante et par des conditions économiques relativement favorables, peuvent être considérées comme normales au point de vue conjonctural. Les minima atteints au cours de ces années par la série des chômeurs enregistrés dans les Offices de Placement furent les suivants :

1925 Juin	1927 Septembre	1928 Juillet	1929 Juillet	1935 Août
401.000	772.000	1.028.000	1.252.000	1.706.230

De même, pour ces mêmes années, les bureaux de placement ont enregistré en moyenne, au cours du troisième trimestre de l'année (celui où le chômage saisonnier est le plus faible), le nombre suivant de chômeurs :

1925	1927	1928	1929	1935
422.000	943.000	1.045.666	1.261.333	1.724.753

Un mouvement ascendant de longue durée se dégage nettement de ces séries. Il faut encore tenir compte de ce fait que les chiffres des années 1925, 1927 et 1928 ne reflètent pas une situation normale du marché du travail. En effet, si les capitaux étrangers n'avaient pas afflué en Allemagne, au cours de ces années, dans les proportions extraordinaires que l'on sait, le tableau du marché du travail serait

1. Dans le sens de Saitzew, *op. cit.*

encore plus défavorable. Car, cet afflux énorme des capitaux a eu pour effet de stimuler énormément l'activité économique et de gonfler démesurément, et on pourrait ajouter artificiellement, la demande, de telle sorte que les possibilités d'emploi se sont accrues pendant cette période dans une proportion que l'économie allemande, laissée à son cours naturel, n'aurait jamais atteinte. Ainsi, l'afflux de ces capitaux abondants a pu comprimer le volume du chômage au-dessous de son niveau structurel normal¹.

De différents côtés, on a essayé d'évaluer l'importance du chômage structurel allemand de cette période. Ainsi, l'Institut de la Conjoncture de Berlin² a estimé que, pour les mois d'automne 1927 — abstraction faite des influences favorables de la saison et du cycle économique — le chômage structurel devait être de l'ordre d'un million.

En outre, Wladimir Woytinsky³ a évalué à 800.000 unités⁴ le chômage structurel des mois de printemps 1931.

Enfin, Manuel Saitzew et Julius Wyler⁵ se sont efforcés d'établir le mouvement fondamental, le « trend », du chômage allemand d'après-guerre, en recourant à des procédés

1. C'est ce qu'oublient les auteurs comme Alexandrowitz (*Der Arbeitsmarkt in der deutschen Konjunkturbewegung der Jahre 1924-1928*, Bern, 1929, p. 20), qui nient l'existence d'un chômage chronique pendant la période considérée en invoquant la résorption dont l'économie allemande a fait preuve, en 1925 et 1927.

2. Cf. Otto Donner, *Die Saisonschwankungen der wichtigsten Wirtschaftsvorgänge in Deutschland seit 1924*, Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, Sonderheft, N° 11, Berlin, 1928, p. 25.

3. « Die Zusammensetzung des Arbeitslosenheeres Anfang 1931 », dans la collection *Die 40-Stunden-Woche*, publiée à la demande de l'Union Générale des Syndicats allemands, sous la direction de Théodor Leipart, Berlin, 1931, pp. 217-218.

4. Woytinsky parvenait à ce chiffre en décomposant le chômage total de 6.000.000 (dont cinq millions chômeurs complets, et un million provenant de la conversion des ouvriers travaillant à horaire réduit) de cette période, comme suit :

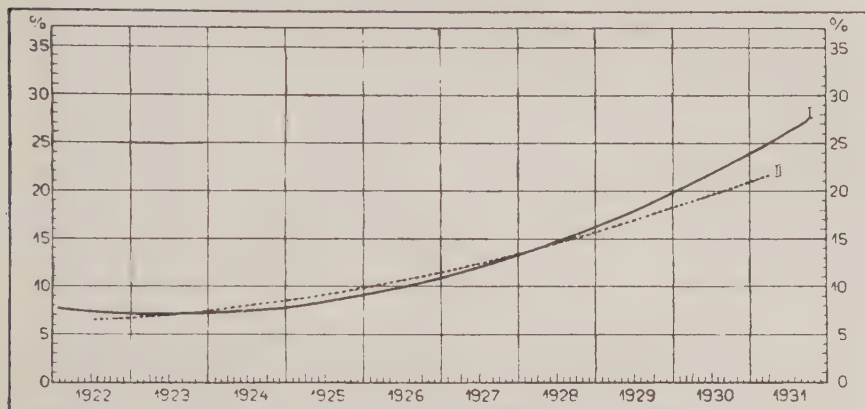
Chômage constant	400.000
— saisonnier	800.000
— cyclique	4.000.000
— structurel	800.000

Voir aussi ces calculs appliqués aux chiffres du chômage de l'été 1932 dans Wladimir Woytinsky, *Trois causes du chômage : l'action conjuguée des facteurs démographiques techniques, et économiques*, Bureau International du Travail, Etudes et Documents, série C, N° 20, p. 100.

5. *Op. cit.*, pp. 99 et suiv.

mathématico-statistiques de décomposition des courbes¹. Ils ont obtenu ainsi, en se basant sur la série syndicale du chômage, la courbe de chômage structurel que nous reproduisons dans le graphique D.

GRAPHIQUE D
Le chômage de longue durée en Allemagne



- I. Sur la base de la série brute.
II. Sur la base de la série obtenue après élimination des
« influences saisonnières ».

Ainsi, d'après ces calculs, pour le mois de septembre 1931, en traduisant le pourcentage de chômage structurel établi pour cette date en chiffres absolus, on obtiendrait le nombre de 2.000.000 de chômeurs en chiffres ronds².

Sur la valeur de ces évaluations on doit être très sceptique. Il est en effet impossible de déterminer d'une façon, même approximative, l'importance numérique du chômage structurel. Quoi qu'il en soit, on pourrait accepter que le volume de ce chômage a varié, au cours de la période de crise 1929-1932, entre 1.500.000 et 2.500.000³.

Mais ce qui est beaucoup plus important, c'est la recher-

1. Le procédé auquel ces auteurs ont eu recours fut celui qu'on emploie habituellement pour la détermination du trend, à savoir : le calcul d'une parabole de deuxième degré, d'après la méthode des moindres carrés, *op. cit.*, p. 102.

2. Manuel Saitzew et Julius Wyler, *op. cit.*, p. 125.

3. *Op. cit.*, p. 125.

che des causes du chômage chronique allemand, en d'autres termes l'examen des transformations ayant eu lieu dans la structure de l'économie allemande et ayant provoqué le chômage. Parmi ces dernières, les changements dans la constitution de la population par sexe et par âge, les différentes mesures de rationalisation et la pénurie des capitaux paraissent avoir exercé une action déterminante sur le marché du travail. Nous allons traiter de ces causes dans la dernière partie de notre étude.

Troisième Partie

Les causes du chômage structurel

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

L'étude des causes du chômage structurel doit être abordée avec beaucoup de prudence. La plupart des études sur ce sujet font preuve d'un manque d'intelligence de la complexité du phénomène du chômage, en s'attachant à l'étude de ses causes d'une façon unilatérale ¹. En s'attachant à un certain côté du problème, les différents auteurs ont cru pouvoir établir une relation de causalité rigide entre *un* phénomène économique déterminé et le chômage; ainsi, les progrès techniques, le niveau élevé et la rigidité des salaires, la pénurie des capitaux, les facteurs démographiques, les difficultés du commerce extérieur, etc. ont été tour à tour considérés comme les causes uniques ou tout au moins les causes prépondérantes de la crise du chômage d'après-guerre. Ces explications, qui veulent voir dans un seul facteur la cause déterminante du chômage, sont forcément incomplètes et ne cadrent pas avec la réalité économique. La vie économique est, en effet, beaucoup plus complexe qu'elle n'apparaît à première vue. Dans leurs actions et réactions réciproques, les divers phénomènes économiques agissent et réagissent les uns sur les autres, de telle sorte qu'il est difficile, sinon impossible, de pouvoir établir dans cet enchevêtrement général, des lois et des rapports absolus de causalité. Il en est à plus forte raison ainsi en ce qui concerne le chômage, phénomène complexe par excellence.

Il nous paraît donc erroné de chercher à établir « la cause » ou même les « causes particulières » du chômage

1. Cf. prologue de Ernst Wagemann au Sonderheft, N° 29 des Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, *Stand und Ursachen der Arbeitslosigkeit in Deutschland* par Anton Reithinger.

allemand. Le bouleversement et les transformations profondes de la vie économique allemande causés par la guerre et l'inflation monétaire rendent encore plus aride la recherche des causes du chômage, qui, en dernière analyse, ne représente qu'un des effets de ces transformations. Ce que l'on peut donc faire, et nous l'essayerons dans cette étude, c'est de discerner dans la multitude des facteurs directs ou indirects, lointains ou immédiats, qui ont pu exercer, dans un sens ou dans un autre, une certaine influence sur le chômage, ceux d'entre eux, « les catégories de facteurs »¹ qui nous paraissent avoir agi sur le phénomène considéré d'une façon déterminante et décisive.

C'est donc sur les conditions de l'économie allemande d'après-guerre, sur sa structure, que nous nous appuierons pour rechercher les facteurs responsables de la crise chronique du marché du travail.

Nous insistons encore une fois sur le fait que seules seront étudiées et analysées dans cette partie les causes qui nous paraissent prépondérantes. Cette limitation est en effet indispensable. Autrement, il serait presque impossible d'embrasser et d'analyser les unes après les autres les multiples causes de tous ordres qui ont pu exercer une influence défavorable sur le marché du travail, depuis 1924. Il faudrait dans ce cas faire une analyse détaillée de la vie économique allemande dans toutes ses manifestations indéfinies. Une telle recherche risquerait d'ailleurs de brouiller l'essentiel dans un labyrinthe de détails.

A ces considérations d'ordre général il faudrait encore ajouter que le travail d'analyse et d'isolement auquel nous allons procéder pour dégager les causes particulières du chômage est un travail purement théorique ; il poursuit des buts méthodologiques. Ils s'impose, en effet, par les nécessités de l'étude et de l'observation scientifique, qui exige que les phénomènes étudiés soient ramenés à leurs éléments constitutifs. Mais il ne faut pas perdre de vue que dans la vie économique réelle les différents facteurs n'agissent pas séparé-

1. Dans le sens de Otto von Zwiedineck-Südenhorst, *Beiträge zur Erklärung der strukturellen Arbeitslosigkeit*, Vierteljahrshäfte zur Konjunkturforschung, 1927, Ergänzungsheft, N° 1, Berlin.

ment ou successivement, mais en liaison les uns avec les autres, et souvent simultanément.

Le chômage est un phénomène du marché du travail. On entend par là l'ensemble des conditions dans lesquelles l'offre et la demande de travail se rencontrent et le rapport entre cette offre et cette demande¹. En période normale, ces deux éléments s'équilibrent sur le marché du travail ou tout au moins tendent à s'équilibrer. Le chômage, lui, provient d'une rupture de cet équilibre, d'une disproportionnalité. Ce déséquilibre à son tour peut être dû, soit à des facteurs agissant du côté de l'offre de travail, soit à des facteurs agissant du côté de la demande. Dans le premier cas, il s'agit d'une augmentation de l'offre de travail excédant les besoins de l'économie, sa capacité d'absorption. Il y a alors une « suroffre » de travail pour ainsi dire. Dans le second cas, on se trouve devant une restriction du besoin de main-d'œuvre de l'organisme économique. Pour l'opposer au cas précédent, on pourrait désigner cette situation une « sous-demande » de travail. Il est enfin possible que les deux cas énumérés se combinent dans le sens d'une action conjuguée sur l'offre et sur la demande du travail.

Il est indiscutable que le chômage allemand d'après-guerre est conditionné par deux catégories de facteurs dont les uns ont agi sur l'offre du travail (facteurs démographiques) et les autres sur la demande (facteurs techniques et facteurs économiques). C'est sous cet angle que l'étude des causes du chômage sera abordée.

1. Cf. W. Sombart, *Der Moderne Kapitalismus*, 3^e Partie, t. II, pp. 528 et 670

SECTION A

Facteurs agissant sur l'offre du travail

(Facteurs démographiques)¹

L'offre sur le marché du travail est représentée par le nombre global des personnes qui demandent à travailler moyennant salaire et se mettent ainsi à la disposition de l'économie. L'importance de cette offre dépend en outre de deux conditions : du volume absolu de la population d'une part, et de sa composition au point de vue de l'activité économique d'autre part. Les changements dans l'une ou l'autre de ces deux conditions entraînent des modifications dans l'importance de l'offre du travail.

1. Cf. Paul Mombert, « Die Oekonomie der Arbeitskraft », dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1917, t. LIII, pp. 558 et suiv. — Du même, « Wandlungen in der Lebensdauer und dem Altersaufbau der Bevölkerung », *ibid.*, 1933, t. CXXXIX, numéro de juillet. — Robert Friedlaender, *Chronische Arbeitskrise, Ihre Ursachen, ihre Bekämpfung*, Berlin, 1926, pp. 15 et suiv. — Eb. Heinel, *Die Bevölkerungsbewegung im Deutschen Reich in der Kriegs- und Nachkriegszeit*, thèse Berlin, 1927. — Hans J. Platzer, « Bevölkerungsentwicklung und Arbeitsmarkt », Rapport présenté à la session du 11 mars 1927 de la « Société Allemande pour la lutte contre le chômage, publié dans la collection : *Das Problem der gegenwärtigen Arbeitslosigkeit in Deutschland*, N° 9, des publications de ladite Société, Berlin, 1927, pp. 7-21. — Du même, « Die Steigerung der Erwerbsziffer in Deutschland », dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1931, t. CXXXV, N° 3, pp. 321-368. — Fr. Burgdoerfer, « Bevölkerungsentwicklung und Wirtschaft », dans la *Wirtschaftszeitung*, 1928, N° 43. — Du même, *Volk ohne Jugend*, Berlin, 1934, pp. 115 et suiv. — Ernst Guenther, « Der Geburtenrückgang als Ursache der Arbeitslosigkeit ? Untersuchung einiger Zusammenhänge zwischen Wirtschaft und Bevölkerungsbewegung », dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1931, t. CXXXIV, N° 6, pp. 921-974. — Kurt Ringhaud, *Die in der Nachkriegszeit eingetretenen Veränderungen in der Alterszusammensetzung der deutschen Bevölkerung ihre Ursachen und Wirkungen*, thèse Greifswald, 1934.

En premier lieu donc, un accroissement excessif de la population active, c'est-à-dire des personnes exerçant une activité lucrative, peut être déterminé par un accroissement de la population totale, qui, à son tour, provient des conditions naturelles de la croissance d'un peuple. Il s'agit alors d'un cas de « surpopulation relative ».

L'hypothèse d'une telle « surpopulation relative » pour l'Allemagne est inadmissible. Les recensements généraux prouvent que l'accroissement de la population fut, pour la période postérieure à 1910, beaucoup plus faible que pour la période précédente¹. En effet, entre les deux recensements de 1910 et de 1925, la population totale allemande s'est accrue, sur le territoire actuel, de 4,6 millions de personnes en chiffres ronds, ce qui représente un accroissement de 8%. Ce pourcentage était d'ailleurs de :

	5,5 % entre 1885 et 1890
	5,8 % entre 1890 et 1895
	7,8 % entre 1895 et 1900
	7,6 % entre 1900 et 1905
et de	7,1 % entre 1905 et 1910 ² .

Mais il faut encore tenir compte du fait que le pourcentage de 8%, qui représente l'accroissement de la population entre 1910 et 1925, se rapporte à 15 années et non pas à cinq comme les autres pourcentages énumérés. Le ralentissement dans l'accroissement de la population apparaît clairement si, à l'aide des données de la croissance de la population, on décompose la période 1910-1925 en trois périodes de cinq ans. On obtient alors un pourcentage d'accroissement de :

	+ 4,5 % entre 1910 et 1915
	— 2,1 % entre 1915 et 1919
et de	+ 5,5 % entre 1919 et 1925 ³ .

1. M. Hersch, « Population et chômage », dans *Problèmes du chômage en 1931*, Bureau International du Travail, Etudes et Documents, série C, N° 16, Genève, 1931, pp. 198 et suiv.

2. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCC I (Partie II), Berlin, 1930, p. 481.

3. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCC I (Partie II), Berlin, 1930, p. 492.

Cette énorme baisse de l'accroissement de la population, entre 1910 et 1925, a été toutefois l'effet des pertes directes et indirectes de la grande guerre ¹.

Dans ces conditions, il ne saurait donc être question de surpopulation, laquelle aurait entraîné une offre surabondante sur le marché du travail.

Mais, comme il a déjà été dit plus haut, le volume de l'offre sur le marché du travail dépend aussi, et à plus forte raison, de la structure de la population au point de vue de l'activité économique, en d'autres termes de sa répartition entre les deux grands groupes de la population active et de la population inactive ². Il ne faut pas en effet perdre de vue que, tandis que tout le monde est consommateur, une partie seulement de la population travaille pour la création du « fonds de consommation » ³.

Le rapport entre population active et population inactive varie grandement d'un pays à l'autre. Mais, même à l'intérieur d'un pays déterminé, il est possible que, par suite des changements survenus dans la composition de la population par sexe ou par classe d'âge, le pourcentage de la population active sur la population totale — qu'on nous permettra de désigner par le terme de « pourcentage d'activité économique » ⁴ — varie d'une époque à une autre.

C'est cette dernière situation que l'on peut constater en Allemagne. Faute d'une statistique continue de l'emploi, il faut se baser sur les résultats des recensements généraux. Ils fournissent sur ce sujet le tableau suivant :

1. Elles ont été évaluées à environ 2.000.000 de victimes tombées sur les champs de bataille, et à 1.100.000 provenant de l'accroissement de la mortalité dans la population civile, cf. K. Oldenberg, « Der Bevölkerungsverlust im Weltkrieg », dans les *Schmollers Jahrbücher*, 1925, t. II, N° 3, pp. 73-137. A côté de ces chiffres, il faut considérer les effets de la chute de la natalité, surtout pendant les années de guerre. L'Office Fédéral de la Statistique a évalué à 3.200.000 la diminution du chiffre des naissances causée par la guerre, cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1921, p. 341.

2. Le rapport entre « population active » et « population inactive » avait déjà fait, en 1879, l'objet d'une recherche du statisticien Engel, voir *Zeitschrift des Preussischen Statistischen Bureau*, 1879, p. 85.

3. Cf. Mombert, *Die Oekonomie* etc..., p. 559.

4. Les Allemands emploient le terme de « Erwerbsziffer » pour désigner ce rapport.

**Rapport entre population active
et population totale¹**

Date des recensements	Population totale	Population active	Pourcentage d'activité économique
1882	45.222.113	18.956.932	41,6
1895	51.770.284	22.110.191	42,4
1907	61.720.529	28.092.117	45,2
1907	54.991.083	25.156.017	45,7
1925	62.410.619	32.009.300	51,3

Ce tableau laisse clairement apparaître que, depuis 1882, la partie active de la population s'est constamment accrue dans des proportions plus fortes que la population totale, et que par voie de conséquence le pourcentage d'activité s'est progressivement élevé. Mais cet accroissement est en grande partie apparent. Il est dû en effet à des causes techniques de statistique et non pas à un changement substantiel. En effet, lors des recensements de 1882 et de 1895, le travail auxiliaire des membres de famille fut beaucoup moins complètement embrassé dans le groupe de la population active qu'en 1907. Ainsi s'explique le fait que le nombre de personnes appartenant au groupe du « travail auxiliaire » ait passé de 1.100.000 en 1895 à 3.100.000 en 1907².

Avec le premier recensement d'après-guerre, on se trouve par contre devant un accroissement considérable de la population active par rapport à la population totale³. Ainsi, entre 1907 et 1925, tandis que la population totale ne s'accroissait que de 7.400.000, soit de 13,5 %, le nombre des personnes actives augmentait de 6.800.000, soit de 27,2 %. En d'autres termes, en 1907, à 100 personnes actives correspondaient 118,6 personnes inactives, en 1925, seulement 95, ce qui fait une différence en moins de 25 personnes⁴.

Entre 1925 et 1929, l'augmentation du « pourcentage

1. Cf. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCVIII, Berlin, 1931, p. 9.

2. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCXVII, Berlin, 1913, p. 38.

3. Cet accroissement correspond d'ailleurs cette fois-ci à une augmentation substantielle de la population active, entre 1907 et 1925, le nombre de personnes fournissant un travail auxiliaire étant resté presque constant, entre ces deux dates.

4. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCVIII, Berlin, 1931, p. 9.

d'activité économique » paraît s'être encore poursuivie. D'après les évaluations de l'Office fédéral de Statistique¹ (évaluations qui se basent sur les données du recensement de 1925, et les données annuelles de la croissance de la population) notre pourcentage atteindrait le niveau de 52,3 en 1929. Pour cette année, la population totale, de l'ordre de 63.966.800 personnes, se répartirait en 33.042.800 personnes actives et 30.524.000 personnes inactives.

Pour les années postérieures à 1929, l'Office fédéral de Statistique, — toujours d'après les mêmes calculs — prévoyait une diminution du pourcentage d'activité économique. Le recensement de 1933 est d'ailleurs venu confirmer ces prévisions. Le pourcentage des personnes actives sur la population totale, qui était de 51,3 en 1925, n'est plus que de 49,5 en 1933². Le nombre absolu de la population active accuse bien un léger accroissement de 287.196 personnes, entre ces deux dates, mais cet accroissement reste inférieur à l'augmentation de la population totale. C'est ainsi pour la première fois que, dans l'histoire des recensements allemands, la proportion entre groupe actif et groupe inactif de la population diminue.

Nous avons jusqu'à présent examiné les variations dans l'importance absolue et relative de la population active allemande. Mais toute la population active d'un pays n'intervient pas sur le marché du travail. Elle est, en effet, constituée par les groupes suivants :

- Exploitants indépendants autonomes ;
- Membres de famille faisant un travail auxiliaire ;
- Employés et fonctionnaires ;
- Ouvriers proprement dits ;
- Domestiques ;

Les deux premiers groupes n'intéressent pas le marché du travail. Seules les trois dernières catégories de personnes actives — exception faite des fonctionnaires — constituent l'effectif de la population ouvrière totale, au sens large du mot, et représentent l'offre sur le marché du travail.

1. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCVIII, Berlin, 1931, pp. 327 et suiv.

2. *Wirtschaft und Statistik*, 1934, N° 14, pp. 435 et suiv.

Il est donc intéressant de connaître dans quelle mesure ces différentes catégories ont contribué à l'accroissement de la population active totale. En ce qui concerne le groupe des personnes exerçant une activité indépendante, il n'a présenté, entre 1907 et 1925, que peu de variations : il a passé de 5.140.385 en 1907 à 5.538.500 en 1925, s'accroissant ainsi de 398.111 seulement, soit de 7,7%. Par contre, entre ces mêmes dates, le groupe des employés s'est accru de 67,1% et celui des ouvriers de 24,0%. En nombres absolus, les travailleurs dépendants — employés, domestiques et ouvriers proprement dits — représentaient 14.750.000 en 1907 et 19.860.000 en 1925, accusant ainsi un accroissement absolu de 5.110.000¹. On peut donc établir que la presque totalité de l'augmentation de la population active s'est traduite en offre effective sur le marché du travail.

Quant à l'évolution du groupe des travailleurs dépendants, de 1925 à 1929, l'Office fédéral de Statistique² a estimé que l'afflux de nouveaux éléments de la population active, signalé plus haut pour les années 1925-1930,³ est venu grossir les classes des travailleurs ; en d'autres termes, que cet afflux a augmenté de tout son volume l'offre sur le marché du travail. Cette estimation s'appuie sur les hypothèses et les données suivantes. On présume que le nombre de personnes exerçant une activité indépendante ne varie que très peu d'une année à l'autre ; comme on l'a vu, son augmentation, entre 1907 et 1925, fut insignifiante. Pour ce qui est des fonctionnaires et du groupe des membres de famille fournissant un travail auxiliaire, la même hypothèse est faite et elle ne paraît pas privée de fondement. En partant donc de ces hypothèses, l'Office fédéral de Statistique a évalué le nombre total des travailleurs dépendants, pour les années 1925-1930, comme suit :

1. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCVIII, Berlin, 1931, supplément, p. 332.

2. *Wirtschaft und Statistik*, 1930, N° 13, pp. 558 et suiv. — *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCVIII, Berlin, 1931, supplément pp. 332 et suiv.

3. Cf. *supra*, pp. 174 et suiv.

Ouvriers et employés pendant les années 1925-1930

Année	Nombre absolu	Accroissement
1925	19.560.000	de juin à la fin 1925 — 253.000
début 1926	19.813.000	au cours de 1926 — 481.000
— 1927	20.294.000	— — 1927 — 391.000
— 1928	20.685.000	— — 1928 — 296.000
— 1929	20.981.000	— — 1929 — 123.000
— 1930	21.104.000	

Si l'on ajoute au chiffre de 21.104.000, évalué pour l'année 1930, les 300.000 « ouvriers travaillant accessoirement », dénombrés en 1925, on parvient au chiffre total de 21.404.000. Ainsi, d'après ces calculs, le nombre des travailleurs, qui croissait constamment entre 1907 et 1925, a encore grossi d'environ 1.530.000 personnes, entre 1925 et 1930.

Ces estimations sont d'ailleurs confirmées par les statistiques continues du marché du travail. Ces dernières donnèrent, en juin 1929, un nombre total de travailleurs de 20.170.000 (occupés et chômeurs ensemble); mais dans ce chiffre ne sont pas compris les malades et quelques autres groupes de travailleurs.

Pour les années postérieures à 1930, l'Office fédéral de Statistique prévoyait un état stationnaire et même un léger fléchissement du nombre des travailleurs. Le recensement de 1933 est venu confirmer ces prévisions. En effet, le 14 juin de cette année-là, on a dénombré 20.463.000 personnes dans le groupe envisagé¹.

En résumé, nous avons constaté qu'un accroissement excessif de l'offre s'est manifesté sur le marché du travail, depuis la guerre. Cet accroissement est en outre la conséquence naturelle de l'augmentation du « pourcentage d'activité économique ». Quant à la grandeur de ce pourcentage, elle dépend de deux facteurs : en premier lieu, de la structure de la population par âge : l'expérience prouve, en effet, que l'importance de la population active varie, au cours des années, à peu près en proportion du nombre des personnes en âge d'exercer une activité; en second lieu, du « degré d'activité économique » (*Betriebsamkeit*) à l'intérieur de chaque classe d'âge de la population considérée.

1. *Wirtschaft und Statistik*, 1934, N° 14, p. 437.

Si l'on examine les causes de l'augmentation excessive du « pourcentage d'activité économique » de la population allemande, depuis la guerre, on peut en discerner trois :

1^o Changements dans la composition de la population au point de vue de l'âge ;

2^o Augmentation du « degré d'activité » du sexe féminin, en d'autres termes, accroissement de la participation du travail féminin à l'activité économique.

3^o Déplacements entre les différents groupes de la population, au point de vue de l'activité économique.

§ 1

Modifications dans la composition de la population au point de vue de l'âge

Le nombre des personnes actives dans une population donnée est principalement déterminé par la composition par âge de cette population. C'est, en effet, dans les classes d'âge de la population en état de travailler — à savoir les personnes âgées de 15 à 65 ans — que se recrute la presque totalité des personnes actives. Les personnes au-dessous de 15 ans sont pour la plupart exclues du domaine de l'activité économique par suite de l'obligation scolaire. Pour ce qui est des personnes âgées de plus de 65 ans, elles sont en grande partie privées du droit ou de l'obligation de travailler, d'après les dispositions légales : limite d'âge pour les fonctionnaires, droit à l'assurance-vieillesse pour les travailleurs et les employés, etc. Ainsi, d'après les résultats du recensement de 1925, parmi les 32 millions de personnes actives, seules 1.606.606, soit 3,5 %, étaient âgées de plus de 65 ans. On peut donc dire, d'une façon générale, que les personnes appartenant à la catégorie d'âge de 15 à 65 ans représentent l'offre potentielle du travail, laquelle, à son tour, constitue le cadre dans lequel se forme l'offre effective ¹.

1. Cf. Platzner dans les *Schmollers Jahrbücher*, *op. cit.*, pp. 331 et suiv. Voir aussi *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCXVI, Berlin, 1926, p. 45. Bien entendu, la proportion entre population en état de travailler, et population active est différente chez les hommes que chez les femmes : en 1925, sur 20,5 millions d'hommes de 15 à 65 ans, 19,3 millions étaient effectivement actifs ; par contre, sur 22,3 millions de femmes se trouvant dans les mêmes classes d'âge, 10, 8 millions seulement exerçaient une activité lucrative.

Puisque, donc, l'importance de la population active dépend de la composition de la population par âge, il est naturel que des changements dans cette composition entraînent des changements correspondants dans la population active, notamment lorsque les classes d'âge de 15 à 65 ans acquièrent une densité plus forte que les autres. D'ailleurs, les changements dans la composition de la population par âge peuvent provenir de différents facteurs, dont le plus important est la croissance naturelle de la population.

En Allemagne, au cours des dernières décades d'avant-guerre — 1871-1900 — la population et sa composition par âge présentaient une évolution relativement symétrique. Les générations d'années particulières croissaient dans les mêmes proportions, si bien que la proportion entre chaque classe d'âge et la population totale se maintenait constante ¹. Ce mouvement se reflète dans les chiffres du tableau suivant ².

Composition de la population allemande par âge
1871-1890-1910

(Territoire d'avant-guerre)

Années de recensement	Population totale (en milliers)	Sur 100 habitants se trouvaient à l'âge de :			
		Moins de 15 ans	15 à 45 ans	45 à 65 ans	plus de 65 ans
1871	41.059	34,4	44,3	16,6	4,7
1890	49.428	35,0	44,2	15,7	5,1
1910	64.926	34,1	45,6	15,3	5,0

Cette évolution symétrique de la population, dans laquelle pourtant les dernières années d'avant-guerre avaient déjà apporté certaines modifications avec les débuts de la baisse de la natalité, fut gravement dérégulée, au cours des années 1914-1919. La guerre a entraîné en effet des changements profonds dans la structure de la population allemande au point de vue de l'âge, et notamment dans sa répartition entre les trois catégories d'âge considérées. Ces modifications apparaissent dans le tableau suivant :

1. La composition de la population par âge n'étant pas modifiée, l'élévation du « pourcentage d'activité économique » de 41,6 à 45,2, entre 1882 et 1907, doit être surtout attribuée à l'augmentation de l'emploi féminin.

2. *Wirtschaft und Statistik*, 1928, N° 4, pp. 118 et suiv. et 1930, N° 24, p. 970.

MODIFICATIONS DANS LA COMPOSITION DE LA POPULATION PAR ÂGE

ENTRE 1910 et 1925¹

Classes d'âge	Nombres absolus de la population			En pourcentages		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
	1910					
Moins de 15 ans	19.583.729	9.830.032	9.753.697	33,9	34,5	33,3
De 15 à 65 ans	35.352.931	17.408.070	17.944.861	61,2	61,1	61,2
Plus de 65 ans	2.861.767	1.251.744	1.610.023	4,9	4,4	5,5
	1925					
Moins de 15 ans	16.071.858	8.141.959	7.929.899	25,7	27,0	24,6
De 15 à 65 ans	42.745.148	20.466.969	22.278.179	68,5	67,8	29,2
Plus de 65 ans	3.593.613	1.587.895	2.005.718	5,8	5,2	6,2
	Accroissement (+) ou Diminution (—) entre 1910 et 1925					
Moins de 15 ans	— 3.511.871	— 1.688.073	— 1.823.798	— 17,9	— 17,2	— 18,7
De 15 à 65 ans	+ 7.392.217	+ 3.058.899	+ 4.333.318	+ 20,9	+ 17,6	+ 24,1
Plus de 65 ans	+ 731.846	+ 336.151	+ 395.695	+ 25,6	+ 26,9	+ 24,6

(1) *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1929, p. 15.

D'après ce tableau, le pourcentage des enfants sur la population totale tomba, entre 1910 et 1925, de 33,9 à 25,7, accusant ainsi une diminution de 17,9%. Par contre, entre les mêmes dates, le pourcentage des personnes âgées de 15 à 65 ans augmenta de 61,2 à 68,5, soit de 20,9%. Ainsi, il y a en Allemagne d'après-guerre moins d'enfants et plus d'adultes et de vieillards qu'avant la guerre¹.

Ce phénomène paraît surprenant à première vue. Après la perte de 2.000.000 d'hommes adultes, durant les hostilités, on devrait plutôt s'attendre à une diminution de la catégorie de la population âgée de 15 à 65 ans. Certaines considérations expliquent cependant ce fait singulier. Tout d'abord, le territoire d'après-guerre comparé à celui d'avant-guerre ne présente pas seulement une densité de population plus forte (en raison de la cession de territoires faiblement peuplés et de l'émigration provenant des contrées perdues par l'Allemagne), mais il présente aussi une certaine différence dans la composition de sa population par âge. En effet, dans les territoires cédés à la Pologne, la proportion des enfants sur l'ensemble de la population était beaucoup plus élevée que dans le reste de l'Allemagne².

Mais, abstraction faite de cette cause d'ordre secondaire, la principale cause de la transformation de la composition de la population allemande provient du mouvement du taux de natalité avant, pendant et après la guerre³. Ainsi, le nombre annuel des naissances s'est constamment accru, depuis le milieu du XIX^e siècle, pour atteindre son maximum à la première décade du XX^e siècle. La moyenne des années 1901-1910 monta à 2.100.000. Ce sont les personnes nées pendant ces fécondes années de la dernière décade d'avant-guerre qui atteignent, depuis la guerre, l'âge de 15 à 20 ans, et entrent ainsi dans la classe des personnes en état de travailler. Il en résulte un accroissement de cette classe, tant en chiffres absolus qu'en pourcentages. Par contre, le déficit énorme des naissances, pendant les années

1. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCII, Partie III, Berlin, 1929, p. 423.

2. Cf. Guenther, dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie*, etc... *op. cit.*, p. 922.

3. Cf. Eberhard Heinel, *op. cit.*, pp. 53 et suiv.

de guerre¹, joint au fait que depuis la guerre la diminution du taux de la natalité s'est accélérée, expliquent la faible densité du groupe des enfants.

Ce fort accroissement de la catégorie d'âge de 15 à 65 ans a continué jusqu'en 1929. Depuis lors, au fur et à mesure que les personnes nées pendant les années creuses de la guerre atteignent l'âge de 15 à 20 ans, la grandeur absolue et relative de la catégorie des personnes âgées de 15 à 65 ans reste au commencement stationnaire, pour diminuer ensuite². Ainsi, tandis que, de 1925 à 1929, 6.500.000 enfants entraient dans la catégorie d'âge de 25 à 65 ans, de 1930 à 1934 cette recrue n'est que de 4 millions

En résumé, ce qui caractérise la structure par âge de la population allemande d'après-guerre, comparée à celle d'avant 1914, c'est un accroissement excessif des classes d'âge de personnes en état de travailler. C'est là un des facteurs qui ont déterminé l'augmentation du nombre des travailleurs et l'accroissement de l'offre sur le marché du travail. Mais un autre facteur, également d'ordre démographique, a renforcé cet accroissement : c'est l'augmentation du travail féminin.

§ 2

Augmentation de la participation du travail féminin à l'activité économique³

Le phénomène de l'accroissement de l'occupation féminine n'est pas nouveau en Allemagne. On peut le constater

2. Voir la table de natalité allemande des années 1901 à 1923 dans *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCXVI, Berlin, 1926, p. 2.

3. La diminution des naissances, entre 1914 et 1919, a été évaluée à environ 3.250.000, cf. Heinel, *op. cit.*, p. 53.

1. En dehors de la bibliographie donnée au début de cette section, consulter aussi : Anna Geyer, *Die Frauenerwerbsarbeit in Deutschland*, Jena, 1924. — Isa Strasser, *Frauenarbeit und Rationalisierung*, Berlin, 1927. — Gustav Krall, « Die Frau auf dem Arbeitsmarkt », dans la *Wirtschaftskurve*, 1930, N° 4, pp. 405-413. — Antonine Valentin, « L'emploi des femmes depuis la guerre », dans la *Revue Internationale du Travail*, 1932, t. XXV, N° 4, pp. 506-526. — Marguerite Thibert, « Crise économique et travail féminin », *Ibid.*, 1933, N° 4 et N° 5. — Helena Kaiser, *Der Einfluss industrieller Frauenarbeit auf die Gestaltung der industriellen Reservearmee in der deutschen Volkswirtschaft der Gegenwart*, thèse Leipzig, 1933.

depuis le dernier quart du XIX^e siècle. Entre les années de recensement 1882 et 1907, le nombre des femmes occupées passa de 5.541.517 à 9.492.881. Le pourcentage de la population féminine active sur la population féminine totale s'éleva ainsi de 24,0 en 1882 à 30,4 en 1907¹. Mais cet accroissement est en partie apparent. Il est dû au dénombrement fait d'une façon plus stricte en 1907 qu'en 1882 et 1895 des femmes appartenant au groupe du « travail auxiliaire des membres de famille ». Un certain nombre d'entre elles était, en 1882 et 1895, recensé dans le groupe des personnes sans emploi. Cela explique d'ailleurs le fort accroissement du groupe « travail auxiliaire », lors du recensement de 1907. Ce groupe ne comptait que 1,1 million de personnes en 1895, il s'est chiffré par contre à 3,1 millions en 1907². L'augmentation du travail féminin est donc indéniable dans cette période, seulement elle n'est pas aussi importante qu'elle apparaît au premier abord dans les chiffres³.

Ce mouvement de développement de l'occupation féminine devint, par contre, beaucoup plus intense pendant et depuis la guerre. Durant la seconde moitié de la guerre, notamment depuis 1917, les statistiques bien qu'insuffisantes des Caisses de maladie et des inspecteurs du Travail laissent apparaître un fort accroissement du travail des femmes.

Le recensement de 1925 fournit des données certaines qui confirment l'importance accrue de l'activité féminine, et cela tant en chiffres absolus qu'en pourcentages⁴. Ainsi, entre 1907 et 1925, le nombre des femmes occupées a passé de 8.501.005 à 11.478.012, accusant ainsi un accroissement de 2.977.007, soit de 35%. Cet accroissement correspond, en outre, à une augmentation de la population féminine

1. Pour les hommes ce pourcentage ne fut respectivement que de 60,6 et 61,1, c. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCXI, Berlin, 1913, p. 38.

2. Cf. Anna Geyer, *op. cit.*, p. 10 ; aussi, *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCXI, Berlin, 1913, p. 38.

3. Cependant, déjà avant la guerre, le travail féminin était considéré comme une des causes du chômage ; Beno Merkle, *Arbeitslosigkeit*, München, 1913, p. 8.

4. *Statistik des Deutschen Reiches*, t. CCCCVIII, Berlin, 1931, p. 9 ; voir aussi J. Sibermann, « Die Frauenarbeit nach der Berufszählung vom 16 juni 1925 », dans le *Jahrbuch für Frauenarbeit*, 1928, pp. 5-21.

totale de 4.329.487, soit de 15,5%. Pour mieux se rendre compte de l'importance de ces chiffres, il faut les comparer aux chiffres correspondants de la population masculine et de la population totale, lesquels se présentent comme suit :

1907 Population masculine totale	27.106.774	
1925 — — —	30.196.823	
Accroissement	3.090.049	
soit		+ 11,4%
1907 Population masculine active	16.655.012	
1925 — — —	20.531.288	
Accroissement	3.876.276	
soit		+ 23,3%
1907 Population totale	54.991.083	
1925 — — —	62.410.619	
Accroissement	7.419.536	
soit		+ 13,5%
1907 Population active totale	25.156.017	
1925 — — —	32.009.300	
Accroissement	6.853.283	
soit		+ 27,2%

On voit donc que l'augmentation de l'occupation féminine n'est pas importante seulement en chiffres absolus, mais aussi et davantage relativement à l'augmentation de l'occupation masculine et de l'occupation totale de la population allemande. Ainsi, l'élévation du « pourcentage d'activité économique » et l'augmentation de l'offre sur le marché du travail doivent être en partie attribuées à ce fait ¹.

Cette augmentation est d'ailleurs encore plus importante, vu que la majeure partie de l'offre féminine s'est orientée, durant la guerre et l'après-guerre, vers les professions proprement industrielles, au marché particulièrement encombré. Par contre, le nombre des femmes occupées dans l'agriculture accuse bien un accroissement absolu d'un million en

1. Même les auteurs comme Valentin (*op. cit.*), ou Thibert (*op. cit.*), qui, en principe, ne veulent pas voir dans l'augmentation du travail féminin une cause du chômage d'après-guerre, reconnaissent pourtant que le cas allemand est exceptionnel dans le monde, l'accroissement du travail féminin depuis la guerre étant très important tant en chiffres absolus qu'en pourcentages.

chiffres ronds, entre 1907 et 1925, mais le pourcentage des travailleuses de l'agriculture par rapport à l'ensemble de la population féminine active est tombé de 47% en 1907 à 43,3% en 1925¹. Quant à la catégorie des domestiques, elle n'a guère varié, entre 1907 et 1925.

Il nous manque des données générales suffisantes pour poursuivre le mouvement de l'emploi féminin, entre 1925 et 1933. Il apparaît néanmoins, d'après les données isolées que l'on possède, que cet emploi a continué à s'accroître jusqu'en 1930. Ainsi, d'après les relevés des inspecteurs du Travail², le nombre des employés hommes monta en Allemagne de 1.126.589 en 1926 à 1.235.067 en 1930, et celui des employées femmes de 565.919 à 731.086. D'après les chroniques annuelles de ces mêmes inspecteurs, on se rend compte que l'emploi féminin s'est développé, entre 1925 et 1930, même dans les branches de la production qui ne comptaient pas auparavant parmi les professions spécifiquement féminines. Ainsi, le pourcentage des femmes occupées sur l'ensemble des personnes occupées n'a pas seulement augmenté dans l'industrie du vêtement (où il a passé de 67,4 en 1925 à 70,0 en 1930), mais aussi dans l'industrie électro-technique (de 26,6 à 29,1), dans la métallurgie (de 20,1 à 21,3) etc.³.

Durant la crise 1928-1933, les femmes ont été atteintes par le chômage sur une moindre échelle que les hommes. Ainsi, tandis qu'entre 1925 et 1933 le nombre des hommes actifs a diminué de 4 millions, soit de 20%, celui des femmes n'a diminué que de 1 million, soit de 9%⁴.

Par contre, depuis 1933, se font sentir les signes d'une diminution de la participation de la femme à la vie économique. Ainsi, d'après les données des Caisses de maladie, le nombre des hommes occupés s'est accru d'environ 28%, entre avril 1933 et avril 1935. Entre ces mêmes dates, le nombre des femmes occupées ne s'est accru que de 8%.

1. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, Berlin, 1930, p. 23.

2. Cf. Clara Meinek dans le *Jahrbuch der Frauenarbeit*, 1932, p. 69.

3. Ces chiffres proviennent du supplément statistique de la thèse de Kaiser, *op. cit.*

4. Cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1934, N° 14, p. 436.

Dans ces conditions, le pourcentage des femmes occupées par rapport à la population active totale a diminué, au cours des années 1933 et 1934, de 37,2 % à 32,6 %¹. C'est en grande partie l'effet de la politique du gouvernement actuel en matière de travail féminin. Elle consiste dans la substitution aussi large que possible du travail masculin au travail féminin, et dans le retour de la femme au foyer familial. Cette politique s'est poursuivie par des mesures appropriées, telles que l'encouragement des mariages par l'octroi de « prêts de mariage » (Ehestandsdarlehen), l'allègement des impôts pour favoriser l'occupation des femmes à des travaux domestiques, etc.

Il est intéressant de rechercher les causes qui ont déterminé l'augmentation de l'emploi féminin, depuis la guerre à 1930. Elles sont à la fois d'ordre démographique, économique, technique et social.

A. *Causes démographiques.* — Avant la guerre, particulièrement parmi les personnes en âge de se marier, régnait un équilibre presque parfait entre l'importance relative des deux sexes. Cet équilibre fut rompu par la guerre mondiale. Par suite des ravages qu'elle a causé dans la population mâle adulte, elle a déterminé une augmentation proportionnelle de la population féminine adulte. Il en est résulté ainsi une « monstrueuse structure de la population par sexe »², un excédent de femmes (Frauenüberschuss) qui se présente comme suit :

Rapport entre la population masculine et féminine :³

				1910	1925	
A 1.000 hommes de	25 à 30 ans	correspon-	daient	1.002	1.151	femmes
—	30 à 35	—	—	1.001	1.260	—
—	35 à 40	—	—	1.003	1.180	—
—	40 à 45	—	—	1.022	1.108	—
—	45 à 50	—	—	1.045	1.068	—

1. *Die Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1934-35, N° 4, p. 399.

2. Liebmann Hersch dans son rapport « Les principaux effets démographiques des Guerres modernes » présenté au Congrès de la population tenu à Rome du 7 au 10 septembre 1931, Cf. *Atti del Congresso Internazionale per gli Studi sulla popolazione*, volume VII, Roma, 1934, p. 628.

3. *Wirtschaft und Statistik*, 1928, N° 4, p. 119.

Cet excédent de femmes a contribué au changement de la situation de la femme dans la vie économique et sociale de l'Allemagne d'après-guerre. En ce qui nous concerne, ce fait paraît avoir exercé une influence considérable sur le volume de l'offre du travail féminin. Il est en effet naturel que, plus le nombre des femmes en âge de se marier dépasse celui des hommes au même âge, plus les probabilités et les possibilités de mariage se restreignent pour la femme. Aussi, une grande partie de ces femmes qui, momentanément ou définitivement, n'ont pas de perspective de mariage se pressent sur le marché du travail pour s'assurer une subsistance ou simplement une occupation. C'est pour cela que l'activité féminine a présenté la plus forte augmentation justement dans les groupes d'âge dans lesquels le déséquilibre causé par la guerre a été le plus grave : parmi les femmes célibataires de 30 à 40 ans, 70,3 % seulement étaient occupées en 1907 ; ce pourcentage est de 80,3 en 1925 ¹.

B. *Causes économiques.* — A côté du facteur démographique, la situation économique créée par la guerre et l'inflation monétaire a astreint un grand nombre de femmes au travail lucratif. Tout d'abord, la guerre, en privant l'industrie et le commerce d'une grande partie de leurs ouvriers et employés, fit du travail féminin une nécessité pressante ². En outre, pendant cette période, la femme était obligée de remplacer au travail le père de famille pour l'entretien des siens. Ainsi, tandis qu'en 1914, le nombre des femmes actives révélé par les statistiques des Caisses de maladie ne représentait qu'à peine un tiers de l'ensemble des personnes actives, il s'élevait, en 1918, à la moitié ³.

C'est surtout pendant la guerre que la femme a commencé à s'occuper dans des branches de production considérées jusqu'alors comme le monopole du sexe masculin, telles

1. *Wirtschaft und Statistik*, 1929, N° 6, p. 275.

2. Cf. M.E. Lueders, « Die Entwicklung der gewerblichen Frauenarbeit im Kriege », dans les *Schmollers Jahrbücher*, 1920, t. XXXXIV, N°s 1 et 2. Voir aussi, *Soziale Praxis*, 1934, N° 31, « Frauenarbeit im Kriege ».

3. Cf. « Die Industriegewirtschaft », *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, Sonderheft, N° 31, Berlin, 1933, p. 22.

que les mines de houille et de fer, les industries métallurgiques et autres¹.

Après la guerre, l'anéantissement des revenus, surtout pour les classes moyennes, dû à la dépréciation monétaire, le niveau peu élevé des salaires, durant l'inflation et les premières années après la stabilisation, et enfin les exigences de la vie moderne en vue d'un niveau de vie plus élevé, sont venus renforcer, au lieu de ralentir, l'afflux des femmes sur le marché du travail.

C. *Causes techniques.* — Le développement de la technique de la production par une mécanisation et une automatisation de plus en plus avancées, en décomposant et en simplifiant les tâches particulières, a permis l'emploi dans l'industrie des forces de travail physiquement plus faibles et moins qualifiées, comme celles des femmes².

Particulièrement, en Allemagne, les différentes mesures de rationalisation prises depuis 1924 ont eu pour effet d'élargir considérablement les débouchés pour la main-d'œuvre féminine et ont ainsi contribué à l'augmentation de l'emploi féminin³.

D. *Causes psychologiques et sociales.* — Cette catégorie de causes n'a pas été de moindre importance pour l'augmentation de l'occupation féminine. Nous faisons allusion à ce désir d'indépendance économique et sociale et d'égalité des droits qui anime les générations féminines d'après-guerre. C'est pourquoi, après la fin de la guerre, bien que souvent la femme ne fût plus obligée de travailler, elle ne quittait pourtant pas son emploi dans le désir de garder ainsi l'indépendance économique acquise. Ce désir d'indépendance de la femme a été d'ailleurs soutenu par les courants d'opinions politiques et sociales créés par la Révolution de 1918.

1. Cf. Hilde Obermeier Schoch, « Die Frauenarbeit in der Metallindustrie » dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1933, N° 4, p. II, 53.

2. Cf. Werner Sombart, *Der Moderne Kapitalismus*, Partie III, t. I, München, 1928, pp. 454 et suiv. Sur l'industrialisation facteur d'accroissement du travail féminin, consulter aussi Hélène Kaiser, *op. cit.*, pp. 23 et suiv.

3. Isa Strasser, *op. cit.*, pp. 6 et suiv.

§ 3

Déplacements**entre les différents groupes de la population
au point de vue de l'activité économique**

En dehors des facteurs démographiques qui ont entraîné l'élévation du « pourcentage d'activité économique », il faut signaler aussi certains déplacements qui ont eu lieu entre les couches sociales par suite de la guerre, et plus encore de l'inflation. A la suite de l'anéantissement des revenus et de l'épargne, dû à l'inflation monétaire, un certain nombre de personnes appartenant auparavant au groupe des rentiers ou groupe inactif, — membres vivant à la charge d'un chef de famille, rentiers, bénéficiaires de pensions — ont dû passer au groupe des actifs.

Il semble d'ailleurs que ce mouvement du passage du groupe inactif au groupe actif se soit poursuivi longtemps encore après la stabilisation monétaire. Aussi, l'Office fédéral de Placement et d'Assurance-chômage a pu établir, qu'entre 1925 et 1930, le nombre des personnes actives (personnes effectivement actives d'après la statistique des Caisses de maladie et chômeurs ensemble) s'est accru dans des proportions plus fortes que l'on aurait pu s'y attendre, d'après la croissance naturelle de la population¹. Cet accroissement doit être justement attribué en partie à l'augmentation du travail féminin, et en partie à ce nouvel apport de personnes inactives affluant vers les groupes de personnes actives.

Enfin, une autre catégorie de personnes est venue gonfler l'offre sur le marché du travail, au lendemain de l'armistice. Nous faisons allusion aux personnes qui appartenaient, avant la guerre, à l'armée permanente et à la marine nationale et à celles qui étaient occupées dans les exploitations travaillant pour le ravitaillement de cette armée. Ces deux catégories de personnes ont été évaluées pour

1. Cf. Syrup, *Probleme des Arbeitsmarktes und der Arbeitslosenversicherung* (Kölner Industriehefte, N° 18), Köln, 1930, p. 9.

l'année 1913 à 937.551 unités¹ et elles ont afflué sur le marché du travail après l'armistice.

Nous avons étudié dans cette section le mouvement de l'offre sur le marché du travail et les facteurs qui ont déterminé ce mouvement depuis la guerre. La forte augmentation — tant en chiffres absolus qu'en pourcentages — de l'offre du travail, qui s'est manifestée au cours de la période envisagée, a amené un certain encombrement du marché du travail, et a imposé à l'économie allemande une lourde charge pour l'absorption de cette offre. Cette augmentation doit donc être considérée à juste titre comme une des causes du chômage structurel de cette période. Mais elle n'en est pas la cause unique. En effet, le problème du chômage n'est point résolu par la constatation de ce surcroît d'offre du travail. Il faut encore examiner les facteurs qui ont empêché l'économie d'absorber cet excédent de l'offre par une augmentation analogue de la demande de travail. Au contraire, comme nous allons le voir, l'organisme économique non seulement n'a pu augmenter sa demande à la même cadence que l'accroissement de l'offre, mais il l'a restreinte. Les deux principaux facteurs de cette diminution de la demande sont, d'après nous, d'une part l'accroissement du rendement individuel obtenu par la rationalisation du processus de la production et de la distribution des biens, et d'autre part l'insuffisante formation de capitaux qui a paralysé l'activité économique. C'est de ces deux facteurs qu'il sera question dans la prochaine section.

1. *Die Lage der Arbeitsmarktes in Deutschland*, Denkschrift des Reichsamtes für Arbeitsvermittlung, dans le *Reichsarbeitsblatt*, 1920, N° 1.

SECTION B

Facteurs agissant sur la demande du travail

CHAPITRE PREMIER

RATIONALISATION ET CHOMAGE ¹

Bien que couramment employé, le terme de rationalisation n'est pas toujours facile à préciser et à définir. Il est utilisé, selon les circonstances, pour désigner les catégories de mesures les plus variées. Dans cette étude, ce mot est

1. Cf. Otto von Zwiedineck-Suedenhorst, *Beiträge zur Erklärung der strukturellen Arbeitslosigkeit*, Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, Ergänzungsheft, N° 1, Berlin, 1927, pp. 35 et suiv. — H. Hinnentahl, *Die Deutsche Rationalisierungsbewegung und das Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit* (Publications du Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit, N° 4), Berlin, 1927. — *Die Bedeutung der Rationalisierung für das Deutsche Wirtschaftsleben*, Collection d'études publiée par la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Berlin, Berlin, 1928. — Erich Wedekind, *Die Rationalisierung im Ruhrbergbau und ihre ökonomischen und sozialen Auswirkungen*, thèse Köln, 1930 (part. pp. 55-68). — Adolf Scheffbuch, *Der Einfluss der Rationalisierung auf den Arbeitslohn (Arbeitsmarkt)*, Stuttgart, 1931. — *Die 40-Stunden-Woche*, Untersuchungen über Arbeitsmarkt, Arbeitsertrag und Arbeitszeit, publié à la demande de l'Union Générale des Syndicats allemands, sous la direction de Théodor Leipart, Berlin, 1931. — Anton Reithinger, *Stand und Ursachen der Arbeitslosigkeit in Deutschland*, Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, Sonderheft 29, Berlin, 1932 (part. pp. 16-20). — Manuel Saitzew, « Industrialisierung und Arbeitslosigkeit » dans, *Deutschland und die Weltkrise*, Verhandlungen des Vereins für Sozialpolitik, lors de sa session du 28 et 29 septembre 1932 tenue à Dresde (Schriften des Vereins für Sozialpolitik, t. CLXXXVII, München, 1932). — *Die Rationalisierung in der Metallindustrie*, Zusammenge stellt und bearbeitet nach Erhebungen des Vorstandes des Deutschen Metallarbeiter Verbandes, Berlin, 1933.

entendu dans le sens le plus large. Ainsi, nous entendons par rationalisation l'ensemble des diverses mesures qui ont pour but d'économiser des forces de travail par des transformations techniques et économiques dans le processus de la production et de la distribution des biens. Entendue dans ce sens large, la rationalisation a un « sens collectif »¹; elle embrasse toute mesure tendant à une meilleure utilisation de la force, de la matière, du temps et de l'espace, ces quatre éléments fondamentaux de la vie économique considérée du point de vue technique, de même que toute mesure ayant pour effet une combinaison plus avantageuse de ces quatre éléments, mesures qui, toutes, ont pour but une augmentation de la productivité du travail.

La rationalisation, ainsi définie, ne présente par sa nature même rien de nouveau². Elle n'est aucunement une création spécifique de notre temps. Elle ne représente en somme qu'une application modernisée, généralisée et systématique de ce vieux principe fondamental en économie politique³, qui veut que l'on s'efforce d'obtenir le plus de profit économique possible avec un minimum d'énergie, morte ou vivante⁴.

Nous allons maintenant passer en revue les diverses catégories de mesures que nous entendons englober sous le terme de rationalisation et qui ont été appliquées en Allemagne depuis la stabilisation.

Parmi ces diverses mesures, on peut faire une première distinction entre « rationalisation négative » et « rationalisation positive ».

La rationalisation négative consiste en l'élimination de certaines entreprises, celles dont les prix de revient

1. Otto von Zwiedineck-Suedenhorst, *op. cit.*, pp. 55 et suiv.

2. Un industriel anglais faisait remarquer à la Conférence économique internationale de 1927 que la rationalisation ne lui apparaissait guère comme une innovation et qu'il lui semblait que depuis toujours les chefs d'entreprises animés par le désir de développer leurs affaires, ou par le souci de les maintenir contre leurs concurrents avaient pris des mesures analogues à celles que nous voyons appliquer depuis la guerre, pour augmenter le rendement, réduire les prix de revient, élargir le marché et accroître les profits; cité par Henri Fuss, « Rationalisation et chômage », dans la *Revue Internationale du Travail*, 1928, t. XVII, N° 6, p. 851.

3. En termes classiques on aurait pu dire « le principe hedonnistique ».

4. Cf. Rudolf Kobatsch, *Wirtschaftlichkeitslehre*, Wien, 1928, p. 2.

sont les plus élevés, et dans les restrictions auxquelles on procède dans certaines autres, dans le but de diminuer les frais d'exploitation d'une branche. Il semble que dans l'industrie charbonnière allemande on ait eu recours sur une grande échelle, à cette sorte de rationalisation, en fermant un certain nombre de puits, les moins productifs¹.

Mais à côté de la rationalisation négative, la rationalisation positive, la plus habituelle, embrasse toutes les mesures propres à assainir la mauvaise situation des différentes branches de l'activité économique par le relèvement du rendement des entreprises particulières. Ces mesures s'étendent d'ailleurs en partie au domaine technique, et en partie au domaine économique.

La principale forme de la rationalisation technique est le progrès technique et particulièrement la mécanisation et le développement du machinisme. A côté des perfectionnements techniques dans la production et la distribution des biens, ce que l'on appelle la « normalisation », soit du produit de la fabrication, soit des moyens de production, appartient aussi au domaine de la rationalisation technique.

Enfin, parmi les mesures de rationalisation économique nous pouvons distinguer les catégories suivantes :

a) la rationalisation du travail humain ou « organisation scientifique du travail », qui consiste à augmenter le rendement du travail par une meilleure division des tâches, par une exploitation plus rationnelle de la force de travail et par une amélioration de son rythme en vue d'éviter toute perte de temps ;

b) la rationalisation de l'organisation économique et administrative des entreprises (organisatorische Rationalisierung), qui vise à une meilleure adaptation aux besoins du marché et à l'organisation interne des entreprises ;

c) la rationalisation des branches industrielles prises dans leur ensemble par la concentration et la fusion d'entreprises, afin d'augmenter la productivité du travail dans chacune d'elles.

1. C'est surtout ce qui a eu lieu durant la première période de la rationalisation, de 1924 à 1926. Cf. Wedekind, *op. cit.*, pp. 15-16 et Kurt Mendelsohn, « Arbeitsproduktivität und Produktionssteigerung », dans *Die 40-Stunden-Woche*, *op. cit.*, p. 35.

Ce sont les mesures appartenant à toutes les catégories énumérées qui constituent dans leur senssemble ce que l'on a appelé « la vague de rationalisation allemande d'après-guerre ».

Nous signalons à l'instant que, sous ses multiples formes, la rationalisation allemande ne doit pas être considérée comme un phénomène nouveau. En effet, les progrès techniques et les efforts de toutes sortes faits en vue d'améliorer les conditions du rendement des entreprises et la productivité du travail se confondent avec l'histoire du développement économique sous le régime capitaliste¹. Mais entre ce progrès continu dans les conditions économiques et l'ensemble des mesures prises en Allemagne, à partir de 1924, il existe des différences marquées, dont les principales sont les suivantes :

1° Au cours du XIX^e siècle, les améliorations techniques s'accomplissaient en suivant une évolution naturelle ; elles étaient la résultante de conditions proprement économiques et n'étaient presque pas influencées par d'autres considérations que celles tenant à l'application du strict principe d'activité économique. Au contraire, les mesures de rationalisation prises en Allemagne depuis 1924 ont été dictées en grande partie par un état de nécessité impérieuse, à savoir : les conditions anormales que la guerre et l'inflation avaient créées. Ainsi, sous la pression des circonstances, la façon dont la rationalisation a été conçue et appliquée a manifestement changé. Cette dernière ne se présente plus comme une affaire privée des entrepreneurs particuliers, comme c'était le cas avant la guerre, mais comme une recherche scientifique exacte et une action de la collectivité, d'après un plan concerté ; en sortant du cadre de l'entreprise, elle touche à l'organisation de l'industrie, voire même à l'organisation de l'économie tout entière².

2° En second lieu, par suite des conditions précédemment notées, la rationalisation ne s'est plus limitée, depuis la

1. Ainsi Otto von Zwiedineck-Suedenhorst appelle la rationalisation une « catégorie éternelle », *op. cit.*, p. 52.

2. C'est en Allemagne que les idées de rationalisation semblent avoir eu le plus d'application dans ce sens, cf. Hinnenthal, *op. cit.*, p. 7.

guerre, à une seule industrie ou même un seul groupe industriel. Elle s'est installée simultanément dans toutes les industries et dans tous les compartiments de la vie économique ¹.

3^o En troisième lieu, depuis 1924, la rationalisation n'a pas été appliquée petit à petit, comme c'était le cas antérieurement ; elle a été au contraire brusque et rapide. Dans le court espace de quelques années, des transformations techniques et économiques de grande envergure ont profondément modifié, en l'améliorant, le mécanisme de la production allemande.

En somme, la différence entre la vague de rationalisation de l'après-guerre et les mesures analogues d'avant-guerre n'est pas qualitative mais quantitative ; elle consiste en ce que les mesures de rationalisation ont pris, depuis 1924, une ampleur extraordinaire ². En présence de l'allure et de l'ampleur exceptionnelles que les mesures de rationalisation de l'appareil productif ont pris depuis 1924, la question se pose de savoir quels sont les facteurs qui les ont provoquées et qui leur ont imprimé cette importance extraordinaire.

§ 1

Facteurs ayant provoqué et activé le mouvement de rationalisation des années 1924-1930

Au lendemain de la stabilisation monétaire, un ensemble de facteurs ont poussé l'économie allemande vers la rationalisation. Les principaux de ces facteurs peuvent être classés de la façon suivante :

1^o En premier lieu, la rationalisation des années 1924-1929 fut en grande partie pour l'organisme économique allemand une mesure de nécessité. En effet, pendant la guerre, les conditions anormales d'isolement et d'« économie fermée » provoquèrent une transformation fondamentale

1. H. B. Buttler, *Les problèmes du chômage aux Etats-Unis*, B. I. T. Etudes et Documents, série C, N° 17, Genève, 1931, p. 60.

2. C'est ce qui faisait dire à Bauer (*Kapitalismus und Sozialismus nach dem Krieg*, Wien, 1931, t. I, p. 9) que le mouvement de rationalisation d'après-guerre se présente comme une véritable révolution économique.

de l'économie. Le progrès technique a été exclusivement orienté vers les exigences de cette « situation exceptionnelle », à savoir : la Défense Nationale. La production nationale devait ainsi parvenir à satisfaire à elle seule au ravitaillement de l'armée en denrées et munitions sans qu'elle puisse avoir recours, à quelques rares exceptions près, aux importations des pays étrangers. Certes, cette sorte d'activité économique n'était pas rationnelle et ne correspondait nullement à des principes économiques sains.

Sous l'influence de ces facteurs, et en outre, par suite de la sous-alimentation des ouvriers et du manque d'ouvriers qualifiés, la productivité par tête de travailleur a considérablement diminué, au cours des années de guerre¹. Aussi, en 1918, la production n'atteignait qu'à peine 55 à 60 % de son volume de 1913².

L'économie allemande s'étant trouvée dans une telle situation, à la fin de la période des hostilités, sa réadaptation aux conditions normales de la paix et à la reprise des relations internationales devait nécessairement avoir lieu au lendemain de l'armistice. Mais cette réadaptation fut retardée de six ans par la longue période de l'inflation qui suivit la période de la guerre.

Pendant l'inflation, et sauf quelques exceptions insignifiantes, il ne put être question d'améliorations techniques dans le domaine de la production et de la circulation des marchandises. Dans cette ambiance de spéculation et de bénéfices faciles qui caractérise cette période, le soin indispensable de réorganisation des entreprises a été par trop négligé. Au lieu d'une réorganisation, la prospérité apparente de l'inflation a incité à un élargissement démesuré

1. L'Institut de la Conjoncture estime cette diminution du rendement, entre 1914 et 1918, à 20 % pour l'ensemble de l'industrie. Cf. Rolf Wagenfuehr, « Die Industriegewirtschaft. Entwicklungstendenzen der Deutschen und internationalen Industrieproduktion, 1860 bis 1932 », *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, Sonderheft, N° 31, Berlin, 1931, p. 8.

2. A côté de cette diminution quantitative, il faudrait signaler l'empirement de la qualité des produits par suite de la substitution des « succédanés » aux produits originaux pendant la guerre ; cf. Gaston Raphael, *L'industrie allemande, sa récente évolution*. Paris, 1928, p. 28.

et en partie malsain de l'appareil de la production¹. Ainsi, au lendemain de l'inflation, l'Allemagne disposait bien d'un outillage industriel vaste², mais défectueux et peu productif. Ce qui caractérise l'économie allemande au début de l'année 1924, c'est un niveau de productivité très bas et des coûts de production élevés³.

Dans ces conditions, l'industrie se voyait exposée, en 1924, sur les marchés internationaux, à une concurrence sans précédent. Parmi les pays étrangers, les pays neutres avaient déjà, pendant les hostilités, par l'application de divers procédés, élevé énormément le niveau du rendement dans leur production. La guerre terminée, les pays belligérants s'engagèrent aussi dans la même voie. L'Allemagne suivit ce mouvement avec six années de retard en raison des influences artificiellement favorables de l'inflation et des facilités d'exportation que créait à l'industrie la dépréciation incessante de la monnaie nationale⁴.

Par conséquent, l'industrie allemande aurait-elle voulu, en 1924, revendiquer la place qu'elle possédait avant la guerre dans l'économie mondiale, elle devait à tout prix créer des conditions lui permettant de soutenir l'âpre concurrence à laquelle elle était exposée sur les marchés internationaux⁵, voire même sur le marché national.

Il ressort clairement de toutes ces observations que pour l'industrie allemande, la diminution des prix de revient

1. Intensifier la production sans rationaliser en même temps, telle fut la règle suivie pendant cette période, ce qui la distingue encore de celle qui s'ouvre avec la stabilisation monétaire. Cf. Constantino Bresciani-Turroni, *Le vicende del marco tedesco*, Milano, 1931.

2. Cet avis a été exprimé dans le rapport du Comité Dawes, *Documents relatifs à l'application du Plan des Experts*, Paris, 1926, p. 34. Voir aussi Dawes, *Sachverständigen Gutachten*, Frankfurt, 1924, p. 22.

3. Cf. M. J. Bonn, « Technische oder finanzielle Rationalisierung ? », dans la *Magazin der Wirtschaft*, 1926, N° 11, p. 321.

4. Pour l'industrie allemande, il s'agissait en 1924, « de rattraper tous les progrès qu'elle avait laissé passer, au cours des dix années précédentes », Otto von Zwiedineck-Suedenhorst, *op. cit.*, p. 57.

5. On se rend compte de l'importance des débouchés étrangers pour l'industrie des moyens de productions allemande si l'on réfléchit que, lors du recensement de 1925, 3/5 des personnes actives dans l'industrie et les manufactures et 3/4 des CV-vapeur utilisés pour la propulsion des machines étaient utilisés pour la fabrication des moyens de production.

se présentait alors comme une nécessité primordiale, une condition de vie¹.

C'est l'ensemble de ces circonstances qui amenèrent la première forte poussée de la rationalisation laquelle, favorisée par d'autres facteurs, devait embrasser l'ensemble de l'organisme économique allemand². Ce sont ces divers facteurs que nous allons maintenant passer en revue.

2° La politique des syndicats ouvriers en matière de salaires³, que nous avons exposée plus haut, fut aussi un des facteurs qui poussèrent les entrepreneurs vers la rationalisation. Ces derniers, qui étaient obligés de réduire à tout prix leurs prix de revient, ne pouvaient pas espérer une diminution des salaires, principal élément des coûts de production, ou tout au moins leur maintien à un niveau peu élevé. Les taux des salaires, étant déterminés au contraire d'une façon « quasi monopolisée », s'élevaient, comme le Président Hoover⁴ le remarquait, en 1929, à des niveaux très élevés par rapport à d'autres pays et cela malgré la détresse économique de l'Allemagne d'après-guerre. En effet, comme il ressort de la statistique officielle des salaires, publiée dans la *Wirtschaft und Statistik*, les salaires réels avaient atteint en 1929, et même largement dépassé, pour la plupart des catégories de travailleurs, leur niveau d'avant-guerre.

Ce mouvement des salaires ne laissant aux entrepreneurs qu'une faible marge pour la formation de leur prix de

1. Ce fait a été généralement reconnu en Allemagne : cf. Reichskreditgesellschaft, *Deutschlands wirtschaftliche Lage an der Jahreswende*, 1926-27, Berlin, 1927, p. 1. — Deutsche Bank, *Geschäftsbericht*, N° 56, Berlin, 1925, p. 17. — Fr. Spliedt, « Wirtschaftskrise und Arbeitslosigkeit », dans *Die Arbeit*, 1926, N° 1, p. 26. Au point de vue des exportations, la situation était particulièrement difficile pour les plus importantes des grandes industries d'exportation ; ainsi en était-il pour l'industrie houillère : Erich Wedekind, *op. cit.*, p. 3.

2. Cf. Carl Matthes, *Die Rationalisierung der Wirtschaftsprozesse*, Zürich, 1932, p. 41 et suiv. Ces conditions, d'ailleurs, étaient entièrement différentes de celles qui ont provoqué le mouvement de rationalisation de l'économie américaine. C'est pourquoi la copie des méthodes de rationalisation américaines par les industriels allemands pouvait aboutir, et a en partie abouti à des erreurs et à de vains résultats.

3. Cf. *supra*, p. 145 et suiv.

4. Dans son « Lohnvergleich », voir le journal *Handel und Industrie*, 1929, N° 1930.

revient, les conduisit forcément à la substitution aussi large que possible du travail mécanique au travail humain et à l'application de toutes sortes de mesures économisant ce dernier ¹.

3° A côté des salaires, la lourdeur écrasante des impôts et des charges sociales, qui pesaient sur les entreprises, pendant les premières années qui suivirent la stabilisation monétaire, poussa les chefs d'entreprise vers la rationalisation de leurs établissements.

En ce qui concerne les impôts, on peut se rendre compte de leur augmentation, entre 1913-1914 et 1925-1926, si l'on se rappelle qu'entre ces deux dates les recettes du Reich s'accrurent de 6.060 millions de reichsmarks ². En outre, si l'on compare, dans ces deux périodes, l'imposition du revenu social global, on obtient le pourcentage suivant : en 1913-1914 l'imposition rapporté au revenu social — évalué alors par Helfferich à 40 milliards de reichsmarks — représentait 10% de ce dernier ; au contraire, en 1925 ³ elle s'élevait à 20%. De ces chiffres ressort l'importance des charges fiscales que l'industrie devait supporter après la stabilisation, par rapport à l'avant-guerre ⁴.

Pour ce qui est des charges sociales des entreprises, elles ont augmenté encore plus rapidement que les impôts. Elles s'élevaient respectivement à ⁵:

1. La pression exercée sur les entrepreneurs par la hausse continue des salaires fut d'autant plus gravement ressentie par eux qu'ils ne pouvaient pas compenser l'augmentation de cet élément des prix de revient par une hausse correspondante de leurs prix de vente, en rejetant sur les consommateurs la hausse des salaires.

2. Dans cet accroissement, 2.950 millions de reichsmarks provenaient de l'augmentation du taux des anciens impôts et 3.110 millions de reichsmarks des impôts nouveaux ; cf. Max. Sering, *Deutschland unter dem Dawes-Plan*, Berlin, 1928, p. 156.

3. Le revenu social a été évalué pour cette année à 50,55 milliards de reichsmarks : évaluation de l'Institut de la Conjoncture de Berlin, *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1926, N° 1, p. 39.

4. De même, d'après une enquête menée par le Reichsverband de l'industrie allemande, on a pu établir que la plupart des impôts furent doublés ou même triplés, entre 1913 et 1925. Cf. *Veröffentlichungen des Reichsverbandes der deutschen Industrie*, N° 36, *Die Steuerbelastung der Deutschen Industrie*, 1913 und 1925, publié sous la direction de O. Tetzlaff, Berlin, 1927, pp. 45 et suiv.

5. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1927, p. 427 et 1929, p. 375 ; voir aussi *Wirtschaft und Statistik*, 1928, N° 8.

1.295,7 millions de reichsmarks en	1913
1.936,6 millions de reichsmarks en	1924
2.550,5 millions de reichsmarks en	1925
2.937,8 millions de reichsmarks en	1926
et à 4.200,6 millions de reichsmarks en	1927

4° Nous nous sommes occupé jusqu'à présent des facteurs qui poussèrent à la rationalisation. Mais, pour pouvoir être appliquée, cette rationalisation exigeait nécessairement des sommes considérables¹. Notamment, toutes les mesures de rationalisation qui ont pour but de remplacer la main-d'œuvre par la machine nécessitent l'immobilisation d'énormes capitaux, car elles se résument en définitive à la substitution d'un des facteurs de la production, du capital, à un autre, le travail. Mais il est remarquable que depuis la stabilisation l'économie a souffert d'une forte pénurie de capitaux. Dans ces conditions, l'économie allemande, livrée à elle-même, n'aurait pu en aucune façon mener à terme ce grand programme d'organisation rationnelle et de perfectionnement technique de son appareil productif². L'aide que lui ont apporté les capitaux étrangers a été à cet égard remarquable et décisive. Le montant des importations nettes de capitaux en Allemagne, de 1923 à 1929, a été évalué à 4.130 millions de dollars au total³. Pour leur majeure partie, ces capitaux ont été investis dans les industries des moyens de production, servant ainsi à l'élargissement, à des innovations et à des perfectionnements techniques dans ces industries.

Nous avons insisté sur les facteurs qui entraînèrent le mouvement de rationalisation d'après-guerre et qui en même temps l'accéléchèrent et l'amplifièrent. C'est volontairement que nous nous sommes étendu longuement sur ce sujet. Car, la connaissance de ces facteurs permet d'expliquer facilement pourquoi la rationalisation allemande

1. Cf. Saitzew, *op. cit.*, p. 20.

2. Cf. Otto von Zwiédineck-Suedenhorst, *op. cit.*, p. 57.

3. S.D.N. *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*, Rapport à l'Assemblée de la S.D.N. préparé par le Professeur Ohlin de l'Université de Stockholm, Genève, 1933, p. 34.

s'est développée à une allure si brusque et si rapide. Et c'est justement la cadence rapide à laquelle les mesures de rationalisation furent appliquées, depuis 1924, et leur ampleur qui nous font croire qu'une part du chômage structurel allemand doit être imputée à ce facteur.

Dans les pages suivantes, nous allons examiner comment le rapport entre rationalisation et chômage se présente en Allemagne durant la période envisagée. Sur ce point, les considérations d'ordre théorique seront suivies par des données fournies par les statistiques.

§ 2

Le rapport entre rationalisation et chômage

La question du rapport existant entre les progrès techniques et l'occupation ouvrière fait, depuis longtemps déjà, l'objet d'une discussion d'école. Il nous suffira donc sur ce point de quelques observations d'ordre général.

Quand on parle des effets des progrès techniques sur le degré de l'emploi, il faut distinguer entre conséquences immédiates et conséquences lointaines.

On peut affirmer que la rationalisation ne peut pas être à la longue un facteur générateur de chômage. C'est parce que, en augmentant le volume total des biens qui se trouvent à la disposition de la population, la rationalisation accroît en même temps le pouvoir d'achat global des consommateurs. L'extension de la demande qui en résulte nécessairement entraîne un élargissement de la production prise dans son ensemble et en dernière analyse une augmentation analogue des possibilités d'emploi. L'histoire économique du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle prouve d'une façon indiscutable la vérité de cette règle. Chaque perfectionnement dans la technique industrielle se traduisait, quelques temps après, par une augmentation de la demande de main-d'œuvre, si bien que l'organisme économique pouvait toujours réabsorber la main-d'œuvre libérée momentanément par l'introduction des machines.

Mais, il est d'autre part indéniable que l'effet immédiat

des mesures de rationalisation a été souvent la diminution des effectifs des entreprises ou des branches industrielles rationalisées. Il se produisait ainsi, pendant certaines périodes, un certain chômage temporaire.

A ce sujet, le tout est de savoir quel volume atteindra le chômage produit par la rationalisation d'une période déterminée, et de quelle durée il sera. A cette question il est d'ailleurs impossible de donner, *a priori*, une réponse générale. Car il serait manifestement impossible de prévoir d'avance que telle ou telle mesure de rationalisation provoquera par elle-même tant de chômage¹. Dans ce domaine, on ne peut pas formuler une règle générale. En effet, les conséquences de la rationalisation sur l'occupation dépendront dans chaque cas d'un ensemble de facteurs, comme par exemple, des conditions du milieu économique dans lequel la rationalisation a été appliquée, de l'ampleur et de l'allure qu'a pris le mouvement de rationalisation, des conditions économiques de la période postérieure à ce dernier, etc.

Nous allons examiner maintenant comment tous ces facteurs se présentent, depuis 1924, en Allemagne.

I. — On peut tout d'abord adresser une objection de principe à la rationalisation allemande des années 1924-1929. C'est que dans l'application des mesures particulières, la voie suivie ne fut pas toujours la plus **rationnelle**. On a souvent appliqué ces mesures en ne se plaçant qu'au point de vue technique et en négligeant le point de vue économique. C'est ce dernier, cependant, qui devrait être considéré comme le principal et décisif en matière de rationalisation². Eblouis par ce qu'on a appelé « le miracle économique américain », les industriels allemands ont rationalisé à outrance, en imitant fidèlement le modèle américain et sans tenir compte de ce fait simple que les

1. Hero Moeller, « Rationalisierung und Arbeitslosigkeit », dans le *Welt-wirtschaftliches Archiv*, 1931, t. XXXIV, N° 2, p. 397.

2. Cf. Albert Hesse, *Einführung in das wirtschaftliche und soziale Verständnis der Gegenwart*, Jena, 1932, p. 14. Voir aussi Adolf Weber, *Sozialpolitik*, München, 1931, p. 76.

conditions favorables de la rationalisation américaine — taux de l'intérêt, salaires, etc. — ne se trouvaient pas réunies en Allemagne. En définitive, la production allemande ainsi rationalisée n'a pas pu prendre l'extension qui lui serait cependant indispensable pour pouvoir résorber le chômage produit par les mesures particulières. On a pu ainsi parler dans plusieurs cas d'une « rationalisation irrationnelle ».

II. — Le développement et le perfectionnement technique excessif de certaines entreprises et branches industrielles exigeaient des immobilisations énormes de capitaux qui étaient de la sorte cristallisés dans les constructions, les machines, l'outillage, etc. Mais, étant donné la pénurie des capitaux dont l'Allemagne souffrait pendant toute la période considérée, l'immobilisation de capitaux importants dans certaines branches industrielles rendait la disette de capitaux plus sensible encore pour les autres. Dans ces conditions, la formation de nouveaux capitaux devait suffir non pas seulement au financement des mesures de rationalisation, mais aussi à une extension de l'appareil industriel, extension grâce à laquelle le chômage produit par la rationalisation aurait été de nouveau résorbé.

C'est justement cette disproportion entre les progrès techniques et la formation de capital qui caractérise les dernières années de l'histoire économique allemande et qui doit être considérée comme une cause du chômage.

III. — D'après l'argument classique de la « théorie de la compensation », la condition indispensable pour le réemploi des ouvriers débauchés par suite de mesures de rationalisation doit être une diminution des prix de vente des marchandises, correspondant à la réduction de leur prix de revient. Dans le cas où une telle diminution s'opère effectivement, elle correspond à une augmentation du pouvoir d'achat global de la population. L'augmentation de la demande qui s'ensuit nécessairement rend possible et provoque même le développement de la production. Il en résulte un accroissement du besoin des entreprises en main-d'œuvre, ce qui amène la résorption du chômage.

Si l'on examine la période 1925-1930 en Allemagne, on est surpris de constater que la rationalisation ne s'est nullement traduite par une diminution des prix de vente. Les prix de gros accusent bien, au cours de cette période, une tendance à la baisse. Mais ce qui intéresse la consommation, ce qui détermine la grandeur du pouvoir d'achat total, ce sont les prix de détail. Or, le nombre-indice du « coût de la vie » (1913-1914 = 100) accuse, depuis 1924 et jusqu'en 1929, un mouvement ascendant (sauf un léger fléchissement lors de la crise 1925-1926) ¹.

On peut donner deux raisons pour expliquer cette allure surprenante des prix de détail ². En premier lieu, la forte tendance au monopole des producteurs, en matière de fixation des prix, qui s'est manifesté au cours de la période considérée, a éliminé presque complètement la concurrence et a privé le marché des marchandises de son mécanisme naturel d'autorégularisation ³. Ces tendances des employeurs purent d'ailleurs se développer sans obstacle et furent même renforcées par la politique commerciale et douanière allemande de cette période ⁴.

En second lieu, si la rationalisation ne s'est pas traduite par une diminution des prix de vente, c'est qu'elle n'a même pas amené une diminution suffisante des prix de revient. En effet, le but que ces différentes mesures poursuivaient lors de leur application n'était pas seulement de diminuer les prix de revient, mais aussi et surtout de compenser l'augmentation des autres éléments de ces prix ⁵ : impôts, charges sociales, service des capitaux empruntés à l'étranger, etc. ⁶

1. Cf. *Wirtschaftskunde*, Berlin, 1933, pp. 270 et suiv. Depuis 1929 le nombre-indice des prix de détail a commencé à baisser, mais sa baisse n'a pas été, durant la crise 1929-1932, aussi importante que l'on pourrait s'y attendre.

2. Julius Hirsch, *Die Wirtschaftskrise*, Berlin, 1931, p. 20.

3. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1930-31, Partie A, N° 3, p. 40.

4. Cf. Ernst Lemmer, « Rationalisierung und Arbeitnehmerschaft », dans le *Wirtschaftsdienst*, 1927, N° 2, p. 46.

5. Cf. Alexander Mahr, *Hauptprobleme der Arbeitslosigkeit*, Wien, 1931, p. 32.

6. Albert Hesse, *Einführung in das wirtschaftliche und soziale Verständnis der Gegenwart*, Jena, 1932, p. 64. Bruno Rauecker, « Inwieweit beeinflusst die Rationalisierung die Arbeitslosigkeit ? », dans *Soziale Praxis*, 1930, N° 28, pp. 664 et suiv.

Les trois facteurs dont nous venons de parler sont, d'après nous, de nature à renforcer les effets défavorables de la rationalisation sur le marché du travail. Mais il faudrait y ajouter deux autres facteurs, qui, avant la guerre, contribuèrent en partie à atténuer les répercussions défavorables de la rationalisation sur l'occupation et qui font presque complètement défaut, depuis 1924.

IV. — Avant la guerre, l'accroissement presque constant des exportations des pays industriels permettait un développement continu de la production de ces pays. La possibilité presque indéfinie pour les pays capitalistes d'élargir leurs débouchés extérieurs faisait obstacle à la formation d'une « armée de réserve industrielle ».

Pour l'Allemagne, entre 1880 et 1913, le volume des exportations fut plus que triplé : il représentait en 1880 une valeur de 2.923 millions de reichsmarks pour passer en 1913, à 10.097 millions de reichsmarks. Par tête d'habitant, les transactions du commerce extérieur représentaient 129 reichsmarks en 1890 et 310 reichsmarks en 1913¹. Après la guerre, les exportations ont bien accusé un accroissement constant, entre 1925 et 1929², mais cet accroissement ne fut que passager et fut suivi, depuis 1929, d'une diminution énorme.

V. — Enfin, la diminution progressive de la durée journalière et hebdomadaire du travail, qui marque le dernier quart du XIX^e siècle et les premières années du XX^e siècle³, doit être considérée comme une des conditions qui avaient permis le réembauchage des travailleurs libérés à la suite des mesures de rationalisation. Ce facteur compensateur n'a pas joué pendant la période d'après-guerre, la durée du travail n'ayant presque pas varié depuis 1921.

Nous venons de donner les différentes raisons pour

1. *Wirtschaftskunde*, Berlin, 1933, p. 196.

2. Mais il ne faudrait pas oublier qu'en 1925 les exportations ne représentaient que 70 % de leur volume de 1913.

3. Il ne faudrait pas en effet perdre de vue que cette durée est passée de 14 et même de 16 heures à 10 et 8 heures par jour.

lesquelles nous croyons devoir attribuer à la rationalisation une part du chômage structurel d'après-guerre. Nous allons examiner maintenant les répercussions qu'elle a eues sur le rendement et l'emploi dans les différents compartiments de la vie économique.

§ 3

Répercussions de la rationalisation sur la productivité du travail et le nombre de travailleurs employés dans les différents domaines de l'activité économique

Si l'on veut rechercher l'effet que les différentes mesures de rationalisation ont eu sur le rendement de l'industrie et sur l'emploi des ouvriers, on se heurte à de grandes difficultés¹. On ne dispose en effet sur ce sujet que de données statistiques insuffisantes et fragmentaires. Ainsi, une statistique complète de la production faisant défaut², on en est réduit à des données isolées, fournies pour certaines branches industrielles.

La rationalisation dans l'industrie houillère de la Ruhr³. — C'est pour l'industrie houillère que la nécessité de la rationalisation du mode de production se présentait en 1924 d'une façon plus impérieuse. Cette industrie était en effet âprement concurrencée, tant sur le marché national, par le lignite, que sur les marchés étrangers, par la houille anglaise⁴.

Le mouvement de rationalisation a débuté dans la Ruhr en 1924 par la fermeture d'un grand nombre de puits.

1. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1933, N° 14 du 5 juillet, p. 63.

2. Cf. Kurt Mendelsohn, « Fünf Jahre Rationalisierung », dans *Die Arbeit*, 1930, N° 2, p. 118.

3. Cf. *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, München, 1932, t. II, pp. 8 et suiv. et 14 et suiv. L'importance de la production houillère de la Ruhr ressort du fait que, actuellement, 85 % de la production charbonnière allemande provient de ce district.

4. Comme on le sait, les charbonnages anglais étaient alors largement subventionnés par l'Etat.

Ainsi, 91 puits, avec un nombre total d'ouvriers de 58.000 personnes, furent fermés jusqu'à la fin de l'année 1927¹.

A côté de cette rationalisation négative, le travail mécanique s'est développé très rapidement et dans de fortes proportions. En 1913, on ne comptait que 14.112 machines d'extraction dans tout le district de la Ruhr ; leur nombre devint respectivement de 89.441 en 1925 et de 107.223 en 1927. Si l'on reporte à l'ensemble de la production les quantités de charbon extraites à l'aide de ces machines, on obtient les pourcentages de 2% en 1913 ; ce pourcentage passe à 48 en 1924, à 67 en 1925, à 83 en 1927, enfin à 90 en 1929².

La substitution de ces machines au travail manuel des mineurs, jointe aux autres mesures d'organisation rationnelle de l'exploitation des houillères, amenèrent un relèvement notable du rendement par tête d'ouvrier et par équipe. Ce rendement a passé de 857 kgr. en 1924, à 946 kgr. en 1925³, à 1.114 kgr. en 1926, à 1.132 kgr. en 1927, à 1.191 en 1928, à 1.271 kgr. en 1929, à 1.352 kgr. en 1930 et à 1.494 kgr. en 1931⁴. Ainsi, entre 1925 et 1929, on enregistre une augmentation du rendement de 43,9% par tête d'ouvrier, et, entre 1925 et 1931, une augmentation de 67,5%.

Quant au nombre des ouvriers occupés, il a diminué, entre 1924 et 1929, de 463.000 à 376.000. Au cours de la crise 1929-1932, les effectifs ont considérablement diminué. Mais cette diminution a été beaucoup plus importante que celle qui aurait résulté de la seule diminution du volume de la production. Ainsi le rendement par tête d'ouvrier s'est encore accru pendant la crise.

Les effets de la rationalisation dans l'industrie houillère de la Ruhr ressortent clairement des chiffres du tableau suivant :

1. Cf. Wedekind, *op. cit.*, pp. 16 et suiv.

2. Cf. *Jahresbericht des Bergbauvereins*, 1927 ; voir aussi les *Jahresberichte des Vereins für die Bergbauliche Interessen*, pour les années 1927 et suivantes, Essen.

3. Cette année fut atteint le rendement de 1913.

4. Pendant cette période, la durée de travail par équipe resta inchangée.

**Evolution de la productivité du travail
dans les mines de houille de la Ruhr**

	Rendement par tête d'ouvrier et par équipe		Nombre total d'ouvriers occupés	
	En kgr.	En % sur 1913	Chiffres absolus (en milliers)	En pourcentages sur 1913
1913	943	100,0	426	100,0
1924	857	90,9	463	109,6
1925	946	100,3	434	101,6
1926	1.114	118,1	384	90,4
1927	1.132	120,0	408	95,8
1928	1.191	126,3	382	89,7
1929	1.271	134,8	376	88,3
1930	1.352	143,4	334	78,4
1931	1.494	158,4	251	58,9

La rationalisation dans les industries métallurgiques. — D'après une enquête du Comité de direction des Ouvriers en métaux allemands¹, le nombre des ouvriers occupés dans les établissements embrassés par l'enquête a passé de 1.251.393 en 1927 à 846.003 en 1931, accusant ainsi une diminution de 405.390. Pour ce qui est des causes de ce recul de l'emploi, on a pu établir que, parmi les 405.390 ouvriers débauchés, entre 1927 et 1931, 144.979, soit 32,6% de l'ensemble, furent licenciés à la suite des mesures de rationalisation.

Quant à l'augmentation du volume de la production depuis 1924, elle est considérable au cours de toutes les étapes de la production sidérurgique : production du fer brut, aciéries et laminoirs, et cela malgré la diminution des effectifs que l'on peut observer entre 1924 et 1929 dans toutes les branches de cette industrie².

La rationalisation dans l'industrie mécanique. — Dans l'industrie des machines, il a été aussi procédé à une rationalisation énergétique, qui s'est étendue tant sur la technique de la production, que sur l'organisation interne

1. Cette enquête avait embrassé 1.700 établissements (occupant plus de cent ouvriers), appartenant aux différents compartiments de l'industrie métallurgique ; cf. *Die Rationalisierung in der Metallindustrie*, Zusammenge stellt und bearbeitet nach Erhebungen des Vorstandes des deutschen Metallarbeiter-Verbandes, Berlin, 1933.

2. *Ibid.*, pp. 33 et suiv.

des établissements. Le tableau suivant donne un aspect des effets de la rationalisation dans cette branche de l'industrie¹.

L'Industrie des machines allemande 1924-1930

	Quantité de production par tête d'ouvrier occupé (en tonnes)	Production totale en millions de tonnes	Nombre d'ouvriers occupés
1924	3,416	2.200	520.000
1925	4,218	2.900	554.000
1926	4,532	2.500	440.000
1927	5,013	3.400	522.000
1928	4,955	4.000	575.000
1929	5,920	4.200	556.000

Ce tableau présente tout d'abord une puissante augmentation du rendement par tête d'ouvrier, laquelle dépasse 49 %, entre les années 1924 et 1929. Par contre, le nombre des ouvriers occupés ne s'accroît, entre ces mêmes dates, que de 36.000 personnes, soit de 7 %.

La rationalisation dans les banques. — Dans les banques la rationalisation a été appliquée des deux façons : d'une part par l'introduction de machines à écrire et de machines à calculer économisant du personnel; et d'autre part par un mouvement de concentration.

L'effet de ces mesures sur le montant des opérations effectuées et le contingent du personnel dans les cinq plus grands établissements bancaires allemands², ressort du tableau ci-après³.

Activité et effectifs de 5 banques allemandes 1925-1929

Années	Opérations (chiffres relevés d'un côté du Grand-Livre) (en milliards RM.)	Personnel
1925	464,4	48.182
1926	599,2	45.492
1927	780,6	44.402
1928	911,2	44.014
1929	980,7	40.402

1. Ce tableau est établi d'après les informations du « Verein Deutscher Maschinenbau-Anstalten »; cf. *Statistisches Handbuch für die deutsche Maschinenindustrie*, 1928, p. 45 et 1930, p. 49 et p. 59.

2. Ce sont la Deutsche Bank, la Diskonto Gesellschaft, la Darmstädter und Nationalbank, la Dresdner Bank et la Commerz une Privatbank.

3. Les chiffres sont réunis dans ce tableau par Adolf Scheffbuch (*op. cit.*, p. 243) d'après les compte rendus des banques particulières.

Ainsi, tandis qu'entre 1925 et 1929 le montant des opérations s'est accru de 516 milliards de reichsmarks, soit de 111,3 %, le personnel a diminué de 7.780 employés, soit de 16,2 %.

Il semble que, depuis 1929, le mouvement de concentration¹, devenant de nouveau intense dans l'industrie bancaire, a entraîné une diminution encore plus forte du personnel.

Après ces quelques exemples des effets de la rationalisation dans les différentes branches de l'activité économique, nous présentons un tableau dont les chiffres ont été réunis dans la collection *Die 40-Stunden-Woche*. Il présente l'évolution du volume de la production, du nombre des personnes occupées et du rendement par tête d'ouvrier, entre les années 1925 et 1929 (v. tableau page ci-contre).

§ 4

Les répercussions de la rationalisation sur l'ensemble du marché du travail

En ce qui concerne les effets des mesures de rationalisation sur l'occupation, il faut bien distinguer entre l'augmentation du rendement par tête d'ouvrier occupé et la diminution du nombre des ouvriers employés.

L'accroissement du rendement par tête d'ouvrier, en d'autres termes, l'augmentation de la productivité du travail constitue une tendance qui se trouve intimement liée à l'essence du régime économique du capitalisme². Mais ce mouvement ne s'effectue pas toujours suivant un rythme

1. Cette concentration était attribuée au niveau élevé des frais d'exploitation, salaires, impôts etc. *Geschäftsbericht der Dresdner Bank für 1929*. Voir aussi *Berliner Börsenzeitung*, N° 133, du 20 mars 1930.

2. L'accroissement de la productivité du travail, au cours de l'époque de « l'apogée du capitalisme », a été évalué par Sombart (*Der Moderne Kapitalismus*, München, 1927, Partie III, t. I, p. 243) à 100 %. Pour l'Allemagne, entre 1875 et 1907, cette augmentation a été aussi estimée à 100 % ; Rolf. Wagenfuhr, « Die Industriegewirtschaft. Entwicklungstendenzen der deutschen und internationalen Industrieproduktion 1860 bis 1932 », *Vierteljahrshäfte zur Konjunkturforschung*, Sonderheft, 31, Berlin, 1933, p. 8.

**ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION
DU NOMBRE DES OUVRIERS OCCUPÉS
ET DU RENDEMENT INDIVIDUEL 1925-1929**

	Volume de la production	Ouvriers occupés	Rendement par tête d'ouvrier
		1925 = 100	
Mines de houille	123,1	92,9	132,5
Mines de lignite	125	90,0	139
Mines de potasse	113	83	137
Hauts fourneaux	167	94	175
Aciéries	133	88	150
Laminoirs	122	98	125
Construction des machines	—	—	120
Industrie électrique	—	—	130
Industrie chimique	135—140	111	125
Industrie d'automobiles...	170—180	87	180—200
Industrie du papier	120—125	103	120
Industrie du ciment	121,1	80,4	151
Filatures de coton (1928) ..	112	—	130
Filatures de lin (1927)	100	86	120
Industrie de la soie arti- ficielle	190	137	138
Industrie du cuir	92	79	115
Industrie de la chaussure ..	90	70	125
Industrie de meubles	—	—	130—140
Industrie horlogère	—	—	120—130
Industrie du sucre	128	92	140
Industrie de la margarine (1928)	141	104	136
Industrie des cigares	122	108,6	112
Industrie des cigarettes	103	70	150

identique ; il est tantôt plus lent, tantôt plus rapide, selon que la rationalisation de la production s'applique progressivement et partiellement ou d'une façon brusque et accélérée¹. A ce point de vue, la période 1924-1929 présente en Allemagne l'exemple typique d'une augmentation excessivement rapide de la productivité du travail. A ce sujet, les évaluations faites de différents côtés ne s'éloignent pas beaucoup les unes des autres. Il est probable que, pour l'ensemble de l'économie allemande, ces cinq années sont marquées par une augmentation du rendement qui dépasse en moyenne 25%².

1. Cf. Otto von Zwiedineck-Suedenhorst, *op. cit.*

2. Kurt Mendelsohn (« Arbeitsproduktivität und Produktionssteigerung »,

Durant les années de crise la productivité du travail s'est encore élevée, si bien que pour les années 1925-1932 cet accroissement a été évalué à 42 %, ce qui revient à un pourcentage d'augmentation annuel de 7 %¹.

En ce qui concerne les effets de la rationalisation sur le nombre des ouvriers occupés, ils ne doivent pas être considérés comme la simple conséquence de l'accroissement du rendement individuel. En effet, d'un accroissement du rendement par tête d'ouvrier, on ne doit pas conclure nécessairement à une diminution du nombre des occupés. Ce dernier aurait inévitablement lieu dans le seul cas où la production resterait stable. Au contraire, si la production et avec elle son écoulement, avait pu être augmentée dans une mesure proportionnelle à l'accroissement du rendement individuel, tous les ouvriers occupés auraient pu garder leur place et la rationalisation ne se serait nullement traduite par un chômage sur le marché du travail. Mais c'est là une simple hypothèse qui ne peut se réaliser pendant de semblables périodes.

La production augmentée considérablement par suite de toutes ces mesures put encore trouver, en 1926, 1927 et 1928, un écoulement grâce aux conditions économiques extraordinairement favorables de ces années. Mais, une fois ces conditions disparues, les difficultés de l'écoulement d'une production de plus en plus grandissante se firent clairement sentir. Une limitation des effectifs des entreprises ainsi rationalisées et une augmentation du chômage en fut la suite inévitable.

dans *Die 40 - Stunde-Woche*, op. cit., p. 30) estime cet accroissement, pour les industries des biens de production et les industries des biens de consommation ensemble, à un pourcentage variant entre 25 et 30 %, ce qui représenterait un accroissement moyen annuel de 5 %. A ce même résultat aboutissent les évaluations de J. Kuczynski (*Die Lage des Deutschen Industriearbeiters*, 1913-14 et 1924-30, Berlin, 1931, p. 30). Enfin, à de semblables résultats aboutissent également les évaluations de l'Institut de la Conjoncture de Berlin. D'après lui, l'augmentation du rendement moyen par tête d'ouvrier et heure de travail, pour les années 1925-1930, est de 29,3 % ; cf. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1933, N° 14, du 15 juillet, pp. 62 et suiv.

1. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, 1933, N° 14 du 15 juillet, p. 203.

CHAPITRE II

LA PÉNURIE DES CAPITAUX ¹

La diversité des significations du terme capital impose la détermination du sens dans lequel cette notion sera employée dans ce chapitre. Nous entendons par capital l'ensemble des moyens nécessaires et indispensables pour l'accomplissement du processus de la production. En d'autres termes le capital pris dans ce sens représente la somme de disponibilités dont dispose à tous moments l'économie d'un pays.

Entre le capital, facteur de la production, et le travail

1. Cf. August Mueller, *Wege zur Kapitalneubildung in Deutschland*, Leipzig, 1926. — Paul Mombert, « Wege und Formen von Kapitalbeschaffung und Kapitalbildung », dans les *Wirtschaftliche Nachrichten für Ruhr und Rhein*, 1927, N° 29. — Du même « Betrachtungen über Kapitalmangel und Kapitalbedarf in der deutschen Volkswirtschaft », dans la *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 1928, N° 16. — Erich Welter, *Die Ursachen des Kapitalmangels in Deutschland*, Tübingen, 1931. — Du même, « Wandlungen in der Kapitalbildung », Rapport présenté à la session des « Vorstände des Deutschen Sparkassen- und Giroverbandes », tenue à Kassel le 18 septembre 1928, publié dans la *Deutsche Sparkassen-Zeitung*, 1928, N° 109 du 20 septembre 1928. — Kurt Singer, « Kapitalbedarf und Kapitalbildung in Deutschland. Ein statistischer Versuch » dans la collection *Kapitalbildung und Besteuerung*, publiée sous la direction de Walther Lotz (Schriften des Vereins für Sozialpolitik, Band 174, 4^e Partie), München, 1929, pp. 1-38. — *Kapitalbildung und Steuersystem*, Verhandlungen und Gutachten der Konferenz von Elsen, publié à la demande du Comité de Direction de la Conférence, sous la direction de G. Colm, et H. Neissen (Veröffentlichungen der Friedrich List-Gesellschaft, e. V.) 4 volumes, Berlin, 1930. — Karl Diehl, « Die Ursachen des hohen Kapitalzinsfusses in Deutschland », dans la collection *Wirkungen und Ursachen des hohen Zinsfusses in Deutschland*, publiée sous la direction de Karl Diehl, Jena, 1932. — *Kapital und Kapitalismus*, Vorlesungen gehalten in der deutschen Vereinigung für staatswissenschaftliche Fortbildung, Collection publiée sous la direction de Bernhard Harms, Berlin, 1931.

il existe des rapports très complexes dans l'examen desquels il sera impossible d'entrer dans cette étude. Ce qui est certain, c'est qu'il existe une relation de dépendance entre la formation du capital et la capacité de l'économie d'absorber la force de travail offerte sur le marché du travail. Pour que l'équilibre sur ce marché soit assuré, il faut l'existence d'un certain rapport quantitatif optimum entre ces deux facteurs, capital et travail, une certaine « proportionnalité »¹. Ainsi, un des facteurs et peut-être le principal, qui détermine dans tout pays le volume des possibilités d'emploi est incontestablement l'importance des capitaux disponibles. Cette dernière dépend d'ailleurs de la cadence et du volume de la formation de nouveaux capitaux.

La conséquence nécessaire c'est qu'une formation de capital insuffisante enlève à l'organisme économique la possibilité d'employer la totalité des forces de travail qui s'offrent sur le marché. Elle peut devenir ainsi une cause de déséquilibre entre offre et demande de travail, déséquilibre qui se traduit par du chômage. Bien entendu, la notion de la formation de capital suffisante ou insuffisante est relative. Suivant la constitution interne de chaque économie nationale, il existe une proportion optimum entre le capital et le travail, et c'est en se rapportant à cette proportion que l'on peut juger de la suffisance ou de l'insuffisance de la création de nouveau capital.

La corrélation existant entre les capitaux disponibles et l'emploi des travailleurs apparaît au cours des cycles économiques. Comme on le sait, les périodes de tension et de crise de ces cycles sont marquées par une certaine tension sur les marchés fiduciaires, par une raréfaction de capital². Les réserves accumulées durant les périodes de stagnation et de reprise ne suffisent plus, vers la fin de la période de prospérité, pour financer l'essor économique. Ce manque de

1. P. Mombert, *Bevölkerungslehre*, Jena, 1929, pp. 352 et suiv.

2. Dans sa doctrine des crises Spiethof (voir son article sur les crises dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 4^e édit., t. VI, p. 39), réserve le terme caractéristique de « *Kapitalmangel* » pour désigner le dernier stade de la période d'essor que l'on appelle généralement le stade de la tension.

capitaux se fait tout d'abord sentir dans les branches industrielles produisant des moyens de production. Ces dernières se voient ainsi obligées de restreindre leur production et de licencier une partie de leurs effectifs. Le chômage cyclique apparaît ainsi comme l'effet de la pénurie cyclique de capitaux¹. Cette pénurie est d'ailleurs temporaire. Avec le tournant du cycle, la situation sur le marché des capitaux change aussi d'aspect.

Mais la pénurie des capitaux, dont il est question dans ce chapitre, est d'une toute autre nature ; elle présente un caractère chronique, structurel². En effet, l'économie allemande souffre, depuis la stabilisation, d'une disette de capitaux, d'une forte disproportion entre offre et demande de capital, laquelle doit être considérée comme une des causes du chômage structurel de cette période.

Pour pouvoir se rendre compte de l'approvisionnement en capital de l'économie allemande, il faudrait examiner comment se présentent depuis 1924, par rapport à l'avant-guerre, les besoins de capital de l'économie d'une part, et la formation de capital d'autre part. Mais le calcul numérique de la formation annuelle du nouveau capital se heurte à des difficultés presque insurmontables, et cela en raison de l'insuffisance des statistiques relatives à la formation du capital³. Pour cette raison toutes les évaluations de cet ordre ne peuvent qu'être approximatives.

Quoi qu'il en soit, pour les dernières années d'avant-guerre, on peut accepter avec Roepke⁴ que le montant de la formation annuelle de capital s'est élevée à 7 ou 8 milliards de reichsmarks⁵. On peut se rendre compte de l'im-

1. Cf. Ludwig Pohle, *Bevölkerungsbewegung, Kapitalbildung und periodische Wirtschaftskrisen*, Göttingen, 1902, pp. 16 et suiv. Bien entendu, nous ne pensons pas donner par ces considérations une solution à la question de savoir si la tension des marchés fiduciaires est la cause des crises économiques ou si elle n'en est qu'un des aspects.

2. Cf. Erich Welter, *Die Ursachen des Kapitalmangels* etc..., *op. cit.*, pp. 21 et suiv.

3. Cf. Ernst Wagemann, « Kapitalbildung und Investitionen », dans *le Stahl und Eisen*, 1931, N° 45, du 5 novembre p. 1370.

4. « Die Quellen der deutschen Kapitalbildung 1908-1913 und 1924-1929 », dans *Kapital und Kapitalismus*, *op. cit.*, p. 297.

5. Karl Helfferich, (*Deutschlands Volkswohlstand, 1888-1913*, 7^e édit., Berlin, 1917, pp. 103 et suiv.) a évalué l'accroissement annuel de la fortune

portance de cette capitalisation si l'on réfléchit que 15 années auparavant l'accroissement annuel de la fortune sociale était à peine de 4,5 à 5 milliards de reichsmarks¹ ; il a pu ainsi doubler dans l'espace de 15 ans. Ce développement ne doit pas surprendre si l'on tient compte du magnifique essor industriel et économique de l'Allemagne au cours de ces quinze dernières années d'avant-guerre. C'est, en outre, grâce à cet accroissement constant que l'économie allemande pouvait alors absorber aisément cet important contingent de 400.000 personnes affluant annuellement en moyenne dans les classes d'âge des personnes actives, et cela sans frictions et sans chômage notables.

Cependant, au cours des toutes dernières années d'avant-guerre l'économie allemande avait déjà commencé à souffrir d'un certain manque relatif de capitaux. L'augmentation de la formation annuelle du capital, si remarquable soit-elle pendant cette période, se trouvait pourtant moins importante que la croissance de la population. Les symptômes de cette tension chronique sur les marchés fiduciaires furent d'une part, le niveau élevé du taux de l'intérêt² et d'autre part, le développement de l'importance du rôle joué par le crédit dans la vie économique.

Cette pénurie de capitaux à peine perceptible au cours

sociale pour les dernières années d'avant-guerre à environ 8 à 8,5 milliards de reichsmarks, ce qui représente une somme de 11,9 milliards de reichsmarks actuels, vu la différence du pouvoir d'achat de la monnaie. Helfferich s'appuyait pour ses évaluations sur la statistique prussienne des impôts et sur la statistique de l'assurance-incendie ; sur la base de ces données, il établissait, aux différentes dates, le montant des fortunes particulières, il les additionnait et des variations entre les sommes des différentes années, il tirait des conclusions sur la formation de capital annuelle. D'autre part, *Steinmann-Bücher* (*Das reiche Deutschland. Ein Wehrbeitrag*, Berlin, 1914, p. 61) s'appuyant sur des calculs analogues parvenait à la somme de 9 à 11 milliards de reichsmarks. Enfin, E. Rogowski (*Das Deutsche Volkseinkommen*, Berlin, 1926, pp. 89 et suiv.) en suivant une autre méthode, à savoir en recherchant les sources particulières de la capitalisation, aboutissait au chiffre, incontestablement très bas, de 5 à 6,6 milliards de reichsmarks.

2. Karl Helfferich, *Deutschlands Volkswohlstand, 1888-1913*, 7^e édit., Berlin, 1917, p. 124.

1. Erich Welter, *Die Ursachen des Kapitalmangels etc...* op. cit., p. 155. V. aussi Roepke (« Die Quellen der Deutschen Kapitalbildung 1908 à 1913 und 1924 à 1929 », dans *Kapital und Kapitalismus*, op. cit., p. 296) qui attribue ce phénomène d'un manque relatif de capitaux, à l'accroissement des dépenses improductives de l'Etat et ensuite à la croissance de la population, qui représentait pour l'économie une charge de plus en plus lourde.

des dernières années d'avant-guerre a atteint au contraire depuis 1924 de telles proportions qu'elle est devenue un des traits caractéristiques et dominants de cette période. Les causes profondes de ce phénomène doivent être recherchées dans les perturbations de l'économie allemande, suites de la guerre et de l'inflation monétaire.

La guerre n'avait certainement pas porté une atteinte directe au capital fixe de l'Allemagne car elle s'était principalement déroulée sur les territoires de ses adversaires. Elle a pourtant, indirectement, entraîné une destruction considérable de capitaux. Durant les hostilités, l'épargne avait manifesté un recul certain par suite de la diminution du produit social. C'était une période pendant laquelle l'attention de tous était dirigée beaucoup plus vers le présent que vers l'avenir. En outre, le financement de la guerre au moyen d'emprunts intérieurs, dont le revenu était employé à des buts de consommation entraînait une destruction de capitaux et gênait ainsi la formation du capital¹.

En outre, la fraction des capitaux disponibles qui n'était pas directement consommée pour le financement de la guerre était absorbée par les industries produisant des armes et des munitions. Les capitaux ainsi immobilisés d'une façon improductive et stérile furent presque entièrement perdus pour l'économie allemande lorsque, avec la fin des hostilités, toutes ces industries de guerre durent suspendre leur activité. Mais, même dans les industries qui ne travaillaient pas pour le ravitaillement de l'armée, pendant cette période fébrile de la guerre, les installations industrielles furent détériorées par suite d'un mauvais entretien, les terres appauvries et les fonds de roulement réduits au minimum².

Pendant la période d'inflation, qui suivit le retour aux conditions de paix, la destruction des capitaux se continua³. La dépréciation progressive de la monnaie, supprimant tout esprit de prévision, a porté le coup fatal à la formation de

1. Cf. H. Dietzel, *Die Nationalisierung der Kriegsmilliarden*, Tübingen, 1919.

2. Albert Hesse, *Einführung in das wirtschaftliche und soziale Verständnis der Gegenwart*, Iena, 1932, pp. 75 et suiv.

3. Cf. Jean Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Paris, 1932, t. I, p. 317.

capital, en comprimant complètement l'épargne. En outre, l'absence de tout esprit de calcul chez les entrepreneurs, durant cette période, les facilités de réalisation de bénéfices et l'incertitude dans l'avenir de la monnaie poussaient ceux-ci à des immobilisations irréfléchies et à des investissements improductifs qui, ne représentant pas de véritables utilités économiques, sont restés sans valeur au lendemain de la stabilisation¹.

Les considérations qui précèdent suffisent à justifier le besoin énorme de capitaux de l'économie allemande au lendemain de la stabilisation. Mais à côté de ces besoins auxquels l'économie devrait satisfaire, le besoin de capital provenant du développement économique naturel n'était pas moins considérable. Il résultait principalement de la croissance de la population et notamment de la partie de cette population en état de travailler : l'importance de ce dernier groupe a passé, en effet, de 35.352.000 en 1910 à 42.745.000 en 1925 et à 45.232.000 en 1930². Or, pour que l'économie puisse absorber cet accroissement des personnes en état de travailler, il fallait créer de nouvelles installations et développer les établissements, toutes choses qui nécessitent des capitaux considérables³.

Nous constatons donc que l'économie allemande avait à satisfaire, au cours des années qui ont suivi la stabilisation, à un besoin énorme de capitaux. Mais l'augmentation de l'offre de capital ne fut pas proportionnelle à celle de la demande. La formation de capital annuelle loin d'être supérieure à celle de l'avant-guerre, lui est, au contraire, durant

1. Cf. Le mémoire *Deutschlands Wirtschaft, Währung und Finanzen*, Berlin, 1924, p. 40. Voir aussi Günther Schoene, *Die deutsche Arbeitsmarktkrise, 1925-1926*, thèse Münster, 1930, p. 58. On a eu tort, à notre sens, de ne pas tenir compte de ces faits dans le Rapport Dawes (Frankfurt, 1924, 1^{re} Partie, section V) où l'opinion a été exprimée que, depuis 1919, l'industrie allemande avait constamment amélioré son outillage et ses installations.

2. *Statistik des Deutschen Reiches*, Band CCCCI, II, p. 667.

3. Les dépenses dans tout le Reich pour la création de nouvelles places de travail s'élevèrent en moyenne, pendant les années 1926-1928, et pour un afflux de 400.000 demandeurs de travail, à 3,2 milliards de reichsmarks annuellement : évaluation officielle citée par Kurt Ringahud, *Die in der Nachkriegszeit eingetretenen Veränderungen in der Alterszusammensetzung der deutschen Bevölkerung, ihre Ursachen und Wirkungen*, Greifswald, 1934, pp. 61 et suiv.

toute cette période, inférieure. En effet, les différents efforts faits de différents côtés pour évaluer le volume de la formation de capital, au cours de la période qui s'est écoulée entre la stabilisation monétaire et la crise de 1929-1932, aboutissent à des sommes qui varient entre 6 et 9 milliards de reichsmarks¹.

Quoi qu'il en soit, cette formation de capital, inférieure à celle d'avant-guerre, se trouve manifestement insuffisante pour satisfaire aux besoins de l'économie. D'ailleurs, les causes de cette formation insuffisante des capitaux sont multiples : elles consistent aussi bien dans une diminution des possibilités d'épargner que dans une diminution du désir d'épargner.

Comme on le sait, la capacité d'épargner diminue d'une façon plus que proportionnelle avec le rétrécissement des revenus. Or, toutes les mesures qui entraînent une réduction de ces derniers amènent fatalement une restriction de la capacité d'épargner. Parmi les mesures de cet ordre, le rôle décisif a été joué, depuis la guerre, par l'augmentation considérable de l'imposition et des charges sociales². Ces charges absorbaient, d'après Wagemann³, avant la guerre, seulement 9,1% du revenu social ; après la guerre, elles représentaient 24,7% du revenu social en 1925, et 28,6% en 1929.

1. Ainsi la Reichskreditgesellschaft (*Deutschlands wirtschaftliche Lage an der Jahreswende* 1926-27, p. 16 et 1927-28, p. 19) a évalué la formation du nouveau capital à 6,4 milliards de reichsmarks pour l'année 1925, 6,3 pour l'année 1926 et 7,6 pour l'année 1927. D'après ces chiffres le nouveau capital formé en 1925 et 1926 ne représente que la moitié de la formation annuelle d'avant-guerre. D'autre part Erich Welter (« Wandlungen in der deutschen Kapitalbildung etc. »... *op. cit.*), en partant de la formation de capitaux en argent, a proposé la somme de 9 milliards reichsmarks pour l'année 1927. Enfin Kurt Singer (*op. cit.*, p. 42) a établi une moyenne de 6,8 à 8,5 milliards de RM., pour les années 1925-1927. Mais de toutes ces évaluations la plus digne de confiance est la statistique de la formation de capitaux dressée par l'Office fédéral de Statistique (« Materialien zur Frage der Kapitalbildung und Besteuerung als Unterlagen im Entwurf, zur Verfügung gestellt vom Präsident des Statistischen Reichsamtes », dans la collection *Kapitalbildung und Steuersystem*, *op. cit.*, t. II, pp. 472 et suiv). D'après cette évaluation, le surcroît de capital, durant les années 1924-1928, aurait atteint 36.732.900.000 RM., soit une moyenne d'accroissement annuel d'environ 7 milliards RM.

2. Nous avons traité d'autre part de l'imposition et des charges sociales comme facteur qui a poussé les entrepreneurs vers la rationalisation.

3. Cf. tableau dressé par Wagemann dans « Statistische Randbemerkungen zum Thema Kapitalbildung und Besteuerung » dans Friedrich List-Gesellschaft, t. IV, pp. 187 et suiv.

On voit donc quelle forte augmentation a subie la participation de l'Etat au produit social du pays. Il n'est d'ailleurs pas besoin d'insister sur le fait bien connu qu'une telle charge constitue un obstacle à la formation du capital. Mais l'action défavorable du relèvement du taux des impôts sur la formation de capital a été renforcée par suite de l'emploi des sommes ainsi prélevées au revenu social au paiement des réparations à l'étranger. A ce point de vue, il faut reconnaître que pour tout leur montant les sommes versées à titre des réparations n'avaient presque aucunement contribué à l'augmentation du produit social.

Dans la diminution des possibilités d'épargne, l'augmentation continue des salaires, durant la période 1924-1930, si elle a joué un rôle moins décisif a cependant été assez importante. A cette affirmation on objecte en général que l'augmentation des salaires ne peut pas exercer une telle action car elle n'a pour effet aucune diminution du revenu social, mais de simples déplacements dans sa répartition entre les groupes sociaux, à savoir une augmentation du revenu des classes ouvrières aux dépens du revenu des classes des capitalistes et des entrepreneurs. Cette objection est rigoureusement exacte si l'on ne considère que le volume total du revenu social. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne la partie de ce revenu qui sera capitalisée. En effet, les diverses enquêtes poursuivies dans ce domaine aboutissent à cette constatation, qu'en principe il peut être davantage épargné parmi les grands et moyens revenus que parmi les petits¹. Par conséquent, toute réduction des revenus des entrepreneurs et des capitalistes, au profit des revenus des travailleurs et employés, peut avoir pour effet une diminution dans le volume de la formation du capital.

A côté de la capacité d'épargner, le désir d'épargner a également diminué depuis la guerre. Pendant de longues

1. Cf. Ernst Wagemann, « Statistische Randbemerkungen zum Thema Kapitalbildung und Besteuerung », Friedrich List-Gesellschaft, t. IV, pp. 197 et suiv. Voir aussi Carl Kraemer, « Das deutsche Wirtschaftsproblem » dans *Der österreichische Volkswirt*, 1930, N° 22, p. 593, et Max Muss, *Die Wirtschaftskrise in Deutschland*, Stuttgart, 1932, p. 14.

années après la stabilisation, les mauvaises expériences faites par les épargnants pendant la période d'inflation paralysaient tout esprit d'épargne.

La résultante de ce qui précède fut que les avoirs des caisses d'épargne qui montaient à 19.689 millions de reichsmarks en 1913 ne s'élevaient qu'à 10.372 millions de reichsmarks en 1929¹.

Le fait de l'insuffisante formation de capital en Allemagne pendant la période d'après-guerre est indéniable. Deux phénomènes, d'ailleurs, mettent en évidence cette pénurie des capitaux chronique dont l'économie a souffert depuis 1924. Le premier de ces phénomènes est le niveau excessivement élevé du taux de l'intérêt, au cours de ces années. Ainsi, alors que pour les années 1910-1913, les taux du marché des capitaux étaient en moyenne de 4,22 %, ils variaient, entre 1925 et 1929, de 7,91 % à 10,53 %².

L'autre phénomène auquel nous faisons allusion est l'afflux énorme des capitaux étrangers vers l'Allemagne, au cours des années 1924-1929. Leur montant a été évalué par la Société des Nations à 4.130 millions de dollars au total. Les crédits ainsi accordés ont grossi le pouvoir d'achat global de la population allemande et ont exercé une action stimulante sur l'économie du pays.

Mais cet afflux ne pouvait certes pas durer à l'infini. Depuis 1928 déjà, l'importation de capitaux à long terme avait commencé à diminuer progressivement pour être complètement tarie durant la seconde moitié de 1929. A partir de 1930, l'afflux de capitaux étrangers vers l'Allemagne a fait place à un rappel massif des capitaux empruntés. De janvier à juin 1931, le montant des capitaux ainsi rappelés par l'étranger a été estimé à 2,9 milliards de reichsmarks³. A côté du rappel des capitaux étrangers, un autre

1. Reichskreditgesellschaft, *Deutschlands wirtschaftliche Lage an der Jahreswende, 1931-32*, p. 35.

2. Franz Doering, « Kreditmärkte und Zinssätze in Deutschland seit der Stabilisierung », dans *Wirkungen und Ursachen des hohen Zinsfußes in Deutschland*, op. cit., p. 411.

3. Cf. Max Muss, *Die Wirtschaftskrise in Deutschland*, Stuttgart, 1932, p. 22.

fait est venu rendre encore plus aiguë la tension des marchés fiduciaires allemands : c'est la fuite des capitaux nationaux qui s'est déclanchée depuis 1930. Pour cette dernière année, le montant des capitaux allemands expatriés a été évalué à 1,5 milliards de reichsmarks¹.

Ainsi, l'aide apportée à l'organisme économique allemand par le capital étranger ne fut que passagère. Cet afflux de capitaux a pu cependant voiler en partie, pendant les années 1925-1929, les répercussions défavorables de la pénurie des capitaux sur le volume de l'emploi².

L'industrie qui a particulièrement souffert de la disette de capitaux est l'industrie du bâtiment. Dans cette dernière le chômage a sévi d'une façon particulièrement violente, depuis 1929. Si l'on considère le mois d'avril — un des mois les plus favorable au point de vue saisonnier — le nombre des chômeurs était de 64.000 en 1927, de 154.000 en 1929, de 285.000 en 1930, de 406.000 en 1931 et de 501.000 en 1932³.

1. Paul Mombert, « Arbeitslosigkeit und Wirtschaftskrise », dans la *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*, 1931, N° 18, p. 410.

2. Cf. Hans Luther, *Von Deutschlands eigene Kraft*, Berlin, 1928, pp. 17 et suiv.

3. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1932-1933; N° 1, p. 42.

CONCLUSION

L'Allemagne a souffert du fléau du chômage à différentes reprises au cours du XIX^e siècle et des premières années du XX^e siècle. Mais ce qui caractérise le mouvement du chômage depuis 1924 et en même temps le différencie du chômage des périodes d'avant-guerre, c'est l'ampleur de ce phénomène. Bien que les statistiques du marché du travail d'avant-guerre soient très insuffisantes pour nous permettre une mesure exacte des fluctuations du chômage, il est peu probable qu'avant 1914 il y ait eu une seule période où le chômage ait atteint les proportions inouïes des années de crise 1925-1926 et 1929-1932.

Ainsi, au premier abord, l'allure du chômage d'après-guerre peut surprendre. Mais, un examen attentif de l'ensemble des facteurs qui ont déterminé ce mouvement rend sa compréhension plus aisée.

Parmi ces facteurs, nous avons traité tout d'abord du facteur saisonnier qui exerce sur le mouvement du chômage une influence remarquable. Etant donnée sa régularité on s'est efforcé d'établir de différentes manières son importance. Bien entendu il ne peut s'agir dans ce cas que de simples évaluations approximatives. Néanmoins, il semble que dans son ensemble le chômage saisonnier n'ait pas présenté de grandes différences entre la période d'avant-guerre et celle que nous avons considérée. En effet, le chômage saisonnier était déjà, avant 1914, un phénomène très régulier dans certaines branches industrielles et dans l'agriculture.

A côté du facteur saisonnier, un autre facteur, également connu de l'avant-guerre, fut d'une importance considérable dans le mouvement des courbes du chômage depuis 1924. Nous faisons allusion aux hausses cycliques du chômage pendant les périodes descendantes des cycles économiques. L'augmentation excessive du chômage, durant la crise de 1925-1926, et plus encore au cours de la dépression des années 1929-1932, doit être attribuée en grande partie aux

influences du cycle économique, à savoir à la diminution du volume de la production. Comme le chômage saisonnier, le chômage cyclique a dû être aussi avant la guerre, un des phénomènes habituels des périodes de baisse des cycles. Mais, depuis 1924, par suite de certaines conditions particulières à cette période, les hausses cycliques du chômage se sont trouvées énormément amplifiées. Durant la crise de 1925-1926 et la première phase de la dépression 1929-1932, la rigidité et le manque complet d'élasticité des salaires, ne permettant pas une réduction suffisante des prix de revient, ont renforcé la diminution de la production et, partant, l'augmentation du chômage.

Mais au cours de la dépression des années 1929-1932, une autre circonstance est venu amplifier l'augmentation du chômage et cela surtout depuis 1931. C'est la diminution considérable du volume des exportations. Cette diminution ayant commencé en 1930 a persisté durant les années de la dépression et elle ne s'est même pas arrêtée avec le développement de la reprise. Ainsi, en 1934, le volume des exportations allemandes oscillait autour de niveaux qui représentaient à peine le tiers de ceux de l'année 1929. Ce recul énorme de l'exportation allemande est dû, d'une part à l'intensité de la crise qui s'est abattue, depuis 1930, sur tous les pays important des marchandises allemandes, et d'autre part, à l'application par plusieurs pays, et justement les plus importants, d'un protectionnisme outrancier. Quoiqu'il en soit, bien que l'économie mondiale se trouve déjà, depuis 1933, dans le stade d'une reprise, le mouvement des exportations allemandes ne présente point d'animation. On ne peut certes prévoir l'allure que prendra dans les années à venir le commerce international et les transactions entre les différents pays du monde. Mais, si les exportations allemandes doivent rester dans une situation de marasme chronique, comme certains signes nous le font croire, les répercussions de la diminution des exportations sur l'occupation se feront sentir pendant de longues années encore. Dans ces conditions la diminution des exportations pourrait devenir un facteur de chômage d'ordre structurel.

Mais le chômage saisonnier et le chômage cyclique ne

constituent pas les seules données du problème du chômage d'après-guerre. Un certain nombre de changements profonds dans la structure de l'économie allemande ont exercé aussi une influence défavorable sur le marché du travail. Les causes directes ou lointaines de tous ces changements doivent être attribuées aux perturbations de la grande guerre. Il n'y a certes pas lieu de s'étonner qu'une guerre de quatre ans ait complètement déréglé tous les ressorts de l'appareil industriel allemand. Il était, en outre, naturel qu'il eût fallu à l'économie allemande de longues années pour pouvoir se réadapter aux conditions nouvelles créées par cette guerre.

Ainsi, à côté des variations saisonnières et des fluctuations cycliques, on peut dégager facilement dans les courbes du chômage un mouvement ascendant de longue durée, clairement visible à travers les hausses et baisses alternées de la saison et du cycle économique. C'est justement l'existence de ce chômage, que nous avons appelé chômage structurel, qui rend la situation du marché du travail d'après-guerre encore plus problématique.

Quant à l'étiologie du chômage structurel, nous n'avons pas pu établir une relation stricte de cause à effet entre un phénomène économique quel qu'il soit, et ce chômage. Ce qui nous paraît sûr, c'est qu'un ensemble de facteurs, agissant d'une façon pour ainsi dire conjuguée, ont provoqué un certain déséquilibre entre l'offre et la demande du travail, et par suite, ont engendré du chômage.

Parmi ces facteurs, nous avons considéré tout d'abord les facteurs démographiques. Nous avons cru pouvoir démontrer que certaines modifications survenues depuis la guerre dans la structure de la population allemande ont provoqué, à partir de 1924, un encombrement du marché du travail. Ces modifications, d'ailleurs, tiennent soit à la composition de la population par âge, soit au degré d'activité du sexe féminin.

En face de cette offre importante de travail, l'organisme économique n'a pas fait preuve de l'élasticité qui serait nécessaire pour pouvoir l'absorber. Nous avons donc recherché quels furent les facteurs qui ont restreint la capacité

d'absorption de l'économie. Les plus essentiels paraissent avoir été la rationalisation, d'une part, et la pénurie des capitaux, d'autre part.

Pour ce qui est de la rationalisation, il nous paraît incontestable qu'elle a contribué à la crise du marché du travail. Bien entendu, l'ensemble des mesures de perfectionnements techniques et économiques, que l'on englobe depuis la guerre sous le terme de rationalisation, ne doivent pas être considérées comme des facteurs engendrant du chômage en tout temps et en tous lieux. Mais ce sont particulièrement les conditions dans lesquelles ces mesures ont été appliquées en Allemagne, depuis 1924, qui nous font croire que la rationalisation allemande des années 1924-1929 fut un facteur du chômage. Parmi ces conditions, il faut tout d'abord mettre en relief la façon rapide, brusque et souvent irréfléchie dont toutes ces mesures furent appliquées. Les perfectionnements techniques et les améliorations apportées à l'organisation économique, survenant après 10 ans de guerre et d'inflation qui furent presque une trêve dans l'évolution de la vie économique, prirent un élan dont l'histoire économique ne fournit pas beaucoup d'exemples analogues.

L'effet de toutes ces mesures de rationalisation fut un relèvement imposant de l'effectivité du travail, relèvement qui a dépassé en moyenne le pourcentage de 25 %, entre 1924 et 1929. Cependant, tant que la production constamment augmentée put trouver des preneurs à l'intérieur du pays, ou à l'étranger, l'augmentation du rendement ne s'est pas traduite par une restriction importante des effectifs, et les répercussions de la rationalisation purent ainsi rester voilées pendant un certain temps.

Mais les effets de la rationalisation apparurent clairement sur le marché du travail, lorsque en 1930 et plus encore en 1931, la demande intérieure subit une forte contraction par suite de la crise, d'une part, et que le volume des exportations diminua dans les proportions que l'on sait d'autre part. C'est pourquoi, durant les années de la dépression 1929-1932, la diminution du volume de l'emploi fut beaucoup plus importante que la diminution du volume de la production. Ainsi, en 1930, alors que la production se trouvait à son niveau de l'année 1926 le nombre d'ouvriers nécessaires

à cette production était de 20 % inférieur à celui de 1926 ¹.

On peut donc soutenir que c'est à partir de 1930 que l'organisme économique a rejeté les forces de travail devenues superflues à la suite des mesures de rationalisation des années 1924-1929. Le nombre des ouvriers ainsi libérés a été évalué dans une publication de l'Institut de la Conjoncture, à un million d'unités ².

Un dernier facteur qui a contribué au déséquilibre entre l'offre et la demande du travail fut le manque de capitaux circulants dont l'économie a souffert d'une façon chronique depuis la fin de la guerre. Cette pénurie de capitaux fut en partie palliée, durant les années 1924-1929, grâce à l'abondance des capitaux étrangers ayant afflué vers l'Allemagne. Mais, ce courant étant tari depuis 1929, la disette de capitaux apparut d'une façon encore plus aiguë qu'auparavant. Elle fut ainsi un des facteurs qui ont contribué à paralyser complètement l'activité économique depuis 1930.

A l'heure actuelle l'amélioration du marché du travail allemand, qui avait commencé en 1932, se poursuit encore. Si l'on fait abstraction des variations saisonnières, l'augmentation de l'emploi et la diminution du chômage progressent d'une façon continue depuis l'automne 1932. Cette amélioration d'ailleurs est l'effet d'un ensemble de facteurs qui, tous, ont agi dans le même sens. En ce qui concerne l'offre du travail, les années 1930-1934 furent caractérisées par une diminution considérable de l'afflux annuel d'éléments nouveaux vers les classes d'âge des personnes actives. Ce furent, en effet, les personnes appartenant aux années creuses des hostilités qui atteignaient l'âge de 15 ans durant les années 1930-1934. Au point de vue de la situation du marché du travail ce phénomène démographique de décharge naturelle du marché, survenant à une période de chômage intense, fut incontestablement une coïncidence très heureuse. Parallèlement à cette diminution naturelle de l'offre sur le marché du travail, les mesures du gouverne-

1. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, Sonderheft, N° 29, Berlin, 1932, p. 19.

2. *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, Sonderheft, N° 29, Berlin, 1932, p. 19.

ment national-socialiste, visant la restriction aussi large que possible du travail féminin, agissent dans le même sens. Comme nous l'avons déjà noté, ces mesures se montrèrent en partie efficaces, et l'on assiste depuis 1932, à une diminution de l'importance relative de l'occupation féminine. Enfin un autre facteur qui a contribué à la décharge du marché du travail, depuis 1935, c'est le rétablissement du service militaire obligatoire.

Au point de vue de la demande du travail, deux catégories de facteurs ont provoqué, depuis 1932, son augmentation. Cette augmentation fut tout d'abord l'effet naturel de la reprise cyclique qui se manifesta dans tous les compartiments de la vie économique allemande, depuis 1932, et d'une façon plus nette encore depuis 1933. Mais, à côté des effets de cette reprise économique, pour ainsi dire naturelle, l'amélioration du marché du travail repose en grande partie sur des mesures économiques artificielles, prises, depuis 1932, par le gouvernement national-socialiste. On sait que l'un des principaux points du programme économique du nouveau régime était la lutte contre le fléau du chômage. Ce but fut poursuivi, à partir de 1932, par l'application d'un ensemble de mesures visant à substituer, dans le domaine des investissements, l'initiative étatique à l'initiative des entrepreneurs privés, complètement paralysée par la crise : création de possibilités d'emploi, allègements fiscaux et réorganisation de l'agriculture et du système fiduciaire constituent les principaux domaines dans lesquels furent prises ces différentes mesures. L'importance de l'action gouvernementale en matière économique ressort clairement du fait qu'en 1934 sur les 8.253 millions de reichsmarks affectés à des investissements de tous ordres, 5.769 millions de reichsmarks étaient des investissements publics et seulement 2.484 millions provenaient de l'économie privée ¹.

On assiste donc en Allemagne, depuis 1933, à l'application d'un programme d'économie dirigée de grande envergure. Dans ces conditions toute prévision sur l'avenir du

1. Cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1935, N° 18, p. 690.

marché du travail serait téméraire. Le jeu naturel du mécanisme économique est presque complètement suspendu dans ce pays, et il ne peut plus être question d'évolution économique suivant les régularités générales du mouvement de l'économie capitaliste.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que, laissée à son cours naturel, l'économie allemande aurait exigé de longues années encore pour pouvoir absorber complètement la part du chômage engendré par les profondes transformations que sa structure a subi, depuis la guerre.

Mais, à la condition que la situation actuelle se maintienne, l'évolution future du marché du travail dépendra principalement de l'efficacité de la politique économique du gouvernement actuel. Cette évolution, d'ailleurs, servira, à côté d'autres éléments, de critère pour l'appréciation de l'expérience économique allemande.

Vu : le Doyen,
E. ALLIX.

Vu : le Président de la Thèse,
A. AFTALION.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION (Albert). — *Les crises périodiques de surproduction*, Paris, 1913.
— *Cours de Statistique*, Paris, 1930.
- ALEXANDROWITZ (Rafael). — *Der Arbeitsmarkt in der deutschen Konjunkturbewegung der Jahre 1924-1928*, thèse Berlin, 1929.
- ALTSCHUL (Eugen). — *Berechnung und Ausschaltung von Saisonschwankungen* (Merkblatt II-III der Frankfurter Gesellschaft für Konjunkturforschung), Karlsruhe, 1927.
- ANDERSON (Oskar). — *Zur Problematik der empirisch-statistischen Konjunkturforschung* (Veröffentlichungen der Frankfurter Gesellschaft zur Konjunkturforschung, N° 4), Bonn, 1929.
- ASSAEL (Harald). — *Gewerkschaftliche Lohnpolitik und Arbeitslosigkeit*, Hamburg, 1932.
- BAUER. — *Kapitalismus und Sozialismus nach dem Krieg*, Wien, 1931.
- BELLET (Daniel). — *Le chômage et son remède*, Paris, 1912.
- BEVERIDGE (William). — *Unemployment a problem of industrie*, London, 1931.
- BRANDENBURG. — *Die Entwicklung des Arbeitslosenschutzrechtes in Deutschland*, thèse München, 1933.
- BRESCIANI-TURRONI (Constantino). — *Le vicende del marco tedesco*, Milano, 1931.
- BURGOERFER (Friedrich). — *Volk ohne Jugend*, Berlin, 1934.
- COLM (P.), NEISSEN (H.) und andere. — *Kapitalbildung und Steuersystem*, Verhandlungen und Gutachten der Conferenz von Elsen, Veröffentlichungen der Friedlich List Gesellschaft, 4 volumes, Berlin, 1930.
- COLSON. — *Cours d'économie politique*, t. II, Paris, 1928.
- CZECH (Werner). — *Der heutige Stand der amtlichen Reichsarbeitsstatistik in Deutschland*, thèse Breslau 1932.
- DELIVANIS (Demètre). — *La politique des banques allemandes en matière de crédit à court terme*, thèse Paris, 1934.
- DIÉHL (Karl) und andere. — *Wirkungen und Ursachen des hohen Kapitalzinsfusses in Deutschland*, Jena, 1932.
- FEILER (Arthur). — *Die Konjunkturperiode 1907-1913 in Deutschland*, Jena, 1914.
- FRIEDLAENDER-PRECHTL (Robert). — *Chronische Arbeitskrise. Ihre Ursache, ihre Bekämpfung*, Berlin, 1926.
- GEYER (Anna). — *Die Frauenerwerbsarbeit in Deutschland*, Jena, 1924.
- HARMS (Bernhard) und andere. — *Kapital und Kapitalismus*, Vorlesungen gehalten in der deutschen Vereinigung für staatswissenschaftliche Fortbildung, Berlin, 1931.
- HEIMANN (Eduard). — *Soziale Theorie des Kapitalismus*, Tübingen, 1929.
- HEINEL (Ebering). — *Die Bevölkerungsbewegung im Deutschen Reich in der Kriegs- und Nachkriegszeit*, thèse Berlin, 1927.

- HELFFERICH (Karl). — *Deutschlands Volkswohlstand 1888-1913*, 7^e éd. Berlin, 1917.
- HENNINGER (Wilhelm). — *Die Deutsche Arbeitslosenversicherung*, München, 1929.
- HERBST (Richard). — *Die Methoden der deutschen Arbeitslosenstatistik*, Berlin, 1914.
- HESSE (Albert). — *Einführung in das wirtschaftliche und soziale Verständnis der Gegenwart*, Jena, 1932.
- HINNENTHAHL (H.). — *Die Deutsche Rationalisierungsbewegung und das Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit* (Veröffentlichungen des Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit, N° 4), Berlin, 1927.
- HIRSCH (Julius). — *Die Wirtschaftskrise*, Berlin, 1931.
- JAERISCH (Gerhard). — *Eine Enquête über den Arbeitsmarkt in der schlesischen Textilindustrie. Ein methodisch-kritischer Beitrag zur deutschen Arbeitsmarktstatistik* these Münster, 1929.
- JASTROW (Ignaz). — *Sozialpolitik und Verwaltungswissenschaft*, Berlin, 1902.
- KAISER (Helena). — *Der Einfluss industrieller Frauenarbeit auf die Gestaltung der industriellen Reservearmee in der deutschen Volkswirtschaft der Gegenwart*, these Leipzig, 1933.
- KOBATSCH (Rudolf). — *Wirtschaftlichkeitslehre*, Wien, 1928.
- KUCZYNSKI (Jürgen et Marg.). — *Die Lage der Deutschen Industriearbeiter, 1913-14 und 1924-30*, Berlin, 1931.
- KUMPMANN (Karl). — *Die Arbeitslosigkeit und ihre Bekämpfung*, Tübingen, 1920.
- KUSCHMANN (Heinz). — *Die Untersuchungen des Berliner Instituts für Konjunkturforschung* (Beiträge zur Erforschung der wirtschaftlichen Wechselagen, série publiée sous la direction de SPIETHOF, N° 7), Jena, 1933.
- LAVERGNE (A. de) et HENRY (Paul). — *Le chômage, causes, conséquences, remèdes*, Paris, 1910.
- LESCURE (Jean). — *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Paris, 1932.
- LUTHER (Hans). — *Von Deutschlands eigene Kraft*, Berlin, 1928.
- MAHR (Alexander). — *Hauptprobleme der Arbeitslosigkeit*, Wien, 1931.
- MASSAR (Carl). — *Die Volkswirtschaftliche Funktion höher Löhne*, Berlin, 1928.
- MATTHES (Carl). — *Die Rationalisierung der Wirtschaftsprozesse*, Zürich, 1932.
- MEERWARTH (Rudolf). — *Einleitung in die Wirtschaftsstatistik*, Jena, 1920.
- MERKLE (Benno). — *Arbeitslosigkeit, ihre statistische Erfassung und ihre Bekämpfung durch den Arbeitsnachweis*, München, 1913.
- MOBERT (Paul). — *Bevölkerungslehre*, Jena, 1929.
- MUELLER (August). — *Wege zur Kapitalneubildung in Deutschland*, Leipzig, 1926.
- MUELLER (Johannes). — *Deutsche Wirtschaftsstatistik*, Jena, 1925.
- MUSS (Max). — *Die Wirtschaftskrise in Deutschland*, Stuttgart, 1932.
- PIGOU. — *Industrial fluctuations*, London, 1927.
- PLATZER (Hans). — *Bevölkerungsentwicklung und Arbeitsmarkt*. Rapport présenté à la session du 11 mars 1927 de la « Société allemande pour la lutte contre le chômage » publié dans la collection « Das Problem der gegenwärtigen Arbeitslosigkeit in Deutschland », Berlin, 1927.
- POHLE (Ludwig). — *Bevölkerungsbewegung, Kapitalbildung und periodische Wirtschaftskrise*, Göttingen, 1902.
- PRIBRAM (Karl). — *Probleme der internationalen Arbeitsstatistik*, Jena, 1925.

- PUPPE (Dietrich). — *Die neuere Entwicklung der amtlichen Statistik des Arbeitsmarktes, insbesondere der Statistik der Arbeitsnachweise*, thèse Breslau, 1923.
- RAPHAEL (Gaston). — *L'industrie allemande, sa récente évolution*, Paris, 1928.
- RAUCHBERG (Heinrich). — *Die Berufs- und Gewerbebezahlung im Deutschen Reich vom 14 Juni 1895*, Berlin, 1901.
- RAUE (Franz). — *Die Saisonarbeit als sozialpolitisches Problem*, thèse Münster, 1928.
- RINGHAUD (Kurt). — *Die in der Nachkriegszeit eingetretenen Veränderungen in der Alterszusammensetzung der deutschen Bevölkerung, ihre Ursachen und Wirkungen*, thèse Greifswald, 1934.
- RIVAUD (Albert). — *Les crises allemandes 1919-1931*, Paris, 1932.
- ROGOWSKI (E.). — *Das Deutsche Volkseinkommen*, Berlin, 1926.
- SAITZEW (Manuel) und andere. — *Die Arbeitslosigkeit der Gegenwart*, 4 volumes, München, 1932-1934.
- *Industrialisierung und Arbeitslosigkeit*, Discussions lors de la session à Dresde des 28 et 29 septembre 1932, du « Verein für Sozialpolitik », dans « Deutschland und die Weltkrise » (Schriften des Vereins für Sozialpolitik, t. CLXXXVII), München, 1932.
- SCHIEFFBUCH (Adolf). — *Der Einfluss der Rationalisierung auf den Arbeitslohn (Arbeitsmarkt)*, Stuttgart, 1931.
- SCHMIDT (Carl). — *German business cycles (1924-1933)*, (Publications of the National Bureau of Economic Research, N° 25), New-York, 1934.
- SCHOENE (Günther). — *Die Deutsche Arbeitsmarktkrise 1925-1926*, thèse Münster, 1930.
- SCHREIBER (Edmund). — *Arbeitsmarktbeobachtung und-berichterstattung* (Schriftenreihe des Landesarbeitsnachweises Sachsen-Anhalt, N° 7), Leipzig, 1927.
- SERING (Max). — *Die Wirtschaftskrise* (Berichte über Landwirtschaft, Nouvelle série, t. IV), Berlin, 1926.
- *Deutschland unter dem Dawes-Plan*, Berlin, 1928.
- SILBERGLEIT. — *Beschäftigungsgrad und Arbeitsmarkt*, Berlin, 1908.
- SIMON (Walter). — *Arbeitsmarkt und Konjunktur*, Prag, 1932.
- SINGER (Kurt). — *Kapitalbedarf und Kapitalbildung in Deutschland. Ein statistischer Versuch*, dans la collection « Kapitalbildung und Besteuerung » publiée sous la direction de Walter Lorz, (Schriften des Vereins für Sozialpolitik, t. CLXXIV, 4^e Partie), München, 1929.
- SOMBART (Werner). — *Der Moderne Kapitalismus*, München, 1928.
- STRASSER (Isa). — *Frauenarbeit und Rationalisierung*, Berlin, 1927.
- SYRUP. — *Probleme des Arbeitsmarktes und der Arbeitslosenversicherung* (Kölner Industriehefte, N° 18), Köln, 1930.
- VITALI (Walter). — *Saisonschwankungen im Baugewerbe und ihre Auswirkungen auf die deutsche Volkswirtschaft*, thèse München, 1931.
- WAGEMANN (Ernst). — *Kreislauf und Konjunktur der Wirtschaft*, Leipzig, 1927.
- *Konjunkturlehre*, Berlin, 1928.
- WEBER (Adolf). — *Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit*, Tübingen, 1921.
- *Politische Preise, Politische Arbeitsbedingungen, Arbeitslosigkeit*, München, 1931.
- *Sozialpolitik*, München, 1931.
- WEDEKIND (Erich). — *Die Rationalisierung im Ruhrbergbau und ihre ökonomischen und sozialen Auswirkungen*, thèse Köln, 1930.

- WELTER (Erich). — *Die Ursachen des Kapitalmangels in Deutschland*, Tübingen, 1931.
- WEYERMANN (M.R.). — *Die Konjunktur und ihre Beziehungen zur Wirtschaftsstruktur* (Kieler Vorträge, N° 30), Jena, 1929.
- WIGGS (Kenneth Ingram). — *Unemployment in Germany since the war* (London School of Economics and Political Science, Studies in Economics and Commerce, N° 1), London, 1933.
- WOLFF (Hellmuth). — *Lehrbuch der Konjunkturforschung*, Berlin, 1928.
- WOYTINSKY (Wladimir). — *Der deutsche Arbeitsmarkt. Ergebnisse der gewerkschaftlichen Arbeitslosenstatistik, 1919-1929*, Berlin, 1930.
- ZIZEK (Franz). — *Grundriss der Statistik*, München, 1923.

ARTICLES

- ALTSCHUL (Eugen). — « Saisonindices der Nachstabilisierungszeit », *Frankfurter Zeitung*, N° 596, du 11 août 1928.
- AXE (E.W.) et FLINN (H.M.). — « On index of general Business Conditions for Germany, 1898-1914 », *The Revue of Economic Statistics*, 1925 N° 4.
- BANDMANN (Egon). — « Grenzen der Arbeitsmarktentlastung » *Wirtschaftsdienst*, 1932, N° 41, p. 1381.
- BERGER. — « Deutscher Arbeitsmarkt », *Deutsche Wirtschaftszeitung*, 1928, N° 2.
- BONN (M.J.). — « Technische oder finanzielle Rationalisierung ? », *Magazin der Wirtschaft*, 1926, N° 11.
- BURGDÖRFER (Friedrich). — « Die Volks-Berufs- und Betriebszählung von 1925 », *Allgemeines Statistisches Archiv*, 1925, N° 1.
- « Die Volks-Berufs- und Betriebszählung von 1933 », *Allgemeines Statistisches Archiv*, 1933, N° 2.
- « Bevölkerungsentwicklung und Wirtschaft », *Deutsche Wirtschaftszeitung*, 1928, N° 43.
- FUSS (Henri). — « Etude critique des statistiques du chômage en France », *Revue d'Economie Politique*, 1927, N° 1.
- « Rationalisation et chômage », *Revue Internationale du Travail*, 1928, t. I, n° 5.
- GLEITZE (Bruno). — « Die deutsche Arbeitsmarktstatistik, ihre Entwicklung und Methode », *Die Arbeit*, 1928, N° 3 et 4.
- GUENTHER (Ernst). — « Der Geburtenrückgang als Ursache der Arbeitslosigkeit ? Untersuchung einiger Zusammenhänge zwischen Wirtschaft und Bevölkerungsbewegung », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1931, N° de juin.
- HARMS (Bernhard). — « Strukturwandlungen der Deutschen Volkswirtschaft », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1926, t. XXIV, Chronik und Archivalien.
- « Strukturwandlungen der Weltwirtschaft », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1927, t. XXV, N° 1.
- HENNINGER (Wilhelm). — « Kritik der deutschen Arbeitsmarktstatistik », *Arbeit und Beruf*, Ausgabe A, 1927, N° 10.
- HUTH (Hermann). — « Die Industrieberichterstattung », *Reichsarbeitsblatt*, 1925, p. II, 305.
- JENTZSCH (Walter). — « Neue Methoden der Arbeitsmarktstatistik », *Arbeit und Beruf*, Ausgabe, A, 1927, N° 13.
- « Die Jahreszeitlichen Schwankungen im Arbeiterbedarf der deutschen Wirtschaft », *Deutsche Arbeit*, 1930, N° 8.

- KHERIAN (Grégoire). — « Le chômage technologique », *Revue d'Economie Politique*, 1932, N° 1.
- KNEUER (Heinrich). — « Statistik der Wohlfahrtserwerbslosen von August 1930 bis April 1931 », *Zeitschrift des Bayerischen Statistischen Landesamtes*, 1931, N°s 2-3.
- KRAEMER (Carl). — « Das deutsche Wirtschaftsproblem », *Der österreichische Volkswirt*, 1930, N° 22.
- KRALL (Gustav). — « Die Frau auf dem Arbeitsmarkt », *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1930, N° IV.
- KRAUSE (Friedland). — « Gewerkschaftsstatistik », *Internationales Handwörterbuch des Gewerkschaftswesens*, Berlin, 1931, t. I.
- KREBS (P.). — « Saisonschwankungen am Arbeitsmarkt », *Magazin der Wirtschaft*, 1926, N° 45.
- KUMPMANN (Karl). — « Arbeitslosigkeit und Arbeitslosenversicherung », *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 4^e éd. t. I, Jena, 1923.
- LAMPE (Adolf). — « Entlastung des Arbeitsmarktes. Reform des Lohnsystems », *Soziale Praxis*, 1932, N° 9.
- LEDERER (Emil). — « Le chômage en Allemagne », *Revue d'Economie Politique*, 1931, N° 2.
- LEMMER (Ernst). — « Rationalisierung und Arbeitnehmerschaft », *Wirtschaftsdienst*, 1927, N° 2.
- LUEDERS (M.E.). — « Die Entwicklung der gewerblichen Frauenarbeit im Kriege », *Schmollers Jahrbücher*, 1920, t. XXXIV, N°s 1 et 2.
- LUYKEN (Richard). — « Die Bedeutung der unsichtbaren Arbeitslosigkeit für die Arbeitsmarktbeobachtung », *Soziale Praxis*, 1933, N° 12.
- MANGELS. — « Die volkswirtschaftliche Bedeutung der Krankenkassenversicherungsstatistik », *Reichsarbeitsblatt*, 1913, N° 6.
- « Arbeitsmarktliche Auswertung der Krankenkassenstatistik », *Arbeit und Beruf*, Ausgabe A, 1932, N° 23.
- « Wie sind die Arbeitslosenzahlen zu bewerten ? », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 1933, N° 6.
- MARCH (Lucien). — « Recensements industriels et statistique du chômage », 7^e rapport soumis au XI^e Congrès de l'Institut International de Statistique en 1903, *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, t. XV, livr. 2.
- MARCE (Victor de). — « Les statistiques du chômage en Allemagne », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1932, N° 4.
- MEERWARTH (Rudolf). — « Betrachtungen über Methoden und Ergebnisse der deutschen Arbeitsmarktstatistik », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1911, t. XXXIII, N° 3, et 1912, t. XXXIV, N° 1.
- MENDELSON (Kurt). — « Fünf Jahre Rationalisierung », *Die Arbeit*, 1930, N° 2.
- MOELLER (Hero). — « Rationalisierung und Arbeitslosigkeit », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1931, t. XXXIV, N° 2.
- MOHRUS (Oskar). — « Saisonschwankungen in der deutschen Wirtschaft », *Magazin der Wirtschaft*, 1920, N° 15 et N° 23.
- MOMBERT (Paul). — « Wege und Formen von Kapitalbeschaffung und Kapitalbildung », *Wirtschaftliche Nachrichten für Ruhr und Rhein*, 1927, N° 29.
- « Betrachtungen über Kapitalmangel und Kapitalbedarf in der deutschen Volkswirtschaft », *Wirtschaftliche Nachrichten für Ruhr und Rhein*, 1928, N° 16.
- « Arbeitslosigkeit und Wirtschaftskrise », *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*, 1931, N° 18.

- « Wandlungen in der Lebensdauer und dem Altersaufbau der Bevölkerung », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, juillet 1933.
- MORGENROTH (Wilhelm). — « Arbeitslosenstatistik als Grundlage der Arbeitslosenversicherung », *Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft*, 1929, N° 1.
- MOST (Otto). — « Arbeitslosenstatistik », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Jena, juillet 1910.
- NOTHAAS (J.). — « Die Beschäftigung in der Krise », *Reichsarbeitsblatt*, 1932, N° 31 II.
- OBERMEUR-SCHOCH (Hilde). — « Die Frauenarbeit in der Metallindustrie », *Reichsarbeitsblatt*, 1933, N° 4 II.
- OLDENBERG (K.). — « Die Bevölkerungsverluste im Weltkrieg », *Schmollers Jahrbücher*, 1925, t. II, N° 3.
- PAUL. — « Zur Messung des Beschäftigungsgrades nach der Monatsstatistik der Krankenkassen », *Reichsarbeitsblatt*, 1928, N° 9 II.
- « Die Abhängigkeit des Arbeitsmarktes von Konjunktur und Jahreszeit vor und nach dem Kriege », *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1928, N° 2.
- « Die Saison- und Konjunkturschwankungen auf dem Arbeitsmarkt in den Jahren 1924-1927 », *Reichsarbeitsblatt*, 1928, N° 6 II.
- PLATZER (Joachim). — « Die Steigerung der Erwerbsziffer in Deutschland », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1931, t. CXXXV, N° 3.
- RAUECKER (Bruno). — « Inwieweit beeinflusst die Rationalisierung die Arbeitslosigkeit ? », *Soziale Praxis*, 1930, N° 28.
- RAWICZ (Erwin). — « Umfang und Struktur der berufsüblichen Arbeitslosigkeit in der Arbeitslosenversicherung », *Reichsarbeitsblatt*, 1931, N° 21 II.
- RICHTER (Otto). — « Arbeitsstatistik », *Die Statistik in Deutschland nach ihrem heutigen Stand*, collection d'études publiées sous la direction de Friedrich ZAHN, Berlin, 1911.
- ROEMMICH (Wagner). — « Von der Verwaltungsstatistik der Arbeitsnachweise zur Arbeitsmarktstatistik », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1922, N° 3.
- SAYOUS (André). — « La crise allemande et ses remèdes », *Revue Economique Internationale*, juillet 1932.
- SCHELLER (M.B.). — « Le chômage technologique », *Revue Economique Internationale*, 1931, t. III, N° 2.
- SCHNEIDER (Georg). — « Die deutsche Arbeitsmarktstatistik im Dienste der Konjunktur- und Marktbeobachtung », *Reichsarbeitsblatt*, 1929, N° 33 II.
- « Die Messung des Beschäftigungsgrades », *Reichsarbeitsblatt*, 1929, N° 15 II.
- « Zur Struktur der Arbeitslosigkeit », *Reichsarbeitsblatt*, 1930, N° 31 II.
- SCHUETTLE (Annegret). — « Woher kommt die strukturelle Arbeitslosigkeit ? », *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung*, 1931, N° 3.
- SIBERMANN (J.). — « Die Frauenarbeit nach der Berufszählung vom 16 Juni 1925 », *Jahrbuch für Frauenarbeit*, 1928.
- SILBERGLEIT. — « Arbeitslosenstatistik in Deutschland », Rapport N° 2, présenté à la Conférence Internationale du Chômage, tenue à Paris, du 18 au 21 septembre 1910, Compte-rendu de la Conférence, t. II, Paris, 1911.
- SPLIEDT (Franz). — « Wirtschaftskrise und Arbeitslosigkeit », *Die Arbeit*, 1926, N° 1.
- « Der Arbeitsmarkt und Umfang der Arbeitslosigkeit », *Die Arbeit*, 1932, N° 12.

- STAEBLE (Hans). — « Die Beobachtungsverfahren der wirtschaftlichen Wechsellagen des Harvard University Committee on Economic Research », *Schmollers Jahrbücher*, 1928, t. LII, N° 2.
- THIBERT (Marguerite). — « Crise économique et travail féminin », *Revue Internationale du Travail*, 1933, N° 4 et 5.
- VALLENTIN (Antonina). — « L'emploi des femmes depuis la guerre », *Revue Internationale du Travail*, 1932, t. XXV, N° d'avril.
- VALTA (Von). — « Arbeitsstatistik und Arbeitsstatistische Aemter », *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, t. I, Jena, 1923.
- WAGEMANN (Ernst). — « Kapitalbildung und Investitionen », *Stahl und Eisen*, N° 45, du 5 novembre 1931.
- WELTER (Erich). — « Wandlungen in der Kapitalbildung », Rapport présenté à la session des « Vorstände des Deutschen Sparkassen- und Giroverbandes » tenue à Kassel le 18 septembre 1928, et publié dans la *Deutsche Sparkassen-Zeitung*, N° 109 du 20 septembre 1928.
- WILLEKE (Eduard). — « Die Arbeitslosigkeit in ihrer Verursachung und in ihren Erscheinungsformen », *Reichsarbeitsblatt*, 1927, N° 22 II.
- WOLFF (Helmuth). — « Der Arbeitsmarkt in der Konjunkturforschung », *Kölner Sozialpolitische Vierteljahrsschrift*, 1927, N° 4.
- « Struktur und Konjunktur », *Allgemeines Statistisches Archiv*, 1927, N° 2.
- WOYTINSKY (Wladimir). — « Konjunktur und Saison », *Die Arbeit*, 1929, N° 2.
- « Unsichtbare Arbeitslosigkeit über 2 millionen Menschen », *Gewerkschaftszeitung*, 1932, N° 47.
- « Die Arbeitsstreckung im Lichte der Statistik », *Allgemeines Statistisches Archiv*, 1932, N° 3.
- « Der deutsche Arbeitsmarkt in der Krise », *Schmollers Jahrbücher*, 1933, t. LVII, N° 3.
- « Statistik der Arbeit », *Internationales Handwörterbuch des Gewerkschaftswesens*, t. II.
- ZAHN (Friedrich). — « Die deutsche Arbeiterstatistik », *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, 1905, t. XIV, 3^e livr.

DOCUMENTS

Société des Nations, *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*, Rapport présenté à l'Assemblée de la S.D.N. préparé par le Professeur OHLIN, Genève, 1933.

Bureau International du Travail,

Etudes et Documents, série C,

N° 5. *Statistiques du chômage dans différents pays de 1910 à 1922*, Genève, 1922.

N° 8 *La crise de chômage 1920-1923*, Genève, 1924.

N° 16 *Problèmes du chômage en 1931*, Genève, 1931.

N° 20 WOYTINSKY (Wladimir). — *Trois causes du chômage : l'action conjuguée des facteurs démographiques, techniques et économiques*, Genève, 1934.

Etudes et Documents, série N,

N° 7 *Les méthodes des statistiques du chômage*. Rapport préparé pour la 2^e Conférence Internationale des statisticiens du Travail, Genève, 1925.

N° 8 *La 2^e Conférence Internationale des statisticiens du Travail* (tenue à Genève du 20 au 25 avril 1925), Genève, 1925.

Kaiserliches Statistisches Amt, *Beiträge zur Arbeiterstatistik*, N° 1, Berlin, 1904, N° 7, Berlin, 1908 et N° 12, Berlin 1913.

Statistisches Reichsamts,

Statistik des Deutschen Reiches.

T. 111, Berlin 1899.

T. 211, Berlin 1913.

T. 217, Berlin 1913.

T. 316, Berlin 1926.

T. 401, Berlin 1928 et 1930.

T. 402, Berlin 1929.

T. 408, Berlin 1931.

T. 451, Berlin 1935.

Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, différentes années.

Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reiches.

Wirtschaft und Statistik, 1920-1935.

Deutsche Wirtschaftskunde, 2^e éd. Berlin, 1933.

Reichsamt für Arbeitsvermittlung, *Die Lage des Arbeitsmarktes in Deutschland*, Mémoire.

Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung, *Reichsarbeitsblatt* (bi-mensuel).

Reichsarbeitsmarktanzeiger, 1927-1935.

Stand der Arbeitslosigkeit am 16.6.33 nach den Meldungen der Arbeitsämter, Berlin, 1933.

Institut für Konjunkturforschung,

Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, 1926-1935.

Wochenbericht, 1928 /29-1935.

Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, Sonderhefte :

N° 6 DONNER (Otto). — « Die Saisonschwankungen als Problem der Konjunkturforschung », Berlin, 1928.

N° 11 DONNER (Otto). — « Die Saisonschwankungen der wichtigsten Wirtschaftsvorgänge in Deutschland seit 1924 », Berlin, 1928.

N° 22 « Kapitalbildung und Investitionen in der Deutschen Wirtschaft », Berlin, 1931.

N° 29 REITHINGER (Anton). — « Stand und Ursachen der Arbeitslosigkeit in Deutschland », Berlin, 1932.

N° 31 WAGENFUEHR (Rolf). — « Die Industriewirtschaft. Entwicklungstendenzen der Deutschen und Internationalen Industrieproduktion 1860 bis 1932 », Berlin, 1933.

Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung, Ergänzungshefte :

HENNING (Hermann). — « Die Ausschaltung von saisonmässigen und säkularen Schwankungen aus Wirtschaftskurven », Berlin, 1926.

ZWIEDINECK-SUEDENHORST (Otto von). — « Beiträge zur Erklärung der strukturellen Arbeitslosigkeit », Berlin, 1927.

Kurven und Zahlen zur Wirtschaftslage in Deutschland, 2^e éd. Berlin, 1935.

Deutschlands Wirtschaft Währung und Finanzen : Matériel recueilli par ordre du Gouvernement allemand, Berlin, 1924.

Rapport du Comité Dawes, *Documents relatifs à l'application du Plan des Experts*, Paris, 1926.

- Die Steuerbelastung der deutschen Industrie 1913 und 1925* (Publications du « Reichsverbandes der Deutschen Industrie », N° 36), étude publiée sous la direction de O. TETZLAFT, Berlin, 1927.
- Die-Bedeutung der Rationalisierung für das Deutsche Wirtschaftsleben*, Collection d'études publiées par la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Berlin, 1928.
- Denkschrift zur Lohnbewegung*, Vereinigung der deutschen Arbeitgeberverbände. E.V. Berlin, 1928.
- Die 40-Stunden-Woche*, Untersuchungen über Arbeitsmarkt, Arbeitsertrag und Arbeitszeit, Collection d'études publiées à la demande de l'Union générale des Syndicats allemands, sous la direction de Théodore LEIPART, Berlin, 1931.
- Die Rationalisierung in der Metallindustrie*, zusammengestellt und bearbeitet nach Erhebungen des Vorstandes des Deutschen Metallarbeiter Verbandes, Berlin, 1933.
- Jahresberichte des Vereins für die Bergbauliche Interessen*, Essen, pour les années 1927 et suivantes.
- Statistisches Handbuch für die deutsche Maschinenindustrie*, 1928 et 1930.
- Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung 1924-1935*.
- Reichskreditgesellschaft, rapports semestriels 1925-1933.
- Deutsche Bank, rapports annuels 1924-1928.
- Deutsche Bank und Diskontogesellschaft, *Wirtschaftliche Mitteilungen* 1930-1935.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS

PREMIERE PARTIE

LES SOURCES STATISTIQUES DU CHOMAGE

GENERALITES	5
Section A. — Les statistiques du chômage en général	11
Section B. — Les sources statistiques particulières du chômage ..	17
<i>Chapitre premier. — Recensements généraux des chômeurs</i>	19
<i>Chapitre II. — Les statistiques des chômeurs secourus</i>	25
<i>Chapitre III. — Les statistiques du placement</i>	36
<i>Chapitre IV. — Les statistiques syndicales</i>	45
<i>Chapitre V. — Les statistiques des caisses de maladie</i>	54
<i>Chapitre VI. — Les statistiques patronales (Industrieberichterstattung)</i>	60
<i>Chapitre VII. — Les statistiques du chômage pendant la crise 1929-1933. Le chômage invisible</i>	65
APPENDICE STATISTIQUE A LA PREMIERE PARTIE	
Les données statistiques du chômage	73

DEUXIEME PARTIE

LES FORMES DU CHOMAGE

Observations préliminaires	85
<i>Chapitre premier. — Le chômage constant</i>	88
<i>Chapitre II. — Les fluctuations saisonnières</i>	92
§ 1. Les procédés de calcul et d'élimination du chômage saisonnier	94
A. Méthode des moyennes mensuelles (Saisonzahlen)	95
B. Méthodes mathématico-statistiques	96
C. Décomposition concrète des séries statistiques du chômage en leurs éléments « saisonnier » et « cyclique »	102
§ 2. Les caractéristiques des fluctuations saisonnières	104

<i>Chapitre III. — Les fluctuations cycliques</i>	112
§ 1. Les fluctuations cycliques du chômage sur le marché du travail allemand	114
§ 2. L'ampleur des fluctuations cycliques et ses causes	144
I. La rigidité des salaires	145
II. L'importance accrue des effectifs industriels et de la population urbaine	153
III. Le défaut d'action compensatrice de l'industrie du bâtiment au cours des dépressions d'après-guerre	154
<i>Chapitre IV. — Le chômage structurel</i>	157

TROISIEME PARTIE

LES CAUSES DU CHOMAGE STRUCTUREL

Observations préliminaires	167
Section A. — Facteurs agissant sur l'offre du travail (facteurs démographiques)	171
§ 1. Modifications dans la composition de la population au point de vue de l'âge	178
§ 2. Augmentation de la participation du travail féminin à l'activité économique	182
§ 3. Déplacements entre les différents groupes de la popula- tion au point de vue de l'activité économique	189
Section B. — Facteurs agissant sur la demande du travail	191
<i>Chapitre premier. — Rationalisation et chômage</i>	191
§ 1. Facteurs ayant provoqué et activé le mouvement de ra- tionalisation des années 1924-1930	195
§ 2. Le rapport entre rationalisation et chômage	201
§ 3. Répercussions de la rationalisation sur la productivité du travail et le nombre de travailleurs employés dans les différents domaines de l'activité économique	206
§ 4. Les répercussions de la rationalisation sur l'ensemble du marché du travail	210
<i>Chapitre II. — La pénurie des capitaux</i>	213
CONCLUSION	223
BIBLIOGRAPHIE	230

